Unclupais MAY 1 -

41e Année. N° 8.

PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.

LA REVUE DE PARIS

15 AVRIL 1934

		Pages.
★ ★	*La Trêve politique*	721
erre de Nolhac	*Madame Vigée-Le Brun en Italie*	732
mte de Fels	*Correspondance maçonnique*	748
an Giono	*Le Chant du Monde* (fin)	762
Lacour-Gayet	*Les dernières années de Pauline Borghèse*	818
arles Nicolle	*L'Expérimentation sur l'Homme*	846
erre Lièvre	*Crébillon a-t-il menti?*	867
lonel Herbillon	*Dans le Jeu des Balkans.* — II	882
Albert-Petit	*L'Histoire*	906
L. Vaudoyer	*Ingres et ses Élèves*	922
uis Houllevigue	*L'Hydrogène lourd et l'Eau lourde*	932
arcel Thiébaut	*Parmi les Livres*	940

Correspondance : Lettre du comte KHUEN HEDERVARY

Copyright 1934 *Revue de Paris.*

LA LIVRAISON DE 240 PAGES : 7 FRANCS

PARIS

DIRECTION ET RÉDACTION : 114, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

ADMINISTRATION, ABONNEMENT ET VENTE : 3, RUE AUBER

La REVUE DE PARIS *publiera prochainement* :

Au jour le jour

par FERDINAND GOETEL

Laurence

par MARCEL ARLAND

La plate-forme des élections qui viennent

La Réforme de l'État

par PAUL REYNAUD

Émotions et Travaux de l'Institut d'Égypte

par F. CHARLES-ROUX

Lettres inédites de Lamartine

(publiées par HENRI GUILLEMIN)

La Mortalité infantile en France

par le PROFESSEUR ROBERT DEBRÉ

Les Monts Bachibbal

par MARCEL GRIAULE

TRÊVE - APAISEMENT - JUSTICE

Deux mois ont passé depuis que le président Doumergue, donnant un haut exemple de dévouement à la chose publique, acceptait de former un gouvernement de trêve, d'apaisement et de justice.

Cette tentative que beaucoup pensent être la dernière compatible avec le maintien des institutions parlementaires a-t-elle ou n'a-t-elle pas réussi, et quel est son avenir?

Telles sont les questions que beaucoup de Français se posent avec une certaine angoisse et auxquelles nous allons essayer de répondre.

***

Lorsque M. Doumergue, débarquant de Tournefeuille, arriva à Paris, répondant à la fois aux instances du Président de la République et au vœu quasi unanime de l'opinion, l'émeute couvait encore dans la capitale. Le sang avait coulé le mercredi 6 et le jeudi 7 février. Le président du Conseil formait son cabinet le 10 et, dès le 12 février, il se trouvait en présence d'une grève générale prenant pour prétexte la protestation contre le fascisme, organisée par les groupements de gauche et d'extrême gauche. Les Chambres se réunissaient à nouveau le jeudi 15 février pour s'ajourner le samedi 17 mars.

Dans ce court intervalle, le Gouvernement avait d'abord obtenu un vote de confiance massif; il avait fait voter, avant le 28 février, le budget; il avait obtenu le pouvoir de légiférer

par décrets-lois en matière d'économies et d'équilibre budgétaire; il avait fait adopter par les deux Assemblées un certain nombre de projets législatifs urgents. Il avait ainsi rendu à la Nation l'image d'un Parlement travaillant normalement et exerçant dans le bon ordre son rôle constitutionnel.

Sans doute avait-il rencontré, dans ces débats, l'opposition constante, mais courtoise, du parti socialiste. Il est naturel que, dans un régime parlementaire, un Gouvernement, si élargie que soit sa base, rencontre une opposition. On peut même affirmer qu'il est utile qu'il en soit ainsi.

Le premier objectif que s'était assigné le président Doumergue : réaliser la trêve des partis, se trouvait ainsi atteint, au moins en apparence, et provisoirement, lorsque les Chambres partirent en vacances le 17 mars. Les partis, qui s'affrontaient avec tant de passion quelques semaines auparavant et qui avaient été encore secoués à plusieurs reprises par certaines intransigeances personnelles ou certaines agitations de sous-groupes, s'accordaient à laisser au Gouvernement de M. Doumergue les deux mois que celui-ci avait réclamés pour remettre un peu d'ordre dans les finances publiques.

Du côté de l'opinion publique, l'apaisement était peut-être moins profond. Il est toujours dangereux que la rue impose sa dictature aux pouvoirs constitués : elle risque d'être exploitée au bénéfice des factions et par les fauteurs de troubles.

Les événements du 6 février avaient profondément agité l'opinion publique. Il était normal que les uns considérassent comme insuffisants les résultats obtenus, tandis que les autres proclamaient le péril du fascisme. Les groupements s'organisaient et ceux déjà organisés s'amplifiaient. D'un côté, les Croix de Feu voyaient venir à eux, de très nombreux adhérents; les ligues d'anciens combattants (qui sont loin de grouper tous les anciens combattants) voyaient renforcer leurs effectifs. De l'autre côté, un « front commun » s'organisait entre la Confédération générale du Travail, le parti Communiste, le parti Socialiste, la Ligue des Droits de l'Homme.

A un moment, on pouvait craindre que ces groupements opposés s'affrontassent, provoquant de nouveaux désordres.

Encore eût-il fallu, pour cela, qu'un prétexte leur fût offert! Ce fut la grande sagesse du président Doumergue d'éviter que ce prétexte puisse être donné à ceux qui, en l'exploitant, auraient lancé le pays dans l'aventure.

Les manifestants du 6 février réclamaient avant tout la lumière sur l'affaire Stavisky et une justice indépendante, active, affranchie de l'ingérence de la politique et des puissances occultes.

M. Chéron prenait la décision heureuse de recourir à un règlement de juges pour ramener à Paris l'instruction d'une affaire que le défaut de moyens matériels du Tribunal de Bayonne faisait piétiner. Le Gouvernement procédait à un certain nombre de mutations de fonctionnaires dont l'activité dans l'affaire Stavisky avait justement pu être critiquée par l'opinion. La Chambre, enfin, constituait une Commission d'enquête qui se mettait au travail avec célérité. L'instruction judiciaire et l'enquête parlementaire découvraient des complicités nouvelles. Des inculpations, des arrestations s'ensuivaient. Le pays respirait enfin : la justice cessait de lui sembler enchaînée, et la police paraissait ne plus être au service des escrocs ou des bandits qu'elle était chargée de surveiller!

Est-ce à dire, cependant, que, dans ce domaine, l'opinion soit satisfaite? Certainement non. Au fur et à mesure, en effet, que les enquêtes se développaient, que la grande presse y collaborait, avec peut-être certaine exagération dans la recherche de l'information sensationnelle, l'opinion découvrait l'étendue d'un mal profond qu'elle avait deviné, mais qu'elle ne croyait pas aussi grave et qui rongeait nos institutions. Il lui semblait que les honnêtes gens avaient perdu leurs garanties, tandis que les malhonnêtes gens avaient acquis l'impunité!

La collusion de la Sûreté générale avec les escrocs, les maîtres chanteurs, les tricheurs de tripots, les tenanciers de maisons closes, les souteneurs et les criminels, se révèlait non plus comme un accident inévitable dans tous les pays et avec toutes les polices, mais comme le résultat de mœurs bien ancrées, et considérées, ce qui est plus grave, comme presque naturelles par le personnel et les chefs responsables de la police.

Sans doute la police, pour exercer utilement son action, ne peut-elle recruter ses indicateurs parmi les « prix de vertu »,

— comme a coutume de le dire plaisamment un ministre, membre de l'Académie française — mais il est permis de penser qu'une trop grande intimité entre les policiers et la fripouille conduit à des complaisances étranges!

L'affaire Stavisky ne pouvait pas être le « banal fait divers » dont M. Chautemps, qui l'avait ainsi qualifiée, sous-estimait l'importance; elle révélait, dans ses ramifications politiques et financières, la décomposition des organes chargés de veiller sur la sécurité et la probité du Régime.

Lorsque M. Sarraut, qui fut le premier à employer ce terme, déclarait qu'il se trouvait en présence d'une maffia, l'opinion publique qui le sentait obscurément, réalisait que le régime s'affranchirait de cette toute-puissante maffia ou qu'il succomberait sous le poids de ses méfaits.

L'assassinat du conseiller Prince, les suicides ou les tentatives de suicide de certains inculpés, les arrestations d'avocats, constituent sans doute autant d'épisodes douloureux et sensationnels; mais ce n'est pas le fond de l'affaire Stavisky. L'abcès qu'il faut vider à tout prix, c'est l'existence d'un système qui permet aux criminels et aux voleurs d'opérer impunément sous l'œil protecteur de la police et avec la complicité muette ou active de magistrats inféodés aux puissances occultes qui, dans l'Administration et dans la politique, règnent en maîtresses!

La franc-maçonnerie, elle-même, a un intérêt capital à crever cet abcès. Pour une grande partie de l'opinion publique, elle porte la responsabilité morale de la décadence des pouvoirs publics qui a pu conduire au triomphe de l'immoralité. Si elle a elle-même été exploitée par d'audacieux aigrefins, ou par des politiciens sans scrupules et qu'on l'ait ainsi détournée de ses fins philosophiques pour en faire un instrument de conquête du pouvoir politique, du pouvoir judiciaire et du pouvoir policier, il faut qu'elle s'affranchisse du soupçon et qu'elle aide à la réforme nécessaire de l'organisation des pouvoirs publics.

Une pareille tâche dépasse, on en conviendra, le scandale apparent de l'affaire Stavisky; mais, c'est cette tâche que l'opinion publique a demandée et demande au président Doumergue et à son gouvernement de justice d'accomplir.

Ce serait une grande erreur de croire que la Nation sera satisfaite par la condamnation de quelques coupables ou par la dégradation morale de quelques imprudents! Elle veut que le régime, en qui elle désire garder sa confiance, soit désormais mis à l'abri des vices profonds qui le menacent.

La femme de César ne doit pas être soupçonnée. C'est un proverbe ancien. La Justice doit être comme la femme de César. Personne ne doit pouvoir penser qu'elle peut être entravée, ni même ralentie par l'action des politiciens maîtres de l'avancement des magistrats! Il faudra que M. Doumergue, que M. Chéron et que M. Sarraut réfléchissent longuement et mûrement aux mesures qu'ils doivent prendre pour que l'opinion publique ait désormais la certitude, non seulement que l'affaire Stavisky a été liquidée par le châtiment des coupables, mais que d'autres affaires ne pourront pas renaître et se développer dans les mêmes conditions.

Si le Gouvernement d'Union ne parvenait pas à lever le doute qui empoisonne aujourd'hui l'opinion, la principale tâche que la Nation attend de lui n'aurait pas été remplie et ce fait pèserait lourdement sur les destins prochains du régime parlementaire.

***

Cependant, ce serait commettre une erreur que de croire à la prépondérance des affaires judiciaires en cours dans les événements qui doivent logiquement se dérouler dans un proche avenir.

La situation financière et économique va reprendre la première place dans les préoccupations de l'opinion publique.

Une fois de plus on dissertera de l'équilibre budgétaire, des économies, de la réforme administrative, du déficit des Chemins de fer, de la balance commerciale, du marasme des affaires, de la mévente du blé et des produits agricoles, du chômage persistant et grandissant.

Sans doute le renouveau saisonnier qu'apportent les beaux jours pourra légèrement améliorer la situation dans les mois qui viennent; mais, tant qu'un remède efficace n'aura pas été apporté aux maux dont souffrent nos finances publiques et notre économie nationale, il est vain d'espérer un rétablisse-

ment matériel qui puisse accompagner et renforcer un renouveau moral.

Le problème de l'équilibre budgétaire n'est pas neuf. Il s'offre à tous les gouvernements qui se sont succédé au pouvoir depuis les élections de 1932 et il pose l'éternelle question de la déflation ou de l'inflation.

Les efforts faits par les gouvernements précédents pour ajuster les dépenses aux recettes se sont montrés vains. Non pas qu'il faille sous-estimer ce qui a été fait par eux! Si les évaluations des économies déjà réalisées et des recettes nouvelles inscrites au budget ont été précédemment faites avec un optimisme maintes fois dénoncé et cruellement démenti, il faut reconnaître, néanmoins, que bien des améliorations ont été progressivement apportées au budget de l'État. Mais, comme l'indiquait une des personnalités les plus qualifiées du parti radical-socialiste, le plus difficile reste à faire!

Le gouvernement de M. Doumergue se trouve, aujourd'hui, devant cette tâche ingrate d'avoir enfin à demander des sacrifices réels aux parties prenantes des largesses du budget. C'est tout le problème de la rémunération des fonctionnaires, de la révision des retraites, de la suppression des cumuls et des abus, de la réduction des avantages excessifs accordés à certaines catégories de pensionnés et aux combattants eux-mêmes! Le Président du Conseil, en prenant l'initiative de s'adresser directement au peuple par la radio-diffusion, a admirablement résumé la question. Il s'agit de savoir, aujourd'hui, si le peuple français aura assez de sagesse pour accepter des sacrifices inévitables afin de conserver à la monnaie nationale son pouvoir d'achat intérieur et extérieur, ou si s'abandonnant à la facilité, une fois de plus, il se laissera acculer à une déflation monétaire qui risque d'amputer le pouvoir d'achat de la masse d'une manière bien plus grave et bien plus durable que les réductions de traitements, de pensions ou de subventions qui remettraient le budget de l'État en équilibre.

Le Gouvernement, dans cette tâche, a la bonne fortune d'être armé des décrets-lois. Sans doute, ces décrets devront-ils être présentés à la ratification des Chambres; mais, le délai court jusqu'au 31 octobre. Dans l'intervalle, les décrets ont

force légale ; et ils resteront en vigueur pourvu que les Chambres ne les annulent pas par un vote explicite. L'approbation tacite suffit donc à en assurer la pérennité. On peut ainsi espérer que les mesures prises par le Gouvernement tiendront, malgré les coalitions d'intérêts particuliers qu'elles soulèveront contre elles !

Chiffrer le déficit est une entreprise difficile, peut-être même chimérique. Si, à la rigueur, on peut évaluer assez exactement les dépenses, bien que beaucoup de postes soient soumis à des variations imprévisibles ; par contre, l'évaluation des recettes est en raison directe du ralentissement ou de l'amélioration de l'activité économique. Lorsque M. Germain-Martin, ministre des Finances, évalue le déficit probable de l'année 1934 à quatre milliards, fait-il preuve d'optimisme ou de pessimisme? Cela est bien difficile à dire. Si l'on se référait aux évaluations antérieures des derniers ministres, qui l'ont précédé et des Commissions compétentes des deux Assemblées, il semblerait que M. Germain-Martin ait péché par excès de pessimisme. Mais quand un effort est entrepris pour le rétablissement de la confiance, on ne saurait prendre assez de précautions pour que l'évolution des événements, même défavorables, n'entame pas l'œuvre de redressement entreprise. Ce qui importe, c'est de faire partager au pays la conviction que l'État a rétabli l'équilibre de ses finances.

Pourquoi se dissimuler, en effet, que dans le trouble monétaire qui sévit actuellement dans le monde, trop d'incertitude plane sur le sort du franc? Tant que la maison France n'a pas été mise en ordre, non seulement l'Étranger ne vient pas investir ses capitaux en France, mais encore le Français, lui-même, impressionné par une propagande qui s'alimente volontiers parmi les adversaires traditionnels ou occasionnels de notre pays, n'ose rien entreprendre, continue de thésauriser et soustrait ainsi à l'économie nationale fâcheusement anémiée les capitaux qui seraient utiles aussi bien à la prospérité des affaires privées qu'à l'amélioration des recettes fiscales.

On a pu évaluer à une quarantaine de milliards la thésaurisation actuelle en France. Remettre dans le circuit ces capitaux immobilisés constitue le but vers lequel doivent tendre tous les efforts des Pouvoirs Publics. Mais ils n'y parviendront

qu'à la condition d'exercer un choc psychologique sur l'opinion et de démontrer à tous et à chacun qu'ils peuvent de nouveau investir, construire et entreprendre, puisque rien ne menacerait plus ni l'équilibre des finances publiques, ni la monnaie nationale.

Par contre, si ce retour à la confiance n'était pas possible, il faudrait craindre une nouvelle aggravation de la situation. Pourquoi cacher, en effet, que la dévaluation monétaire, tout autour de nous, exerce une pression fâcheuse sur notre capacité d'exportation? Ceux qui reviennent de l'Étranger savent que la vie est plus chère en France que partout ailleurs. Les mêmes denrées alimentaires se trouvent à moitié prix sur le marché de Londres et au tiers du prix sur le marché américain. L'effort de dévaluation ne peut plus, ainsi, être limité aux seules dépenses publiques. Il est nécessaire de rétablir, dans toute la mesure possible, la parité des prix or par une compression rigoureuse des prix de revient et des prix de vente.

Cette déflation des prix n'est elle-même possible que si l'État a d'abord donné l'exemple.

Dès maintenant, n'existe-t-il pas, d'ailleurs, une discordance entre la position privilégiée des fonctionnaires, employés et salariés de l'État et des collectivités publiques et ceux des industries privées?

Ceux-ci ont largement coopéré, déjà, à l'effort de déflation. Il est temps que l'État apporte sa collaboration. La réduction des traitements des fonctionnaires et des pensions de retraites soulèvera les protestations des intéressés; mais, lorsque l'opinion publique, qui reste souverain juge, comparera les avantages actuels d'une catégorie privilégiée avec les incertitudes et les misères des ouvriers et des employés des entreprises privées, il est peu probable qu'elle soutienne de sa force les revendications même tumultueuses des fonctionnaires de l'État.

Cependant, les partis extrémistes, toujours prompts à s'emparer de toutes les possibilités de trouble, exhorteront les fonctionnaires et les cheminots à la grève générale.

Ce conflit entre la bureaucratie privilégiée et l'État est inévitable. Il existe d'ailleurs à l'état latent depuis des années.

Les empiétements des syndicats de fonctionnaires aux dépens de l'autorité du pouvoir exécutif n'ont pas cessé de se développer. Le syndicalisme dans la bureaucratie a pu se vanter d'avoir renversé plusieurs gouvernements depuis deux ans! Lorsqu'éclatera le conflit qui le mettra aux prises avec l'État considéré comme l'expression de la souveraineté nationale, il déterminera, par sa solution même, la victoire du régime démocratique ou sa déchéance devant le féodalisme syndical triomphant.

Ce n'est pas téméraire de penser que, dans cette lutte, le Gouvernement l'emportera, parce qu'il aura l'appui de l'opinion publique.

Quels que soient les désagréments dont, momentanément, la masse aura à souffrir, elle les supportera parce qu'elle souhaite, avant tout, le rétablissement de l'autorité, ayant trop souffert de l'anarchie et du désordre. Le Gouvernement n'a rien à craindre en se montrant énergique à l'égard de ceux qui, serviteurs de l'État, n'ont pas qualité pour lui dicter leur loi. Ceux qui, peut-être imprudemment, auront ainsi engagé les forces syndicales dans une lutte où ils n'ont, de toute évidence, ni l'équité ni le droit pour eux, essuieront sans doute un échec qui réjouira, par contre, tous les républicains attachés aux vieux principes de la vraie démocratie.

***

Mais si le Gouvernement peut compter sur l'appui de l'opinion, ne rencontrera-t-il pas de graves difficultés au Parlement? Et ne risque-t-il pas, interpellé dès la rentrée de la Chambre le 15 mai, d'être renversé par une majorité politique issue d'un cartel électoral dominé par les fonctionnaires?

En des temps ordinaires, il faudrait sans doute répondre affirmativement. Mais, quel que soit l'aveuglement ou l'ignorance au Café du Commerce, les chefs responsables du parti radical-socialiste savent qu'une nouvelle crise gouvernementale marquerait la fin du régime parlementaire. Certains le savent bien qui, prenant de l'avance sur les événements, avaient rêvé d'une sorte de coup d'État de gauche, tragiquement avorté à Paris le 6 février. Sans être devin, on peut

prédire que le renversement parlementaire du président Doumergue et de son cabinet d'union serait le signal, non plus seulement de l'émeute, mais de la guerre civile. Le président Herriot est trop fermement républicain et patriote pour laisser son parti risquer une semblable aventure. Son prestige que, seul parmi les chefs radicaux-socialistes, il a gardé intact, lui permettra de l'empêcher.

Cependant, le Cartel, politiquement stérile, mais électoralement profitable, se trouvera ainsi dissous. Et, par là même, se posera, pressante, la question de la Réforme électorale.

Logiquement, en effet, les partis politiques doivent chercher à reconquérir leur indépendance pour rajeunir leur action. Ils satisferont en outre l'opinion dans la mesure où ils lui offriront un moyen nouveau de s'exprimer. Une Chambre issue d'un scrutin tout neuf aura plus de chance de faire oublier au peuple ses griefs contre le régime parlementaire. Elle disposera d'un crédit renouvelé, et nous vivons des temps où il faut savoir se contenter du crédit à court terme.

La Représentation proportionnelle fera donc prochainement son entrée dans notre histoire politique. Elle y sera parrainée, curieux renversement des contingences, par le parti radical-socialiste qui l'avait toujours combattue. Elle sera *intégrale*; c'est-à-dire qu'elle n'offrira plus l'horrible mélange de la carpe et du lapin qu'était la fausse proportionnelle de 1919 à 1924. Réussira-t-elle à guérir de ses maladies notre vieille démocratie parlementaire? C'est une autre question. Provisoirement, elle aura l'avantage de substituer l'autorité des chefs de parti responsables et mieux informés, à la pression des militants irresponsables et ignorants.

Et, après tout, comme la course se dispute aujourd'hui entre la faillite des Dictatures et la faillite des Démocraties, le problème est pour celles-ci de tenir un peu plus longtemps que celles-là. Cette question de durée est incontestablement liée, en ce qui concerne au moins les démocraties, à la Réforme de l'État. Si la Réforme électorale, qui la conditionne, la rend possible, peut-être ferons-nous l'économie des violences et des ruines qui accompagnent toujours une Révolution, si pacifique soit-elle. Sinon, le régime parlementaire s'effondrera en France, comme ailleurs.

Mais la Réforme de l'État, dont il est si souvent question, exige, pour être faite, un gouvernement fort, uni dans la doctrine comme dans l'action. Très sagement, le président Doumergue a assigné des buts plus limités à la coalition de chefs de partis qu'il a réussi à constituer. La réforme de l'État peut, en effet, être réalisée soit par la restauration du libéralisme, soit par l'instauration ordonnée et contrôlée du bureaucratisme économique et social. Le compromis entre les deux systèmes qui caractérise l'époque actuelle ne conduit qu'au désordre et à l'anarchie. Le capitalisme, dont on a annoncé la mort et qui reste si vivace qu'il se reconstitue même dans la Russie des Soviets, peut aussi bien s'accommoder d'un régime que de l'autre. Mais entre les deux tendances éternelles, entre lesquelles oscille le gouvernement des peuples, entre le principe de liberté et le principe d'autorité, il faut choisir, et les institutions politiques qu'une nation accepte ou subit doivent être adaptées aux besoins économiques et sociaux de son évolution historique. Constater le désaccord entre ces institutions et ces besoins, c'est rester dans la négation stérile. Mais entreprendre une reconstruction sans plan serait folie. Malgré tout l'illogisme des circonstances, la logique imposera un plan préalable de réforme de l'État. A moins qu'il ne soit le fruit de la Révolution, il sera mûri par la volonté populaire s'exprimant normalement aux élections législatives. Sitôt la justice rétablie, et l'apaisement réalisé, la dissolution de la Chambre s'imposera donc comme une solution non pas exceptionnelle, mais normale; et, pour la première fois, sans doute, dans la Troisième République, le suffrage universel montrera s'il est digne de la confiance que l'idéalisme démocratique avait placée en lui.

D'ici là, sans doute, bien des regroupements se feront dans l'opinion, bien des idées se décanteront, bien des aspirations se clarifieront, bien des projets se préciseront, de telle sorte que la raison puisse reprendre le pas sur la passion. Quoi qu'il arrive, ce sera l'honneur du président Doumergue d'avoir assuré la transition en rétablissant la paix publique et en sauvant la République.

★ ★ ★

MADAME VIGÉE-LE BRUN EN ITALIE

L'Italie a été, plus qu'on ne le croit, un séjour cher et délicieux pour beaucoup de nos bons peintres du XVIIIe siècle. L'Académie de France à Rome y nourrissait ses pensionnaires dans l'étude classique du beau et, après ces années d'éducation, qui leur laissaient un souvenir enchanté, quelques-uns (Fragonard fut du nombre) prenaient une sincère joie à y revenir. Ceux qui n'avaient pas obtenu la pension du roi, un Boucher, un Robert, un Greuze, trouvaient le moyen d'aller en Italie à leurs frais ou avec un Mécène qu'ils accompagnaient, et bien peu se refusaient au pèlerinage. Le journal de voyage de ces artistes nous serait précieux; Cochin a laissé le sien, sous une forme toute didactique; Frago se révèle assez bien dans le journal de Bergeret; mais c'est dans les mémoires d'un peintre tard venu dans le siècle, madame Vigée-Le Brun, qu'on peut chercher le plus aisément *l'iter italicum* de ses confrères. On y trouve, il est vrai, le détail assez uniforme des jugements d'art qu'imposait la formation académique : mais ce qui donne une grâce particulière à ces *Souvenirs*, où foisonnent d'ailleurs les inexactitudes, c'est un goût très averti du paysage italien et du pittoresque spécial des ruines; l'on sent que l'auteur, avant de partir, a feuilleté amoureusement le *Voyage* de l'abbé de Saint-Non et les cartons de Watelet et qu'elle a longuement causé, pour préparer son itinéraire, avec son ami Hubert Robert.

Il ne fallut rien moins que la Révolution française pour

envoyer en Italie le peintre de Marie-Antoinette. Portraitiste à la mode, accablée de belles commandes, elle laissait passer les années sans réaliser son désir. Les premiers désordres de 1789 l'épouvantèrent; on prétendait, bien à tort, qu'elle était la maîtresse de Calonne et toute l'impopularité de la Cour retombait, au fond de la rue de Cléry, sur la pauvre artiste. On l'insultait dans la rue : on menaçait de brûler sa maison. Son départ, le soir du 6 octobre, fut une fuite; elle monta dans la diligence de Lyon, déguisée en femme du peuple, avec sa petite « Brunette » et la gouvernante de l'enfant et trembla tout le temps du voyage, parmi des « patriotes » malodorants, qui ne parlaient que de mettre les gens à la lanterne. Elle se sentit en sûreté après avoir passé Pont-de-Beauvoisin, sur les terres du roi de Sardaigne. L'émotion heureuse et très sincère qu'elle eut à découvrir les Alpes, en achevant de la distraire de ses ennuis, lui révéla une fausse vocation de peintre de paysage, dont elle devait quelque peu abuser par la suite. Et ce fut, malgré les difficultés de la route, une joyeuse entrée en Italie.

Ce dépaysement n'arrêta nullement sa vaillante activité d'artiste, et quelques-uns de ses meilleurs portraits datent de cette époque. Elle dut très vite se mettre au travail pour vivre; l'isolement, du moins, ne lui pesa guère, car en chaque ville elle rencontra des gens fiers de recevoir une aussi illustre dame et de lui faire les honneurs du pays. A Turin, elle logeait chez Porporati, le graveur qu'elle avait connu à Paris et qui avait même fait des démarches pour graver le grand tableau de la Reine avec ses enfants. A Parme, elle était accueillie par le comte de Flavigny, ministre de Louis XVI à la cour de l'Infant, et par sa femme, qui la présentait à la sœur de Marie-Antoinette. Un gentilhomme de leurs amis, qui se rendait à Rome, se chargea d'accompagner madame Le Brun et sa fille pour la traversée des montagnes, et se prêta aux arrêts de l'artiste. Elle voulait voir, dans les grandes villes seulement, les monuments et les œuvres d'art consacrés. Elle n'eût point omis un seul des palais de Bologne où figuraient des peintures de la fameuse école alors dominante dans l'enseignement universel de l'art; à Florence, elle prit de vifs plaisirs aux galeries Médicis et Pitti, sans daigner remar-

quer, bien entendu, une seule des peintures antérieures au « siècle de Léon X ». Partout ses confrères lui rendaient hommage. Elle n'était pas arrivée à Bologne depuis trois jours, qu'elle recevait la visite du directeur de l'Académie de la ville, lui apportant ses lettres de réception; le jour où elle vit à Florence la galerie des portraits de grands peintres peints par eux-mêmes, on lui laissa entendre qu'elle y pourrait envoyer le sien; et la proposition parut si flatteuse qu'elle se mit à le peindre dès qu'elle fut installée à Rome.

A Rome, ce sont d'abord les artistes français qui lui font accueil. Son ancien et tendre ami, le peintre Ménageot, qui administre depuis deux ans l'Académie installée au palais Mancini, reçoit, à leur descente de voiture, la mère et la fille, leur donne l'hospitalité dans un petit appartement du palais et avance l'argent nécessaire à leurs premiers besoins. Le jour même de l'arrivée, il mène l'impatiente voyageuse à Saint-Pierre et au *Jugement dernier*; le lendemain, au musée du Vatican, puis au Colisée. Les jeunes pensionnaires du roi, dont beaucoup la connaissent et ont dîné chez elle à Paris, viennent en corps lui présenter leurs hommages. Parmi eux sont Girodet, Fabre et Lethière; ils lui offrent la palette de leur camarade Drouais, un des mieux doués parmi les élèves peintres, mort prématurément; ils sollicitent en échange (et rien n'est plus gracieux que ce trait) quelques-uns des pinceaux dont elle-même s'est servie.

Tous ces détails sont donnés à Hubert Robert dans une lettre que madame Vigée-Le Brun lui adresse peu de jours après son arrivée. Ils ne peuvent manquer d'intéresser un peintre qui a si longtemps vécu dans la vieille maison française du Corso. Madame Vigée-Le Brun se plaît à lui rappeler un exploit de sa jeunesse : « Je me suis rendue au Colisée, écrit-elle, en mémoire de vous. Le côté d'où on peut le croire entier suffit pour faire estimer parfaitement sa grandeur, et cette ruine est encore une des plus belles choses qu'on puisse voir; le ton de ses pierres, les effets que la végétation y a semés partout, en font un monument admirable pour la peinture. Je ne puis concevoir comment il a pu vous venir l'idée si hasardeuse de grimper jusqu'au faîte pour l'unique plaisir

d'y planter une croix. La raison se refuse à le croire. Je dois vous dire, au reste, que cette croix est restée, et que votre adresse et votre courage sont devenus historiques, car on en parle encore à Rome. »

Malgré les soins qui l'entourent, la voyageuse ne reste pas longtemps à l'Académie; le train des voiturins qui ont leur remise dans une rue latérale, les chants et la musette des Calabrais devant une Madone éprouvent ses oreilles trop délicates; elle est chassée successivement de la place d'Espagne et de trois autres domiciles par les bruits divers qui la poursuivent, et le souvenir de cette odyssée et de ces souffrances tient autant de place dans ses récits que ses observations un peu banales sur les antiques fameux ou les peintures de Raphaël.

Madame Vigée-Le Brun visite Rome avec enthousiasme. Aucun palais, aucune villa n'échappe à sa curiosité; initiée par ses confrères aux itinéraires que consacrent l'admiration des siècles et la routine des *ciceroni*, elle cherche bientôt l'agrément des promenades solitaires : « On ne se lasse point, dit-elle, de revoir ce Colisée, ce Capitole, ce Panthéon, cette place Saint-Pierre, avec sa colonnade, sa superbe pyramide, ses belles fontaines que le soleil éclaire d'une manière si magnifique, que souvent l'arc-en-ciel se joue sur celle qui est à droite en entrant. »

Elle connaît les points de vue fameux, les aspects les plus goûtés au clair de lune, les villas dont s'entretiennent les étrangers. Elle a, du reste, comme il convient, choisi son coin préféré, sur les hauteurs de Monte-Mario, où elle va dîner avec les œufs frais d'une ferme proche et le poulet froid apporté par son fidèle Germain, le domestique qui l'accompagne toujours en ces lieux déserts. Elle a sous les yeux la belle ligne lointaine des monts de la Sabine. Elle révèle dans sa description son âme sentimentale et charmante : « Un lieu que j'avais pris en grande affection, c'était la hauteur du Monte-Mario, sur laquelle est située la villa Mellini. On m'avait dit qu'en creusant le chemin qui y conduit, on avait trouvé des coquilles d'huîtres et une roue semblable à celles qu'on fait aujourd'hui. On voit encore sur ces chemins d'énormes troncs d'arbres coupés, ces arbres ont été ceux de la forêt

sacrée qui conduisait au Temple antique, à la place même où se trouve maintenant le cazin qui est abandonné. Arrivée sur les côtes du mont, j'aperçus la belle ligne des Apennins. Cette vue est si magnifique, l'air est si bon, je me trouvais si bien là, qu'après y être venue d'abord avec M. Ménageot, j'y retournai plusieurs fois toute seule. Je ne puis dire la jouissance que j'éprouvais à contempler ces lignes des Apennins jusqu'à l'heure où le soleil couchant les colorait des tons de l'arc-en-ciel! Cette voûte céleste d'un bleu d'azur, cet air si pur, cette complète solitude, tout m'élevait l'âme; j'adressais au ciel une prière pour la France, pour mes amis, et Dieu sait quel mépris j'éprouvais alors pour les petitesses du monde; car, ainsi que l'a dit le poète Le Brun :

L'âme prend la hauteur des cieux qui l'environnent.

On aime à retrouver le souvenir de nos peintres dans cette villa Mellini, aujourd'hui brillamment restaurée, dont Hubert Robert se plaisait à dessiner le pittoresque délabrement; vingt ans plus tard, son amie nourrissait, des plus beaux horizons de Rome, les rêveries d'une âme déjà romantique.

Partout elle se livre à des émotions d'artiste, rêve, crayonne, ne s'ennuie jamais. Les journées passées à Frascati, à Tivoli, à la villa Adriana, sont parmi les mieux remplies de sa vie : « Tous les artistes ont dû sentir, comme moi, qu'il est impossible de marcher autour de Rome sans éprouver le besoin de se servir de ses crayons; je n'ai jamais pu faire un petit voyage, pas même une promenade, sans rapporter quelques croquis; toute place m'était bonne pour me poser, tout papier me convenait pour faire mon dessin. » Il lui arrive de prendre un coucher de soleil, de la terrasse de la Trinité-des-Monts, au dos d'une lettre de change de M. de Laborde.

Ses impressions, ses émotions étaient communes aux artistes habitant Rome; elle s'étonnait de ne pas les trouver aussi ardentes chez une femme peintre qui partageait sa célébrité : « J'ai été voir, écrit-elle à Hubert Robert, Angelica Kaufmann, que j'avais un extrême désir de connaître. Je l'ai trouvée bien intéressante, à part son beau talent, par son esprit et ses connaissances. C'est une femme qui peut avoir cinquante ans, très délicate, sa santé s'étant altérée par suite du malheur

qu'elle a eu d'épouser d'abord un aventurier qui l'avait ruinée. Elle s'est remariée depuis à un architecte qui est pour elle un homme d'affaires. Elle a causé avec moi beaucoup et très bien, pendant les deux soirées que j'ai passées chez elle. Sa conversation est douce. Elle a prodigieusement d'instruction mais aucun enthousiasme, ce qui, vu mon peu de savoir, ne m'a point électrisée. Angelica possède quelques tableaux des plus grands maîtres, et j'ai vu chez elle plusieurs de ses ouvrages; ses esquisses m'ont fait plus de plaisir que ses tableaux, parce qu'elles sont d'une couleur titianesque. » Voilà des relations exemptes de jalousie entre deux artistes qui se partagent la notoriété du pinceau féminin.

« Il n'existe pas une ville au monde, observe encore madame Vigée-Le Brun, dans laquelle on puisse passer le temps aussi délicieusement qu'à Rome, y fût-on privé de toutes les ressources qu'offre la bonne société. » Mais notre Parisienne est trop sociable pour négliger ces ressources dont Rome abonde en tous les temps, et que lui offrent naturellement, outre les Français établis dans la ville, tous ceux que les troubles du royaume viennent d'y jeter. Parmi les premiers, le plus illustre est le cardinal de Bernis, qui achève péniblement auprès de Pie VI la mission diplomatique et religieuse que Louis XV lui a confiée; son accueil reste toujours magnifique, sa maison aussi noblement hospitalière, aussi recherchée des étrangers et des Romains. Dans sa lettre à Hubert Robert, madame Le Brun raconte un beau dîner diplomatique où elle a vu le cardinal manger ses deux petits plats de légumes assis entre elle et Angelica Kaufmann. Le bon visage poupin du cardinal fait un assez piquant tableau entre ces deux muses.

L'ancien ami de madame de Pompadour enchante le séjour à Rome de tous ces aristocratiques voyageurs parmi lesquels l'artiste retrouve des amis ou des modèles, le comte de Vaudreuil, madame de Polastron, tous les Polignac, le duc et la duchesse de Fitz-James, et cette pauvre princesse de Monaco, qui aura le courage de retourner en France pendant la Terreur. L'artiste prétend avoir évité de fréquenter la famille de Polignac, par prudence, « en considération des parents et des amis qu'elle avait en France ». Les lettres de Vaudreuil la

contredisent sur ce point, tout en rendant de nouveaux hommages aux charmes de sa société; il dit au comte d'Artois son regret de quitter Rome à la suite de ses amis : « Les arts y charmaient ses ennuis; ma tendresse pour le cardinal, sa bonté pour moi m'attachaient à cette ville, et mon bon ange y avait amené madame Le Brun que j'aime tendrement. »

L'amitié la plus intime nouée par madame Le Brun fut avec la duchesse de Fleury, cette Aimée de Coigny que son mari avait cru prudent d'amener en Italie, pour soustraire sa jeunesse moins aux dangers de l'émeute révolutionnaire qu'aux séductions déjà victorieuses de M. de Lauzun. L'artiste aima son imagination ardente, sa curiosité de l'art, sa passion pour les paysages : « Je trouvais en elle une compagne telle que je l'avais souvent désirée. » Et, comme, à l'époque où elle écrit, elle ne peut passer sous silence les scandales trop connus d'une vie orageuse, elle en excuse au moins les débuts : « Songeant combien elle était jeune, combien elle était belle, je tremblais pour le repos de sa vie; je la voyais souvent écrire au duc de Lauzun... et je craignais pour elle cette liaison, quoique je puisse penser qu'elle était fort innocente. »

Madame Le Brun était-elle assez naïve pour croire à cette innocence? Madame de Fleury, en tout cas, pouvait se plaire à égarer une bonne âme, qui ne s'aperçut même point des assiduités de lord Malmesbury, très vite rival de l'absent, et se contenta de prendre en la compagnie de la jeune duchesse un très vif plaisir de sympathie. Elles se rencontraient le soir chez lady Clifford, qui réunissait la société anglaise ou à la *conversazione* du prince Camille de Rohan, ambassadeur de Malte, chez qui les étrangers venaient, suivant l'usage romain, raconter ce qu'ils avaient vu dans la journée et se renseigner sur les promenades du lendemain. Le peintre et la grande dame couraient la campagne ensemble, pénétraient à la découverte dans les villas inhabitées, s'intéressaient aux fouilles et aux trouvailles des paysans.

Elles finirent par s'installer à Genzano, dans une sorte de palais au bord du lac de Némi. Elles goûtèrent fort le pittoresque du pays; on avait loué des ânes, dont un pour la petite Le Brun, et ce furent chaque jour des excursions dans les monts Albin, au bois de Larrica ou le long de la « Galerie »

d'Albano. Ces nobles lieux sont toujours motifs de peintre; madame Le Brun y fit beaucoup de paysages à l'huile et au pastel, mais l'on peut regretter qu'elle n'ait pas préféré peindre « la jeune compagne, au visage enchanteur », au « regard brûlant » avec qui elle faisait « si bon ménage » dans la grande maison de Genzano.

Tous ces portraits romains sont des portraits d'étrangers. Elle trouvait à Rome une clientèle toute prête, que la bonne Kaufmann ne suffisait point à satisfaire; la nouvelle venue dut à sa renommée quelques belles commandes. Elles peignit lord Bristol, une jeune Portugaise nommée madame Silva, mademoiselle Roland, plus tard lady Wolseley, la fille de lord Camelford, une beauté de seize ans, qui devint une Hébé sur les nuées tenant la coupe d'usage, où l'aigle vient boire. L'aigle fut peint d'après nature; le cardinal de Bernis, qui en possédait un, l'envoya chez l'artiste, qui eut grand peur de son bec et beaucoup de peine, comme on peut le croire, à le faire tenir en paix dans l'atelier. Le plus pittoresque de ces portraits de Rome est celui d'une belle Polonaise, la comtesse Potocka, née Cetner; elle est assise dans un paysage de rochers où tombent des cascades, évidemment en souvenir de la partie de plaisir faite par l'artiste, avec des peintres de l'Académie, aux classiques cascatelles de Tivoli. Un modèle auguste s'offrait à elle qu'elle eût fort désiré peindre. L'abbé Maury lui avait fait connaître le désir de Pie VI d'être interprété par des pinceaux dont la renommée était venue jusqu'à lui. Une assez curieuse raison la fit renoncer à cet honneur. « Il fallait, raconte-t-elle, que je fusse voilée pour peindre le Saint-Père, et la crainte de ne pouvoir ainsi rien faire dont je fusse contente m'obligea à refuser cet honneur. J'en eus bien du regret, car Pie VI était encore un des plus beaux hommes qu'on pût voir. »

Les solennités d'usage de la fin du carême ont émerveillé notre artiste. Le mercredi elle suit avec la foule à la chapelle de Monte-Cavalo le *Stabat Mater* de Pergolèse. Le jeudi elle assiste à la messe solennelle de Saint-Pierre, admirant en artiste les cuirasses et les casques de la garde pontificale et la procession des cardinaux, le cierge à la main, vers la Chapelle Pauline. Le vendredi saint, au matin, le *Miserere* d'Allegri,

chanté par les soprani; « c'était vraiment, dit-elle, la musique des anges ». Le soir, dans Saint-Pierre, tous cierges éteints, elle goûte l'effet « magique » de l'immense croix lumineuse suspendue dans l'ombre au-dessus de la prière du Pontife : « Nous vîmes entrer le Pape qui s'agenouilla; il était suivi de tous les cardinaux qui l'imitèrent; mais ce qui, je l'avoue, me surprit et me scandalisa même, ce fut de voir, pendant la prière du Saint-Père, une quantité d'étrangers se promener dans l'église avec la même liberté que s'ils étaient dans le jardin du Palais-Royal. »

Le jour de Pâques, mêlée à la foule de la place Saint-Pierre, elle assiste à la bénédiction *urbi* et *orbi* dont une page de ses *Souvenirs* rendra avec couleur les divers moments : « Cette place immense est couverte dès le grand matin par des groupes de paysans et d'habitants de la ville voisine, tous en costumes différents, de couleurs fortes et variées; on y rencontre un grand nombre de pèlerins. Et pas un de ces groupes ne se divise. Les galeries de chaque côté de l'église étaient remplies de Romains et d'étrangers; puis, en avant, se trouvaient placées les troupes du pape et les troupes suisses, enseignes et drapeaux déployés. Le plus religieux silence régnait partout. Ce peuple était aussi immobile que le superbe obélisque de granit oriental qui orne la place; on n'entendait que le bruit de l'eau qui tombait des deux belles fontaines, et qui se perdait doucement dans l'immensité de la place. »

L'émotion que cause la blanche apparition de Pie VI à la loggia n'empêche pas le peintre d'observer qu'il a le visage coloré, les mains potelées et aucune trace des fatigues de l'âge. Au recueillement de la foule pendant la bénédiction succède, dès les premiers coups de canon du Fort Saint-Ange, une animation extraordinaire. Les groupes se rompent, toutes les mains se tendent vers les papiers d'indulgence jetés du haut de la tribune. Les fanfares éclatent après le départ du pape et le défilé des troupes termine la cérémonie dans l'enthousiasme. Ce tableau si souvent tracé garde ses couleurs les plus fraîches dans l'imagination de l'artiste. Elle décrit aussi la grande soirée de la fête où elle va voir l'illumination du dôme de Saint-Pierre avec ses effets de couleur et la girandole du Château Saint-Ange.

Au mois d'avril, la semaine sainte étant passée, madame Le Brun suivit l'exemple des étrangers et se proposa de séjourner quelque temps à Naples. Elle s'y rendit par la route de Terracine et prit son logis à Chiaia, à l'hôtel du Maroc, dans le plus beau site de la « Marine ». Elle voyait de ses fenêtres « l'île de Caprée ». Fêtée, dès son arrivée, par le monde diplomatique, elle eut tout aussitôt des portraits à faire, dont le premier fut celui de la comtesse Catherine Vassilewna Skavronsky, femme de l'ambassadeur de Russie. C'était une nièce de Potemkine, « jolie comme un ange », d'une grâce alanguie et paresseuse; son bonheur était de vivre étendue sur un canapé, enveloppée d'une grande pelisse noire et sans corset; et elle était si indifférente, même à sa beauté, qu'on ne lui voyait jamais porter les magnifiques diamants de son écrin et qu'elle ne faisait même plus ouvrir les caisses de Paris remplies des plus belles parures de mademoiselle Bertin.

L'artiste fit trois fois la délicieuse image de la jeune femme, qui devait, après la mort de l'ambassadeur, épouser le bailli Litta, relevé à cette occasion des vœux de Malte par le Saint-Père. Madame Le Brun dut beaucoup d'agrément à cette hospitalière famille, et aussi à l'accueil du baron de Talleyrand, ambassadeur de France, et du chevalier Hamilton, ambassadeur d'Angleterre. Le fils du premier lui fit faire la visite de Capri; le second, la tournée d'Ischia et de Procida qui dura cinq jours.

L'Anglais avait dans sa felouque, avec les musiciens, une Mrs Harte, qui était sa maîtresse et dont il allait faire, peu de temps après, la célèbre lady Hamilton. On sait quelle singulière aptitude avait cette beauté à se prêter aux poses pittoresques. Priée par le chevalier Hamilton, séduite par le charme étrange d'un tel modèle, que les peintres anglais ont si souvent utilisé, madame Le Brun fit trois portraits d'elle : « Je peins, écrivait-elle au mois de juillet 1790, une très belle femme, madame Harte qui est amie du ministre d'Angleterre; j'en fais un grand tableau d'Ariane gaie, sa figure prêtant à ce choix! » Ce tableau fut transformé en *Bacchante au bord de la mer*; puis vint une *Sibylle*, enfin une *Bacchante dansant au tambour de basque*.

Madame Le Brun savait beaucoup d'anecdotes sur la célèbre aventurière qui, paraît-il, manquait de tournure et « s'habillait très mal » hors de ses poses. Le portrait en Sibylle fut fait à Caserte où elle habitait, et le peintre y amena un jour la duchesse de Fleury et la princesse de Monaco, qui assistèrent à la séance. Elle avait coiffé Mrs Harte avec un châle tourné autour de la tête en forme de turban, dont un bout retombait et faisait draperie. Cette coiffure l'embellissait tellement et l'expression prise pendant la pose était si particulière que ces dames, invitées à dîner par le chevalier Hamilton, ne reconnurent point tout d'abord la jeune femme quand, ayant repris sa toilette ordinaire, elle revint les retrouver au salon.

L'artiste assista aussi à ces représentations que lady Hamilton consentait quelquefois à donner à ses amis, alors que, munie de deux ou trois châles de cachemire, d'une urne, d'une cassolette, d'une lyre, elle s'établissait au milieu du salon et figurait, par des attitudes rapidement changées, les statues célèbres que chacun reconnaissait au passage. Madame de Boigne en a laissé la description la plus vivante, se rappelant avoir servi d'accessoire pour former un groupe. « Elle me plaçait dans la position convenable, et me drapait avant d'enlever le châle, qui, nous enveloppant, nous servait de rideau. Mes cheveux blonds contrastaient avec ses magnifiques cheveux noirs, dont elle tirait grand parti. Un jour, elle m'avait placée à genoux devant une urne, les mains jointes dans l'attitude de la prière. Penchée sur moi, elle semblait abîmée dans sa douleur, toutes deux nous étions échevelées. Tout à coup se redressant et s'éloignant un peu, elle me saisit par les cheveux d'un mouvement si brusque que je me retournai avec surprise et même avec un peu d'effroi, ce qui me fit entrer dans l'esprit de mon rôle, car elle brandissait un poignard. Les applaudissements passionnés des spectateurs artistes se firent entendre avec les exclamations de : *Bravo la Médéa!* Puis, m'attirant à elle, me serrant sur son sein en ayant l'air de me disputer à la colère du ciel, elle arracha aux mêmes voix le cri de : *Viva la Niobé!* »

Ainsi cette femme sans esprit et sans culture savait donner à cette société cultivée les plus hautes émotions de la beauté antique.

Madame Le Brun se plut extrêmement à Naples; elle monta plusieurs fois au Vésuve, assista aux fêtes populaires, visita les ruines célèbres, poussant jusqu'aux temples de Pæstum, faisant un peu d'archéologie à l'occasion, comme tout le monde en fait en ce bienheureux pays. De nombreuses pages de ses *Souvenirs* sont consacrées à ce séjour et comptent parmi les mieux venues. Le lecteur goûtera mieux peut-être une de ses lettres originales, où se retrouvent certaines impressions développées plus tard abondamment par le rédacteur anonyme de l'ouvrage. Cette lettre fut adressée à madame du Barry, à Louveciennes, dans l'été de 1790 :

« Madame la Comtesse,

» Voilà des siècles que je désire me rappeler à votre souvenir et à vos bontés. Ce n'est point oubli, je vous assure; mais j'ai si peu de moments à moi... Je suis actuellement à Naples, qui est un séjour délicieux; la nature s'est plu à embellir ce beau climat; le ciel y est pur; la vue de la mer, qui encadre la ville... fait tout ensemble un coup d'œil pittoresque et charmant. Je vais m'y promener souvent, et c'est un grand plaisir de suivre le coteau de Pausilippe qui, disposé en amphithéâtre, nous montre des maisons de campagne de distance en distance. J'y ai fait aussi mes courses d'antiquité, en parcourant les lieux qu'a si bien décrits Virgile. Ces tristes restes de monuments détruits ne sont plus que des vestiges informes, et cependant on les voit avec respect, un sentiment que l'on ne peut décrire. Ce qui m'a le plus enchantée est la vue du promontoire de Misène, Procida, Ischia. Du haut du lac Averne, on découvre ces trois îles se détachant dans l'étendue de la vaste mer. C'est une vue vraiment poétique; le jour le plus pur éclaire ces masses d'une manière aérienne, le calme qui y règne, tout cela produit un effet magique; l'on croit rêver en regardant. Je suis allée aussi à Pæstum : ce voyage est très fatigant, mais j'avoue qu'on ne tient pas au désir de voir des monuments de trois mille ou quatre mille ans si près de soi, la distance n'étant que de vingt-cinq lieues. C'est là que l'on voit trois temples, dont un, celui de Junon, bien conservé; sa forme extérieure est presque en son entier : il est d'ailleurs noble et imposant comme tout ce qu'ont fait les Anciens. Nous ne sommes en

comparaison que des pygmées. Ce n'est pas qu'il ne reste aussi des choses qui ont leur échelle très petite, car la ville de Pompéia est d'une proportion de petitesse incroyable. Le temple qu'on y voit, celui d'Isis, est très petit, les maisons aussi, mais il faut croire que c'était un faubourg ou bien quelque chose comme cela.

» Mais, pour en revenir à Naples et à ce qui l'entoure, j'avoue qu'il faut voir ce pays comme une lanterne magique délicieuse; mais pour y fixer ses jours, il faut être accoutumé à l'idée et à la terreur qu'inspirent ces volcans. Ce mont Vésuve fait peur, et surtout comme l'on (n') en peut douter, tous ces lieux d'alentour sont toujours en attendant ou éruptions ou tremblements de terre, ou même la peste qui existe à deux ou trois lieues pendant la grande chaleur. Les lacs où l'on met rouir le lin produisent aux habitants des campagnes un air infecté, qui leur donne la fièvre et la mort. Voilà le revers de la médaille. Sans tous ces petits inconvénients, tout le monde habiterait ce délicieux climat. Je comptais n'y rester que six semaines; mais j'y ai tant de tableaux à faire que j'y suis pour six mois; cela retarde mon doux projet de Luciennes, celui de terminer votre portrait au mois d'octobre. Mais que je reviendrai avec plaisir! Car là tout est beau, tout est bien, point de revers de médaille... »

L'artiste ne néglige pas de faire savoir à ses amis de Paris qu'elle a de nombreuses commandes et quels hommages lui prodigue l'Italie : « Je n'ai qu'à me louer, écrit-elle, de l'indulgence que l'on m'a accordée à Rome et à Naples, et même dans les villes où je n'ai fait que passer. L'on m'a reçue de toutes les Académies; cela ne fait que m'encourager à mériter de si flatteuses distinctions. » La reine Marie-Caroline est ravie de voir en ses États le peintre de sa sœur Marie-Antoinette. Elle fait appel à cet art, expert à embellir les princesses et en tire de jolis portraits de ses deux filles aînées, dont elle négocie le mariage. Les séances au palais royal sont assez ennuyeuses, sauf quand la reine elle-même y paraît, et donne libre cours devant l'artiste à sa haine déjà grande contre la Révolution de Paris. Ménageot écrit, en mars 1791, à M. d'Angiviller : « Madame Le Brun qui a eu les plus grands succès

à Naples, compte venir incessamment passer six semaines à Rome pour se refaire du travail et de l'air de Naples, qui avaient altéré sa santé; elle retournera à Naples en même temps que le roi et la reine, dont elle doit faire les portraits. » Elle ne peignit que Marie-Caroline, dans ce curieux tableau, dont une réplique est à Chantilly et qui rappelle étrangement, par l'attitude et les accessoires, le dernier portrait de la reine de France fait à Versailles. Aussitôt après, madame Le Brun fit poser l'excellent Paisiello, le musicien de la cour, qu'elle représenta dans le feu de la composition d'un *Te Deum* officiel, les yeux levés vers le ciel, la bouche entrouverte, les doigts courant sur le clavier du piano. Le tableau fut envoyé au Salon du Louvre, roulé avec une toile de Ménageot; il y fit sensation et David, qui n'aimait guère la royaliste émigrée, s'enflamma pour l'œuvre du confrère.

Madame Le Brun reçoit, à cette époque, de mauvaises nouvelles de France. Ce n'est plus M. d'Angiviller qui a présidé à l'ouverture du Salon, le dernier que fera l'Académie royale; le directeur des Bâtiments, l'ami des artistes, dénoncé, menacé comme tant d'autres serviteurs du roi, a dû quitter son poste et fuir en Allemagne. Tous les liens de société sont rompus; madame Le Brun apprend avec indignation que plusieurs de ses anciens familiers, tels que Chamfort et Ginguené, servent bruyamment la Révolution, et Delille écrit : « La politique a tout perdu, on ne cause plus à Paris! » A Rome même, où elle revient après avoir satisfait la reine de Naples, elle trouve déjà bien changé le milieu qu'elle a connu l'année précédente. Bernis a dû remettre au Pape ses lettres de rappel; la France n'est plus représentée auprès du Saint-Siège; les Français sont mal vus dans la ville, car la plupart professent les idées nouvelles; les artistes surtout, qui sont nombreux, les affichent volontiers, et il n'est pas jusqu'aux jeunes pensionnaires du roi qui ne causent de sérieux soucis à leur honnête directeur. Tout cela annonce des événements graves qui, comme nous le savons, ne tarderont pas. Madame Le Brun a du moins, pendant ce séjour, la joie de faire le portrait de mesdames Adélaïde et Victoire, qui viennent d'arriver : avec leur manie de continuellement se faire peindre, les princesses n'ont pas eu moins de plaisir à

trouver à leur disposition l'artiste qu'elles n'avaient jamais fait appeler à Versailles, parce que la Reine l'accaparait.

De jeunes yeux la voient à ce moment. La marquise d'Osmont, attachée à la maison de l'une des princesses, a une fille qui joue avec celle de madame Vigée-Le Brun, recherchée partout pour sa gentillesse et sa beauté. Beaucoup plus tard, des Mémoires rappelleront ces souvenirs : « Madame Lebrun, très bonne personne, était encore jolie, toujours assez sotte, avait un talent distingué, et possédait à l'excès toutes les minauderies auxquelles son double titre d'artiste et de jolie femme lui donnait droit. Si le mot de *petite maîtresse* n'était pas devenu d'aussi mauvais goût que les façons qu'on lui prête, on pourrait le lui appliquer. » Ce jugement atteste qu'il y avait déjà quelque méchanceté en celle qui devait écrire les *Mémoires* de madame de Boigne.

Dans les entretiens que lui procuraient les poses de Mesdames, madame Vigée-Le Brun recevait des nouvelles de France, d'ordinaire assez inquiétantes. Elle eut pourtant un moment de joie lorsqu'elle apprit de madame Victoire la fuite de Varennes : « Cette princesse, en me donnant sa dernière séance, me dit : « Je reçois une nouvelle qui me comble de joie; » car j'apprends que le Roi est parvenu à sortir de France, et je » viens de lui écrire en mettant seulement sur l'adresse : *A Sa* » *Majesté le roi de France*. On saura bien le trouver », ajouta-t-elle en riant. Je rentrai chez moi bien contente, et j'annonçai cette heureuse nouvelle à la gouvernante de ma fille, qui pensait comme moi; mais dans la soirée nous entendîmes chanter mon domestique, homme très morose qui ne chantait jamais, et que nous connaissions pour être révolutionnaire. Nous nous disons aussitôt : « Il est arrivé quelque malheur au roi! », ce qui ne nous fut que trop confirmé le lendemain, quand nous apprîmes son arrestation à Varennes et son retour à Paris. La plupart de nos domestiques étaient vendus aux Jacobins pour nous épier, ce qui peut expliquer comment ils étaient mieux instruits que nous de tout ce qui se passait en France; d'ailleurs beaucoup d'entre eux allaient attendre l'arrivée du courrier, ce qui leur en disait beaucoup plus que nous n'en apprenions par nos lettres. »

Dans le petit cercle de Mesdames, que les patriotes de Rome

se mettent à appeler les « demoiselles Capet », madame Le Brun développe ardemment ses sentiments contre-révolutionnaires. Elle est convaincue, comme tout ce qui l'entoure, que les « excès » ne peuvent durer et que l'autorité royale va les châtier prochainement. Lorsqu'elle quitte Rome, le 14 avril 1792, en versant des larmes de regret, elle se console par l'espoir de retrouver une patrie pacifiée et rendue à ses maîtres légitimes. Après avoir revu Florence et Bologne, étudié les peintres de Venise avec Vivant-Denon, remarqué à Padoue, non sans étonnement, des fresques « très bien composées » de Giotto et d'un certain Montigni (Mantegna), goûté à Vérone la compagnie de nobles dames italiennes fort spirituelles, elle arrive à Turin pour rentrer en France. Elle y apprend avec stupeur les événements du Dix Août, assiste à l'arrivée lamentable de milliers de fuyards, sans pain et sans vêtements, de prêtres échappés au massacre de Pont-de-Beauvoisin... Il ne pouvait plus être question de rentrer à Paris. L'artiste s'habituait à l'idée de l'exil; elle allait rejoindre, à Vienne, Vaudreuil et les Polignac; on l'appelait plus tard en Russie, et les grandes dames de l'Europe entière avaient désormais à leurs ordres, pendant des années, les pinceaux fameux qui avaient célébré, flatté, immortalisé les beautés de Paris et de Versailles.

Elle ne rentra en France qu'en 1802, sous le Consulat réparateur. C'était l'heure où, sur la colline du Pincio, se préparaient à occuper la villa des grands-ducs de Toscane, les anciens pensionnaires du Roi, devenus ceux de la République. C'est là que des générations nouvelles d'artistes, continuant celles du palais Mancini, allaient recueillir à leur tour l'enseignement éternel de Rome.

PIERRE DE NOLHAC,
de l'Académie française.

CORRESPONDANCE MAÇONNIQUE

Nos lecteurs n'ont sans doute pas oublié la lettre de Segouffin, « franc-maçon en sommeil », adressée à son ami Fargeot candidat à la présidence du Conseil. Cette lettre a paru dans la *Revue* du 15 janvier et la réponse de Fargeot dans celle du 15 février.

Segouffin, resté assez campagnard dans sa province de Narbonne, est préoccupé par la détresse de nos finances. Il revient aujourd'hui à la charge et confie ses préoccupations à Fargeot. Celui-ci dans sa réponse jette du lest, tout en manifestant son entière confiance dans l'avenir de la maçonnerie.

28 mars 1934.

Mon cher Fargeot,

Après avoir été éclairé un moment par la lumière que tu projetais sur la situation politique dans ta lettre du 15 février, il m'a semblé que les événements qui se succédaient avec une telle violence démentaient ton optimisme. Aussi ai-je hésité à troubler ta béatitude en t'exposant les craintes ressenties dans nos milieux ruraux. Mais ce matin notre chère *Dépêche de Narbonne*, ma lecture quotidienne, m'apporte une nouvelle tellement surprenante que je ne puis résister au réel besoin que j'éprouve de provoquer tes explications. Un communiqué officiel du grand Orient publié dans la *Dépêche* nous notifie qu'un grand travail d'épuration va être opéré dans la Franc-maçonnerie à la suite des scandales récents. J'aime à croire, je veux dire que je ne mets pas en doute que tu n'es ni visé ni menacé par cette mesure, mais elle m'apparaît comme bien dangereuse pour une Association dont je n'ai tout de

même pas cessé de faire partie, quoique ayant relâché mes liens avec elle. Comme je te l'écrivais le 15 janvier, la force principale de notre Association réside dans l'admirable solidarité qui nous unit. Jamais nous ne lâchons un frère s'il ne se condamne pas lui-même par d'imprudents aveux comme le fit autrefois ce malheureux Baïhaut. Dernièrement encore nous accordions un sous-secrétariat d'État à Gaston Hulin, des ministères à Dalimier et à Raynaldy, les présidences des commissions les plus importantes du Parlement à Caillaux et à Malvy.

Et aujourd'hui, en pleine crise, voilà le grand Orient qui annonce une épuration officielle qui va peut-être frapper nos principaux adhérents.

J'avoue que je ne comprends plus et je demande à être éclairé.

Mais il y a plus.

Je ne démêle pas grand-chose dans cet imbroglio qui tient entre deux morts violentes, celle de Stavisky et celle de l'infortuné conseiller Prince. J'ignore profondément si le régime a couru un réel danger le 6 février. A te dire vrai, cela m'étonnerait. Un coup d'État tenté par des conservateurs et des modérés, en France! allons donc. Il faudrait qu'ils eussent prodigieusement changé. Je n'ai pas pris très au sérieux, je te l'avoue, les velléités dictatoriales qu'on a prêtées assez gratuitement à nos Jeunes Turcs, tels que M. Eugène Frot, qui se sont si prestement dérobés au moment d'enjamber le Rubicon.

Bien que confiné dans ma bibliothèque, ainsi que tu m'en fais le reproche, je ne suis pas facile à étonner. A défaut de la connaissance directe des hommes, j'ai l'intuition à distance de leurs défauts et de leurs qualités. Je sais avec quelle facilité, de tout temps et sous toutes les latitudes, les politiciens se sont laissé corrompre. Le scandale Stavisky, c'est une résurrection du Panama. Rien n'y manque, pas même les chèques.

Ce n'est pas que j'aie des trésors d'indulgence pour de semblables abominations. Mais nous sommes, n'est-il pas vrai mon cher Fargeot, des amis qui vidons l'un pour l'autre, en toute sincérité, le fond du sac, sans pose, sans affectation,

sans draperie. Un régime, surtout démocratique, ne meurt pas de ces scandales s'il n'est pas malade d'autre chose. L'avouerai-je? Chez les populations, au milieu desquelles je vis, je ne rencontre pas une indignation proportionnée à l'énormité des sommes manipulées par Stavisky. Mes concitoyens discernent très bien que c'est une conséquence — fâcheuse si l'on veut, mais inévitable — du système de facilité qui est le nôtre, et comme ils tiennent beaucoup au maintien de ce système, la déduction s'impose et je te laisse le soin de la faire.

En revanche, les paysans qui m'entourent sont quelque peu inquiets du symptôme de précarité et de faiblesse révélé aux environs du 6 février, par l'oligarchie — entre nous, encore une fois, n'ayons pas peur des mots — dont tu es l'un des chefs, et moi le lointain participant.

Que cette oligarchie fût inébranlable et inexpugnable, Jacques Bonhomme, dans ma région du moins, n'en doutait pas. Hier encore, il croyait, dur comme le granit de nos causses, à la République radicale éternelle. Comme toi, il avait admiré, avec quelle maîtrise sereine, qui n'avait pas l'air d'y toucher, notre F*** Chautemps avait amené le Sénat à composition et posé un pied triomphant sur la mèche d'un scandale explosif.

Aujourd'hui, un léger doute est venu effleurer son esprit. Et c'est bien fâcheux. En t'avertissant de la chose j'ai conscience de rendre un signalé service au président du conseil que tu as l'ambition de devenir et que je serais heureux de contempler dans sa majesté, si la situation redevient normale, quand le digne M. Doumergue aura cessé d'obstruer le tour d'avancement.

Chautemps avait la majorité, et il a vidé les lieux.

Daladier avait la majorité, et il s'est enfui.

Alors quoi? Ils ne sont donc plus les plus forts, même appuyés sur la majorité parlementaire et le suffrage universel. Qu'est-ce que cela veut dire? Jacques Bonhomme se le demande en branlant soucieusement le chef. Son impression est déplorable. Il y a un charme qui s'est rompu. Et dans la machine, quelque chose achève de se détraquer. Quoi? Voilà ce qui préoccupe l'esprit inquiet des ruraux.

Et dire, mon cher Fargeot, que cet ébranlement, qui n'était pas dans le programme, a coïncidé avec la très fine analyse des causes qui, selon toi, avaient consolidé et affermi à jamais l'établissement radical.

Je ne te cacherai pas le plaisir intense que j'ai pris à savourer la psychologie d'un Briand, si subtilement décrite par toi. J'avoue, car je ne suis pas de ceux qu'une pensée trop solitaire porte à se fier dans leur propre infaillibilité, que personne, mieux que toi, n'a caractérisé l'œuvre et la méthode de ce personnage déconcertant. J'avoue sans détour, que tu m'as fait revenir, en ce qui le concerne, sur mes premiers jugements. Et je ne me doutais pas, avant ta lettre, de la dette de reconnaissance que notre parti avait contractée envers l'homme de Locarno.

Oui, décidément, tu as raison. C'était un homme très fort, dans son genre. Il n'avait, évidemment, pas pâli sur les archives du quai d'Orsay, ni sur les gros volumes de notre histoire diplomatique. Mais, comme il avait bien compris notre parti, avec ses préférences et ses préjugés!

En 1919, pour être franc, nous ressentions quelque inquiétude. Ne pouvait-on nous reprocher l'état d'impréparation militaire du pays, au moment où la guerre avait éclaté? Avec quel art incomparable Briand ne sut-il pas, alors, détourner le bloc national de nous intenter un procès en responsabilité. Et quand il eut achevé de mener paître le troupeau des modérés et des nationaux en des prairies désherbées, il eut cette habileté suprême de mettre au front du parti radical la couronne du pacifisme. Ç'a été une admirable réussite. Nous avions toutes raisons de craindre un éréthisme du sentiment national et patriotique, et c'est le culte de la paix à tout prix et de l'internationalisme quand même, qui a prévalu, et qui était bien mieux dans nos cordes. Mais le chef-d'œuvre de Briand aura été de désarmer les catholiques et les modérés, de les faire entrer dans la pensée du parti radical sans leur accorder autre chose que de platoniques satisfactions et des promesses à lointaine échéance. Dans mon village, la lutte scolaire était vive. Grâce à Briand, elle a cessé en vertu d'instructions venues de haut. Le vulgaire des électeurs était dessaisi d'une question réservée à

Briand et au Nonce qui en faisaient leur affaire exclusive.

Je te remercie de m'avoir rendu sensibles ces particularités qui avaient mis en défaut une sagacité heureuse de s'incliner devant la tienne.

Mais, en revanche, je ne souscris à ton éloge de Briand que pour mieux abonder sur un autre point, dans mon propre sens.

Je me retourne vers toi, et avec plus de force que dans ma première lettre, puisque les événements m'ont justifié si complètement dans l'intervalle, je réitère mon cri d'alarme.

Puisque la politique de Briand, si différente dans ses voies et moyens, de celle dont nos chefs avaient coutume, a assis, dans l'après-guerre, votre domination sur des fondements nouveaux, solides comme une substruction romaine, par quel miracle de maladresse et d'incompréhension venez-vous de donner depuis deux ans et, surtout depuis deux mois, au pays un tel spectacle de fragilité et de vacillation?

Mon cher Fargeot, rentre en toi-même.

Je ne te redirai jamais trop qu'à l'origine de nos mécomptes actuels, il y a nos embarras financiers.

Ta réponse dénotait, à cet égard, un aveuglement total. Là où tu vois la force de notre parti, je ne me lasserai pas de te dénoncer la cause essentielle de sa faiblesse. C'est par là que nous périrons. Oui, mon cher Fargeot, ce qui nous a rendus vulnérables, malgré que tu en aies, c'est le bugdet de cinquante milliards et le mythe de la justice sociale assurée par l'impôt.

Je présume que ton fidèle secrétaire ne manque jamais à son devoir de te présenter, chaque jour, un extrait du billet quotidien que publie Léon Blum dans *le Populaire*; la pensée du chef, si habile et si retors, des collectivistes mérite d'être suivie avec une attention jamais relâchée. Il n'en est pas de plus instructive.

L'article du 21 mars est à encadrer.

Qu'est-ce qui a empêché l'action commune entre radicaux et socialistes, dès le lendemain des élections? interroge M. Léon Blum.

Et il se répond à lui-même :

C'est « l'aberration meurtrière » en vertu de laquelle le parti radical a conservé le préjugé de l'équilibre budgétaire et de la

politique de confiance, mère de la prospérité. Quant à lui, Blum, il ne subit pas la tyrannie de ce préjugé-là. Il n'a que faire de la confiance des épargnants et des capitalistes. Que lui importent la stabilité du franc et la sécurité des patrimoines! Sa doctrine ne prend nul souci des plafonds crevés. Que les dépenses continuent à courir sans arrêt et que les impôts s'essoufflent à les suivre. A la bonne heure! C'est ainsi, et non autrement, que la Nation achèvera de s'intégrer dans l'État et l'économie privée de disparaître dans l'économie collectiviste.

Les radicaux ont renâclé. Et c'est pourquoi, conclut M. Léon Blum, le cartel électoral n'a pu se prolonger en cartel gouvernemental.

Fargeot, tu es une des lumières de notre parti. L'avenir n'est pas fermé, ni devant lui, ni devant toi. Mais c'est à la condition que vous vous arrêtiez, vos amis et toi, à méditer fortement ce maître-article de Léon Blum.

Vous vous êtes mis dans un très mauvais cas. Vous avez agi de telle sorte que vous ne pouvez plus vivre, ni avec les socialistes collectivistes, ni sans eux. Et, en fait d'« aberration meurtrière » pour parler comme Léon Blum, il n'en est pas de comparable à celle que nos F*** maçons ont commise en nous plaçant sous la tutelle de Karl Marx.

Avant tout, nous sommes « petits bourgeois », nous sommes « classe moyenne ». C'est dans cette catégorie sociale que nous puisons le plus clair de notre puissance. Or, nous sommes en train de nous l'aliéner par notre stupide politique financière et par les abus de notre fiscalité. Nous mécontentons nos troupes jusqu'ici fidèles, sans contenter, pour autant, nos voisins collectivistes. Nous finirons par nous asseoir entre deux selles, entre le collectivisme qui cherche à nous entraîner jusqu'au bout de sa terrible logique et les classes moyennes qui commencent à s'apercevoir de notre inconséquence et qui souffrent de nos concessions aux exigences de l'alliance socialiste.

Nous sommes arrivés au point mort. Et c'est ce dont je m'afflige que tu ne te rendes pas compte.

Tant qu'il s'est agi de partager de menues faveurs entre frères et amis ou de soumettre aux rigueurs de l'impôt inquisi-

torial quelques milliers d'aristos peu intéressants, tout a été pour le mieux. Mais le but a été dépassé. Le sportulaire s'aperçoit qu'on lui reprend comme contribuable ce qu'on lui avait donné pour son suffrage électoral. Et l'exempté constate sans joie que son tour est venu de passer au pressoir fiscal. Tel qu'il est le « petit bourgeois », (la « classe moyenne ») ne tolère qu'un minimum de désordre dans les finances de l'État. Il craint pour les « quatre sous » qu'il a épargnés. Les sentiments sont encore à gauche. Mais son porte-monnaie est à droite.

Je n'ai jamais si bien senti, dans ma retraite, que vous faisiez fausse route, que le jour où les contribuables de la classe moyenne ont commencé de descendre et de manifester dans la rue. Ce jour-là, j'ai compris que nous étions pris dans une alternative redoutable, ou de mentir à notre origine électorale cartelliste, ou de revenir à la bonne vieille devise qui il y a quarante ans faisait toute la popularité de notre parti : ni emprunts, ni impôts nouveaux.

Je reste persuadé que les suites des scandales en cours eussent été moins graves de beaucoup, si notre situation n'avait été si fort ébranlée par une politique financière et fiscale que les socialistes nous imposent, tout en nous gourmandant ironiquement de la pratiquer avec trop d'hésitations et de timidités.

De quoi demain sera-t-il fait?

Je n'écarte pas l'hypothèse qu'après l'expérience Doumergue, comme après l'expérience Poincaré, les choses se remettront sur leur ancien pied et que notre parti se retrouvera à la tête des affaires.

Tu as la chance d'être un homme neuf, pas encore essayé à la présidence du Conseil. Tu n'as jamais déjeuné avec le bel Alexandre. Tu n'es pas soupçonné d'avoir tripoté. Ton nom n'a pas été prononcé dans les commissions d'enquête. C'est à toi, de toute nécessité, que le président de la République fera appel. Tu seras alors la dernière carte de notre parti.

Puisse-t-il te souvenir de mes conseils et de mes objurgations.

Les unes sont aussi désintéressées que les autres. Je ne demande rien, je n'espère rien, philosophe qui ai choisi de vivre à l'écart, loin des agitations de la politique.

Je reste éminemment sceptique quant au projet de réformer l'État et de réviser la constitution dont on nous rebat en ce moment les oreilles. Tous ces beaux feux de paille s'éteindront quand le scandale Stavisky aura été liquidé tant bien que mal.

L'oligarchie que nous formons, survivra à cette tempête comme elle en a bravé bien d'autres, pourvu toutefois qu'elle trouve dans son instinct de conservation la force de répudier la finance et la fiscalité selon Karl Marx.

Sinon, cher et excellent Fargeot, ce n'est pas à sa renaissance, mais à son enterrement que tu présideras. A l'enterrement de la République parlementaire, petite bourgeoise victime du mal d'argent qui a déjà tué dans le passé tant de régimes qui se croyaient inébranlables.

SEGOUFFIN

Post-scriptum. — Pour le cas où ce passage d'un discours au Sénat de Marcel Régnier n'aurait pas retenu ton attention, je le découpe dans *le Matin* et t'engage à le lire.

— *A la Chambre, où votre rôle était important, vous faisiez pencher la balance, les majorités sous votre souffle s'effaçaient, les ministères s'effondraient les uns après les autres, les dépenses grossissaient sans cesse, sans que vous consentiez jamais à voter une recette en contre-partie. C'est une politique facile, mais elle mène au désastre. Petit à petit, vous avez détruit tout ce qu'il y avait de bon dans l'autre assemblée, petit à petit vous avez ruiné nos ressources et vous nous avez acculés à la situation où nous sommes, aux mesures que nous sommes forcés de prendre pour essayer de sauver nos finances et aussi les institutions parlementaires que nous avons fondées et que nous voulons, nous, défendre jusqu'au bout.* (Vifs applaudissements à gauche et au centre.)

Ces vigoureuses paroles, qui s'adressaient aux socialistes, ont été prononcées à la tribune du Sénat par M. Marcel Régnier rapporteur général de la commission des finances.

Elles ont été dites le 26 février dernier.

LA RÉPONSE DE FARGEOT

3 avril 1934.

Mon cher Segouffin,

Dans la candeur de ton défaitisme de rural invétéré, tu serais assez enclin, je le sens même à travers tes réticences, à faire porter tout le poids de la crise actuelle du parlementarisme sur la malhonnêteté des élus du suffrage universel et sur leurs tripotages. Mais es-tu bien sûr que les électeurs ne soient pas aussi corrompus que leurs députés et que ce ne soit pas leur immoralité qui engendre celle des parlementaires? Récemment trois de mes amis contraints de stationner pendant la réparation d'une panne de leur auto dans une bourgade de province s'attablèrent au Café du Commerce de la localité, à l'heure de l'apéritif, et ne tardèrent pas à se mêler à la conversation d'un groupe de notables qui représentaient certainement les « aficionados » politiques du pays. Mes amis, ayant mis ces messieurs en confiance par une tournée d'amer Picon, leur demandèrent ce qu'ils pensaient de leur député, l'un de nos frères et amis, qu'un scandale récent a mis en fâcheuse posture. Et voici la réponse de ces notables, membres du Comité électoral de la localité : « Notre Député! Nous l'avons nommé pour faire nos affaires. N'est-il pas naturel qu'il s'occupe aussi de faire les siennes? »

Tu t'émeus maintenant d'un communiqué du grand Orient qui me réjouit au contraire profondément. Il prouve en effet, que notre parti conserve ses meilleures traditions qui ont toujours consisté, lorsqu'un scandale éclatait, à crier plus fort que les autres, pour exiger toute la lumière, la recherche de toutes les responsabilités, la poursuite de tous les coupables. Rappelle-toi, c'est tout récent, notre frère Chautemps déclarant qu'il frapperait tous les coupables, dût-il les démasquer au sein même de sa famille. Tout le monde comprit qu'il s'agissait du Procureur de la République, Pressard, son propre beau-frère.

Il n'eut pas le temps de le déplacer, il laissa ce soin à notre frère Daladier qui prit une très courageuse mesure à l'égard de Pressard, celle de le promouvoir à la plus haute dignité de

la magistrature française, celle de conseiller à la Cour de Cassation.

Dans des temps plus anciens, et c'est bien là nos traditions, Joseph Reinach criait plus fort que tous les autres contre les panamistes parmi lesquels son propre oncle et beau-père, Jacques de Reinach, était le chef des distributeurs de chèques parlementaires. Le malheureux Jacques de Reinach se suicida. Mais son gendre Joseph, si spirituellement surnommé Boule-de-Juif par Rochefort, fit une belle carrière parlementaire et se révéla même nationaliste pendant la guerre, sous le pseudonyme de Polybe.

Tu constatais toi-même dans ta première lettre que la franc-maçonnerie avait établi sa domination omnipotente sur ce pays. Eh bien, crois-moi, elle n'est nullement en péril. Elle a ses principes, ses traditions, sa méthode. Parmi ses 70 000 adhérents, elle groupe l'élite politique de ce pays. Elle a dans presque chaque village de France ou un Comité ou tout au moins un délégué, le beau parleur du café. Elle dispose, même en dehors de ses affiliés, d'une force considérable. Elle sait se servir, sur les sommets mêmes de la politique, de parlementaires qui ne sont ni ses adhérents, ni ses partisans, ni même ses sympathisants. Tu m'objecteras que certaines ligues, certains chefs de l'opposition viennent de manifester contre la maçonnerie, voire de lui déclarer la guerre. C'est peu de chose. On ne fait pas la guerre avec des prospectus à la pâte de guimauve et des boniments à la noix de coco. Nos adversaires n'ont pas d'autres armes contre nous.

Maintenant que te voilà sans doute rassuré par ces déclarations sans ambages, je veux encore te dire quelques mots sur les finances dont la situation te préoccupe et te fournir quelques renseignements sur les fautes qui ont été commises dans notre parti par suite des rivalités et des compétitions pour la conquête des maroquins ministériels. Certes si, suivant tes aimables pronostics, j'avais été choisi comme Président du Conseil pour succéder à Chautemps, nous n'en serions pas là.

Le grand malheur a été la chute de Chautemps. Celui-là c'est un vrai homme d'État. Il avait su éliminer Dalimier tout en restant fidèle à la solidarité maçonnique, solidarité, comme tu l'as remarqué, qui est toute notre force, solidarité

qui assure à nos frères la sécurité, ce bien suprême que recherchent les individus au même titre que les nations. Solidarité qui leur procure une assurance contre leurs erreurs de jeunesse aussi bien que contre celles de leur âge mur, solidarité à base d'indulgence réciproque, solidarité que notre éminent ami Léon Bourgeois avait définie comme le solide fondement de notre morale et de notre religion laïques, en opposition avec la charité chrétienne comportant la notion du péché dont nous ne voulons plus.

Daladier, faible et impulsif successeur de Chautemps, ne comprit rien à la situation. Le malheureux! Il crut qu'il fallait innover. Tout d'abord nous lui fîmes confiance car il avait eu l'habileté d'appeler dans son cabinet deux modérés, Fabry et Pietri, à qui il pouvait faire partager ainsi qu'à leur parti la responsabilité des mesures à prendre, ou à ne pas prendre, en présence de scandales que son premier objectif devait être d'étouffer. Il avait brillamment commencé ses opérations en affirmant dans sa déclaration ministérielle sa volonté de faire la lumière complète par le courage et par l'énergie. Nous avions tous applaudi à cette ferme assurance à l'abri de laquelle un radical-socialiste un peu habile n'aurait pas manqué de mettre l'éteignoir sur toutes les flammèches de l'incendie que nos adversaires voulaient attiser.

Ayant des modérés dans son ministère, Daladier pouvait traverser la période difficile en gouvernant sans le soutien des socialistes. Il les aurait facilement récupérés plus tard. Mais à ce moment le gouvernement de la République avait besoin d'être remis sur un palier, avec l'aide des modérés, comme nous avons toujours su le faire lorsque nos institutions ont couru un danger par suite d'une marche trop rapide vers le socialisme. Rappelle-toi l'expérience Poincaré en 1926. Il fallait tout simplement la recommencer. Nous avions cru que Daladier était capable de le faire et il nous eût épargné le ministère Doumergue où notre parti est si faiblement représenté.

Mais la grande faute de Daladier et son grand malheur furent d'avoir confié l'Intérieur à Frot. L'appel au concours de ce transfuge du socialisme si récemment inscrit à notre parti nous fut néfaste.

Certes, dans le passé, nous fîmes quelques bonnes recrues

dans les collectivistes avec les Millerand, les Viviani, les Briand. Mais un Frot n'était pas de la taille de ces hommes-là. Il n'a pas su s'assimiler les traditions de prudence et d'opportunisme de notre parti, quoiqu'il fût affilié depuis dix ans à la maçonnerie. Le courant de fascisme, qui traverse notre vieille Europe depuis quelques années, l'avait certainement influencé. L'esprit troublé par la propagande révolutionnaire des partis de droite, il rêvait d'en finir d'un seul coup avec cette agitation malsaine et d'installer une dictature officielle d'extrême gauche, n'ayant pas compris, le malheureux, que les choses allaient toujours bien pour nous et que notre puissance n'avait rien à gagner en compromettant sa souveraineté occulte par une bataille dans la rue contre le parti du désordre.

Tu vois, mon cher Segouffin, que quoique partisan assez résolu de la politique du cartel, j'ai l'esprit trop libre pour ne pas juger les fautes qu'un de nos frères peut commettre. Alliance électorale avec les socialistes. Elle est inévitable. Acceptation du soutien des socialistes pour une majorité dans le Parlement. Je l'admets aussi. Mais gardons les leviers de commande et pour rien au monde ne confions l'intérieur à un disciple de Karl Marx qui ne soit pas imbu de nos principes et pénétré de la moelle de nos traditions. Pas de rêveur de coup d'État dans la maçonnerie. Nous avons conservé une certaine confiance à notre éminent ami Joseph Caillaux, malgré son Rubicon, parce qu'il n'a jamais passé à l'exécution du coup d'État qu'il a rêvé un moment. Mais pas d'indulgence pour Frot qui a taché de sang le triangle maçonnique.

Je te parlais de l'erreur que nous avons commise en donnant un avancement si rapide à un frère recruté dans le collectivisme.

Nous en avions commis une autre non moins fatale en accueillant Paul-Boncour, apôtre du pacifisme, je le veux bien, ersatz de Briand, je le concède encore, mais ministre de la Guerre dans l'éphémère cabinet de coup d'État Frot-Daladier. Crois-moi, jamais Viviani ni Briand n'auraient été à la rue Saint-Dominique dans des circonstances pareilles. D'ailleurs la faiblesse et l'incohérence de notre politique extérieure au cours du passage de Paul-Boncour au quai d'Orsay ont eu

leur répercussion sur la crise intérieure. Gaston Doumergue l'a signalé en acceptant le pouvoir. Il y avait de ce côté de la frontière une réel e inquiétude motivée en grande partie par les tergiversations de Boncour vis-à-vis de l'Allemagne et je dois l'avouer aussi, malgré mon admiration pour Édouard Herriot, par l'alliance qu'il est allé esquisser à Moscou au mois d'août dernier. Oui, après le prince de Polignac dont le rêve d'alliance russe a précédé de si peu la chute de la monarchie de Charles X; après Félix-Faure et son alliance russe qui nous a conduits à la guerre de 1914, certains de nos amis sont partisans, pour la troisième fois dans notre histoire, d'un rapprochement intime avec la Russie, celle des Soviets. Eh bien, mon cher Segouffin, c'est une grande inquiétude pour moi. La Russie ne porte pas bonheur à ses amis. Disons tout. Le gouvernement autocrate des Tzars ne faisait aucune propagande chez nous en faveur de sa doctrine d'absolutisme. Il prenait notre argent mais ne nous envoyait pas d'idées politiques en échange. Mais les soviets! Ils font chez nous la plus dangereuse des propagandes communistes. Ils cherchent à attirer dans leur jeu nos alliés socialistes. Voilà pour nous un douloureux sujet de méditation.

Excuse, mon cher Segouffin, la longueur de ma lettre. Tu m'avais par la tienne provoqué à ce tour d'horizon où je dévoile moi aussi mes préoccupations. Mais je ne veux pas finir sur cette note pessimiste. Et je désire te dire un mot sur l'expérience Doumergue au sujet des inquiétudes que tu continues à manifester sur la question financière. Pour mon compte, je persiste à croire qu'un pays qui peut supporter un budget de cinquante milliards n'est pas prêt à périr du mal d'argent. Le régime, d'ailleurs, ne peut envisager une politique différente de celle que je t'exposais dans ma lettre du 15 février. Il nous faut beaucoup d'argent pour entretenir notre clientèle électorale. Si par hasard nous voulions économiser sur nos dépenses, comme Germain-Martin en a le projet, aussitôt un socialiste, car Doumergue lui-même, sous le nom de Marquet, a un Frot dans son ministère, aussitôt, dis-je, le socialiste accouche d'un programme qualifié d'outillage national, grâce auquel une quinzaine de milliards seront encore distribués à nos électeurs bien pensants. Donc

je suis parfaitement optimiste. On fera quelques compressions provisoires en attendant le retour des plus-values. On demandera quelques ressources à l'emprunt. Et la confiance ne manquera pas de renaître avec les travaux de l'outillage national. Doumergue rejoindra dans la retraite l'inventeur du franc à quatre sous et ce jour-là c'est peut-être bien moi qui serai appelé à former un cabinet de concentration ou de cartel. Je n'ai pas de préférence.

FARGEOT

Pour copie non conforme.

FELS

LE CHANT DU MONDE[1]

IV

Maintenant, le fleuve soubresautait. De temps en temps on le voyait faire un geste. Il fallait le regarder un moment : il était toujours immobile sous le froid, puis on entendait comme la course d'un souffle qui descendait de la montagne. On regardait les arbres, ils ne bougeaient pas et quand on reportait ses yeux sur le fleuve on voyait qu'il avait fait craquer sa vieille peau et qu'une plaque de chair neuve, noire et sensible, clapotait entre les glaces. Puis l'eau se ternissait de gel, car il faisait encore très froid.

Mais maintenant c'étaient de vrais soubresauts et, parfois, ça jetait dans les champs de gros glaçons qui se mettaient à briller et à flamber, s'éteignaient quand un nuage passait, puis recommençaient à jeter de hautes flammes froides dans le soleil. Tout le long des rives, à l'endroit où le fleuve avait pu se frotter contre les arbres durs, il y avait déjà une belle allongée d'eau noire, toute libre. Elle goûtait l'air et elle ne gelait plus, elle faisait seulement la grimace avec des vagues et la moire du grand courant qui la travaillait en dessous. Pour le voir bouger on n'avait plus besoin de guetter le fleuve comme une belette qui fait l'endormie. Il ne se gênait plus. Il prenait même un peu trop de plaisir à faire du bruit et, des fois, il craquait comme d'un bout à l'autre rien que pour un peu soulever son dos glacé et le laisser retomber. Alors, l'eau

1. Voir la *Revue de Paris* des 1er, 15 mars et 1er avril.

libre des bords montait dans les champs et, à force de lécher la neige elle avait fait apparaître l'ancien visage de la terre, celui qu'on avait oublié, celui de peau raboteuse. Il y eut même un jour de pluie. Il parut très court avec son bruit nouveau. Les tuiles chantaient, les ruisseaux claquaient dans les ruelles en pente avec des lanières toutes neuves. Le ciel entier bruissant dans les frémissements d'un vent un peu lourd faisait chanter au balancement de la pluie les sombres vallons de la montagne et l'aigre lyre des bois nus. Ce jour-là le fleuve se gonfla d'une joie sauvage. Plein de tonnerres sourds, il ondula brusquement, arrachant des saules, renversant des peupliers loin de sa bauge ordinaire. Il secoua la forêt de Villevieille. Il lança contre la tannerie de Delphine Melitta une haute vague debout comme un homme, bourrée de graviers et de glaces qui s'écrasa contre les murs. Les tanneurs couraient dans la neige avec leurs grosses bottes de cuir. Du fond du bas pays monta la plainte des collines. On entendait que le fleuve les serrait pour les écraser. De la falaise de l'arche les oiseaux arrivèrent. Ils tournèrent au-dessus de la ville avec leurs ailes gonflées de pluie, si propres qu'on pouvait voir toutes les couleurs des plumes. Ils montèrent jusqu'à boucher les nuages et ils regardèrent tout le pays en tournant. De là-haut ils pouvaient voir l'ensemble du pays Rebeillard sous la pluie. Ils disaient entre eux ce qu'ils voyaient. Mais un qui devait être un verdier mâle piqua droit vers les montagnes et disparut dans les nuages. Il revint à toute vitesse et on l'entendit crier sous la brume sans le voir. Il traversa la ronde des oiseaux comme une pierre et tous le suivirent à pleines ailes vers la falaise de l'arche. Le ciel resta vide avec sa pluie. D'ailleurs la pluie s'arrêta au bord de la nuit. Le matin d'après, tout était silencieux et écrasé de gel.

Mais le soleil ne revint pas. Le ciel resta boueux et vivant. Au-dessus de la terre immobile, du fleuve blessé de froid et qui n'avait plus que la force de gémir doucement contre le sable de ses golfes, le ciel travaillé d'un halètement terrible soulevait et abaissait sa poitrine de nuages. Des brumes lourdes traînaient parfois tout le jour au ras des herbes. D'autres fois les nuages étaient si haut, si loin qu'à travers leur chair transparente on pouvait voir le soleil comme un

cœur en train de faire là-haut son travail de lanceur de sang.

On n'avait plus besoin de se servir des masques de soie noire. La neige n'aveuglait plus. On trouvait maintenant au milieu des champs mous des hommes au visage découvert avec le menton, la bouche et les joues hâlées, le front et le tour des yeux pâles. Ils regardaient le temps avec une joyeuse inquiétude.

On ne voyait plus les montagnes. Elles étaient sous une brume épaisse qui descendait jusqu'à leurs pieds.

— On ne voit plus ton bateau, — dit Antonio, — on ne voit plus, il est parti.

Du côté des montagnes, en effet, il ne restait plus, au bas du brouillard, qu'une ligne de sapins comme la lisière d'une grande forêt étendue sur de la plaine.

Matelot vint regarder à la fenêtre. Depuis que le monde tiédissait il avait des joies, des colères et des abattements désespérés, brusques comme du vent. Il avait dit cent fois : « Ouvre la porte et partons. Junie m'attend là-bas dans la forêt. Oui, moi, elle m'attend, partons et m... pour Maudru. » Alors il fallait lui dire : « Tu veux tout perdre. Maintenant qu'on a tant fait d'attendre, tu ne vois pas qu'ils sont là dehors. C'est ça qu'ils veulent. Reste là. Avec le printemps, les routes libres, l'eau libre, le printemps, on verra. — Le printemps », disait-il? Il se tournait du côté des montagnes et voilà qu'au-dessus de la brume sur un peu plus clair de ciel montait comme un cacatois de misaine le glacier carré du Ferrand. — « Allons, soupirait-il, le sort est le sort. Attendons. Il n'y a plus qu'une chose qui m'embête : c'est la pauvre Junie là-bas toute seule. Oui, vous avez raison, attendons. Ce qui me fait plaisir, au fond, c'est qu'on les sortira d'ici, mon besson et sa femme. Oui, on les sortira de cette prison, n'ayez pas peur, les enfants. Au moins que je serve encore une fois à quelque chose. » Et il regardait la brume et peu à peu elle montait. Elle cachait la haute voile d'avant. Il n'y avait plus que la brume, mais toute gonflée par le grand navire immobile qui attendait le passager.

— Plus rien, — dit Antonio. — Regarde.

On aurait dit que les montagnes avaient été égalisées. La

forêt de sapins s'étendait sur une plaine nouvelle comme la houle noire sur la mer.

— Oui, — dit Matelot. — Une fois, — dit-il, — nous avions tourné le Horn et nous remontions vers l'île aux Chèvres. Un temps comme aujourd'hui. Ça se découvre. Nous avions tous faim de citrons. Des mois qu'on était dans le sel...

— Toujours ta mer, donc, — dit Antonio.

— Un besoin, — dit Matelot.

— Tu ne m'en avais jamais parlé avant, — dit Antonio. — On aurait eu le temps, là-bas. Jamais un mot.

— Ça, — dit Matelot avec un petit sourire gris, — c'est toujours comme ça : quand on est loin d'embarquer on se garde bien d'en rien dire, mais dès qu'on est sur le rôle, alors on en parle. Ce jour-là, je te dis, l'île là-bas et faim de citrons. On gouverne citron. Doucement, à l'estime. C'était bouché. Je tournais le jak. Alors, à un moment où j'étais seul à regarder la poupe j'ai vu passer dans notre erre, comme un oiseau, un grand voilier couvert de toile jusqu'à la flamme depuis le foc au pavillon.... Le *Grace Harwar*, de Greenock, dans la brume, avec à peine un bruit d'eau. Il nous avait manqués d'une largeur de main.

— Écoute, — dit Antonio.

Dehors il y avait un bruit nouveau, le pays entier l'écoutait dans son silence immobile.

— Ouvre la fenêtre, — dit Matelot.

L'air était tiède. De l'autre côté de la brume une cascade sonnait dans la montagne.

L'eau libre!

— Cette fois, c'est le printemps, — dit Antonio.

***

— Le printemps, — dit Antonio en descendant l'escalier. — Le printemps?...

C'était amer à dire. Il avait trouvé tout d'un coup sa solitude. Clara n'était pas venue. Sans nouvelles de l'homme de Nibles, on ne pouvait pas savoir en plein, bien sûr. Mais quand même, elle aurait pu. Non, c'est fini. Et puis au fond, ce à quoi

on n'avait jamais pensé c'est qu'elle a été une fois enceinte. Alors l'autre. Ou bien un autre. Non, c'est fini. Il la revoyait. Non, c'est fini. Elle était là construite de tant d'habitude, là à côté à la toucher, à la voir, à l'entendre descendre l'escalier avec lui. Non. Les osiers fleuris, les flaques de matin clair sur le fleuve, les nuages de rossignols, les poissons qui sautent au-dessus de l'eau. Le printemps! le printemps!

Il remonta chez Matelot.

— On avait dit qu'on se saoûlerait, — dit-il en entrant.

— J'y pensais, — dit Matelot.

Ils sortirent par le petit portissol de derrière qui donnait sur des ruines.

La ville était dans une fièvre nouvelle. Un tanneur déliait des ballots de peaux de bœufs. Une femme jouait à la balle avec la balle de sa petite fille. Elle sautait : sur un pied, sur l'autre, petit tourbillon, grand tourbillon, d'une main, de l'autre. Son chignon s'était déroulé sur son dos. Dans la rue passaient de gros lambeaux de brouillard chassés par le vent et, de temps en temps, des filles qui couraient poursuivies par des garçons. Elles se réfugiaient dans les couloirs des maisons. Elles criaient quand le garçon les avait saisies, mais elles se taisaient vite, car l'autre profitait de l'ombre pour les embrasser. Ainsi le garçon et la fille voyaient tout d'un coup, dans l'ombre du corridor, leurs deux visages hâlés par le bas, leurs fronts pâles, leurs yeux inquiets de printemps se rapprocher et se toucher comme deux graines au fond de la terre. Pendant ce temps, les autres filles restées au camp se mettaient à chanter. Elles savaient bien que là-bas on était en train de s'embrasser. C'est pour ça qu'elles chantaient, c'était le jeu.

— On ne va pas à « La Détorbe » — dit Antonio. — Il y aura trop de monde aujourd'hui.

— Un coin tranquille, — dit Matelot.

— Difficile, — dit Antonio, — surtout à cause de ça.

Il tendit son doigt dans la direction du fleuve. Un grondement sans arrêt soufflait à travers les maisons du bord de l'eau, les ruelles en escaliers, les passages en voûte. Le fleuve galopait à pleins sabots.

— Ça, au contraire, — dit Matelot, — ça fait tranquille, reposant. Comme ça, — dit-il, — tu vois (il montra la brume

basse qui se ruait tête baissée contre le peuplier de la place aux œufs, se fendait sur l'arbre, s'en allait frapper à grands coups mous dans les proues des toitures et jaillissait en embruns perdus) le mouvement des choses me fait du bien.

— Curieux, — dit Antonio, — moi, ça me trouble.

— On n'a plus les mêmes buts, — dit Matelot.

Ils entrèrent dans un petit débit, allongé comme une tanière de renard et qui prenait jour au fond par une large fenêtre ouverte sur le tumulte du ciel et du fleuve. Il n'y avait personne, sauf une petite fille maigre aux fesses en gousses d'ail. Le gros poêle était allumé à plein feu et la petite fille était vêtue légèrement de sa courte jupe, d'un vieux corsage lacé trop grand pour elle et qui flottait autour de sa petite poitrine pommelée.

— De l'eau-de-vie, — demanda Antonio.

— Apporte-nous la bouteille, — dit Matelot.

Ils allèrent s'asseoir contre la fenêtre. De là ils pouvaient voir le fleuve en bas dessous, à la sortie du pont. Les quais étaient déserts. Un vent brutal que la ruée de l'eau emportait courbait les peupliers des rives et poussait des nuages de poussière de tan. Le fleuve, tout de suite après le pont, creusait ses reins boueux. Il était fait de terre, de glaçons, de débris d'arbres, de paquets d'herbes noires et, de temps en temps, sa force faisait sauter hors de lui les gros blocs de granit qu'il roulait au fond de ses eaux.

On entendait gronder tous les affluents de la montagne. Dans un écartement rapide du brouillard, Antonio vit, pendues le long des à-pic, plus de cent cascades vivantes.

La petite fille apporta l'eau-de-vie.

— Comment tu t'appelles? — dit Antonio.

— La Bioque.

— Tu es seule?

— Ma mère est sortie.

Elle venait de fleurir son corsage avec une rose en papier. Matelot poussa doucement son gros verre à vin vers la bouteille.

— C'est bon, ce bruit, — dit-il en regardant à travers les vitres.

Antonio lissa à pleins doigts ses moustaches blondes. Le

premier verre d'alcool venait de donner du travail à son désir. Il se sentait le corps chaud et reposé.

— Ça bouge, — dit Matelot en montrant le fleuve. — Peut-être...

— Peut-être quoi? — dit Antonio.

— Tu me prends pour qui? — dit Matelot.

Il avait carré ses coudes d'aplomb sur la table. Il tendait en avant sa vieille tête mâchurée de rides sous la croûte de barbe.

— Je te prends pour toi, pas pour un autre.

— Faut pas essayer, — dit Matelot, — je connais mon compte. Ça ne me fait pas peur. Tu crois que la mort me fait peur? (Il passa sa main sur la table.) Poussière! Une chose, — dit-il en dressant son doigt, — si je ne le disais pas, je mentirais : — les ramener tous les deux à Nibles, lui et la fille, revoir Junie et puis : présent! Voilà tout. Vous êtes là avec vos airs. Vous croyez que je ne vous vois pas? L'autre couillon là-haut avec ses herbes. La mort, la mort, on sait que ça vient. Non, je demande un peu de temps, là, presque rien. Les mettre au libre pour leur voir commencer la vie comme il faut. C'est tout. Et puis Junie. Voilà, pas plus.

— Moi, au contraire, — dit Antonio, — tout de suite.

— Verse, — dit Matelot. — J'ai dit « peut-être », — dit Matelot. — Je vois le réveil, ça me réveille.

— Tout de suite, tu vois, — dit Antonio, — tout de suite. Sécher d'un coup, là, sur ma chaise. A quoi ça sert de vivre?

— Je te le dis.

— Pour toi oui, mais pour moi? Et encore, — dit Antonio en posant ses poings sur la table. — Tu dis après « présent », ça m'est égal, alors tu vois! Tu dis : « Je sors mon besson d'ici, je vois Junie et après ça me fait rien de mourir. » Tu vois.

— Ça ne me ferait rien de rester non plus, — dit Matelot doucement. — Verse. A toi aussi.

— J'oublie pas, va, — dit Antonio.

Les vautours étaient descendus de la montagne. Ils tournaient au-dessus des remous du fleuve.

— Qu'est-ce que je f... ici sur terre? — demanda Antonio.

Il but.

— Ça, tiens, ça vaut encore la peine, mais autrement; écoute.

Il avança son escabeau et s'installa les bras sur la table. Il lécha ses moustaches.

— Beaucoup d'autres choses qui valent la peine aussi, — dit Matelot, — faut pas dire. Ça, si tu veux, un jour comme aujourd'hui...

Il toucha la bouteille. Le pont venait de se déboucher de toutes les glaces accumulées et le fleuve criait comme un perdu.

— Rien, — dit Antonio, — rien ça (il haussa son verre), ça, ça vaut encore... Oui. Il y en a qui ont de la chance. Bon. Mais moi? Seul.

Il resta un moment à écouter le tumulte dehors.

— Que ça se réveille ou non, kif-kif bourricot. C'est d'un côté, moi de l'autre. Ça fait son train. Je fais le mien. Toujours pareil. Quoi attendre? Depuis que je regarde et que j'écoute, et que j'entends, j'ai tout vu, tout entendu. C'est fini.

Puis il se versa de l'alcool en penchant un peu la tête pour voir s'il s'en mettait bien rasant.

— Tu parles de compte, — dit-il, — le compte est vite fait (il ouvrit ses mains vides). Rien, voilà ma part. Alors, qu'est-ce que tu veux, celui qui te dit : « J'en ai assez » va lui répondre. Ça n'est pas vrai. Qui l'oblige?

— C'est drôle, — dit Matelot en se passant la main dans la croûte de barbe.

— Quoi?

— Je te croyais...

La petite fille était restée près du poêle. De temps en temps elle frisottait du bout du doigt la rose en papier de son corsage. Elle se regardait en plissant son menton, puis elle tirait sa jupe sur ses jambes nues. Elle était accroupie sur sa chaise, les pieds aux barreaux, les mains jointes sur ses genoux relevés. Elle dépliait ses mains, elle lissait ses cuisses. Enfin elle sauta et courut vers la cuisine.

— Je te croyais d'aplomb, — dit Matelot.

— J'ai l'aplomb de tous, — dit Antonio. — Qu'est-ce que tu crois d'avoir fait, toi?

— Bon, — dit Matelot dressant la main, — pas grand-chose. Verse à boire.

Antonio avança son visage vers Matelot.

— Viens ici que je te parle.

Sous ses paupières lourdes il n'avait plus qu'un petit fil d'œil. Le poids de l'alcool abaissait les deux coins de sa bouche.

— Rien, — dit-il. — Tu veux que je te dise? Femme! On croit comme ça que ça peut faire — il fit lentement avec sa grosse main gourde le geste de rafler une mouche — voilà ce que ça fait. Plus bête qu'avant. Et moi aussi. On ne peut pas se faire comprendre des autres. Tu comprends? Jamais rien, jamais rien de ce qu'on a; le meilleur, jamais tu le feras comprendre. Il n'y a pas de mots — il renifla à plein nez en glissant d'un coup tout son visage — ça devrait se respirer comme une odeur. Ah! foutre non! Tu as beau avoir femme et enfant, tu es toujours seul. Le monde, c'est rien, voilà.

Il retomba contre le dossier de sa chaise. Sa tête aux yeux fermés flottait.

— Bonté de dieu, — dit-il les dents serrées, — j'ai envie de casser la gueule à quelqu'un.

Le bruit d'une guitare lui fit ouvrir les yeux.

La petite fille était revenue s'asseoir sur sa chaise. Elle tenait sur ses genoux et dans ses bras une grosse guitare d'homme. Elle la dorlotait avec sa main comme une grande sœur. Elle frottait les notes basses toujours dans la même cadence, et le bruit du fleuve, le bruit des femmes courant dans la rue, le hennissement des chevaux libres et du vent chantaient tout autour.

Peu à peu maintenant tout prenait corps et musique. La nuit était descendue. Des enfants couraient dans la ville en secouant des torches de lavande sèche. Une phosphorescence blême huilait les bonds du fleuve et ses détours gras éclairaient au loin la plaine comme des lunes. Tout le ciel tiède battait contre la fenêtre. On entendait vivre la terre des collines débarrassées de gel et loin, là-haut dans la montagne, les avalanches tonnaient en écartant le brouillard, éclaboussant la nuit de gros éclairs ronds comme des roues.

Matelot regardait droit devant lui. Il battait la mesure en frappant sur la table avec sa main plate.

— Qu'est-ce que tu joues? — demanda Antonio.

— Des tristes, — dit-elle.

— Qu'est-ce que c'est, ça?

— C'est rien, — dit-elle, — je l'invente.

— Fais-moi danser, — dit Antonio.

— Viens.

Il se dressa. D'un coup de pied il se débarrassa de sa chaise. Il était furieux de cœur et lourd de boire. Il fit deux pas en étendant le balancier de ses bras.

— Hari! — cria Matelot.

Et il se mit à battre la table à pleines mains.

— Vas-y bon cœur.

Antonio eut un petit sourire gris.

— Oh! le cœur y est, — dit-il, — oh! oui.

Il écarta ses bras en croix. Il avança son pied droit, puis son gauche, en pliant les genoux, puis son droit, puis son gauche. Il s'agenouillait doucement sur l'air à chaque pas; il penchait sa tête en avant. Il offrait ses bras ouverts. Ses gros souliers criaient. Pas à pas dans les touka-touk de la guitare et les sombres contre-coups frappés sur la table, il s'avança près de la petite fille. Il resta là à trépigner presque sans gestes : petits plis du genou, secs dans la cadence, frémissements des bras, les mains à peine, une douce ondulation du long corps brûlant : comme une épave d'arbre qui a touché le centre du remous.

On n'y voyait presque plus. La petite fille jouait, penchée sur sa guitare, toute secouée par sa musique. On ne voyait que ses longs cheveux brillants et sa main blanche qui dansait en face de l'homme sur les cordes sombres.

Matelot ouvrit la fenêtre. Le grondement du fleuve souffla en plein avec des embruns et du vent tiède.

Antonio tourna trois fois sur lui-même, puis il se laissa emporter à travers la salle dans l'orbe du tourbillon. Les clous de ses souliers grinçaient sur les dalles comme l'alouette du matin.

En bas, dans le fleuve, de grands arbres passaient bras écartés. Le feu des torches de lavande embrasait la rue. La petite fille releva la tête. Antonio tournait. Elle le regarda avec un large sourire et, nerveusement, elle appuya des coups plus forts sur les cordes. Lui, chaque fois, pliait brusquement les genoux, jetait les bras en l'air comme un homme qui s'enfonce dans l'eau, puis il se redressait sur l'aisance de ses bras

étendus, il ondulait, penchant la tête comme pour se lancer dans un nouveau trou de la musique; l'énervement de la guitare arrivait et il sombrait à genoux, les bras en l'air, avec un grand soupir de toute sa force.

Il riait lui aussi d'un rire qui ne s'adressait à personne. Il dansait. Il courbait le dos et relevait ses bras au-dessus de sa tête. Il courbait les mains comme des feuilles fatiguées. De ce temps ses pieds battaient les dalles de pierre. Il reprenait la cadence en relevant son corps d'une souple ondulation de longe de fouet et alors il rejetait sa tête comme un pompon de laine. Et ainsi, pliant toujours ses jambes comme s'il foulait dans la cuve.

La porte s'ouvrit brusquement. Une femme entra en courant.

— Cachez-moi, — dit-elle.

Elle s'accroupit derrière le poêle. Elle était toute tremblante de joie, d'effort, de ruse; elle surveillait la rue où trottait la poursuite des garçons aux flambeaux de lavande.

Elle regarda Antonio, Matelot et la petite fille immobiles.

Un son mourait dans la guitare.

Les garçons passèrent à pleine rue en agitant les torches, on les entendit qui se dispersaient sur la place pour chercher derrière les gros ormeaux,

La femme se redressa.

— Merci, — dit-elle.

Elle s'envola comme un oiseau. Antonio sauta derrière elle à sa poursuite.

La porte resta ouverte.

— Et voilà, — dit la petite fille au bout d'un moment.

***

Dehors, c'était pour la première fois le printemps de nuit. Toute la ville le savait, tout le pays Rebeillard le savait, la terre entière avait l'air de le savoir.

La ville était pleine de chansons, de jeux, de torches, de lanternes. Les flambeaux de lavande donnaient une fumée épaisse qui sentait la colline chaude. Les vieilles femmes riaient aux éclats dans les corridors. Le fleuve balançait son grondement dans tous les échos des montagnes. Sous le grand

ciel plein de tumulte, le pays Rebeillard frémissait comme une peau de jument.

Derrière la femme, Antonio s'était engagé dans une longue rue montante toute en escaliers et en voûtes. Il n'y voyait pas. Il entendait des pas devant lui. Il sautait. Elle sautait. Il montait les marches deux à deux, elle aussi, avec un petit rire. Un moment il n'entendit plus rien. Il appela :

— Hé!

Elle resta un peu sans répondre, puis elle éclata de rire près de lui. Il se rua sur elle bras ouverts. Elle glissa entre ses bras. Il lui resta dans les mains de la chaleur et la forme d'un sein.

Elle courait d'une course de biche : la tête haute, les jambes longues, sautant la terre de saut en saut. Elle tournait la tête. Il voyait son visage. Elle avait des yeux de menthe. L'éclair vert de ses yeux le touchait. Il en était à perdre haleine, plus de ces regards que de la course. Il courait lourd mais avec une bonne provision de force et de temps, sûr d'atteindre quand elle flottait là-bas devant, hésitante entre deux rues; il n'avait lui qu'un petit balancement du buste, prêt à se lancer tout de suite dans la course nouvelle et, de temps en temps, bien que la proie fût loin là-bas devant dans l'ombre tachée de feu, il tendait ses bras dans le vide pour s'habituer au geste de la saisir.

« Tourterelle a ses deux ailes,
Tourterelle, tourterelle. »

Il s'élança.

Elle fit un faux-pas pour repartir. Il déboula sur elle. Il la toucha à pleins bras. Tout le printemps de la nuit entra dans lui. Mais déjà elle courait vers les rues où ruisselait la lumière des torches.

Le ciel était lourd, mou, sans étoiles, sans lueur, si bas sur la terre qu'il se déchirait dans les arbres. La nuit était déjà toute renouvelée. Elle sentait la pluie tiède, elle était devenue humaine et sensible.

Dès qu'il eut touché la femme avec ses bras et sa poitrine, Antonio resta un moment immobile, saisi par la grande connaissance de son amertume à lui d'être sans raison dans le renouvellement du monde. Il se mit à courir.

La tourterelle venait d'entrer dans la rue lumineuse. Elle s'était retournée pour voir s'il la suivait. Il la suivait. Il cria :

— Clara!

Il respirait profondément cette nuit gluante épaisse d'avenirs. Ici il voyait mieux la femme : son dos, ses hanches où en appuyant les mains et en serrant il pourrait arrêter la fuite, et tenir, et garder, et le mouvement de la course, de la fuite, et quand elle se tournait pour le regarder ce mouvement qui était amour! Mais elle était ici plus difficile à attraper, car la rue coulait pleine de gens qui descendaient vers la place aux quais où l'on devait brûler le mai de paille. Il ne fallait pas compter courir. Ils marchaient maintenant à quatre ou cinq mètres l'un de l'autre, séparés par des groupes de tanneurs, de bouviers, de commères et de fillettes. De temps en temps Antonio poussait l'épaule entre deux hommes et il se glissait pour gagner un peu.

Il voyait là-bas devant les hanches mouvantes, le corps tout frémissant de fuite et d'élan contenu, ce qu'il aurait voulu tenir et arrêter et serrer à pleins bras. Mais elle gagnait aussi, se faufilant de groupe en groupe. De temps en temps elle tournait la tête pour voir la distance; en même temps elle regardait Antonio et, chaque fois, elle souriait car il était là, au milieu des hommes avec sa haute taille, son beau visage encore jeune et ses molles moustaches d'or. Ainsi il vit ses yeux. Ils devaient être d'un bleu très sombre ou bien de la couleur de la violette. Aux lumières ils paraissaient noirs, mais avec des reflets et des lueurs. Il ne cherchait sur cette femme que des endroits de proie, des endroits de ce corps qu'il pourrait saisir et tenir dans ses mains. Mais, chaque fois qu'elle le regardait, il avait soudain une grande tendresse au milieu de sa force et de son désir.

Sur la place aux quais le hurlement du fleuve frappait les hommes en pleine figure. Il y avait de quoi être grave et inquiet. Les eaux n'avaient fait que monter tout le jour. Les glaçons se broyaient contre la clef de voûte. Parfois, au-dessus du quai, le bord blême d'une vague luisait comme un dos de poisson. Sur le visage des hommes les femmes regardaient peureusement cette gravité et ce souci. Le grand amour se préparait.

Les bouviers de Maudru avaient apporté au milieu de la place la mère du blé. C'était une énorme gerbe de vieux blé presque noir de paille avec encore sa chevelure blonde. La vieille gerbe faite de toutes les dernières javelles des champs, on l'avait habillée de trois jupes de femme, engrossée d'un gros tourillon d'avoine, et elle était là, enceinte du labeur des hommes, avec son ventre pesant de graines, ses seins de paille, sa vieille tête d'épis. Les bœufs des attelages la reniflaient et frappaient du sabot dans la boue. Ils faisaient crier les jougs en secouant leurs cous de bronze. Ils essayaient de se détourner pour fuir en entraînant les charrettes.

Antonio s'arrêta.

Un bouvier avait pris une torche de lavande. Il souleva les jupes de la mère du blé. Et soudain elle s'embrasa. Le ronflement des flammes, le crépitement des épis qui éclataient, le gémissement de la paille serrée couvrirent les hurlements du fleuve. La lumière s'élargit sous le ciel bas comme une moisson mûre. Les hommes criaient :

— Blé du feu! Blé du feu!

La femme de paille se tordait sur le brasier de son ventre.

Antonio s'approcha de la femme de chair, celle qu'on pouvait saisir par sa nuque claire sous les cheveux noirs. Elle comprit qu'il venait. Elle fit deux pas de côté comme pour la danse. Il fit deux pas de côté. Elle s'avança. Il s'avança. Un remous la porta du côté des ormes. Il se glissa du côté des ormes. Elle était hors de la foule, à la lisière de l'ombre. Il marcha vers elle. Elle l'attendait, elle courut à reculons.

— Je t'attraperai, — dit Antonio.

— Oui, — dit-elle.

Et ils s'élancèrent vers les ruelles d'ombre.

***

Matelot écoutait le fleuve et le grand printemps de nuit déchaîné dans le ciel. Par-dessus son alcool il venait de boire deux mesurons de vin rouge, là, coup après coup, seul face à face avec le fantôme de sa mer. Le bruit des vagues et des voiles emplissait sa tête et, de temps en temps, il bombait le dos, serrait les poings, tirait des deux bras un long cordage

plein d'échardes pour une manœuvre de fumée. Une lueur enflamma le ciel.

— Qu'est-ce que c'est? — dit-il.

— On brûle le mai, — dit la petite fille.

Matelot regarda la porte ouverte, la chaise vide.

— Il n'est pas revenu?

— Il ne reviendra pas, — dit la petite fille.

Quand elle parlait sa guitare tremblait sur ses genoux et elle parlait elle aussi toute seule avec sa voix à elle. Ça allait s'éteignant, puis plus rien.

— Combien je te dois? — dit Matelot.

— Nonante sous pour votre part.

— Je paie les deux parts, — dit Matelot.

— Alors, — dit-elle, — un écu tierce.

Il tira de sa poche une poignée de monnaie et de pièces.

— Cherche ton compte, — dit-il.

Et il étala l'argent sur sa main. Il noua les autres pièces dans son mouchoir.

— De l'ordre, — dit-il.

Il dressa son doigt en l'air et il essaya de sourire pour lui faire comprendre toute la malice. Il sentait sous sa langue l'odeur salée de la mer.

— Ça serait donc l'heure? — dit-il.

— D'aller se coucher,— dit la petite fille.

— Oui, — dit Matelot, — donne ta main, fillette.

Elle lui tendit sa main, il la soupesa dans la sienne.

— Pas lourd, — dit-il, — mais beaucoup. Alors, adieu.

— Adieu, — dit-elle, — vous reviendrez?

— Non, — dit-il, — j'embarque ce soir.

Il sortit. Les gens revenaient du mai. La nuit maintenant sentait l'incendie de paille. Des reflets rouges traînaient dans le ciel.

— C'est drôle, — se dit-il, — c'est des choses comme ça qu'on regrette. C'est petit, ces mains-là, c'est fait de rien, c'est fort comme un buffle. Tire droit, Matelot. Va un peu moins sur la gauche. Là.

D'entre ses paupières à demi fermées il regardait les gens autour de lui, les hommes et les femmes enfin lassés de jeux et qui rentraient se coucher. Par bandes de quatre ou cinq, se

tenant par les bras, les bouviers de Maudru s'en allaient « A la Détorbe ».

« N'empêche, se dit Matelot, que c'est comme tous les départs. Toujours pareil. On en a fait cent, on en a pas fait un. Toujours à refaire. Sur la terre ça va. On part, on revient, le pied a de quoi, la terre le porte.

Il se répéta doucement :

— La terre le porte!

Oui, mais sans la terre, voilà la question.

Il marcha sans plus penser à rien, vide et léger. De temps en temps il entendait siffler le vent dans des cordages et de grandes voiles claquer. Des coques gémissaient. Ça sentait le bois de sapin. Un large port clapotait autour de lui.

— On dirait qu'il y a comme un jusant dans la terre.

Il se sentait tiré en avant, vers les quais de départ; déjà il avait sous ses pieds le balancement flexible de la passerelle.

— Quand il faut partir, faut partir, — dit-il. — Oui, la maison, ça va. Ne pas trop penser. J'aurais pas dû toucher la main de la petite fille. Ça été a plus fort que moi. Ça a de petites peaux entre les doigts, faibles comme des palmes de canard. C'est mou. Fort comme un buffle. C'est drôle qu'on soit comme ça crocheté dans la terre.

— Oui, patron, j'arrive, — dit-il au bout d'un moment.

Il venait d'entrer dans une zone d'ombre et de silence. Le bruit du fleuve ne s'entendait plus, ni les gestes et les odeurs du printemps, mais c'était au ras de terre le froissement doux des vagues endormies.

Matelot chantait :

Sur la mer n'y a point de haie,
N'y a point non plus de cabaret,
N'y a que la mort dans toute chose,

N'y a point l'ombre de mon pays,
N'y a que de l'ombre pour l'oubli,
N'y a que la route à perte haleine,

N'y a point d'aisance et de repos,
N'y a point d'amuse et de cormiaux,
Ni d'arbres verts, ni de charmeilles,
N'y a que l'eau toujours pareille.

Deux bouviers, un noir et un poilu, étaient arrêtés sur la porte de « La Détorbe ».

— Celui-là, là-haut, — dirent-ils.

Ils regardaient Matelot qui montait péniblement vers la ville haute.

Matelot chantait :

« Ah! Capitaine,
Si tu voulais m'écouter...

— Il est seul, — dit le noir.

Soudain, au détour de la rue, Matelot se trouva devant la montagne. Le vent de nuit l'avait découverte tout entière. Tous les glaciers frémissaient.

Malgré le grand vent le navire de la mort portait toutes ses voiles jusqu'en haut du ciel comme une montagne.

— Te voilà, — cria Matelot en dressant les bras.

A ce moment on le frappa à coups de couteau dans le dos.

***

— Où es-tu? — appela Antonio.

La femme avait disparu. Elle s'était glissée derrière un mur au moment où il allait la saisir et elle s'était éteinte. Il regarda autour de lui. Il était sur la place de l'église. Soudain quelque chose lui dit :

— Marche, marche, va là-bas, va voir ça. Va voir.

Et il fut tout d'un coup malade d'espérance comme si un large oiseau s'était mis à battre des ailes dans sa poitrine en frappant son cœur et son foie.

Il s'avança.

C'était là, juste au pied de la ruelle qui montait chez Toussaint.

C'était un vieux traîneau d'hiver. On lui avait mis des roues. Le cheval soufflait encore. Quand il bougeait on sentait le chaud de sa sueur. Il venait d'arriver.

— L'homme de Nibles!

Il aurait reconnu ce traîneau entre mille depuis le temps qu'il pensait, même s'il l'avait vu passer dans le ciel à la vitesse des étoiles. Et brusquement Clara se mit à lui faire mal à plein corps comme une large blessure.

— Clara!

Il entendit là-haut la porte de Toussaint s'ouvrir puis se fermer, puis un pas d'homme qui descendait les escaliers de la ruelle.

Il n'avait plus de force. Il ne pouvait pas bouger son petit doigt. Il faisait tout ce qu'il pouvait pour respirer.

— Ho! — dit l'homme.

— C'est moi, — dit Antonio.

— Je t'ai cherché là-haut.

— Tu as des nouvelles?

— Oui.

— Et?... — dit Antonio longtemps après.

— L'enfant est mort, — dit l'homme.

Antonio respira longuement.

— Et Clara? — dit-il.

— Elle est là.

— Où?

— Là-haut, elle est venue avec moi.

— Merci, — dit Antonio.

Il commença à monter la ruelle.

— La route est longue, — dit l'homme.

— Oui, longue — dit Antonio, — merci.

Il ouvrit la porte. La maison était pleine d'ombre et de silence. Il resta là dans le vestibule à écouter. Il se sentait sec et tout embarrassé. Il y avait seulement la pendule qui marquait le temps comme d'habitude. Il n'osait ni appeler ni bouger. Il cherchait une présence avec tous ses sens.

— Je te vois, — dit Clara du fond de la nuit.

Il ne pouvait pas parler. Il lui fallait déjà toute sa force pour respirer, pour rester debout, ne pas s'allonger sur les dalles et rester là, heureux et paisible puisque tout était arrivé.

— J'ai été bien seule sans toi, — dit-elle.

Je suis venue, — dit-elle à la fin — parce que tu ne peux pas me tromper. Je te vois.

— Où es-tu? — dit Antonio.

— Devant toi, — marche.

Il s'avança en tâtonnant dans l'ombre. Et soudain il la rencontra.

V

Toussaint se réveilla.

Le vent brassait la nuit à grands gestes de velours. Seulement, en bas, les pas de la pendule.

Il alluma sa bougie. Il écouta. Non, rien. Pourtant il sentait la maison mal assise. L'ombre tremblait comme le sable travaillé par l'eau de dessous.

Il alla écouter à l'huis de Matelot. Il poussa la porte. La chambre était vide, le lit froid. Chez Antonio personne. Alors il descendit l'escalier. Il marchait sans bruit, pieds nus sur les dalles. Il haussait sa bougie au-dessus de sa tête pour voir loin devant lui.

Il s'arrêta. Au bas des escaliers, une femme était assise. Elle le regardait avec de grands yeux verts pleins de couleur jusqu'aux bords comme des feuilles de menthe. Elle gardait sur ses genoux la tête d'Antonio qui dormait. Elle avait l'air d'être à ce moment du bonheur où l'on ne voit plus rien autour de soi et ses yeux avaient une large lumière dispersée.

— Femme! — dit Toussaint à voix basse.

Elle ne fit pas de gestes, elle demanda :

— Qui est là?

— Que te dire, — dit-il avec un petit rire amer, — pour que tu saches vraiment qui est là?

— Je sens que tu n'es pas à craindre, — dit-elle. — C'est la maison des hommes bons ici. Tu es le second que j'entends et on ne peut pas dire qui est le meilleur de celui qui dort sur mes genoux ou de toi.

Alors, il comprit qu'elle était aveugle.

— Pourquoi dort-il?

— Il m'attendait, — dit-elle, — il se repose maintenant. Laisse-le.

Toussaint descendit doucement les marches. Elle continuait à regarder là-haut d'où sa voix était venue.

— Il va falloir le réveiller, — dit-il.

Il toucha l'épaule de la femme pour lui faire entendre qu'il était près d'elle.

— ...J'ai peur qu'il nous soit arrivé un malheur. Antonio!

— Quoi?

— Réveille-toi.
— Voilà.
— Et Matelot?
Matelot, — répéta Toussaint, — il n'est pas couché.
La bougie tremblait dans sa main.
— C'est vrai, — dit Antonio.
Il se dressa.
— Je l'ai laissé dans un café, un dont la fenêtre donne sur le fleuve, dans la ville basse. Il n'est pas rentré?
— Non.
— Je vais le chercher.
— La ville est pleine de bouviers.
— Donne mon fusil.
— Je vais avec toi, — dit Clara.
— Je ne sais pas, — dit Antonio, — il vaudrait mieux que tu restes là. Il faudra peut-être se battre.
— La bonne et la mauvaise fortune maintenant, — dit Clara. — Tu ne peux pas m'obliger à autre chose.
Toussaint éclaira la lanterne.
— J'y vais aussi, moi, — dit-il.

Derrière l'ormeau Matelot était couché, le visage dans la boue. Un long couteau à décharner était planté entre ses épaules. Il n'y avait rien à essayer. Il avait la bouche pleine de boue. Il avait saigné du nez et des oreilles. Il n'avait pas le visage calme, mais, autour de ses yeux ouverts et de sa bouche éperdue, les rides effroyables du dernier désespoir.
— Je l'ai laissé, — dit Antonio — je l'ai laissé!
— Porte-le maintenant, — dit Toussaint.
Et cette fois Antonio se sentit fier de sa force. Il pouvait relever ce corps, l'emporter dans ses bras comme un enfant, faire quelque chose pour lui.
Il entendit Clara qui disait :
— Attends, je t'aide.
Et elle posa sa main sur son épaule.
— Je le pensais, — disait Toussaint. — Quand je n'ai vu personne dans le laurier, j'ai bien pensé qu'ils avaient fait le coup. Matelot! Le Rebeillard a été ton rendez-vous à toi aussi.
Antonio portait le corps.

« Je l'ai laissé, je l'ai laissé », se disait-il.

Il n'y avait plus rien de bon dans le monde que la petite main de Clara posée sur son épaule.

Toussaint passa le premier dans le couloir et il ouvrit la porte de la cuisine.

— Là, — dit-il.

— On devrait le mettre sur la longue chaise.

— Non, — dit Toussaint, — là, par terre comme un mort, et là, devant la cheminée et les casseroles. — Il regarda autour de lui. Les énormes rides de son visage étaient pleines d'ombres. — Tu vois : la table, la marmite, l'âtre et lui mort, voilà ce que je veux; — il tourna ses yeux vers Antonio et Antonio vit dans le regard une sorte de fureur du delà des hommes. — Nous n'avons plus de besson, peut-être; il dort. On ne sait jamais tout ce qu'une femme à grande bouche peut manger dans un homme. Je veux qu'il le voie là, par terre, au milieu des usances de la vie. Pour qu'il comprenne, s'il peut encore comprendre.

Il sortit. Il s'en alla dans le couloir vers la chambre du besson et de Gina.

— Tu l'aimais bien? — dit Clara.

— Un vieux copain, — dit Antonio.

— Et c'est ta faute?

— Oui.

— Entre, — dit Toussaint.

Le besson entra.

— Toi aussi.

Gina entra.

— Voilà, — dit Toussaint.

— Qui est-ce? — demanda le besson.

— Le père.

Il se pencha sur le visage barbouillé de sang.

— Mon père, — dit-il, — pourquoi?

Il regarda Antonio et Toussaint et Clara, et puis autour de lui : les chaises, l'âtre, le chaudron.

— Et maintenant?... — dit-il.

Soudain il se dégagea de Gina qui lui serrait le bras.

Il toucha l'épaule d'Antonio.

— Viens, — dit-il.

VI

Ils étaient sortis de la ville par le nord. Le vent soufflait. De temps en temps les nuages découvraient la lune; on voyait alors une lande hirsute encore sale de boue et de neige fondante.

— Je n'ai pas d'armes, — dit Antonio.

Le besson marchait devant à grands pas.

— Pas besoin, — dit-il.

Le bruit du fleuve était loin. On entendit parler un vaste marécage avec tous ses roseaux frais.

Ils marchaient encore sur la terre ferme mais tout à côté on entendait des froissements d'eau, de gros clapotis et parfois le frisson d'une vague rase qui sifflait entre les roseaux.

— Combien d'heures avant le petit jour? — demanda le besson.

— Cinq.

— Il faut un peu courir, — dit-il. — Nous suivons la digue, c'est franc.

Et il commença à trotter lourdement, presque sans bruit. Au bout d'un moment les nuages s'ouvrirent. La lune éclaira là-bas devant un grand découvert d'eau plate encore un peu encroûté par places d'îlots, de joncs, mais où glissaient toutes libres les luisantes risées du vent.

Au bout de la digue le besson regarda, en bas, du côté de l'ombre.

— Attends-moi.

Il descendit jusqu'à l'eau. Antonio l'entendit patauger.

— Regarde là-haut s'il n'y a pas une perche. Par terre. Si. Elle était là.

— Viens.

C'était une sorte de radeau bâtard avec un petit bord, moitié barque.

— Attendons que la lune se cache.

Il y eut encore de grandes vagues d'ombres portées par le vent; les deux hommes ne bougeaient pas. Ils regardaient du côté des montagnes. De temps en temps ils apercevaient là-bas au fond les rochers brillants, les névés et les glaces, mais tout le long des pentes montagnardes suintaient de lourdes

brumes noires, épaisses comme des forêts; on les voyait gonfler leurs énormes feuillages. Ça allait être la grande nuit sans lune, toute bouchée. Elle arriva. Le vent trop lourdement chargé flotta un moment, frappant l'eau du marais avec son odeur d'arbre.

Tout le marais était dans l'ombre.

Le besson poussa sur la perche et commença à naviguer. Il restait un petit rond de lune sur l'eau mais il s'enfuyait à toute vitesse et il s'éteignit, loin, de l'autre côté, au moment où il touchait les sapinières des collines. Il n'y avait que le bruit de la perche dans l'eau et le glissement de la barque plate. Une bonne odeur de boue et de pourriture, et puis l'haleine grasse des roseaux pleins de sève verte. Une odeur animale d'oiseaux d'eau, le duvet du fond du nid, l'odeur des grands becs mangeurs de frai, l'odeur des anguilles noires. La fuite d'un rat palmé faisait lever l'odeur des racines d'osier puis le fumet de la petite bauge flottante avec la femelle rate toute chaude.

Le besson naviguait en eau libre. Il avait l'air de connaître la route. Il pesait régulièrement sur sa perche. Il la retirait de l'eau et à l'endroit où il la sortait s'élargissait un petit rond de lumière pâle, gros comme une fleur de nénuphar. La perche luisait, égouttait des gouttes. Il l'enfonçait. Tout s'éteignait. Une bête d'eau nagea près d'eux en gémissant. Elle sentait le poisson mort et le poil mouillé. Elle entra se cacher dans une touffe de roseaux-avoine en dispersant une odeur de pollen et de miel.

Depuis un moment Antonio voyait là-bas devant un petit point rouge comme une tache de braise. Le besson naviguait sur ça. De là-bas venait aussi une odeur de terre piétinée et de fumier.

« C'est une lampe », se dit Antonio.

Un poisson sauta hors de l'eau avec une odeur d'anis et de cresson.

Là-bas c'était maintenant une lueur derrière des fenêtres, sans doute une lueur de gros âtre, une sorte de halo écarlate à peine palpitant et, dedans, des points plus éclatants qui clignotaient comme des étoiles, des lampes. L'odeur du fumier arrivait plus épaisse. Une odeur de murs aussi, de crépi

humide, de torches, de chaume et d'ardoise. Dans le ciel bas qui frôlait l'eau flottait un parfum de foin sec, de paille, de fumée, d'urine de taureau, de pelages, de sueurs, d'hommes.

La lumière sembla s'enfoncer dans la terre puis disparut. Ils abordaient au bas d'un haut talus de terre fraîche. De temps en temps des mottes s'éboulaient encore et tombaient dans l'eau.

— Attends un peu, là, — dit le besson.

Il sauta au bord et grimpa le long de la berge glissante.

Antonio entendit que là-haut le besson se jetait contre la terre. Un cri un peu gras et qui s'éteignait doucement. Le souffle court du besson, par paquets. Des craquements de muscles. Un petit gémissement. Une longue respiration. Le silence.

Antonio sauta. Comme il se rétablissait en haut du talus une griffe de bête lui égratigna la joue. Il baissa la tête, lança sa grande main dans la nuit. La griffe était au bout d'une longue patte raide, immobile. Il se haussa d'un seul coup, roula sur un corps encore chaud, mou comme une outre, couvert de poils; sa main glissa sur une langue baveuse, des dents froides, une gueule qui sentait la carne.

— Tais-toi, — dit le besson.

Il était à côté de lui, couché sur la terre.

— C'est le chien, — dit le besson. — Attends un moment.

Là-bas devant, maintenant, ils pouvaient voir un grand corps de maison. La carcasse était plus noire que la nuit, plus noire que les collines derrière; la lumière brûlait dans le corps principal, sous une arche.

Une énorme odeur de taureau, épaisse comme du mortier dormait au ras de la pâture.

— Au fond du pacage, trois, — dit le besson. — C'est là qu'on est.

La grande ferme des bêtes se dressa devant eux au bout des pâtures. Elle élargissait, de droite et de gauche, des étables à toit blême.

Ils traversèrent un fossé, une barrière en fil de fer barbelé; une pâture ancienne; de temps en temps l'herbe était usée jusqu'à la pierre; une autre barrière en fil de fer; une pâture un peu plus grasse; un fossé plus large, plus profond à moitié

plein d'eau et d'herbe d'eau, du cresson et des éparvières. Au-delà du fossé un pré. A l'odeur il avait l'air d'être habité.

C'étaient des taureaux galeux, seuls dans la nuit.

Les bêtes se levèrent. Elles reniflèrent les hommes, tapant du pied dans la terre sourde. Elles faisaient claquer leurs cous. Le besson siffla. Les taureaux se recouchèrent.

Voilà le mur.

Depuis la berge du marais où le besson avait étranglé le chien jusqu'à cette première enceinte de la ferme, il y avait un bon millier de pas. C'était un mur d'un peu plus d'un mètre de haut, fait avec de grosses meules de granit.

Antonio sauta. De l'autre côté, du fumier vivant sous le pied!

Le besson dit :

— Je crois que c'est à droite.

Une énorme grange noire s'avança vers eux; elle soufflait une haleine de foin sec. Un hangar creux bourdonnait des bruits de la nuit; il répéta les pas. Les deux hommes s'arrêtèrent. Le hangar sentait le fer et le bois. Il devait abriter des chariots neufs.

Ils s'en allèrent comme des chats le long d'une draille d'herbe. Elle menait au puits. Ils restèrent là un moment pour s'orienter.

On ne voyait plus la lumière de tout à l'heure. On était trop dans le corps de la ferme. D'ici on apercevait un reflet sur le mur d'une autre grange. Il n'y avait pas de bruit, sauf le bourdonnement grave du hangar.

— Je les aurai, — dit le besson.

— Qui?

— Tous.

Tous, — dit-il encore.

Il regardait le petit reflet de la lumière sur le mur. Les uns après les autres, chacun à leur tour, chacun à leur manière. Tous. Tous.

Il frappa du poing dans l'herbe.

Il était un peu éclairé par le reflet du mur : accroupi comme un chat, la tête en avant, le menton dur.

— C'est l'heure, — dit-il.

Il sauta. Antonio courut derrière lui.

Depuis l'angle de la grange il y avait un chemin de lumière jusqu'au porche de la ferme.

Ils s'avancèrent en pesant les pas.

On voyait la grande fenêtre. Là-bas dedans c'était éclairé; l'âtre et les lampes. Six bouviers étaient assis, les coudes écartés sur la table de bois. Maudru près de l'âtre, le bas du visage dans sa main, le pouce et l'index sur ses joues, la bouche dans sa paume. Gina, en deuil de femme de montagne, marchait de long en large. De temps en temps elle parlait. On n'entendait pas ce qu'elle disait. Personne ne devait l'entendre même pas ceux du dedans. Ils ne bougeaient pas. Enfin un bouvier se tourna vers Gina et il se mit à lui répondre. Il expliquait avec les gestes de sa main : ça avait l'air d'être un large pays, puis il dressa le bras comme pour dire : « Au tonnerre de Dieu, là-bas! » Gina s'arrêta en face de lui. Immobile elle se mit à parler à l'homme. Elle ne bougait que ses lèvres. Elle devait parler de Maladrerie, car le bouvier, à mesure qu'elle parlait, regarda en l'air du côté des montagnes. Gina se tourna vers Maudru. Elle eut l'air de lui dire : « Et alors, toi, qu'est-ce que tu en penses? » Maudru ne bougea pas. Il resta comme il était : la bouche dans sa main.

Le besson les compta :

— Six, sept, huit.

— Neuf, — dit Antonio.

— Où neuf?

— Regarde au fond, près de la porte du fond.

C'était Delphine Melitta, toujours lisse et coquette, le petit béret de tricot de côté sur ses cheveux blonds. On la voyait de profil avec son front étroit et son gros menton volontaire.

— Restent deux hommes par étable, — dit le besson.

Il s'approcha d'Antonio.

— D'abord tu vas me suivre puis, tu feras pour ton compte sans te soucier de moi.

— Je dois me soucier de toi, — dit Antonio.

— Je te dis...

— Je te dis qu'on ne me commande guère, — dit Antonio.

Il entendit le besson qui grinçait des dents comme un ours.

— Marche, — dit Antonio, — je te suivrai, après on verra.

De chaque côté du corps principal de la ferme s'étendaient les étables : cinq à droite, sept à gauche.

— A la première, — dit le besson.

Il regarda par la chatière. C'était bien ce qu'il pensait : le fanal, les taureaux libres, les deux hommes couchés. Mieux que ce qu'il pensait : on avait apaillé de frais et la paille des litières était toute neuve. Il tira doucement la clanche. Il ouvrit la porte. C'était un haut vaisseau de maison avec un enfaîtage de poutres en bréchet d'oiseau. Un fanal près des hommes endormis; une sorte de lampe-tempête à gros ventre de pétrole.

Le besson s'approcha des hommes. Il les frappa de toute sa force sous le menton. Un, sans bouger, se mit à saigner du nez. L'autre releva le bras et le laissa retomber.

— Tirons-les dehors.

— Loin des étables, — dit le besson dans l'ombre.

Ils les cachèrent dans un angle du mur d'enceinte près du puits.

Le besson toucha l'épaule d'Antonio.

— Ils en ont pour un gros quart d'heure, ces deux-là.

— Peut-être plus, — dit Antonio.

Il avait porté celui qui saignait du nez. Il avait du sang sur les mains.

— Peut-être plus, oui, — dit le besson, — mais d'ici un quart d'heure ils pourront se réveiller sans dommage.

Ils rentrèrent dans l'étable.

Le besson fouilla dans le coffre aux bouviers. Il en sortit deux vestes de cuir marquées de l'M.

— Mettons ça, — dit-il, — ça nous cachera toujours un peu.

Il enfonça un béret sur ses cheveux rouges.

— Et maintenant, — dit-il...

De temps en temps le besson disait : « Et maintenant... » Ça avait commencé en partant de Villevieille. Il se le disait à lui, comme s'il arrivait au bout d'un geste qui le lançait dans un autre geste qui le lançait vers sa vengeance, toujours plus avant, dans un bel ordre où, tout prévu, rien ne pouvait échapper.

— Et maintenant ...

Il ne se pressait pas. Il tremblait seulement un peu.

— Et maintenant ...

Il s'avança au milieu des bêtes couchées.

— Oh! carne de bœuf, — dit-il, — c'est pour toi que je le fais.

Les bêtes avaient l'air de le connaître. Il caressa le garrot d'un taureau à cornes claires.

Il frappa doucement du pied le flanc d'un taureau roux.

— Allons les bœufs, — dit-il, — debout.

Cela faisait un bruit doux et léger car il y avait juste le bruit des bêtes qui se dressaient, puis elles restaient là, plantées sur leurs jambes, encore pleines de sommeil. Elles regardaient le besson. Il allait de l'une à l'autre. Il leur parlait à voix basse.

— Qu'est-ce qu'il va faire? — se dit Antonio.

Il trouvait le besson bien grandi.

— Qu'est-ce que tu vas faire?

— Mettre le feu.

Ils regardèrent les bêtes. Elles étaient toutes levées maintenant et déjà quelques-unes secouaient la tête.

— Ouvrir la porte rien que d'un vantail, — dit le besson.

Puis il prit la lampe, il dévissa le petit bouchon du réservoir à pétrole. Il fit un tas de paille. Il l'arrosa de pétrole. A mesure qu'il vidait, la flamme de la lampe baissait puis elle s'éteignit tout à fait.

Il ne restait que le brasillement de la mèche. Le besson souffla dessus. Il la jeta sur le tas de paille.

Il y eut un moment d'obscurité et de silence, puis, tout d'un coup, glouf, la flamme creva dans la paille comme une bulle rouge.

Ils sortirent de l'étable. Ils allèrent voir les deux bouviers endormis de coups de poings. Ils dormaient toujours.

L'incendie était déjà rouge à pleine porte mais sans bruit de feu. On entendait seulement les taureaux qui commençaient à danser.

— Toi, — dit le besson, — tu vas mettre le feu au bout, là-bas ...

Il montrait les étables noires, au fond, à droite, ... et moi là-bas.

Tout, — dit-il.

Devant la fenêtre éclairée du logis on voyait passer et repasser l'ombre de Gina la vieille. Elle parlait toujours.

— La langue bat où la dent fait mal, — dit le besson.

Il toucha le bras d'Antonio.

— Mon père, — dit-il ...

C'est ce qui jeta Antonio dans la nuit. En courant il toucha sa poche. Il avait son briquet. Il regarda derrière lui. Le besson courait de l'autre côté. Une fumée tremblante d'éclairs rouges sortait de l'étable. Un taureau hurla à la peur. Il y avait là-bas dedans une danse de sabots, de coups de cornes dans les murs, de bois, de gros corps qui poussaient le vantail bardé de fer. Un taureau bondit dans la cour. Il traînait entre ses jambes de la paille enflammée. La fenêtre s'ouvrit.

— Quoi? — cria Maudru. — Puis : « Au feu! »

Il poussa encore un grand cri en langage taureau et les bêtes qui sautaient dans le feu, là-bas, lui répondirent.

Le taureau qui était sorti s'approcha de la fenêtre en galopant.

Le besson avait disparu de l'autre côté de la fumée. Antonio se remit à courir. Il se cacha à plat ventre derrière l'abreuvoir. Deux bouviers venaient à la course des étables noires. Ils allaient vers le feu. Il avait pris maintenant une énorme santé. Il bondissait vers le ciel plein de fumée et d'ombres, tout traversé de taureaux boulés à pleines cornes vers le frais de la nuit. Devant le feu, des ombres d'hommes s'agitaient. La maison criait de toutes ses poutres. Antonio se releva. Il alla à la grande porte de l'étable du bout. Il chercha la clenche avec sa main. Dedans, les taureaux s'étaient aperçus que les gardiens étaient partis. Ils soufflaient. Ils s'interrogeaient à voix basse. Ils marchaient doucement dans la paille l'un vers l'autre.

Antonio entra. Le fanal allumé était resté là. Il renversa le pétrole dans la paille. La flamme sauta tout de suite. C'étaient des taureaux plus jeunes. Ils soufflèrent en tapant du pied. Ils se poussaient en cul les uns les autres vers le mur du fond. Des pendeloques de foin sec tombaient des trappes de la grange. La flamme échela jusque là-haut. Elle resta un moment à fouiner puis on l'entendit qui étripait le fourrage dans le long grenier plein de courants d'air.

Antonio vit une petite porte dans le mur de droite. La flamme la faisait mirer, car elle était toute cloutée de gros clous de fer. Il sauta vite là-bas vers ça. Il la poussa. C'était derrière une autre étable paisible, la ferme se continuait par là. Une étable en pierre avec des voûtes. Des vaches. Des veaux. Des ballots de paille serrés dans des liens. Il sortit son grand couteau. Il coupa la corde. Il éparpilla la paille. Il regarda autour de lui. Il y avait là-bas au fond une grosse lucarne ronde comme dans les églises et toute ouverte. Ici, ça ferait bien cheminée. Un peu de feu et il y aurait un tirant du diable sous ces voûtes. Les vaches inquiètes se dressaient. Elles faisaient claquer leurs langues dans les trous de leurs museaux. Les veaux arrivaient près d'elles. L'étable où Antonio avait allumé le feu en premier se vidait de taureaux mugissants dans la nuit. On n'entendait pas l'autre incendie là-bas de l'autre côté. Les murs étaient trop épais.

Antonio allait battre le briquet. Il se coucha dans la paille. Une porte venait de s'ouvrir. Entre les jambes des vaches, il vit deux jambes d'homme. Comme elles arrivaient près de lui Antonio le frappa dans les côtes. Le poing de l'homme frappa à vide dans la paille. Il en avait. Antonio se dressa sur ses genoux. Il saisit la tignasse de l'homme, il lui renversa la tête en arrière. Il le frappa très vite deux fois à la pointe du menton, puis encore un coup dans les côtes. On n'y voyait pas là. Il toucha le visage avec le plat de la main. La bouche était ouverte, lèvres retroussées, dents froides, les yeux fermés. Il tira l'homme par les bras jusqu'à la porte par où il venait d'entrer. Ça donnait dans le logis même. Il l'allongea sur les dalles. Il revint battre le briquet. Il alluma la paille à cinq endroits. Il entra dans le logis et il ferma la porte.

C'était un homme de peau rousse avec des taches de son sur les joues. Les coups de poing lui avaient écorché le menton. Les vaches là-bas essayaient de sortir. Elles ne criaient pas. Elles se bourraient toutes ensemble contre la petite porte, chaque fois il devait en passer une ou deux, puis elles battaient encore au bélier les murs et la porte. La maison en tremblait chaque fois comme si elle avait eu la hache au pied. L'incendie de la grange hurlait d'un long hurlement doux à plein plaisir. Un petit veau gémissait, battait de la tête contre la porte

du logis. Une fumée épaisse suintait lentement par l'huis.

Ici c'était la salle où tout à l'heure Gina se promenait en parlant. Il n'y avait plus personne que la table vide, les escabeaux renversés, l'âtre avec du feu domestique, la fenêtre ouverte. Le vent de la nuit faisait battre le volet. Il y avait dehors un tumulte de mugissements et le craquement des grands bras de l'incendie. Antonio se lécha les lèvres. C'était le cœur de la ferme. Une armoire, le battant ouvert, avec des livres de comptes dedans. Pendue au mur une grande planche avec les empreintes de toutes les marques de bœufs. L'ordre de service écrit de la main de Gina. Antonio se lécha les lèvres, s'approcha pour lire :

« Servery, clos 5.

« Ressachat, clos 9, mener au sel.

« Burle — le gros des vieux. — Conduire aux pâtures hautes.

La maison tremblait. Le vent ferma le battant de l'armoire à comptes. Un gros écrasement de flammes illumina tout le dehors avec la course éperdue des taureaux tous noirs de nuit.

Antonio se passa la main sur la joue. Il n'y avait pas grand' chose à allumer ici. Les livres brûlent mal. Un escalier prenait dans le coin à côté de l'âtre. Ça devait aller aux chambres. Il monta.

Il fallait aller doucement. Sûrement ils étaient tous dehors à essayer. mais...

Juste il entendit ouvrir en bas et un gros pas qui s'embronchait dans les escabeaux.

— Tavelé! Tavelé!

C'était Maudru.

Il grogna encore un grand mot, puis il sortit en courant.

Dehors, le bruit s'enflait, et retombait comme le langage d'un grand vent. C'était, au plus haut, le ronflement des flammes, le craquement des murs, des poutres, des portes, l'écho des hangars, le mugissement des taureaux et la sourde cavalcade des bêtes dans les prés contre. Quand tout ça s'apaisait un peu, le bruit se relevant et s'envolant en haut de la nuit, il y avait alors en bas comme un grésillement de graisse au feu; les cris des bouviers et, au milieu, en plus gros, les cris de Maudru avec sa voix de vallon. On ne savait pas s'il parlait aux hommes ou aux bêtes. Les hommes répondaient,

les bêtes répondaient à cette voix. L'incendie même... des hauts de la nuit le fléau bleu de la flamme retombait en ronflant, faisant craquer toute la ferme.

Il n'y avait qu'un seul étage au logis. Antonio poussa une porte. Il fit claquer son briquet. Ce devait être la chambre de Maudru : un petit lit tout maigre en cage de fer avec des pieds à roulettes, un drap gris encore froissé, un oreiller noir à force de graisse de tête. Au milieu du lit un gros trou comme effondré. Oui. La cruche d'eau, la veste d'ours. C'était Maudru.

En abaissant son briquet, Antonio éclaira une valise de cuir au milieu de la chambre, une valise de ville avec du cuivre et du cuir, marquée D. M. Elle avait dû être apportée là, puis ouverte et refermée vite; un bout de ruban dépassait du couvercle. Antonio l'ouvrit. C'étaient des choses de femme. En soie. De tout. D. M. Delphine Melitta.

Antonio pensa au gros homme amer et tendre qui parlait au bord de la fosse à Maladrerie. La nuit, le bruit des cyprès et cette voix énorme qui venait du fond de l'ombre dire les gestes d'une femme qui porte les verres et la carafe.

Sans l'incendie, ça allait être la guérison de Maudru, cette nuit sans doute.

« Oh! gagner, se dit Antonio (il pensait à tout ce qu'il avait entendu dire de Maudru et de Delphine Melitta depuis qu'elle avait commencé à tourner autour du maître des bœufs), savoir si c'est elle qui gagne en tout ça! »

Il pensait à ce gros homme écœuré d'amertume.

Il mit le feu dans la chambre de Gina la vieille. Dans la paillasse. le matelas éventré, les jupes, les robes, les fichus. Il cassa le miroir et un flacon de parfum. Il ouvrit la fenêtre et la porte pour que le feu tire bien.

Il pensa au Tavelé étendu par terre, en bas, avec des coups de poing dans le menton. Il fallait le tirer dehors. Il descendit. On parlait dans la cuisine. Il alla sur ses pieds nus jusqu'au détour des escaliers. Il regarda.

La vieille Gina et un homme.

— Il a dû se frapper dans quelque chose, — dit-elle.

— Et les deux là-bas contre le mur? — dit l'homme.

Et ce feu qui a pris aux quatre coins? — dit l'homme. Prenez les pieds, maîtresse, — dit-il.

Ils se penchèrent sur le Tavelé. L'homme prit la tête, Gina les pieds. Ils l'emportèrent dehors. Gina marchait à reculons.

— Pour cette putain de fille, — dit Gina.

Antonio se coula dehors par la lucarne de la souillarde. Ça donnait derrière, dans le bois de fayards. De ce côté-ci il n'y avait que des flammes. Le vent les poussait. Elles glissaient dans l'herbe, puis un peu plus loin elles pliaient les genoux et elles sautaient d'un grand saut bleu se perdre dans les arbres et dans la nuit.

Antonio courut jusqu'au bois. Les grands troncs des fayards chauffés de loin craquaient. Un bœuf était là arrêté. Il avait les yeux fixes illuminés par les bonds de la flamme. D'ici on pouvait bien voir. Il n'y avait plus rien dans la ferme que de la colère de feu et de fumée. Elle était maintenant embrasée tout du long avec plus rien de solide et d'assis, mais toute molle, pétrie par les flammes. Elle avait dû perdre tous ses taureaux. On les entendait mugir et galoper dans les prés, mais elle avait dû garder des veaux, des vaches. Une odeur de carne et d'os calcinés remplissait la fumée.

Une trompe se mit à sonner, loin dans la montagne.

« Et de là-bas? » se dit Antonio.

Ça voulait dire : et du côté besson, qu'est-ce qui se passe? Toutes les étables de droite, les sept étaient en feu, mais on entendait crier les hommes. Il n'avait vu personne lui de son côté, sauf ce Tavelé qu'il avait endormi à coups de poings. Ils avaient l'air d'être tous là-bas à chasser. Le vent et les remous du feu faisaient tourner leurs cris comme un vol d'oiseaux.

Antonio boutonna sa veste Maudrute, enfonça sur sa tête le béret bouvier et s'en alla vers ces cris et cette chasse dans la fumée. Il se disait : et le besson?

Maudru était debout sur le plus gros tas de fumier. Il dirigeait ses taureaux. Il essayait de leur faire comprendre qu'il fallait sortir de la cour et s'en aller galoper dans les prés d'autour sans plus penser à ce feu. Il leur disait que le jour allait venir, que ça, l'incendie, c'était ce que c'était mais que ça

n'était rien au fond. Le principal c'était qu'on allait dès demain partir pour les pacages d'été. C'est un peu tôt, mais là-haut il y a des baraques.

— Et allez, — criait Maudru, — et il montrait les grands prés nocturnes.

Mais les taureaux reniflaient l'odeur de viande brûlée. De temps en temps, dans les braises de gauche, là-bas, un ventre de vache éclatait : pis, ventre et tout, et, tout d'un coup, ça sentait la tripe, le lait, l'herbe aigre. Les taureaux se dressaient sur leurs deux pattes de derrière comme des boucs qui se battent et ils essayaient d'encorner les flammes du bout de leurs cornes claires. Ils reniflaient fort. Ils avaient de gros paquets de bave sous leurs babines. En retombant ils restaient un long moment immobiles comme des taureaux de pierre, sans rien écouter, à regarder danser le feu.

Antonio s'approcha de là. Maudru appela Aurore. Un bouvier arriva en courant.

— Vous l'avez? — demanda Maudru.

— C'est lui qui nous a.

— Encore?

— Il y en a trois d'étendus là-bas.

Il montrait le coin du hangar dans la fumée.

— Je crois que Carle aussi.

— Il était là à la minute, — dit Maudru.

— Eh! bien oui!

— Alors il faut que ce soit, — dit Maudru... — je ne sais pas.

Et il appela Aurore.

Antonio entra dans la fumée avec le bouvier. Il vit passer devant lui une carrure qu'il connaissait. Mais elle était agrandie par la fumée et les éclatements de la flamme. Le bouvier trembla comme un homme qui s'embronche.

— Hop! — cria Antonio.

— C'est toi? — dit le besson.

Il avait agrafé le bouvier par le col et il le retenait. L'homme avait déjà le cou mou et les bras pendants. Il l'allongea par terre d'un autre coup de poing.

Antonio et le besson s'élancèrent dans le plus gros de la fumée. Antonio se mit à frapper lui aussi chaque fois qu'il rencontrait un bouvier seul. Quand ils étaient deux ou trois

il passait en criant. Chaque fois qu'il en avait un seul en face de lui il frappait de toutes ses forces.

— Alors, alors, — disait l'homme étonné, puis il tombait.

Au moment où le corps du logis s'embrasa tout entier en craquant comme un feu de figues, avec ses paquets de sapins et ses lambris graissés, le besson empoigna un grand bouvier à barbe. Il avait l'air vieux. Il était dur d'épaules. Il reçut le coup dans sa barbe mais il l'évita un peu et il se bourra en avant en moulinant au marteau avec ses grands bras. Le tranchant de son poing frappa le besson sur la lèvre. La fumée se battait autour d'eux. Le bouvier serra le besson à la ceinture et il le plia en arrière. Le besson perdit pied. Il prit le cou de l'homme dans ses mains. Il appuya ses deux pouces sur la cannelure du gosier. Ils tombèrent tous les deux. La bouche du bouvier sentait l'oignon. Le besson se redressa.

L'énorme toiture des granges s'effondra. Un mur se renversa en faisant courir toutes ses pierres dans le pré. Il y eut un long moment de grandes flammes silencieuses. Maudru parlait aux taureaux. Ils commençaient à comprendre et à regarder vers les pacages. L'aube verdissait et l'herbe commençait à luire.

Le besson s'enfonça ses doigts dans sa bouche et se mit à siffler. Le sang de sa lèvre fendue giclait entre ses doigts.

— Qui siffle? — cria Maudru.

Les taureaux écoutaient le sifflet. Ils avaient plutôt tendance à obéir à ce sifflet qui les tirait vers le feu. Maudru descendit de son tas de fumier et marcha vers la fumée d'où venait cet autre commandement des bêtes. Antonio le vit arriver. Il marchait en traînant la jambe comme là-haut à Maladrerie. Le reflet de la flamme éclairait son nez de chien. Mais il avait toujours ses yeux tendres, une amertume grise et fatiguée. Le taureau Aurore le suivait. Le taureau se méfiait; il regardait dans la fumée de droite et de gauche. Maudru s'en venait face au siffleur, lentement, sans se détourner.

Antonio se cacha derrière une benne à grains.

C'était l'aube. L'air plus lourd avait abattu la fumée, les flammes se clarifiaient dans le ciel où passait un peu de lumière. La ferme n'était plus que charnier avec sa poitrine

de poutres calcinées et ses murs pourris. Du tas des vaches mortes jaillissait de temps en temps une longue flamme jaune aiguë comme de l'or et qui éclatait là-haut dessus en jetant une odeur boueuse de graisse brûlée.

Maudru s'avançait en traînant la jambe.

Il n'y avait plus rien à faire pour Puberclaire — murs et poutres — il y avait encore à faire pour Puberclaire taureaux. Il fallait décider les bêtes à partir pour les pacages lointains. Tout de suite. Leur donner de l'herbe et du calme. Tout de suite. Loin de ce rouge feu, de cette odeur. Elles tournaient déjà en rond dans de grands galops. Tout de suite où la danse allait commencer, Aurore meugla vers ses frères.

Le besson était accroupi dans une draille. Autour de lui la fumée s'entassait comme une pelote de laine noire. Il sifflait à petits coups en balançant la tête et son sifflet semblait venir de tous les coins du vent.

Antonio se mit à ramper sous la fumée. Maudru enjamba la draille. Le besson se tourna lentement dans son trou. Il avait son couteau ouvert à la main. Il se redressa pour sauter sur Maudru qui marchait maintenant devant vers les fayards. Un homme tomba de tout son poids sur les épaules du besson. Ils roulèrent tous les deux dans la draille. Le besson frappa un coup de couteau. La lame s'enfonça dans la terre. Une main de fer lui serra le poignet. Il mordit le bras à pleines dents. La main serra très fort sur le nerf du pouce. Il lâcha le couteau. Il reçut un coup de poing au joint des mâchoires mais il était dessus. Il releva la tête. Il assura ses genoux, l'homme se tordait sous lui.

— Lâche-moi, — cria Antonio.

Le besson le frappa sur le front, près de la tempe.

— C'est moi, — cria Antonio.

Le besson le frappa encore près de la tempe. Il essayait de se dégager pour courir derrière Maudru.

— Laisse, — dit Antonio. — Delphine Melitta, la valise, laisse.

Il frappait le besson à coups de poings dans le ventre. Il essayait de se tourner, de le renverser pour se coucher sur lui et le tenir.

— Le jour, le jour, — criait Antonio, — laisse-le. Viens besson, assez.

Il replia sa jambe et il frappa le besson sur la tête avec son pied, de toutes ses forces. Le besson le bourrait dans les côtes. Il eut deux ou trois coups de poings alignés. Il souffla. Antonio lui donna un coup de pied dans la hanche. Les cuisses qui le serraient se desserrèrent. Il bomba les reins. Le besson flottait. Il le fit chavirer à côté de lui dans la draille.

Là-bas, près des fayards, Maudru appelait les taureaux. Le sifflet n'appelait plus. Ils commencèrent à répondre à la voix. La galopade s'arrêta. Puis les taureaux s'élancèrent au grand trot vers le maître.

— Assez, — dit Antonio. — Laisse-le, celui-là. On a fait plus que le compte. Viens.

Le besson le frappa d'un grand coup de poing mou en pleine figure. Antonio le saisit au poignet et commença à lui tordre le bras.

— Ça va être le jour, — dit Antonio, — viens. Profitons, partons. Gina. Tu entends? Partons tous aujourd'hui, le fleuve, profitons. Tu entends?

De son genou libre le besson lui écrasait le tendre du ventre. Antonio lui donna un coup de coude dans le nez. Il lui tordait toujours le bras.

— Écoute, — souffla Antonio, — écoute. Il faut partir aujourd'hui avec Gina. Tu m'entends?

Il le frappa sous le menton.

— Partir là-bas, ton pays. La forêt. Tu te souviens?

Il se mit à crier tout d'un coup comme une bête; le besson avait détendu sa jambe en plein dans son ventre.

Couchés tous les deux dans la draille, couverts de fumée, les flammes claquaient doucement dans le jour levant comme de grands draps au séchoir. On entendait sur les premières pentes de la montagne le troupeau de taureaux qui commençait sa route de sauvetage.

Le besson enjamba Antonio. Il s'allongea sur lui. Il soufflait. à grandes haleinées lentes. Il mit sa bouche molle près de l'oreille d'Antonio.

— Mon père, — dit-il, — mon père, mon père!

Il avait la joue toute mouillée de larmes.

TROISIÈME PARTIE

I

C'était le grand désordre de printemps. Les forêts de sapins faisaient des nuages à pleins arbres. Les clairières fumaient comme des tas de cendres. La vapeur montait à travers les palmes des feuillages; elle émergeait de la forêt comme la fumée d'un feu de campement. Elle se balançait et, au-dessous de la forêt, mille fumées pareilles se balançaient comme mille feux de campement, comme si tous les nomades du monde campaient dans les bois. C'était seulement le printemps qui sortait de la terre.

Le nuage prenait peu à peu sa couleur sombre à l'image des lourdes ramures. Et il avait aussi la lourdeur de la grande masse d'arbres, son halètement et son odeur d'écorce et d'humus. Il pesait sur les vallons creux avec juste un liséré d'herbe neuve sous lui.

Les pâturages charrués de sources nouvelles chantaient une sourde chanson de velours, les arbres hauts craquaient d'un côté et de l'autre comme des mâts de navire. La bise noire était arrivée de l'est. Elle charriait sans arrêt des orages et un soleil extraordinaire. Les nuages des vallons palpitaient sous elle, puis, tout d'un coup, ils s'arrachaient de leur lit et ils bondissaient dans le vent. De grandes pluies grises traversaient le ciel. Tout disparaissait : montagnes et forêts. La pluie pendait sous la bise comme les longs poils sous le ventre des boucs. Elle chantait dans les arbres, elle allait en silence à travers les larges pâturages. Alors arrivait le soleil, un soleil épais et de triple couleur, plus roux que du poil de renard, si lourd et si chaud qu'il éteignait tout : bruits et gestes. La bise se relevait. Il y avait un grand silence. Les branches encore sans feuilles étincelaient de mille petites flammes d'argent et, sous chaque flamme, dans la goutte d'eau brillante, les bourgeons neufs se gonflaient. Une épaisse odeur de sève et d'écorce fumait un moment dans l'air immobile. Le piétinement de la pluie passée descendait vers les fonds. La pluie nouvelle venait

à travers les sapins, la bise retombait de tout son poids, les taches noires de la pluie et du soleil marchaient dans tout le pays sous une frondaison d'arc-en-ciel.

Dans les coupes profondes de la terre les nuages épaississaient lentement avec des soubresauts comme la soupe de farine. De temps en temps d'énormes bulles éclataient en jetant des éclairs. Le tonnerre roulait ses grosses pièces de bois dans tous les vallons de la montagne. Puis l'orage se dressait dans sa bauge. Il piétinait les villages et les champs, faisant éclater des arbres dans ses ongles dorés.

Le ruissellement des eaux dansait, fouillait sous toutes les herbes. Au penchant des talus les sources grasses sautaient en soufflant comme des chats. Les neiges étaient déjà toutes fondues. Elles avaient découvert une terre noire, sanguine, enrichie d'eau et qui jutait sous le piétinement léger des oiseaux. Les glaciers usés de soleil et de pluie coulaient à torrents dans d'étroits corridors encombrés de roches énormes.

La bise s'arrêta. Les nuages immobiles entassèrent sur les horizons leurs épais feuillages pommelés, leurs cavernes, leurs sombres escaliers, les gouffres bleus où se perdaient en épanouissements toutes les lumières du soleil. Il faisait chaud. L'ombre même était chaude. Les derniers soubresauts de la bise secouaient quelques tringles de grêles. Le soleil reprenait de jour en jour sa couleur naturelle. Il montait tous les matins à travers une vendange de nuages, puis il se mettait à rouler doucement sur le sable fin du ciel dégagé; les bêtes de poils, les bêtes de plumes, les bêtes de peau rase, les bêtes froides, les bêtes chaudes, les perceurs de terre, d'écorce, de roches, les nageuses, les coureuses, les voiliers : tout commençait à nager, à courir, à voler, avec ses souvenirs d'anciens gestes. Puis tout s'arrêtait, humait le chaud et démêlait du museau au milieu du grillage tremblant et blond de la lumière la trace sirupeuse de l'amour. Pendant de longs crépuscules le soleil descendait derrière les vallons sonores dans les appels des bêtes et le ruissellement multiplié des eaux.

Les glaciers fondaient. Ils n'avaient plus que de petites langues amincies dans les cannelures des roches; la montagne couverte de cascades grondait comme un tambour. Il n'y avait plus de petits ruisseaux, mais des torrents musclés aux reins

terribles et qui portaient des glaçons et des rochers, bondissaient, luisants et tout fumants d'écumes plus haut que les sapins, minaient leurs rives profondes, emportaient des lambeaux de forêts. Les eaux, les roches, les glaces, les ossements d'arbres se tordaient en grosses branches d'acier à travers le pays et se déversaient en mugissant dans l'immense fleuve. Lui portait ses larges eaux, si loin de son lit ordinaire qu'il ne bougeait presque plus, encombré de fermes désertes, de bosquets, de tertres, de lignes de peupliers, perdu dans des replis de collines qui s'engraissaient lentement à plat. Des bords lointains on apercevait seulement là-bas, au milieu, le moutonnement du grand courant.

Depuis longtemps les houldres avaient quitté la falaise de l'arche pour aller crier le printemps partout. Mais les oiseaux ordinaires revenaient tous les soirs au grand rocher tapissé de lierre et de clématite. Il y avait des fauvettes, des mésanges de toutes les sortes, des rossignols, des verdiers, des carmines, des pies, des corbeaux, tous les habitants de la ronce ou de la forêt, mais rien que des mangeurs de viande. Pas des mangeurs de graines. Ils étaient gras et lourds à ne plus bien savoir ni voler ni marcher. Ils se cramponnaient dans les résilles de branches et de feuilles qui tapissaient le rocher et ils restaient là un moment à se reposer du vol de tout le jour sur le grand pays plein de chaleur et d'espérance. Ils clignaient des yeux, ils tournaient la tête, ils s'aiguisaient le bec, ils s'épuçaient, puis ils se mettaient à se raconter tout ce qu'ils avaient vu ou entendu dire là-haut dans le ciel.

— Plus de glaces, plus de glaces.

— Oui, oui, oui.

— Que si, que si.

— Où, où, où?

— Là-haut, là-haut, sur la dernière cîme, celle qui est toute aiguë, toute aiguë.

Alors ils se bousculaient tous les uns sur les autres pour entendre, pour dire son mot, et ça finissait toujours par un départ de corbeaux parce qu'ils n'étaient pas très habiles à la parole et qu'ils disaient toujours la même chose.

Ce qui les intéressait tous surtout, c'était le fleuve. Ils savaient bien qu'il n'allait pas rester toute la vie avec cette

largeur. Ils attendaient le retrait des eaux pour aller chasser dans les limons les vers, les sauterelles, les puces d'eau, les cadavres et la graisse brune des œufs de poissons.

Une grosse gélinotte blanche arriva du sud.

— Allons, poussez-vous, poussez-vous, — dit-elle, — poussez-vous, je vous dis, comment faut-il que je vous le dise?

Dise, dise, c'est le dernier mot de la gélinotte. Juste après elle va frapper avec son espèce de gros bec pointu. Tout le monde le sait.

— Voilà, voilà.

Trois verdiers s'envolèrent, firent le tour, vinrent s'accrocher plus bas. La gélinotte s'installa sur la branche.

— Allons, allons, allons, — dit-elle, — et elle se lissa le cou. — Il fait bon ici.

— Froid, — dit le corbeau.

— Oh! non, — dit la gélinotte, — il fait bon. En bas c'est déjà plein de fleurs et les saules sentent si fort que ça étouffe.

— Il fait si chaud que ça? — dit la fauvette

— Comment faut-il que je vous le dise?

La fauvette sauta vers son trou.

— Chaud, — dit la gélinotte. — Il y a déjà des feuilles partout et de l'ombre, et de cette sacrée poussière de fleurs qui étouffe.

— Et des vers, et des vers, — dit la mésange, — il y en a?

— Oui.

— Ici aussi, là-bas où l'on a enlevé le grand radeau au bord de l'eau.

— Le radeau, — dit la gélinotte, — je l'ai vu.

— Où?

— En bas, loin, du côté de Clape-mousse. Il descend l'eau.

— Seul?

— Avec des hommes, presque déjà dans le pays des saules.

— Quoi? Quoi? — dit le corbeau.

— Si tu veux que je te le dise, — dit la gélinotte, — et elle sauta près du corbeau.

— Oh! moi, moi, moi, — dit le corbeau, — et il s'envola.

Il tourna un moment au-dessus du rocher, puis il s'en alla vers les ruines de Puberclaire.

***

Le radeau était épais, mais il restait maniable sur les hautes eaux. Il avait un grossier gouvernail de frêne à l'arrière et Antonio avait besoin de toute sa force pour le bouger et il fallait garder la position un bon moment, car la masse des cinquante troncs de sapins obéissait un peu en retard. A l'avant, le besson tenait la perche et frappait toutes les épaves. Ils naviguaient sur le bord du fleuve, assez près du grand courant pour être entraînés mais dégagés des vagues et des remous. Ils contournaient des îlots d'arbres, des collines et des champs d'eau mince ridés de vent.

Ils avaient essayé de tendre une bâche au-dessus des deux femmes. Ça n'avait pas tenu. Ils venaient de traverser deux jours de pluie et de vent et, en plus du vent du ciel, il y avait au ras du fleuve le vent du fleuve, l'air emporté par les eaux, une force soudaine en remous et en gouffres dont le poids sur la bâche contrariait le gouvernail. Ils avaient manqué s'ensabler à plein large.

Alors, ils avaient fait au milieu du radeau une sorte de fer à cheval avec les bagages : une grosse malle donnée par Toussaint, les sacs, la bâche roulée, le lest, et les deux femmes s'abritaient là pendant le jour et dormaient là pendant la nuit. Car, depuis le départ de Villevieille ils n'avaient plus touché rive. D'abord, ils voulaient s'éloigner vite et puis, surtout, il n'y avait plus rien de solide et d'ordonné sur ces rives pétries de printemps, toutes haletantes de cascades et de pluie. Il valait mieux faire large et descendre vers ce sud tiède d'où montaient des parfums d'arbres.

A l'avant était le besson, à l'arrière Antonio. Au milieu, dans le nid des bagages, Gina et Clara. Elles étaient serrées là-bas dedans l'une contre l'autre avec chacune leur grand manteau de montagnarde. Gina avait mis le capuchon, mais Clara restait tête nue sous la pluie.

— Couvre-toi, — avait dit Antonio.

Elle avait répondu :

— Si je me couvre les oreilles et si je me mets cette laine dans le nez, c'est comme la mort. Laisse-moi libre, je profite, je n'ai pas froid.

De temps en temps on voyait le petit visage de Gina sous le capuchon. Elle regardait peureusement à droite et à gauche, la tête un peu dans les épaules. Elle était effrayée de ce large d'eau, du besson planté pieds nus sur les sapins et qui luttait à la pique avec des épaves dix fois grosses comme lui, d'Antonio arc-bouté contre la barre du gouvernail, de cette pluie sauvage qui hachait les mots, les bruits, et mordait les joues.

Elle se serrait contre Clara. L'aveugle lui touchait les mains, lui tâtait les poignets sous les manches.

— C'est le printemps, — disait Clara, — ça va être le cœur du printemps.

— A quoi le sais-tu?

Et Gina regardait les yeux morts toujours pareils à des feuilles de menthe.

— Ça sent, — disait Clara, — et puis ça parle.

Et, de son doigt, elle montrait le bruit des eaux. Le bruit des eaux grasses dans le fleuve, le bruit des eaux claires ruisselant des rochers et des montages, là-bas sur les rives. Elle montrait des épaisseurs de pluie dont le battement d'ailes était plus sombre, des écroulements de terre — et elle montrait les écroulements de terre avant que Gina ait entendu le bruit.

— Comment fais-tu?

— L'odeur, — dit Clara. — L'odeur de terre est venue tout d'un coup. C'est de l'argile. C'est le bord d'un pré qui est tombé, ça sent la racine.

Et Gina la regardait, là, pliée dans son manteau : ce corps de femme, ce beau visage fermé comme une pierre, aigu comme une pierre, ce visage qui ne bougeait pas, ce visage sans yeux. Elle sentait sur son poignet le bracelet un peu osseux de cette main.

— Le pré, comment sais-tu?

— Je marchais dedans à quatre pattes quand j'étais petite, disait Clara. J'entendais dire : le pré. Je disais : « Qu'est-ce que c'est, le pré? » Mon père tapait du pied dans l'herbe. « C'est ça », disait-il. Je l'entendais taper du pied près de moi. Et je l'appelle pré, moi, cette odeur de plantes. Tu sais, ces choses craquantes qu'on écrase entre les doigts et ça sent une odeur...

Elle s'approcha de l'oreille de Gina.

— ... une odeur d'enfant.

— Je connais, — dit-elle, — la pâquerette, le bouton d'or, l'avoine, l'esparcette. Ça n'est peut-être pas les mêmes que vous appelez comme ça, ça ne fait rien, c'est des noms. C'est pas les noms qui comptent, — dit-elle. — Gina, tu m'écoutes?

— Je t'écoute.

— C'est pas les noms. Je ne sais pas comment te dire. Si tu fermais les yeux pendant longtemps et que tu t'habitues à tout avec ton corps, et puis si tout changeait pendant ce temps, le jour où tu ouvrirais les yeux de nouveau tu saurais tout, c'est comme ça. Toutes les choses du monde arrivent à des endroits de mon corps — elle toucha ses cuisses, ses seins, son cou, ses joues, son front, ses cheveux — c'est attaché à moi par des petites ficelles tremblantes. Je suis printemps, moi maintenant, je suis envieuse comme tout ça autour, je suis pleine de grosses envies comme le monde maintenant.

Il y avait une odeur de limon, d'herbe, de pluie chaude.

— Tu n'as plus peur?

— Non, — dit Gina.

— Tire à gauche, — cria le besson.

Antonio tira de toutes ses forces la grande barre vers la gauche.

Le toit d'une ferme émergeait de l'eau.

Le radeau talonna un peu sur une chose cachée puis il s'arracha, contourna la toiture, reprit l'aise plate. On s'avançait vers une grande colline entièrement prisonnière des eaux.

— On devrait piquer plus sur le large, — cria Antonio.

Le besson s'approcha du gouvernail.

— Trouver le grand courant, — dit Antonio, — et galoper droit vers en bas.

— Non, — dit le besson, — cet endroit-là, je le connais. On ira bonne erre pendant trois heures et, à la nuit, on sera dans un treillis de boqueteaux noyés et de sables rasants. Le mieux, c'est de profiter de ça.

Il montra la colline.

— On se met à terre, on fait du feu, on dort. C'est franc.

Il montra les eaux tout autour.

— Allons, — dit Antonio.

On était à peu près à la moitié de l'après-midi. Depuis le

matin ils naviguaient hors de la pluie. Les nuages dispersés balançaient l'ombre et la lumière comme les ramures d'un verger. Le soleil descendait dans l'ouest.

La colline était couverte de grandes yeuses crépues, couleur de fer. Elle avait une odeur de terre déjà sèche. Elle était comme un moyeu avec tous les rayons du soleil autour d'elle. Le radeau entra dans son ombre. La crue du fleuve avait rempli tout un vallon. C'était un port dans des châtaigniers. Les feuillages trempaient dans l'eau. Au fond de l'anse trois sapins adolescents luisaient au bord d'un pré. Un ruisseau silencieux comme de l'huile coulait dans de la mousse noire. Sur ce rivage, l'eau du fleuve dormait. Elle clapotait doucement dans les branches des arbres. L'air paisible était tout criant du grésillement des courtilières, des grillons et des sauterelles.

Le besson amarra le radeau aux jeunes sapins. Le cordage écorcha l'écorce blanche. La résine coula. Son odeur éveilla l'odeur de toutes les sèves. Un châtaignier commençait à fleurir. Il était plus haut que les autres. De sa cîme écrasée de soleil couchant, coulait une odeur de levain.

— L'herbe est sèche, — dit Gina.

— Je voudrais savoir, — dit le besson, — si l'eau nous entoure. Hier j'ai vu galoper là-bas à droite toute une cavalcade, et le troupeau des taureaux marchait sur la crête des montagnes comme une forêt.

— Je vais voir, — dit Antonio.

II

C'était déjà une terre du sud, avec de la poussière et des cailloux ronds. Le sous-bois d'yeuses était sans mousse et clair. Des bêtes couraient en faisant écumer les feuilles sèches.

Antonio guidait Clara en la tenant par la main. Elle le suivait, baissant la tête, elle cachait son front dans son bras replié, pour se protéger des branches.

Au sommet de la colline ils se couchèrent dans l'herbe frisée. Le débordement du fleuve les entourait de tous les côtés. C'était bien une île protégée par le grand courant et la large étendue des eaux. Sur la crête des montagnes, rigides

dans le soir, il n'y avait que des forêts immobiles. Seule, là-bas sur la poitrine d'Uble une silhouette noire bougeait. Ça semblait un cavalier debout sur la cîme avec son manteau gonflé de vent. Ça pouvait être un arbre.

Le printemps du sud montait des forêts et des eaux. Il avait déjà conquis le soir et la nuit. Il était le maître de la longueur des heures. Les hautes montagnes de glace déchiraient le nord; une drapille de nuages battait sur leurs flancs. Mais on ne sentait plus le froid. Les poissons sautaient. Un renard mâle appelait d'une petite voix plaintive. Des tourterelles grises volaient contre le soleil et le bout de leurs ailes s'allumait. Les martins-pêcheurs couraient sur l'eau. Des grues lancées vers le nord comme des flèches passaient en criant. Des nuages de canards écrasaient les roseaux. Un esturgeon à dos de cochon nageait sur l'eau. Le soleil étincelait dans ses écailles. Un nuage de boue suivait le flottement de sa queue. Un immense verger d'arbres à chatons, d'arbres à bouquets, d'arbres à petites fleurs aiguës comme des fleurs de blé, tous fleuris barrait le fleuve en bas. L'eau les baignait jusqu'aux épaules. Des remous balançaient les branches. Le pollen fumait dans le soir comme le sable sous la danse des poulains. Les loutres plongeaient dans des gouffres et sortaient luisantes et lisses comme des balles de fusil. Des belettes miaulaient. Une fouine dépassa la lisière en un bond de feu. Un loup hurlait du côté d'Uble. Un essaim d'abeilles haletait, pendu dans le ciel. Des martinets frappaient l'eau avec leurs ventres blancs. Du frai de poisson, animé par les courants profonds, ouvrait et fermait sur le plat du fleuve ses immenses feuillages mordorés. Des brochets claquaient des dents. Les anguilles nageaient dans des bulles d'écume, Les éperviers dormaient dans le soleil. Les sauterelles craquaient. Le vent du soir faisait flotter le doux hennissement du fleuve.

Le soleil se coucha.

— Je voudrais te faire voir, — dit Antonio.

— Vous avez tous beaucoup de souci, — dit Clara, — et moi je vois beaucoup plus loin que vous.

— Voilà que le soir est venu, — dit Antonio, — et toutes les choses me parlent de toi. Tes cheveux sont comme les sapins de la montagne.

— Je me demande, — dit Clara, — ce que ça peut être ce que vous dites : voir! puisque, chaque fois, ça vous trompe.

Elle était face au couchant. Son fin visage un peu maigre, presque sifflant, ombragé de ses lourds cheveux noirs; son front, ses tempes perdues, sa bouche mince et profonde, ce hâle de seigle, ces yeux pleins de vert jusqu'à leurs bords et d'un ovale pareil aux tendres feuilles de la menthe.

— Je me souviens, — dit Antonio, — de la chose que ça a été de te voir la première fois. Sur le moment ça n'a pas été terrible, mais par la suite...

Elle resta silencieuse.

— Tu as marché à côté de moi sur toutes les routes, — dit-il, — que je veille ou que je dorme, je te revoyais.

— Voir et revoir, — dit-elle.

Elle toucha ses yeux.

— Alors, du profond de ce pays où tu étais parti tu pouvais me revoir avec tes yeux?

— Non, — dit-il, — tu étais vivante dans ma tête. Avec ta liberté, et tu faisais parfois des choses bonnes pour toi, mauvaises pour moi. C'est ça le terrible.

— Je vois beaucoup mieux que toi, — dit-elle.

La nuit était venue.

— ... écoute, le gros poisson est en bas sur la rive. Il s'est couché contre le bord. Comment dis-tu le nom de cette chose qui sent à la fois l'eau et la terre et qui doit être le mélange?

— La boue, — dit-il.

— Il bouge doucement sa queue dans la boue. Il est sous ces arbres. Quel est le nom?

— Je ne sais pas, — dit-il.

— Je te ferai connaître et puis tu sauras, et puis tu me diras. Dans toute la colline il y a des pattes, des ongles, des museaux, des ventres. Entends-les! Des arbres durs, des tendres, des fleurs froides, des fleurs chaudes. Là-bas derrière un arbre long. On entend son bruit tout droit. Il fait le bruit de l'eau quand elle court. Il a de longues fleurs comme des queues de chat et qui sentent le pain cru.

On entendait bruire un peuplier.

— Tu le vois?

— C'est la nuit, — dit-il.

— Qu'est-ce que ça peut faire? Ta femme est bien savante, — dit-elle. — J'ai peur que tu me prennes pour une petite fille. Je te connais depuis le moment où tu m'as touchée avec ta main, même avant. Depuis le moment où je t'ai connu au pied de mon lit. Tu ne disais rien. Tu respirais. Et moi j'ai dit : « Vous êtes trois et non pas deux. Il y en a un qui est là et ne parle pas. » Et j'ai dit : « Je veux qu'il sorte. » Je ne voulais pas que tu me connaisses dans ce lit de malade avec mon odeur d'accouchée. Les autres, tant pis, mais toi, j'aurais voulu que tu me connaisses avec ma jupe de faille qui bouge autour de moi comme du blé mûr, mon capucet sur les cheveux, et que je sois assise dans l'herbe des prés, au mois de mai, au bon soleil, toi venant à travers les fleurs comme dans les chansons.

Antonio resta un long moment sans parler.

— Je vais te dire ce que tu attends, — dit-elle.

— Je mentirais, — dit-il...

Elle dit très vite :

— Il ne faut pas mentir. Ça ne peut pas servir parce que j'entends les mots un peu avant qu'ils soient sur la bouche et, quand tu parles à toi, je t'entends. J'ai été vite mûre, dit-elle au bout d'un silence. (Elle écoutait un soupir du fleuve et des arbres.) Des fois, selon où je suis, j'entends dire autour de moi : la petite fille, et j'entends cette petite fille qui parle avec des moitiés de mots, des bouts de choses de rien, comme les oiseaux. Je ne me souviens pas, je n'ai jamais été une petite fille comme ça.

» Mon père était un homme qui avait deux voix. Une voix simple et, dans celle-là, il était ce qu'il était vraiment. Une voix faite de tout, et alors là, on en avait la tête tournée à ne plus rien pouvoir démêler de ce qui était la méchanceté, la peine, toujours plus de méchanceté, toujours plus de peine, des choses profondes, du mal et des envies de mal, et un petit filet au fond de cette voix comme un chien qui lèche ses coups. Il parlait souvent avec cette voix. Elle s'accordait avec son pas d'arrivée comme il lançait sa hache dans le coin. Un jour, toute seule à la maison, j'étais allée toucher la hache, chaude de manche, froide de fer, avec un bord blessant — sa voix s'accordait avec son poids sur le parquet et le grincé du banc

quand il s'asseyait. Je me disais : « Ah ! Dieu ! » comme je l'avais entendu dire à ma mère, et il commençait à parler avec sa voix mauvaise. Qu'est-ce que j'avais à cette époque? Très peu. Cinq ans peut-être. Ma mère n'avait pas de voix à elle. Elle disait : « Ah ! Dieu ! » Dehors, des arbres, d'abord deux, sans odeurs d'arbres. Ils étaient trop près de la maison, ils sentaient encore la maison, l'ardoise, les écoueurs de bois, la fumée. Puis de l'herbe, un petit ressaut de terre et alors des arbres : d'abord un endroit où ils étaient plantés loin l'un de l'autre comme mes deux bras ouverts. Arrivée là, je sentais le frais sur ma tête. Les branches étaient sur moi. A ce moment de l'année ils avaient une odeur de miel et chantants comme des ruches. A la fin de l'année ils font des pommes, on en trouve dans l'herbe. Plus loin, des arbres serrés l'un contre l'autre, des gros troncs, des petits, des écorces lisses comme de la peau, des grumeleuses, de tout, des épines, et puis là, si on entre, du froid. Du beau froid tout d'un coup. Et un grondement qui vient du fond des arbres comme quand on est au bord d'un trou et qu'on écoute.

Ne crois pas que je cherche, — dit-elle, — je pense à ce que tu attends et je vais te le dire. Mais tout ça sert. Pour mon excuse.

S'il y a excuse à demander.

— Il n'y a pas d'excuse à demander, — dit-il, — je ne crois pas qu'il y en ait un mieux dans la vie que moi. Et puis...

— Et puis, — dit-elle, — voilà comment tout ça s'est fait.

— Ce n'est pas ce que je veux dire, — dit-il, — je veux dire : et puis je t'aime.

La nuit était venue toute noire avec un grand ciel double rempli d'étoiles dans le ciel et dans le reflet des eaux.

— Donc, d'abord, — dit Clara, — tout ça est assez long. Moi, pendant ce temps, avec la double voix de mon père, les arbres, l'herbe, le chaud, le froid, et puis un nouveau plaisir qui me venait peu à peu : l'odeur. La voix de mon père était de moins en moins double. Sa vraie voix, je ne l'entendais plus que quelques fois rares. Ma mère ne gémissait plus, elle était morte un jour. Presque le temps où je trouvais l'odeur, vers le moment où elle eut encore le temps de me rassurer sur

une chose de femme qui se faisait dans ma transformation. Alors, tu me vois?

— Oui, — dit-il.

— Je dis exprès ton mot à toi, — dit-elle, — pour te faire comprendre comment moi je vois.

Cette petite fille, c'était moi. Calcule.

Le vent. Le fleuve. L'appel nocturne des bêtes.

— Donne-moi ta main, — dit-elle.

Elle maria ses doigts à ses doigts.

— Tu veux savoir comment j'ai eu mon petit enfant, et je vais te le dire.

— Si tu crois que je te le demande, — dit Antonio, — tu te trompes.

— Ta bouche dit ça parce qu'on se fait toujours fort avec sa bouche, mais ton corps me le demande.

Elle serra la main d'Antonio.

— ... O mon garçon, — dit-elle, — ô le pêcheur et le chasseur, ô celui qui coupait la viande de sanglier, ô roi de la montagne! Et alors, dis-moi : c'est toi qui pêches les poissons avec tes mains? C'est toi qui nages? C'est toi qui marches dans les roseaux? C'est toi qui cherches la ruse pour attraper le congre comme tu disais au bouvier l'an dernier près de la porte de la cabane, et nous étions deux à t'écouter, bouche ouverte : lui et moi dans mon lit toute faible, avec ta voix qui me faisait le grand serpent d'eau dans les oreilles. C'est toi, dis?

— C'est moi, — dit Antonio.

— Alors, ça va aller, — dit-elle, — parce qu'il faut que nos corps soient bien accordés. Pour le petit enfant, c'était obligé, tu comprends?

— Oui, — dit Antonio.

— Je voudrais que ce soit une chose bien comprise, — dit-elle, — et pour ça il faudrait que je te dise et des mots et des mots et que je t'explique des choses que tu connaîtras toi-même par la suite dans moi.

— Il y a une chose, — dit-il, — qui peut-être te fera plaisir. Voilà : quand je t'ai laissée dans la maison de la mère de la route, nous avons marché, Matelot et moi. C'était la nuit comme maintenant et je me suis dit et redit tout le long :

elle ne voit pas! Elle ne voit pas toutes ces étoiles comme maintenant si tu voyais. Et j'avais envie de te faire voir, de te donner, tu comprends?...

— Je comprends, — dit-elle. — Mais pourquoi me dis-tu ça juste quand je te parle de cet enfant et quand je vais te dire tout ce qu'il y a eu avant, tout, tout. Il y a toujours beaucoup de choses avant un enfant.

— Parle, ma petite fille, — dit-il, — tu sauras après pourquoi j'ai dit ça maintenant.

— Voilà que je ne sais plus, — dit-elle.

— Voilà que moi je sais, — dit-il.

Tu es comme une qui est montée plus lentement que moi dans la montagne. Voir me trompe. La vérité, c'est que tout doit obéir.

— Oui, — dit-elle, — voilà que maintenant moi je sais aussi juste ce qu'il faut dire. J'ai connu le pré, le verger de pommiers, la forêt, le troupeau de mon père, tout. La vérité c'est que, que tu sois une chose ou l'autre, il faut vivre, c'est obligé, mais j'aurais dû te trouver avant.

— Tu m'as trouvé quand il fallait que tu me trouves, — dit-il, — tu verras.

Il dégagea sa main, il toucha ce visage qu'il ne voyait plus. Il s'approcha d'elle à travers l'herbe, il l'entoura de ses bras.

— Parce que j'en reviens toujours à la nuit, — dit-il avec un petit rire, — et c'est comme un petit qui a trouvé le b-a-ba.

— Tu ne peux pas sentir les étoiles ni les toucher, je veux te donner des étoiles.

— Et maintenant, viens, ma petite fille.

En bas le besson a allumé du feu.

III

Ils levèrent le camp à l'aube. Le port du châtaignier était encore plein d'ombre.

Le besson défaisait le nœud d'amarre.

— Attendez, mes beaux enfants, — dit Antonio.

Il entra dans l'eau. Elle était éclairée par le reflet du jour levant sur les yeuses. Sur le fond de roche une truite bleue battait lentement des ouïes. Elle dormait. Il lui caressa le

ventre, puis il la serra sous les nageoires de tête et il la dressa en l'air toute fouettante.

— L'avoine est bonne, — dit le besson. — Voilà que les poulains se mettent à jouer dès l'aube.

« C'est vrai, se dit Antonio, voilà que je joue dans le monde maintenant. »

Le besson dénoua soigneusement le nœud, il roula la corde, il arrangea les paquets, il essaya l'aplomb du radeau.

Antonio regardait la truite prise. Elle battait encore de la queue, elle ouvrait ses nageoires roses, elle les claquait, elle bâillait avec du sang dans les dents.

— C'est pour le dîner, — dit-il.

— A quatre? — demanda le besson.

— J'en pêcherai d'autres, — dit Antonio.

— Je veux arriver demain matin, — dit le besson.

Des brumes traînaient sur le fleuve et dans la montagne pleine d'un mystère d'argent. Le monde commençait à chanter doucement sous les arbres.

Antonio regarda la pointe d'Uble. Elle était toute propre, haut dans le ciel, nette comme le bout d'un doigt.

— Hier soir il y avait quelqu'un là-haut, — dit-il.

Le besson s'arrêta de faire danser le radeau.

— Je crois, — dit-il, — que la bataille est finie.

Il avait mis ses mains sur ses hanches, tournait la tête de droite et de gauche comme un homme qui compte autour de lui le travail du jour.

— Je veux arriver demain matin, — dit-il, — monter à Nibles et commencer. Il me faut seize kilos de clous, trente charnières à trois par fenêtre et par porte, deux serrures. En attendant, Gina couchera dans la maison de Charlotte.

Le matin fleurissait comme un sureau.

Antonio était frais et plus grand que nature, une nouvelle jeunesse le gonflait de feuillages.

« Voilà qu'il a passé l'époque de verdure », se dit-il.

Il entendait dans sa main la truite en train de mourir. Sans bien savoir au juste, il se voyait dans son île, debout, dressant les bras, les poings illuminés de joies arrachées au monde, claquantes et dorées comme des truites prisonnières. Clara, assise à ses pieds, lui serrait les jambes dans ses bras tendres.

— Jeunesse, — dit-il.

— Tout finit, — dit le besson.

— Je me parle, — dit Antonio.

Le radeau sortait du port à la perche. Une risée de courant l'enleva comme il émergeait de l'ombre et il entra dans le printemps.

Antonio reprit le gouvernail.

Les arbres appelèrent. Un peuplier disait :

— Adieu, adieu, adieu, avec ses petites feuilles neuves et le peu de vent.

Un sapin noir à moitié enfoncé dans le fleuve haussa sa gueule d'ombre ruisselante d'eau.

— Où allez-vous les grands enfants, où allez-vous les grands enfants?

Vers le milieu du jour ils traversèrent le large verger de châtaigniers qui barrait le fleuve. Ils l'abordèrent doucement, sans bruit. Ils courbèrent le dos, le radeau glissa sous les arbres. Une grande chose était en train de s'accomplir ici. Les feuillages touchaient presque le fleuve. Ils étaient pleins de soleil, mais la grande illumination venait des fleurs. Des étoiles! Comme celles du ciel, plus larges que la main avec une odeur de pâte en train de lever! Une odeur de farine pétrie. L'eau calme était couverte de poussière jaune. Le radeau écartait des brouillards de pollen.

Clara tourna son visage vers Antonio.

— Tonio!

Elle avait presque crié avec un roucoulement dans la gorge comme les pigeonnes.

Elle resta lèvres entr'ouvertes à mordre le nom.

Antonio conduisait.

Il regardait là, devant le mystère des ombres et l'éclat des fleurs. Il faisait entrer le radeau dans l'ombre, puis dans la lumière. Il savait si Clara voulait l'ombre. Il le voyait au mouvement de cette bouche, au pli qui courait sur la joue, au soupir. Il poussait le radeau dans l'ombre. Il savait si Clara voulait la lumière. Il poussait le radeau dans la lumière. Il savait si Clara voulait des branches. Il poussait le radeau dans les feuillages bas et le visage de Clara écartait les feuilles fraîches. Il sentait qu'elle avait soudain besoin, grand besoin tout de

suite de fleurs, de cette odeur de bête chaude et il tirait la barre de toutes ses forces et le radeau frappait du flanc contre le tronc des arbres et la poussière des fleurs tombait sur Clara et elle avait alors de longs soupirs sombres et un grand détachement dans son corps comme si tous ses nerfs se dénouaient.

Il était dans Clara. Il savait ce qu'elle voulait mieux qu'elle. Il voulait ce qu'elle voulait. Sa joie était sa joie. Il était entouré d'elle. Son sang touchait son sang. Sa chair contre sa chair, bouche à bouche, comme deux bouteilles qu'on vide l'une dans l'autre et puis on renverse encore et elles s'illuminent l'une l'autre avec le même vin.

A la proue, le besson était assis.

Gina le regardait. Elle avait des élans vers lui, puis elle se mordait les lèvres et elle tordait ses mains.

Lui, les bras pendants, attendait qu'on ait traversé.

Antonio pensait :

« Là-bas, devant ce trou d'ombre. Elle ne sait pas que je vais la lancer là dedans. »

Il tirait la barre. Clara frissonnait.

« Elle commence à savoir », pensait-il.

Il guettait sur le visage l'approche de la fraîcheur. Puis d'un seul coup il poussait le radeau en plein dans le gouffre d'ombre, la farine des fleurs poissait les cils, les feuilles raclaient les joues, les branches craquaient, Clara gémissait :

— Tonio! — dans le craquement des branches.

Elle le remerciait avec son sourire, son halètement, sa façon de mordre son nom au blanc des dents.

Enfin, au fond des arbres, Antonio vit le grand jour et l'eau libre. Il sentit que Clara avait faim et soif de finir.

Il lança le radeau hors du verger dans un énorme soleil dont le poids faisait frémir comme du froid.

Clara revint se coucher entre les bagages.

— Approche-toi, — dit Gina.

Et elle la serra dans ses bras. Elle appuya sa tête contre ses seins. Elle resta là à respirer du même souffle long.

Clara lui caressa les joues.

— Tu pleures?

— Oh! non, — dit Gina, — c'est le soleil.

Elles s'allongèrent toutes les deux sur leur lit de couvertures et elles commencèrent à dormir, doucement. De temps en temps elles soupiraient.

Vers le soir, le guetteur reparut à la pointe d'Uble. On le voyait bien maintenant. Ce n'était pas un arbre. C'était un gros homme à cheval. Il était seul. Il regarda passer le radeau devant lui, au fond de la vallée. Il le regarda s'éloigner vers le sud puis s'effacer dans la nuit.

Le courant portait dru. Il n'y avait plus à craindre les souches et les hauts fonds. On était sur le gras de l'eau. Il ne restait plus qu'à donner de temps en temps de petits coups de gouverne. Au fond de la nuit, on entendait souffler les gorges.

Au jour levant on touchera l'île des Geais.

Le besson vint s'asseoir à côté d'Antonio.

Les femmes dormaient.

— Ça va? — dit le besson.

— Ça va, — dit Antonio.

— Ces clous, — dit le besson, — ces clous longs de deux troncs que mon père achetait, ça serait pas des fois chez le forgeron de Perey le Terroir?

— Non, — dit Antonio.

Il pensait que maintenant, Clara et lui, tout le temps ensemble...

— C'est du côté de Vuitebœuf, — dit Antonio, — je crois, chez un qui a trouvé des pierres à fer sur la colline et qui fait la fonderie.

— Savoir s'il en fait toujours, — dit le besson.

Antonio pensait qu'il avait beaucoup de choses à lui apprendre, qu'elle était neuve, qu'elle n'avait encore rien senti, rien touché de vrai...

— Et s'il voudra m'en vendre? — dit le besson.

— Pourquoi non?

— J'irai le voir, — dit le besson, — on passe par où?

— Villars le Terroir. — dit Antonio. — Prévouloup, les fonds de Combeyres, mont de Lavaux, puis tout droit, Orges, ça s'appelle.

— Trois jours?

— Plutôt cinq, — dit Antonio.

— Petit voyage, — dit le besson.

Antonio pensait qu'il allait être libre et la garder près de lui dans l'île. Tout doucement. Pas à pas. Peut-être me l'attacher à moi avec la courroie quand nous irons vers les marais. Pour qu'elle marche où je marche. C'est plus sûr.

— Ce que je veux faire, — dit le besson, — c'est une bonne maison, avec de grands clous. Solide. Je vais laisser Gina chez Charlotte. J'irai à Orges. J'ai pensé à ces clous tout le temps. Qu'est-ce que tu en penses?

— Rien, — dit Antonio.

Il se souvenait du temps où il était seul.

— Au couchant, dix mètres de mur, — dit le besson. — Au levant, deux fenêtres, la porte. Au nord la souille, le grainier et un bon silo pour les raves, et puis devant, une terrasse, trois piliers, un auvent qui couvre tout.

» Après-demain je pars pour Orges, qu'est-ce que tu en penses?

— Rien, — dit Antonio.

Il pensait qu'il allait prendre Clara dans ses bras et qu'il allait se coucher avec elle sur la terre.

JEAN GIONO

LES DERNIÈRES ANNÉES DE PAULINE BORGHÈSE

Charlotte-Marie Bonaparte, qui fut connue à partir de l'âge de seize ans sous le nom de Pauline, femme du général Leclerc, puis du prince romain Camille Borghèse, princesse de Guastalla, est, parmi les Napoléonides, le personnage qui a peut-être inspiré le plus grand nombre de biographies[1]. Il faut dire toutefois que plusieurs de ces études ont un peu le caractère de romans d'une allure assez fantaisiste et d'une note souvent licencieuse. Aujourd'hui ce sont des documents authentiques que nous versons au dossier de la sœur préférée de l'Empereur; nous entendons parler d'une part des pièces de son procès devant la *Sacra Rota*, d'autre part de son testament, documents d'un grand intérêt historique qui jusqu'ici n'ont pas été publiés en français. Mais, avant d'étudier ces pièces qui se rapportent aux derniers mois de la princesse Pauline Borghèse, il ne sera pas sans intérêt de décrire la maison de campagne que possédait, dans la plus belle partie de la Toscane, à un peu plus d'un kilomètre de Lucques, celle que Napoléon appelait, « sans contredit, la plus jolie femme de Paris »; elle y fit de longs séjours dans les trois dernières années de sa vie.

1. La dernière en date de ces biographies et certainement l'une des meilleures est celle de E. Lazzareschi, *Le Sorelle di Napoleone, Paolina*, Rinascimento del Libro, Florence, 1932, 289 p. in-12.

***

Le 3 août 1822, Pauline Borghèse faisait acheter, par son homme d'affaires l'avocat Carlo Fascetti, à madame Chiara, fille de Silvestro Arnolfini, la belle villa que celle-ci possédait au mont San-Quirico, dans la banlieue de Lucques. Le prix, avec la meilleure partie du mobilier existant, — prix « d'affezione », — fut de dix-neuf mille écus; cinq mille écus furent payés comptant, le reste de la somme devant être versé dans l'espace de quatre mois[1]. A partir de ce jour, la villa du mont San-Quirico prit le nom de villa Paolina, qu'elle continue à porter.

C'est une grande construction à un seul étage sur rez-de-chaussée. Du côté du parc, cinq fenêtres à droite et cinq fenêtres à gauche encadrent une grande porte-fenêtre, à laquelle on accède par un double escalier de quatorze marches. De l'autre côté, deux ailes en équerre dessinent la cour d'honneur; sur chacune des ailes, quatre fenêtres; sur la partie centrale, trois fenêtres à droite et trois fenêtres à gauche d'une grande porte-fenêtre; escalier double de dix-sept marches. Tout autour du toit, qu'on n'aperçoit pas, règne une balustrade de pierre, surmontée, de distance en distance, par des vases et des statuettes de marbre. Au-dessus de la porte-fenêtre de la cour d'honneur, un grand bas-relief représente un sacrifice antique; et tout en haut, un aigle, les ailes déployées, domine la cour d'honneur. De même, de l'autre côté, un aigle, au-dessus d'un fronton triangulaire, domine le parc.

Tout l'intérieur de la villa Paolina est meublé dans le style Empire; dans le « salon vert », on remarque un très beau secrétaire avec un pupitre pour écrire debout, et sur lequel on sait que Napoléon a écrit; il y a aussi, dans diverses pièces, notamment dans le grand salon central, décoré blanc et or, éclairé par deux paires de torchères à trois branches représentant des serpents enlacés, il y a, disons-nous, une collection de souvenirs de tout genre, — médailles, miniatures, autogra-

1. Giovanni Sforza, *Ricordi e Biografie lucchesi*, Lucca, Baroni, 1916-1918. In-8°, 843 p.

phes, bibelots, — qui forment un musée napoléonien d'un vif intérêt[1]. Mais il faut distinguer entre l'époque de Pauline Borghèse et l'époque qui a suivi sa mort. Or, de l'époque de Pauline, la villa a conservé une pièce tout entière; c'est la chambre à coucher de la plus belle femme de l'époque napoléonienne.

Du grand salon central, une porte en noyer à deux battants, chacun à quatre panneaux, conduit dans cette chambre; sur le battant de gauche l'initiale P, sur le battant de droite, l'initiale B, l'une et l'autre en argent, de style décoratif, et surmontées d'une couronne ducale, aussi en argent. La chambre[2] a conservé tout le mobilier et toute la décoration de l'époque de Pauline, sauf l'étoffe des tentures, qui a remplacé en 1888 l'étoffe ancienne, de couleur jaune, qui était en très mauvais état; du moins, le drapé du baldaquin et de la fenêtre sur le parc, qui lui fait vis-à-vis, a été exactement reproduit[3]. Le parquet est un *pavimento di pastillo*, sorte de plâtre durci, qui a été peint en arabesques multicolores dans le style toscan; c'est un art aujourd'hui disparu. Tous les meubles de cette chambre sont en bois d'ébène, avec des appliques en argent, au lieu d'être en bronze suivant la mode de l'époque. A gauche en entrant, une chaise longue, sur laquelle la tradition veut que Pauline ait posé pour la Vénus Borghèse de Canova; ce qui est certain, c'est que ce ne fut pas à la villa Paolina; car le chef-d'œuvre du sculpteur italien remonte à l'année 1805, quand Pauline avait vingt-cinq ans. De même, la tradition veut que le poêle cylindrique qui est dans l'angle voisin ait servi à chauffer la salle pendant les séances de pose. Comme on s'étonnait un jour que la princesse se fût décidée à poser devant le ciseau de Canova, le buste nu jusqu'à la ceinture, les jambes et les pieds découverts : « Oh! dit-elle, il y avait du feu dans l'atelier. » Sur ce poêle, le buste en plâtre, authentique, de la Vénus Borghèse.

1. Cette collection napoléonienne, qui s'enrichit sans cesse, est l'œuvre de la propriétaire actuelle de la villa Paolina, madame Roberto Varvaro, née Adelia Centurini.

2. 5 m. 30 × 4 m. 50.

3. L'étoffe actuelle, du brocart couleur bleu pastel, a été placée par M. Alessandro Centurini, quand il acheta en 1888 la villa Paolina au baron Ruggero.

Sur le mur du fond, face à la fenêtre, posé dans le sens de la plus grande dimension, un grand lit, *letto matrimoniale*, lit à bateau, avec des têtes d'aigle et des pieds de tigre. La tenture qui couvre le mur au fond du lit est ornée d'une petite madone en terre cuite sur un cadre rectangulaire, style Lucca della Robbia. Au-dessus du lit, près du plafond qui est très élevé (4 m. 40), un cygne en argent, les ailes éployées, soutient de ses serres un grand bâton ébène et argent, auquel est accroché le baldaquin d'étoffe, dont les longs plis pendent de deux côtés, à la tête et au pied du lit. La grande fenêtre qui fait vis-à-vis au lit est décorée d'un grand baldaquin, du même style.

Dans un coin, un minuscule lavabo portant une cuvette et un pot en lactine (sorte de porcelaine blanc pâle), l'un et l'autre peu faits pour des ablutions sérieuses. Une commode et deux armoires basses avec des dessus à hauteur de la main. Sur l'une de ces armoires, un petit miroir mobile en forme de lyre, ébène et argent comme tous les meubles, qui est un chef-d'œuvre d'ébénisterie. Six chaises et un tabouret.

Du milieu du plafond, entre le lit et la fenêtre, pend une coupe en albâtre, qui servait la nuit à l'éclairage de la chambre.

A côté de cette chambre et communiquant par une porte, le cabinet de toilette; du temps de Pauline, il y avait là une baignoire de marbre plus bas que le parquet, dans laquelle on descendait par des marches. Faut-il rappeler ici la manière dont Pauline se baignait? Vérité ou légende? Soucieuse de conserver la blancheur immaculée de sa peau, elle prenait, à l'exemple de Poppée, des bains de lait d'ânesse. Cependant, un prêtre, dans la pièce voisine dont la porte restait entr'ouverte, célébrait la messe; et la princesse, dont la baignoire était recouverte d'un grand voile, suivait ainsi le saint sacrifice. On rapporte que cette *combinazione*, fort peu catholique, de bain et de messe, arriva à la connaissance des hautes autorités du Vatican, et que l'archevêque de Lucques reçut un blâme sévère.

Signalons encore, dans le grand salon central, un très curieux jeu de dames de l'époque. Les cases, qui sont faites d'une sorte d'émail, sont alternativement couleur argent et couleur

bleu pastel; les jetons de nacre sont blancs et noirs; le cadre du jeu et les deux couvercles des casiers de jetons sont en bronze avec une décoration qui est un bijou de ciselure.

***

Autour de la maison d'habitation s'étend un parc magnifique, tout entouré de murs, — quatorze hectares d'un seul tenant, sans compter un hectare pour le jardin potager, — qui fait de la villa Paolina l'une des splendeurs de la Toscane. Le visiteur qui s'y promène s'étonne de ne pas y trouver les caractères des autres villas de la Lucchesia, où l'art des jardins s'inspire en général du style du dix-septième siècle. Ici, sur un terrain accidenté, avec des ondulations et des vallonnements où il est aisé de reconnaître la main des hommes plutôt que l'œuvre de la nature, l'œil, après avoir été attiré par de larges prairies encadrées de loin en loin par des massifs de fleurs, est retenu par des groupes majestueux d'arbres de haute futaie, — pins, cèdres du Liban, yeuses au feuillage toujours vert, magnolias géants, massifs de lauriers et de mimosas, camélias hauts comme des arbustes, — qui forment çà et là des fonds de tableau du plus bel aspect décoratif. On a l'impression de se promener dans un de ces parcs qui sont l'orgueil de la brumeuse et verdoyante Angleterre, mais qui ne connaissent pas les ciels d'azur et les soleils d'or de la Toscane. Cette impression est parfaitement justifiée. La princesse Borghèse qui avait un vif sentiment de la beauté de la nature associée à l'art des hommes; elle qui comptait parmi ses amis plusieurs grands landlords anglais, comme le marquis Douglas, duc d'Hamilton, comme le duc de Devonshire, comme lord Holland, fit venir d'Angleterre un architecte-paysagiste et le chargea de dessiner son parc. Il est fâcheux que l'on n'ait pas conservé le nom de cet artiste à qui la Lucchesia est redevable d'une œuvre hors de pair dans l'art des jardins.

Sur un tertre élevé du parc, tout près de l'église du mont San-Quirico, la princesse fit élever un belvédère. De là, on découvre un admirable panorama : à gauche, la vallée du Serchio, que l'œil remonte à perte de vue; en face, Lucques, ses

tours, ses murailles toutes couronnées de frondaisons superbes, les montagnes « qui empêchent Lucquois et Pisans de se voir »; à droite, les Alpes Apuanes, avec le groupe des monts de Carrave, où les couchers de soleil offrent des splendeurs incomparables. En contemplant ce spectacle, nous pensions à la phrase d'un écrivain d'art, qui fut aussi un poète : « Et qui pourrait dire, a écrit Jean de Foville[1], qu'il a senti toute la pénétrante douceur de la vie et des choses, s'il n'est revenu vers Lucques, un soir limpide de printemps ou d'automne, par les routes bordées de peupliers qui longent le lit du Serchio, devinant au loin les tours de la ville, voyant sur les verdoyantes montagnes les chapelles blanches et les couvents se dorer aux rayons du couchant, des nuages roses se mirer dans le fleuve, et bleuir dans l'azur les cimes aiguës des monts de Carrare? »

***

En 1888, il y avait encore à la villa Paolina un jardinier qui avait servi sous les ordres de la princesse, environ soixante-cinq ans plus tôt. Le brave homme n'avait pas oublié que sa maîtresse de jadis était *estrosa* (bizarre) et *di difficile contentatura*. Il aimait à raconter qu'elle faisait préparer un goûter au Belvédère, d'où la vue est un enchantement; tout était prêt à l'heure dite; la princesse se faisait attendre, « bien que sa toilette se réduisît à une espèce de chemise », — c'est ainsi que le jardinier définissait la tunique à la grecque, — l'ajustement de cette étoffe autour du corps demandait un art consommé et beaucoup de temps; quant aux pieds, ils se chaussaient de sandales, qui les laissaient voir dans leur nudité rosée. Enfin la princesse était prête, elle montait dans sa *portantina* (chaise à porteurs) et une sorte de cortège se rendait lentement au Belvédère. Mais la princesse avait changé d'idée; l'endroit était trop éventé; ordre de transporter les tables et le goûter dans un autre coin du parc, par exemple au croquet où les massifs de camélias formaient comme une muraille de feuilles et de fleurs.

1. *Pise et Lucques* (dans la collection : Les Villes d'art célèbres), Paris, Laurens, 1914.

De 1822 à 1824 environ, la villa Paolina fut le théâtre où se déroula l'idylle d'amour entre la princesse Borghèse et son maître de musique Giovanni Pacini. Pauline avait un assez joli talent de chanteuse; son triomphe était le rôle de Rosina dans le *Barbiere di Siviglia* de Cimarosa; elle s'y faisait applaudir comme chanteuse, danseuse, actrice. Elle avait pris d'abord des leçons de chant avec le maestro Felice Biangini, dont les matinées musicales, données dans ses salons de la rue Basse-du-Rempart (aujourd'hui boulevard des Capucines) connaissaient le plus grand succès. Biangini ne fut pas seulement le professeur de chant de la belle jeune femme; mais un jour il avait cessé de plaire et il avait dû céder la place à Pacini. Celui-ci accompagnait Pauline dans toutes ses résidences : à Rome, au palais Borghèse, où les vendredis la noblesse romaine se rencontrait avec Canova, Rossini, Caraffa, Mercadante; à la villa Paolina, à Lucques, aux Bagni di Lucca, à Viareggio, à Pise, au palais Lanfranchi sur l'Arno, aujourd'hui palais Toscanelli. Pacini se maria à Aversa en 1824; ce mariage mit fin à ses relations avec sa belle élève.

***

Le prince Camille Borghèse avait fini par trouver que les fantaisies extra-conjugales de Pauline dépassaient la mesure; il avait rompu tout rapport avec elle. Après la chute de l'Empire en 1814, il avait quitté son gouvernement de Turin et, sans retourner à Rome, il s'était fixé à Florence. De là, il avait fait signifier à sa femme de ne pas mettre les pieds au palais Borghèse.

Pauline était venue retrouver à Rome sa mère et son oncle, le cardinal Fesch, qui, depuis 1818, habitaient le palais Rinuccini, à l'angle du Corso et de la place de Venise. De là, elle avait multiplié les démarches, d'accord avec ses frères Louis et Lucien, pour obliger son mari à la recevoir. Elle avait écrit au pape Pie VII[1] :

1. Les documents sur les rapports entre les deux époux (texte en italien) ont été publiés pour la première fois par Joseph Borghetti, *Paolina Borghese davanti alla Sacra Rota* (Nuova Antologia, 1er septembre 1932).

« Je rends compte à Votre Sainteté de la conduite tourmentante (*tormentosa*) et extraordinaire de mon mari à mon égard; sur son ordre, il m'a été interdit d'habiter mes appartements du palais Borghèse.

« Je ne forme pas des demandes injustes; je ne refuse pas ce qui est de droit et de raison; je suis prête à faire tout ce que Votre Sainteté décidera et, pour le prouver, je demande à Votre Sainteté de désigner un ou plusieurs juges pour décider, économiquement et sans appel, de tous les différends sur mes intérêts et ceux du Prince. »

Sans désigner les juges que demandait la princesse, Pie VII chargea le cardinal Albani, qui connaissait les deux époux, de trouver un terrain d'entente, si faire se pouvait. Le cardinal écrivit au prince en lui demandant, comme condition première à tout arrangement entre les deux époux, que la princesse fût reçue et logée au palais Borghèse, « ce qui était réclamé par toutes les lois divines et humaines ». Pauline en avait assez de cette vie vagabonde qui la faisait passer du palais de sa mère au palais Salviati, au Corso, où habitait son frère Louis, ou encore à la villa Torlonia, sur la via Nomentana. Ce qu'elle voulait à tout prix, c'était rentrer au palais Borghèse. Elle se décida à écrire elle-même à son mari, qui vivait alors dans son palais de Florence avec la belle duchesse Lante. Pour arriver à ses fins, elle dépêcha auprès du prince un messager de confiance, qui avait le nom peu ordinaire de Rodomonte. La lettre de Pauline amena une très longue réponse de son mari; c'est comme un mémoire appuyé sur des faits et des témoignages irrécusables, dans lequel il mesure, pour ainsi dire, la profondeur de l'abîme que la princesse avait creusé elle-même et que rien ne pouvait plus combler.

Voici ce curieux document, qui a le caractère d'un réquisitoire :

« *Paoletta,*

« Le mauvais état de santé dans lequel me trouva Rodomonte quand il m'apporta votre lettre du 6 décembre m'ayant empêché de vous donner tout de suite une réponse, je m'empresse à présent de vous dire que j'ai lu avec surprise les pro-

positions que vous me faites dans votre lettre, en oubliant tout ce que vous avez fait dans le passé et la conduite que vous avez tenue à mon égard, laquelle peut inspirer toute autre chose que de retrouver dans notre union, par vous seule méprisée et non voulue jusqu'à ce moment, ma tranquillité et la vôtre.

« Puisque vous faites semblant d'avoir oublié tout ce qui s'est passé entre nous et tout ce que vous m'avez fait souffrir dans l'espace de onze ans, permettez-moi de le rappeler brièvement à votre mémoire, non certes pour que j'en conserve dans l'âme aucune rancune, mais pour que vous-même connaissiez combien les sentiments de votre lettre sont peu d'accord avec votre conduite, telle qu'elle est démontrée par les faits, par les paroles et par les écrits.

« Vous dites dans votre lettre qu'il n'y a entre nous d'autre alternative qu'une séparation de corps (*una separazione di Toro*) ou une réunion totale. Mais, pardonnez-moi, dans cette alternative, que vous imaginez à présent, c'est vous qui avez déjà fait votre choix, et moi je ne puis faire autrement que de suivre les traces que vous-même avez indiquées. C'est vous qui m'avez écrit clairement, dans une lettre que je conserve, que votre caractère ne sympathise pas avec le mien, et que pour votre bien il nous fallait vivre séparés pour ne pas nous rendre malheureux. C'est votre frère Lucien, qui, dans une lettre que je conserve également, m'a écrit sans mystère qu'il avait fait toutes les tentatives pour vous amener à vivre avec moi en bonne épouse, mais qu'il n'avait pas réussi à vous persuader.

« Des déclarations mises par écrit, passons aux faits. Au moment du malheur de votre frère[1], au lieu de venir à Turin auprès de votre mari, non seulement vous ne l'avez pas fait, mais vous avez fait passer à Turin Rodomonte avec l'ordre de ne pas venir chez moi et de poursuivre son voyage sans s'arrêter, chose qui en ce moment me fut, je le confesse, extrêmement sensible. Vous avez mieux aimé alors aller à Naples, ce que je n'approuvais pas davantage. De Naples vous m'avez écrit en me déclarant que vous ne vouliez pas venir à Rome, parce que cela ne vous convenait pas, et en me disant

1. L'exil de Napoléon à l'île d'Elbe.

que vous aviez chargé votre frère Lucien de finir les affaires d'intérêt. En effet, Lucien m'écrivit pour me demander en votre nom une rente de dix mille écus, et en me répétant que, moyennant cette rente, tout arriverait à être terminé entre nous.

« En remontant des dernières choses aux premières, je vous proposai, dès le commencement de notre union, de venir en Italie, ma patrie, et de vivre en famille, comme c'est le devoir de toute bonne épouse. Mais vous, après m'avoir fait, comme on dit, des ponts d'or (*ponti d'oro*), vous commençâtes à donner un échantillon de vos caprices en refusant de vous adapter aux usages de ma maison et en privant à la fin ma pauvre mère de l'unique plaisir qu'elle avait de prendre ses repas avec nous; et moi, pour ne pas vous fâcher, je lui donnai ce déplaisir, chose que j'ai dû ensuite me reprocher et que je me reprocherai toujours.

« Je passe sous silence tant de vos autres caprices; il faudrait un volume pour les rappeler. Je supportai tout avec l'espoir de vaincre par la patience l'étrangeté de votre caractère et d'améliorer ma position par rapport à vous. Cependant les choses sont allées toujours de mal en pis.

« Vous me demandâtes de venir en Toscane, pour faire une saison aux Bagni di Lucca, et j'y consentis, toujours dans la pensée que vous retourneriez à Rome. Aussi dans ce voyage vous ne pûtes nier que tout se trouvait bien pour vous, comme à l'ordinaire. Peut-être faisiez-vous tout cela par calcul et pour m'obliger, malgré moi, à retourner en France.

« Une fois que nous fûmes retournés en France, je ne manquai pas de vous donner tous les témoignages d'amour et de prévenances, en particulier dans la maladie dont vous souffrîtes alors.

« En récompense, vous ne fîtes que me tourmenter de toutes les manières et me faire des scènes, sans que je sois cependant jamais sorti des limites de mon devoir.

« Nous partîmes enfin pour Turin, de Nice où je vins vous chercher. Ce furent de nouvelles scènes selon votre habitude, à peine étions-nous arrivés à Turin. Peu de jours après vous voulûtes aller à Stupinigi[1]. Je vous contente. On va à

1. Résidence royale, voisine de Turin.

Stupinigi. Quels changements fus-je obligé de faire, parce que tout vous donnait de l'ennui! Finalement, je dus déplacer la cuisine et la mettre à la remise et contenter ainsi vos étrangetés. Il vous vint tout à coup en tête de vous éloigner entièrement de moi et de quitter le Piémont pour retourner en France. Vous savez — et votre frère Joseph doit s'en souvenir — de quelle manière je fus obligé de céder à vos agitations. Du moment où il vous a plu de vous séparer de moi, vous êtes venue deux fois à Aix en Savoie, et vous n'avez jamais voulu venir me voir, quand vous saviez que moi je ne pouvais pas me déplacer sans autorisation. Bien mieux : une des deux fois, je voulus vous envoyer ma belle *calèche*, que j'avais fait venir exprès avec deux chevaux, et vous ne la voulûtes pas; et rappelez-vous encore que, attendu ma situation à Turin[1], je me crus obligé de vous envoyer un de mes officiers pour vous porter mes compliments le jour de votre fête, et vous non seulement vous ne les avez pas agréés, mais vous avez fini par m'écrire de Nice, au retour de M. de Sonnas, que j'eusse à me dispenser dans la suite d'avoir pour vous cette attention, parce qu'elle vous était à charge (*perche vi era di peso*).

« Vous ne pouvez ensuite avoir oublié comment vous me reçûtes sur ces entrefaites, lorsque je vins à Paris à l'occasion du mariage de votre frère[2], en vous hâtant de me faire voir tout de suite, en présence de madame de Grosseil, la lettre que ce frère vous avait écrite dans laquelle il fixait votre dotation et vous déclarait entièrement séparée de biens avec moi. Rappelez-vous toutes les amertumes et toutes les mortifications que vous m'avez fait souffrir, durant mon bref séjour dans votre maison, jusqu'à me faire intimer par votre intendant de payer mes repas, jusqu'à me refuser votre voiture et vos chevaux, alors que les miens n'étaient pas encore arrivés; chose qui, venue à la connaissance de votre frère (l'Empereur), provoqua sa colère; il s'en ouvrit d'ailleurs à vous, bien que, pour ma part, je ne l'eusse jamais entretenu de ce sujet.

1. Borghèse avait été nommé gouverneur général des départements au delà des Alpes.
2. Le second mariage de Napoléon.

« Rappelez-vous qu'il ne m'était pas permis de venir chez vous, sinon après en avoir fait la demande (*che con ambasciate*), et maintes fois la porte m'était fermée. On me défendait même de marcher à ma fantaisie, pour que le bruit ne vous gênât point. A Neuilly vous faisiez établir dans le jardin quelques serviteurs pour m'avertir que vous dormiez; ce qui m'obligeait à retourner de Neuilly à Paris tous les soirs, pour vous être moins à charge. Toutes ces choses, on me les faisait entendre par le moyen des domestiques, en me faisant souffrir des humiliations et des mépris qu'on n'emploierait pas même à l'égard d'un étranger. Alors, moi, je n'étais pas votre mari. Tout le monde connaît votre conduite à mon égard, laquelle vous a fait grand tort, parce que tout le monde sait que vous n'avez eu aucun égard pour ma personne et que, au contraire, vous avez fait étalage à mon sujet du plus profond mépris.

« *Vous en êtes arrivée à m'écrire que sur les adresses je ne devais pas vous donner le titre de princesse Borghèse, dont alors vous aviez honte.* En conclusion, durant douze ans, non seulement vous ne vous êtes pas occupée de moi, non seulement vous ne vous êtes pas considérée comme mon épouse et vous ne m'avez pas regardé pour votre mari, mais vous avez cherché toutes les occasions de me manifester un éloignement décidé, une volonté constante de vivre à votre guise séparée de moi, une indifférence ou mieux un mépris positif pour ma personne.

« A présent, vous me faites des réflexions pathétiques, en oubliant ou en taisant tout le passé. Si cependant vous réfléchissez bien, vous verrez combien elles sont hors de saison et de lieu. Les relations conjugales, *que votre état de santé ne permettrait pas*, ne peuvent se résoudre qu'à des relations d'intérêt. Sous ce rapport l'expérience de douze ans n'a pu que confirmer ce que vous-même avez dit et prouvé, à savoir que vous, et en conséquence moi aussi, pour être tranquilles et heureux, nous ne pouvions vivre unis.

« En considérant vos sentiments et vos actions, je pourvoirais mal à votre bonheur et au mien, si je m'écartais de la direction que vous avez voulu donner à l'affaire et que vous devez toute attribuer à vous-même, puisque notre

séparation actuelle est votre œuvre et non la mienne, et qu'elle a été par vous et non par moi provoquée et voulue. De tout ce qui est arrivé jusqu'à présent, nous devons tirer la preuve réciproque que nos natures ne sont pas faites pour vivre ensemble; mais cela n'empêchera pas que je vous sois toujours affectionné, et je vous en donnerai des preuves.

« Je n'aurais pas rappelé les choses mentionnées jusqu'ici, si je n'y avais pas été obligé par votre lettre. Soyez cependant certaine que ma présente réponse n'est la fille d'aucun ressentiment. Pour moi, j'ai tout oublié, toutes les offenses et tous les torts, mais je ne puis oublier ce qui est nécessaire à votre bonheur et à ma tranquilité. Pour l'un et pour l'autre objet, il faut que nos intérêts soient fixés. Encore ici je vous renvoie aux bases que vous avez proposées, en en chargeant votre frère Lucien. Je ne doute pas que sur ces bases le médiateur, avec qui vous êtes d'accord, conciliera les choses pour notre satisfaction réciproque et nous rendra ce calme auquel, aussi bien moi que vous, nous devons aspirer.

« Soignez votre santé, et croyez que continuer à vivre séparé de vous, comme vous l'avez voulu jusqu'à présent, ne diminuera jamais le sincère attachement avec lequel je passe à me dire (*con cui paso a dirmi*).

CAMILLO BORGHESE

A une nouvelle lettre de Pauline, le prince fait cette réponse :

« Il faut laisser faire, il faut avoir confiance dans les personnes honnêtes. Quel intérêt aurais-je de vous sacrifier, de vous trahir? Cependant votre conduite à mon égard est telle qu'il semble que vous me croyez un homme capable de vous perdre. Ou vous me croyez un imbécile (*una bestia*) ou un coquin (*un birbante*); les deux choses n'ont rien d'agréable. Je vous avoue que je ne saurais faire mieux; je suis découragé et tout à fait épuisé (*affatto avvilito*), et il ne m'est pas possible de rien faire, alors qu'on ne sait pas où mettre le pied, ni dire ou écrire une parole qui ne soit prise à contre-sens, et qu'on rencontre des obstacles continuels.

« Malgré tout cela, la chose serait à présent terminée, si

vous ne paralysiez pas tout et si vous ne prolongiez pas ainsi vos propres peines et celles des autres. Quant à moi, qu'il arrive ce qui doit arriver. Je serai bien justifié aux yeux de Dieu et des hommes; mais je suis affligé pour vous que j'aime sincèrement, malgré tous les motifs d'inquiétude que je reçois de vous. »

Enfin, après six mois de pourparlers, le cardinal Albani arriva à établir un accord entre les deux époux : le prince consentait à donner à sa femme son appartement au palais Borghèse et, en outre, sa maison de campagne à Frascati. Pauline s'empressa d'accourir dans l'appartement qui avait accueilli en 1803 sa beauté triomphante de jeune mariée. Mais quel changement! Les pièces, qui n'ont été ni habitées ni entretenues depuis onze ans, sentent le moisi et respirent une profonde tristesse. Voici le comble : la porte qui fait communiquer son appartement avec celui du Prince est fermée; derrière la porte, Borghèse a fait élever un mur.

***

Cinq ans se passent ainsi. Pauline a eu une grave maladie, dont elle a failli mourir. Elle demande au prince d'annuler la convention négociée par le cardinal Albani et de reprendre la vie commune. Borghèse, qui a ses plaisirs à Florence, lui répond, avec une froide ironie, qu'il s'en tient au pacte « duquel nous avons juré tous les deux de ne jamais nous départir ».

Alors, Pauline prend le parti d'introduire devant le tribunal de la Sacrée Rote une demande d'annulation de la convention Albani. De la villa Paolina elle envoie à son ami le cardinal Agostino Rivarola ce billet non daté, qui doit être de la fin de l'année 1823 :

« Pour mon mari l'affaire ira à la Rote. Il ne veut pas entendre parler d'accommodements. Il est temps que la Rote juge. Pour moi, j'ai été trop bonne, mais c'est bien fini et pour toujours. Je connais sa méchanceté[1]. »

Le nouveau pape, Léon XII, qui avait succédé à Pie VII en 1823, fit introduire la demande de la princesse auprès de

1. G. Sforza, *Ricordi... lucchesi.* — Pauline écrit *gativeria,* au lieu de *cattiveria.*

la Rote par le cardinal secrétaire d'État Consalvi. Le prince, sans en être autrement ému, réunit tout un dossier de pièces en sa faveur; dans ce dossier se trouve la lettre suivante qu'il se fit adresser par le marquis Michel de Cavour, dont la femme avait été dame d'honneur de Pauline[1].

Turin, 19 février 1824.

« Très cher Prince,

« J'ai appris avec autant de surprise que de déplaisir, par la lettre de Votre Altesse, les nouvelles discussions qui se sont renouvelées entre la princesse Pauline et vous, mon Prince.

« Je ne suis pas assez versé en théologie pour entrer en controverse sur les lois canoniques; mais je dois m'étonner que la Princesse, qui a constamment refusé de venir à Turin pendant tout le temps où vous étiez gouverneur des départements au delà des Alpes, manifeste aujourd'hui une volonté aussi opposée à celle-là, dont tout le Piémont a été témoin et dont vous vous êtes si souvent plaint avec moi, alors que vous me parliez de votre position.

« Toute votre cour fut témoin du chagrin que vous avez éprouvé, lorsque, trois mois à peine après son arrivée, la Princesse voulut absolument abandonner votre gouvernement.

« Vous avez, dès la première années de votre établissement à Turin, envoyé, à l'époque de la Sainte Pauline, un de vos écuyers à la princesse pour la complimenter, savoir de ses nouvelles et lui en apporter des vôtres. Messieurs de Rinaldone, de Sonnas, Dalmas, ont rempli tour à tour cette mission. A leur retour ils vous ont dit le déplaisir qu'ils avaient éprouvé pour la froideur de l'accueil qui leur avait été fait. Jamais il ne fut question avec eux du retour de la Princesse, qui aurait dû, pour le moins, avoir l'air de saisir cette occasion de faire savoir quelque chose à Votre Altesse.

« A l'époque du mariage de Sa Majesté l'Empereur votre beau-frère, vous avez conduit une partie de votre cour à Paris. Votre palais étant trop petit, vous fîtes louer un palais pour y loger. Mais à peine arrivé, il vous fut déclaré

1. C'est le père du futur homme d'État, Camille Benso de Cavour.

par M. Michelot, intendant de Madame Pauline, qu'une partie de la nourriture serait à votre charge, ce qui veut dire que vous paieriez dans votre maison la quote-part (*tangente*). C'est alors que j'eus connaissance de la séparation des deux maisons. Vous m'avez chargé, deux ou trois fois, de dispositions analogues à prendre avec M. David. Vous m'avez manifesté toute votre douleur d'être un étranger dans votre propre maison et de jouer un rôle qui ne convenait ni à votre dignité, ni à votre cœur.

« Vous passiez souvent des jours entiers sans être reçu dans la maison de Madame la Princesse. Je me rappelle à ce sujet qu'à un « lever » de Sa Majesté l'Empereur j'eus l'honneur de vous accompagner un jour; Napoléon vous demanda des nouvelles de la Princesse et vous n'avez pu lui en donner, n'ayant pu être admis dans son appartement à l'occasion d'une de ses maladies qui se reproduisaient fréquemment. Pour vous sortir de cette position peu convenable pour vous et pour nous et pour ne plus voir les officiers de votre maison comme abandonnés, qu'il vous souvienne que je commandai sur vos ordres plusieurs repas chez le restaurateur Verry. Pas une heure ne se passait sans que nous souffrions de la sujétion qui régnait dans le palais, où l'on ne pouvait même pas changer de place un siège sans encourir la censure de Madame la Princesse.

« Néanmoins vous avez eu encore à cette époque des prévenances pour vous réunir à Madame la Princesse, parce que je me rappelle qu'en me rendant de Compiègne à Paris, vous me chargeâtes d'acheter chez le marchand de modes M. Le Roy six costumes du matin pour Madame la Princesse, que ce marchand fit payer six mille francs. Je retrouverais encore dans mes papiers une correspondance à ce sujet.

« Dans deux voyages que je fis à Aix en Savoie et aux eaux des bains de Greus[1], j'ai été constamment chargé par vous, mon Prince, de faire connaître, autant que je pouvais, combien vous désapprouviez que Madame la Princesse fixât chaque fois son domicile dans le voisinage de votre gouvernement sans jamais venir vous voir où vous étiez; sur ce point il fut

1. Gréoux-les-Bains (Basses-Alpes).

toujours impossible d'obtenir la plus petite satisfaction.

« Au mois de juin 1814, j'allais vous voir à Milan avec mon beau-frère le comte Dangers; j'étais auprès de vous quand vous reçûtes la nouvelle que l'Empereur à l'île d'Elbe avait arrêté les bâtiments qui portaient à Florence vos effets que je vous adressais par Gênes. L'Empereur vous fit écrire une lettre, et j'ai moi-même conservé la copie de votre réponse qui doit exister, écrite de ma main, dans vos papiers. L'Empereur voulait retenir la statue de Madame Pauline, en vous offrant d'en payer le prix à Canova. Vous fîtes connaître votre refus absolu d'adhérer à cette proposition; vous dîtes que vous ne pouviez renoncer à un objet qui vous appartenait d'aussi près que la statue de votre femme. Si la princesse voulait venir à Rome et y vivre d'une manière consensuelle[1] (*consensualmente*) selon l'usage et l'habitude du pays, elle trouverait en vous une personne prête à l'accueillir et à lui assurer une existence en rapport avec votre nom et le rang que votre famille a toujours occupé en Italie.

« Tous ces faits que j'ai réunis et leurs conséquences si spéciales viennent à l'appui de ce que je vous ai répondu au commencement de ma lettre, qu'il semble impossible que Madame la Princesse soutienne que vous l'avez renvoyée du Piémont pendant tout le temps que vous avez été dans ces départements. Son éloignement a été l'objet principal de vos discussions, et elle a repoussé toutes les avances que vous lui avez faites pour la faire revenir.

« Recevez les respectueux hommages de ma famille, qui jouit toute d'une excellente santé; recevez aussi l'assurance de tout mon dévouement.

« Votre humble, obéissant et très affectionné serviteur,

le marquis BENSO DE CAVOUR

***

Pauline sent qu'elle n'obtiendra pas gain de cause devant le tribunal de la Rote. Alors elle essaie de fléchir le ressenti-

1. Consensuel se dit d'un contrat formé par le seul consentement des parties, sans que la manifestation de ce consentement soit soumise à aucune forme.

ment du prince, en lui adressant les lettres les plus suppliantes. On en jugera par celle-ci, la dernière qu'elle lui a écrite; combien elle a oublié son orgueil et les mépris insultants qu'elle opposait jadis aux empressements de son mari!

Lucques, 23 mai 1824.

« Cher Camille,

« C'est la troisième lettre que je vous écris et j'espère qu'elle finira nos discussions et qu'elle nous rendra la paix. Je suis décidée à prouver par des faits que c'est votre amour et votre affection que je désire. Ici, dans cette solitude, j'ai pu réfléchir, et je vois que mon cœur vous désire et votre ancienne affection est la seule que j'ai à cœur. Si je l'ai négligée, ce n'est que la faute des circonstances et de cette persuasion, que vous-même vous ne me conserviez aucun attachement et que *votre cœur était à une autre*. Eh bien, si vous avez pour moi un peu de l'ancienne affection, si vous me voulez du bien et que *vous soyez capable de me souffrir* quand je suis en un fâcheux état de santé, j'espère, je crois que, quand je serai paisible et tranquille avec vous, je retrouverai la santé.

« Je ne pose aucune condition; j'ai fait partir tout de suite Madame d'Hautmesnil pour Rome avec l'ordre de faire retirer immédiatement la cause et tous les papiers produits, que je donne l'ordre de remettre au chevalier Gozani pour me les envoyer, et j'écris moi-même au Pape pour lui dire que je ne veux plus la Rote, que, si vous, vous la voulez, je suis prête à faire ce qui vous plaît, que je m'en remets à vous et à votre volonté, que je ne veux pas être réunie à vous par la force d'un tribunal.

« Donc vous, cher Camille, faites *ce que vous voulez de moi*. Si je ne puis plus vous plaire, il suffit que vous me le disiez, et je ne vous demande plus rien, ni les quatorze mille écus, ni rien, parce que je suis décidée, si je ne puis plus vous convenir, à me retirer du monde, et alors j'ai suffisamment.

« Donc vous me comprenez et croyez que je suis sincère et que seulement les mauvais conseils m'ont porté à faire ce qui a pu vous déplaire, parce que dans cette circonstance je ne dépends de personne que de mon cœur. Même je vous

dirai que tout le monde à Rome est bien disposé pour moi et que j'ai fait connaître mon désir de me réunir à vous. Ne croyez pas, cher Camille, à tout ce qu'on a pu vous dire de moi.

« Le temps n'est pas favorable pour partir, mais j'espère qu'il changera d'un moment à l'autre. J'ai été cependant malade avec la fièvre. Aujourd'hui je suis mieux, mais faible, je suis seule. Le cardinal Pacca est parti pour Rome pour affaires. Mes parents sont en pique (*in picca*) avec moi, j'en ai beaucoup souffert.

« Adieu, cher Camille; j'espère être bientôt à Viareggio.

« J'attendrai que vous me fassiez connaître votre décision. Pour moi je ne désire que vous embrasser et vous prouver que *je désire votre bonheur et votre affection* plus que tout au monde.

« Adieu, cher Camille. Votre pour toujours affectionnée, »

PAULINE

Pas de réponse. La Sacrée Rote a rendu sa sentence : elle rejette la demande de la princesse. Pauline n'a plus qu'à mourir. Elle fait adresser à son mari un appel suprême. Celui-ci consent enfin à venir auprès de la mourante, à laquelle il avait ouvert les portes de son palais de Florence et il lui apporte, après quinze ans de séparation, le pardon consolateur qu'elle désirait à présent de toute son âme. Pauline pouvait disparaître, elle était tranquille.

***

Le 9 juin 1825, la princesse Pauline Borghèse fit donner lecture de son testament, qui était prêt depuis quelques jours.

Par son étendue, par l'énumération de ses quatre-vingt-dix-sept legs de toute nature, par certaines appréciations sur les hommes et sur les choses, le testament de Pauline peut faire penser au testament de Napoléon à Sainte-Hélène. Membres de la famille impériale, membres de la famille du prince Borghèse, cardinaux, gens de service, amis et amies, Français et Anglais, enfants qu'elle a tenus sur les fonts du baptême et dont l'un devait être un jour l'une des plus grandes gloires

politiques de l'Italie du dix-neuvième siècle, médecins, avocats, banquiers, frère et sœur de lait, églises, hôpitaux, pauvres d'Ajaccio, de Rome et de Viareggio, personnages historiques ou noms inconnus de la plus obscure condition : la princesse n'a oublié personne dans la liste si longue, et dont la monotonie même est éloquente, de ses remerciements, de ses bienfaits, de ses souvenirs. Que ce testament plaide en faveur de la femme qui termina sa vie à moins de quarante-cinq ans, qui la termina au milieu des cruelles souffrances d'une longue maladie, qui la termina aussi dans les tortures morales que lui causa l'attente d'un pardon apporté *in extremis* par le prince son époux. Il sera beaucoup pardonné à celle qui a su beaucoup donner[1].

Testament de la Princesse Pauline Borghèse, fait à Florence le 9 juin 1825[2].

« Au nom de Dieu. Amen.

« L'an de Notre Seigneur Jésus-Christ mille huit cent vingt-cinq, indiction romaine treizième, le neuf de ce mois de juin, Léon XII étant pontife romain, et Son Altesse Impériale et Royale Léopold II, prince impérial d'Autriche, prince royal de Hongrie et de Bohême, archiduc d'Autriche et grand duc de Toscane, heureusement régnant;

« Devant moi, Antoine Challi, notaire, résidant à Florence sur la place du Grand Duc, n° 527, et en présence des cinq témoins soussignés, ayant les qualités réclamées par la loi, est comparue en personne,

« Son Altesse la Princesse Pauline Bonaparte, fille de feu noble seigneur Charles Bonaparte et de Son Altesse Madame

1. Pour le commentaire du testament qui suit, nous avons consulté principalement, en dehors des ouvrages déjà cités de Giovanni Sforza et de E. Lazzareschi :

Teodoro di Colle, *Genealogia della famiglia Bonaparte*. Florence, Tipografia cooperativa, 1898. In-8.

W. N. C. Carlton, *Pauline, favorite Sister of Napoleon*. Illustrated. New York and London. Karper and Brothers publishers. 1930. In-8°, 372 p.

2. Reproduit ici, d'après une copie que possédait Alessandro Centurini, sénateur du royaume d'Italie (mort en 1916) et propriétaire de la villa Paolina. Le texte de ce « testamento nuncupativo » est en italien; notre traduction est littérale. Le testament est reproduit dans son texte italien, avec de nombreuses notes, à la fin du livre de Lazzareschi.

Letizia Ramolino veuve Bonaparte, épouse de Son Altesse le seigneur Prince Don Camille Borghèse, propriétaire, domiciliée à Florence au palais Borghèse, rue du « Palagio[1] », et aujourd'hui habitant dans la villa Strozzi hors la porte San Gallo, laquelle étant saine d'esprit, de sens, de vue, d'ouïe, de parole et d'intelligence, quoique souffrante, a décidé de disposer de tous ses biens propres et richesses par ce présent et dernier testament nuncupatif[2], qu'elle prononce d'une voix claire, et que moi, notaire, j'écris contextuellement de ma propre main et caractères, en présence des cinq témoins soussignés, de la teneur suivante.

« Je révoque et j'annule dans toutes ses parties un testament quelconque, codicille ou autre acte de dernière volonté fait par moi, jusqu'à ce jour, et je veux que ce mien testament ait son plein effet et vigueur...

« Je laisse et lègue à Son Altesse Impériale Madame Letizia veuve Bonaparte, ma mère chérie, la légitime qui lui est dûe de droit sur mon héritage et succession.

« J'institue, je veux qu'ils soient et je nomme mes héritiers et légataires universels en tous mes biens, mobiliers et immobiliers, de quelque espèce et nature, et situés n'importe où, et pour parties égales entre eux, le comte de Saint-Leu, le prince de Montfort et la comtesse de Lipona[3], dont les noms[4] sont Louis, Jérôme et Caroline Bonaparte, mes frères et sœur, auxquels j'impose l'obligation d'exécuter en entier tous les legs particuliers qui suivent.

« Je laisse et lègue aux trois fils du prince de Montfort, l'un de mes frères[5], la somme de trente mille francs à chacun en une seule fois, lesquelles sommes seront déposées prudemment (*cautamente*) pour être payées à chacun des légataires à sa majorité, c'est-à-dire à vingt et un ans accomplis, en

1. Aujourd'hui via Ghibellina.

2. On sait que « nuncupatif » se dit d'un testament « fait par simple déclaration de vive voix, devant témoins ».

3. Caroline, veuve de Murat, ancienne reine de « Napoli », se faisait appeler, depuis la catastrophe de 1815, comtesse de « Lipona ».

4. En Italie, le vrai nom est le nom de baptême; le nom de famille n'est que le « cognome ».

5. Jérôme, l'ancien roi de Westphalie.

même temps que les intérêts annuels, et sans que leur père et leur mère ne puissent percevoir ni les revenus ni le capital.

« Je laisse et lègue ma villa Paolina de Rome[1] à mes neveux Napoléon et Charlotte, fils le premier de Louis[2] et l'autre de Joseph Bonaparte[3] par portions égales entre eux, à la condition expresse que lesdits légataires ne la vendent pas ou ne la puissent aliéner, mais la transmettent à leurs fils; en faisant autrement, que cette villa passe à l'hôpital di S. Spirito à Rome.

« Je laisse et lègue la villa et le domaine de S. Martino dans l'île d'Elbe à mon neveu Napoléon, fils de l'Empereur mon frère[4], et en outre le « lavabo » de porcelaine qui servit au Couronnement et qui lui rappellera l'une des plus glorieuses époques de l'histoire de son père, le coffret aux parfums, les petits « bijoux » en or, que l'Empereur m'a laissés par son testament, et le tout en témoignage de ma tendre affection pour lui.

« Je laisse et lègue à mon oncle bien-aimé le cardinal Fesch[5] ma berline anglaise.

« Bien que j'aie sujet de me plaindre de mon frère Lucien et de sa famille, néanmoins je lui pardonne et, pour lui en donner une preuve, je laisse et lègue vingt mille francs pour son fils Paul[6], à condition que la somme soit mise en dépôt, sans que le père ou la mère puissent en disposer, de manière que les revenus et le capital soient payés à Paul quand il sera parvenu à sa majorité.

1. La villa Paolina de Rome s'appelle aujourd'hui la villa Bonaparte. Située via XX Settembre, en face de l'ambassade d'Angleterre, elle renferme la maison de plaisance que Pauline fit construire en 1816.

2. Louis-Napoléon, appelé en 1807 Napoléon-Louis en vertu de l'ordre de l'Empereur suivant lequel tous les membres mâles de la famille impériale ayant des droits de succession à un trône devaient avoir pour premier nom Napoléon. 1804-1831. Prince royal de Hollande en 1807. Épousa en 1825 sa cousine Charlotte-Napoléon, fille de Joseph Bonaparte. Sans postérité.

3. Charlotte-Napoléon, fille de Joseph Bonaparte et de Julie Clary. 1802-1839. Épousa en 1825 son cousin Napoléon-Louis (note précédente).

4. Napoléon II. 1811-1832. Roi de Rome. Duc de Reichstadt.

5. Le cardinal Joseph Fesch, demi-frère de Letizia Ramolino. 1763-1839.

6. Paolo Maria, fils de Lucien Bonaparte et de sa seconde femme, Alexandrine de Bleschamps, veuve Jouberthon de Vauberty. 1806-1826.

« Je laisse et lègue ma villa Paolina de Lucques[1], meublée comme elle l'est actuellement, au prince Borghèse mon époux, pour en avoir l'usufruit sa vie durant, comme un faible témoignage du sincère et vrai intérêt qu'il m'a montré dans ma présente longue maladie, et je reconnais volontiers que les circonstances et de nombreux événements ont pu seulement nous désunir pour quelque temps; car le prince Borghèse s'est toujours conduit à l'égard de l'Empereur mon frère avec la plus grande loyauté et fidélité. Je lui laisse en outre ma belle voiture de voyage.

« Pour la propriété de cette villa, je la laisse et lègue à la princesse Zénaïde, fille aînée du comte de Survilliers mon frère, mariée au fils aîné de Lucien[2].

« Je laisse et lègue au prince Don Francisco Aldobrandini mon beau-frère[3] le beau portrait du prince Borghèse fait par Gérard, avec le buste en marbre du même prince Borghèse.

« Je laisse et lègue au duc d'Hamilton, marquis Douglas[4], mon nécessaire d'argent doré, comme un souvenir de l'amitié qu'il a pour moi.

« Je ne laisse rien à mon frère Joseph, parce qu'il n'en a pas besoin et parce que mes autres frères sont beaucoup moins pourvus des biens de la fortune. Qu'il reçoive donc de moi en ce moment mes sincères sentiments d'affection et d'amour.

« Je laisse et lègue la somme de vingt mille francs au fils de Jérôme né en Amérique de madame Patterson, mariage ci-devant annulé[5].

1. C'est la villa di Monte San-Quirico, qui appartient aujourd'hui à madame Roberto Varvaro, née Adelia Centurini.

2. Zénaïde Julia, fille aînée de Joseph (qui prit en 1815 le titre de comte de Survilliers) et de sa femme Julie Clary (1801-1854). Zénaïde épousa en 1822 Charles-Lucien, premier enfant du second mariage de Lucien, prince de Musignano (1803-1837).

3. Frère cadet du prince Camille Borghèse.

4. Le duc d'Hamilton, l'un des plus grands propriétaires d'Europe, ardent admirateur de Napoléon, grand ami de Pauline, n'avait pas hésité, malgré sa nationalité anglaise, à rendre visite à l'Empereur, quand celui-ci résidait à l'île d'Elbe.

5. Jérôme, le futur roi de Westphalie, épousa en 1803 Marie-Hélène-Élisa, fille de Robert Patterson (qui devait mourir en 1879). Séparé de sa femme en 1805, il en divorça en 1807. Il en avait eu un fils, Jérôme, duquel descendent les Bonaparte Patterson de Baltimore.

« Je laisse et lègue à la princesse Louise, fille de ma sœur Caroline, cinquante mille francs en une seule fois, et soixante mille francs aux princes Achille et Lucien, fils de ladite Caroline, moitié pour chacun, en une seule fois. Je laisse ensuite à la marquise Letizia Pepoli, autre fille de ma dite sœur, un beau voile et un beau châle de cachemire à son choix.

« Je laisse en outre à la déjà dite princesse Louise ma nièce mon médaillon qui contient les cheveux de l'Empereur et la chaîne « bronzée ».

« Je laisse et lègue au prince Félix Baciocchi[1] mon beau « flambeau » de vermeil qui se trouvait dans ma villa Paolina de Rome, en le priant de l'accepter comme un souvenir de mon amitié pour lui.

« Je laisse et lègue à la comtesse de Possé[2] la somme de deux mille écus romains, et à sa sœur la princesse Gabbrielli[3] mon beau châle de cachemire.

« Je laisse et lègue à madame d'Hautmesnil, qui a été auprès de moi pendant six ans et qui m'a toujours témoigné la plus grande affection, la somme de cinquante mille écus romains, plus une partie de mon linge et de mes dentelles, et un cachemire.

« Je laisse en outre à la même mes bracelets avec des rangs de perles et turquoises, et mon petit lit « brodé ».

Vient ensuite une série de legs pour le chevalier d'Hautmesnil, la comtesse Bonnacorsi, les cardinaux Rivarola, Pacca, Zuolo, Spina.

« Je laisse au comte de Survilliers mon frère Joseph les deux beaux vases de porcelaine de ma villa Paolina de Rome.

« Je laisse et lègue à la comtesse de Saint-Leu ma belle-sœur (la reine Hortense) le nécessaire d'acier qui se trouve dans ma villa Paolina de Rome.

1. Félix Pascal Baciocchi avait épousé en 1797 Élisa Bonaparte, qui mourut en 1820; lui-même mourut en 1841.

2. Christine-Égypte, seconde fille de Lucien Bonaparte et de sa première femme Christine-Éléonore Boyer (1798-1847). Elle épousa en 1818 Arwaed comte de Possé qui mourut en 1824. Elle se remaria en 1826 avec lord Dudlay Stuart, qui mourut en 1854.

3. Charlotte, première fille de Lucien et de sa première femme (1795-1865). Elle épousa en 1815 Mario, prince Gabbrielli.

« Je laisse et lègue au prince Chigi mon service de cristal, comme un faible témoignage de mon amitié et de mon estime. »

Legs à de nombreuses personnes, parmi lesquelles le prince Louis, fils du comte de Saint-Leu (le futur Napoléon III), qui reçoit « le portrait de l'Empereur, avec sa chaîne ». Legs en argent à trois domestiques mâles, à trois femmes de chambre, parmi lesquelles « Sofia, qui m'a assisté dans ma maladie avec beaucoup de zèle », à diverses personnes, aux hôpitaux de Rome (« six cents écus pour la célébration de messes »), aux pauvres de Viareggio (« deux cents écus romains »), « à M. le docteur-médecin Fabbis, qui m'a assisté dans ma dernière maladie, deux cents écus romains », etc.

« Je laisse la maison de plaisance et le jardin de Viareggio, avec tout le mobilier qui s'y trouve, à ma sœur Caroline Murat...

« Je laisse au petit Camille de Cavour, que j'ai tenu sur les fonts du baptême à Turin[1], mille écus romains en une seule fois.

« Je laisse au duc de Devonshire[2] mon petit médailler de fer forgé (*ferro fuso*) que l'Empereur m'a laissé dans son testament... »

Autres legs aux pauvres de Sainte-Marie Majeure, à une cousine de Corse, aux pauvres d'Ajaccio (quatre cents écus romains, à distribuer par les soins de Madame Mère), « à mon frère de lait, ou à ma sœur de lait si elle existe, deux cents écus romains en une seule fois... ».

« Je laisse à madame Mazzarosa, de Lucques, ma petite parure de malachite[3], comme une preuve du souvenir que je conserve d'elle...

« Je laisse à madame Quenigi[4] mon costume en points de dentelle.

1. Le futur ministre de Victor-Emmanuel II naquit à Turin le 1er août 1810. Sa mère, femme du marquis Michel de Cavour, avait été dame d'honneur de Pauline.

2. Un des familiers du salon de Pauline Borghèse à Rome.

3. Cette « petite parure », magnifique cadeau de Napoléon à Pauline, se composait d'un collier, de deux bracelets et boucles d'oreilles en malachite, avec une garniture de perles.

4. La comtesse Thérèse Guinigi et non Quenigi. Ce « costume en points de dentelle » a figuré à Lucques dans l'exposition d'art et d'industrie ancienne de 1893. Le catalogue de cette exposition le décrit ainsi : « Costume de dentelle

« Je laisse à M. Schutteis, banquier à Rome, une de mes plus belles « pendules » de la villa Paolina à Rome.

« Je laisse à la duchesse d'Hamilton deux beaux vases de porcelaine de Sèvres de ma chambre à coucher dans ma villa Paolina de Rome.

« Je laisse à milord Gower[1] mon service de thé de porcelaine de Sèvres qui représente des portraits de femmes célèbres et qui se trouve à ma dite villa de Rome.

« Je laisse à lord Holland[2] les livres de ma bibliothèque de Rome...

« Je laisse à la petite princesse Mathilde, fille du prince de Montfort[3], mon petit nécessaire de toilette, avec les instruments (*ustensili*) en or...

« Je laisse à M. Guiew[4], mon secrétaire, cent écus romains en une seule fois.

« Je laisse une petite bague d'opale à la fille de la duchesse Hamilton.

« Je laisse à la comtesse de Lipona, ma sœur, les deux bassinoires et les deux bidets en vermeil...

« Je laisse à madame Napoléone comtesse Camerata, ma nièce[5], et au petit prince Baciocchi, son frère[6], la somme de quinze mille francs pour chacun, en une seule fois, comme une manière de souvenir.

« Je laisse à la princesse Catherine de Wurtemberg, ma belle-sœur[7], ma belle pelisse, doublée avec les fourrures qui ont appartenu à l'Empereur.

au point d'argent, donné par l'Empereur Napoléon Ier à sa sœur la princesse Pauline au jour de son couronnement. »

1. Granville Leveson Gower, comte Granville (1773-1846).

2. Henry Richard Vassal Fox, lord Holland.

3. Mathilde Letizia Guglielmina (1820-1904), comtesse de Montfort. Mariée en 1840 à Anatole Nicolaïevitch Demidoff, prince de San Donato (qui mourut en 1870). Séparée en 1845.

4. Appelé Guieu dans une dépêche de Derville Maléchart, chargé d'affaire de France près de la République de Lucques (13 fructidor an XII), qui lui donne le titre de chef du conseil de la princesse Borghèse et de secrétaire de ses commandements. G. Sforza, *op. cit.*, p. 189.

5. Napoléone-Élisa, princesse Baciocchi (1806-1869). Mariée en 1824 au comte Philippe Camerata, d'Ancône. Séparée en 1830.

6. Frédéric-Napoléon, prince Baciocchi (1814-1838).

7. La seconde femme de Jérôme Napoléon. Mariée en 1807. Morte en 1835.

« Je déclare que je ne veux pas être exposée dans mes appartements, comme c'est l'usage; mais je désire être embaumée et transportée à Rome, où est mon domicile, pour être déposée dans l'église de Sainte-Marie Majeure en la chapelle Borghèse.

« Je crois avoir fait une chose juste en faisant ce testament. Je meurs au milieu des douleurs cruelles et horribles d'une longue maladie, que j'ai supportée avec des sentiments de résignation et en vraie chrétienne, et je meurs sans avoir aucun sentiment de haine ou d'animosité contre qui que ce soit, dans les principes de la foi, de la doctrine de l'Église catholique, apostolique, romaine, et dans les sentiments les plus pieux et les plus résignés.

« Je nomme et élis pour mes exécuteurs testamentaires : le prince Borghèse, mon mari, pour tout ce qui regarde mes biens, mobiliers et immobiliers, situés dans le grand-duché de Toscane et dans le duché de Lucques; et M. le cardinal Augustin Rivarola pour ceux situés dans les États pontificaux et autre part; en les priant d'accepter cette charge et de s'entendre sur l'exécution de toutes mes présentes dispositions.

« Madame la testatrice a prononcé avec une voix claire et intelligible, devant moi notaire et les cinq témoins, l'institution, les noms des héritiers, les legs et les autres dispositions contenues dans son présent testament; j'ai écrit tout de ma propre main et caractères contextuellement et sans intervalle de temps, en présence de Son Altesse madame la testatrice et des cinq témoins; et, en présence également de madame la testatrice et des cinq témoins, j'ai fait lecture du présent testament et de tout ce que j'ai écrit, à leur claire et pleine intelligence.

« Son Altesse madame la testatrice a payé pour l'acte présent à moi notaire la taxe de trois lire et dix sous, que j'ai reçue pour la remettre aux archives de Florence avec le présent testament.

« Fait et rédigé ce testament nuncupatif dans la villa de noble seigneur Strozzi, dans la commune de Pellegrino, ce jour, mois et an susdits, en présence des cinq témoins...

« En présence desquels et contextuellement madame la

testatrice et moi notaire avons apposé notre signature au bas de ce testament, après lecture faite.

« Princesse PAULINE BORGHÈSE.

« ANTOINE, fils de feu JACQUES CHELLI, notaire à Florence. »

Ce testament nuncupatif est du 9 juin 1825. Pauline, qui venait de le dicter et de le signer, se rendit compte bientôt que sa mort n'était plus qu'une question d'heures. Elle dit à ses femmes de l'habiller de son plus beau costume de cour. Ses cheveux furent arrangés comme pour un bal aux Tuileries, avec le chignon aux boucles pendantes porté haut en arrière; elle se coiffait ainsi aux jours de triomphe quand elle était la reine de Paris. Ses joues où on lisait la souffrance s'avivèrent avec du rouge et de la poudre. Les rivières de diamants, les colliers de perles reprirent leur place sur son cou, sur sa poitrine, sur ses pauvre bras amaigris. Elle demanda un miroir pour se regarder encore, pour se sourire à elle-même une dernière fois. Elle venait de prononcer le nom de son frère bien-aimé, de son Napoléon mort quatre ans plus tôt, quand une syncope la prit : un soupir, elle avait cessé de souffrir. On eut de la peine à retirer le miroir de ses doigts qui le serraient fortement. Mais la princesse Pauline Borghèse était-elle vraiment morte? Non, elle savait bien qu'elle était immortelle; elle savait que le ciseau de Canova l'empêcherait de mourir et qu'elle serait à jamais la *Vénus victorieuse*.

G. LACOUR-GAYET
membre de l'Institut.

L'EXPÉRIMENTATION SUR L'HOMME

POSITION DE LA QUESTION

J'ai lu, quelque part, cette phrase fragmentaire d'un texte ancien : *Les chiens eux-mêmes ont leur Erinnye*[1].

Si l'on a pu supposer que les torts, portés aux bêtes, trouvaient des divinités vengeresses, de combien de furies déchaînées ne se sentirait pas menacé l'homme de science qui attente à la santé de ses semblables. Le tableau classique de Prud'hon n'en évoque qu'une froide image.

J'aurais pu, tout aussi bien, traiter, dans cet article, de l'expérimentation animale, sur laquelle il y aurait bien des choses intéressantes à dire, et laisser de côté la plus délicate de nos méthodes, celle dans laquelle le savant élit, pour sujet, un homme. La prudence me conseillerait de me taire. La franchise veut que je n'écoute pas la voix de la prudence. Il n'est point de questions auxquelles un savant ne doive répondre, sauf à celles qu'il ne connaît pas. Or, je suis instruit de celle-ci.

Tout d'abord, je déclare sans ambages ni réticences que s'il s'agit de légitimer l'expérimentation sur l'homme, je me refuse au plaidoyer. Nous ne devons pas infliger aux autres ce que nous ne désirerions pas qu'on nous inflige et, au cas même où nous serions décidés à nous sacrifier, tout aussi bien si nous nous étions sacrifiés, il ne saurait s'ensuivre

1. *Paræmiographorum græcorum*, I, 397.

que nous nous arrogions le droit d'exposer d'autres hommes à ces risques.

Le sacrifice personnel est, d'ailleurs, un droit discutable pour le savant. Il s'expose souvent, au cours de ses travaux, aux pires contaminations. C'est beaucoup, et c'est assez. Trop de gens sont intéressés à la conservation de certains hommes pour que l'on conteste à ceux-ci le droit de sacrifier leur vie, quelle que doive être la grandeur du but et si noble que soit un tel exemple. Qui aurait pu louer Pasteur, s'il s'était inoculé la rage au cours de ses recherches? Sa vie n'était-elle pas, de toutes les vies humaines, la plus précieuse, celle qu'il importait le moins de risquer?

Après la déclaration que je viens de faire, qu'il me soit permis de poser le problème, non de la façon dont notre sentimentalité le pose, mais de la façon dont il doit être logiquement posé. L'expérimentation sur les hommes se pratique depuis longtemps; elle continue de se pratiquer tous les jours et nous nous trouvons devant des faits établis, donc tenus de les admettre.

Si les savants de tous les temps n'ont pas reculé devant cette pratique, c'est qu'elle leur a paru indispensable dans l'entreprise et, s'ils n'ont pas été arrêtés en la suivant, c'est que l'opinion publique connaît cette pratique et l'admet, au moins dans certaines circonstances. Elle sait, comme le savant, qu'il est des cas où, seule, l'expérimentation humaine peut apporter des solutions, ceux où l'emploi des animaux ne le permet pas. Examinons quels sont ces cas, les cas dont l'opinion ne s'effarouche nullement.

L'EXPÉRIMENTATION HUMAINE, PRATIQUE JOURNALIÈRE

Il est des expériences vénielles, les essais thérapeutiques. Toutes les fois qu'un médecin applique un médicament nouveau au traitement d'une maladie, toutes les fois qu'un chirurgien innove en technique opératoire, l'un et l'autre font acte d'expérimentateurs.

Pour la thérapeutique médicale, comme pour la chirurgie, il est bien une étape que nul ne saurait omettre, sans impru-

dence coupable, celle de l'essai du médicament ou de l'opération sur les animaux[1].

Les animaux ne sont pas l'homme. Anatomiquement, certaines interventions chirurgicales, conçues pour soulager nos pareils, ne sauraient s'appliquer à des êtres dissemblables. Du point de vue thérapeutique, il n'existe souvent aucune analogie entre la façon dont un animal supporte un médicament et la sensibilité de l'homme à ce même produit. Lorsqu'on a établi la tolérance d'un kilogramme de lapin ou d'un gramme de souris vis-à-vis d'une substance toxique (et c'est là, grossière, notre seule méthode), on n'a pas déterminé ce que le kilogramme ou le gramme d'homme pourra ou non supporter sans danger. C'est une tout autre étude qu'ensuite il faut entreprendre. Nous n'avons, pour la mener à bien, qu'une garantie contre les accidents, la prudence.

L'action d'un médicament est infiniment plus complexe qu'on ne l'imagine. A côté de l'effet que nous observons, il en est d'autres plus secrets, proches ou lointains, imprévisibles. Notre organisme n'est pas une éprouvette; les résultats d'une médication ne sauraient se traduire par des formules. Ajoutons que ces essais se font, d'ordinaire, sur des organismes malades. Aux inconnues, que nous rencontrons chez tout être, s'ajoute, de ce fait, un facteur inconnu nouveau et indéfiniment variable.

Va-t-on, pour de telles raisons, indiscutables et parfois très fortes, condamner tout essai thérapeutique ou bien, le condamnant dans son emploi sur nous ou sur les nôtres, profiter des résultats d'innovations, tentées sur d'autres hommes?

Je n'ignore pas qu'il est des esprits entiers qui professent sur cette matière, comme sur d'autres, l'abstentionnisme. Considérant que rien, dans le monde, ne se passe qui n'ait été arrêté par un ordre judicieux et que toute infraction à cet ordre ne saurait qu'être néfaste, ces croyants, qui ne sont pas obligatoirement des fidèles, estiment toute intervention de notre part artificielle et néfaste. Libre aux conformistes de subir les exagérations de leur système! Les religions évoluées n'ont jamais interdit aux humains de se protéger contre les

1. Ajoutons, pour la chirurgie, l'opération sur le cadavre humain.

maux; elles estiment que l'intelligence est aussi bien un don de Dieu que les maladies et qu'il nous est licite de faire usage de l'une pour nous protéger contre les autres.

Pour nous, qui ne mêlons pas le spirituel à la maladie et qui, dans notre esprit, considérons la nature comme inintelligente, rien de ce qui peut corriger un état mal venu ne saurait être proscrit. Médecins, nous regardons l'abstention comme un crime contre l'espèce.

Ne pas nuire est notre préoccupation. C'est la première, et c'est la seule. Nous admettons l'essai des médicaments. La plupart des hommes l'admettent aussi bien. Il est, entre eux et nous, cette différence, pourtant, qu'ouvriers de l'expérience, nous nous tenons pour responsables de ses effets. En cela, nous n'encourons pas seulement le jugement de notre conscience. Chaque fois que nous innovons, nous savons que la société peut s'en prendre à nous, si les suites de notre essai ne sont pas bonnes. Ce n'est pas une responsabilité légère. Cet homme qui se sera prêté à une tentative thérapeutique pourra, en cas de préjudice, se retourner contre nous. S'il ne le fait pas, s'il meurt de sa maladie, des gens mal intentionnés de l'entourage ou simplement ignorants, même des étrangers à l'affaire, de ces faux justiciers qui donnent une apparence d'honnêteté aux pires diffamations des journaux, pourront nous salir par le scandale. Et, comme il n'est aucun moyen d'amener les progrès de la thérapeutique sans innover sur l'homme, ce sont, en définitive, les sujets de l'expérience et les expérimentateurs qui courront les risques de l'entreprise, la galerie gardant pour elle, de toute façon, le bénéfice et les professionnels du scandale y trouvant un supplément d'avantages.

Sous réserve de la responsabilité des médecins, l'expérimentation humaine, pratiquée dans un but thérapeutique, est donc admise par la plupart des hommes. Elle n'est pas seulement admise : elle est quotidienne.

Cette concession, si naturelle qu'elle paraisse, est grave. Permettre une infraction au principe de l'intangibilité de la personne humaine, c'est mettre à bas la barrière. Relevée, où la portera-t-on?

LES LIMITES D'UNE EXPÉRIMENTATION LICITE

J'ai dit le danger qu'offre l'essai d'un médicament ordinaire, tels ceux dont abonde et s'enrichit chaque jour la pharmacopée. Combien plus dangereux, en raison de la complexité ou de notre ignorance de leurs formules, les produits dont nous fournissent les méthodes microbiologiques, qu'il s'agisse d'extraits microbiens, de sérums, surtout de virus, d'agents pathogènes vivants.

C'est pourtant par l'emploi des virus que la thérapeutique spécifique des maladies infectieuses a débuté et c'est d'elle encore que nous tirons nos meilleurs espoirs.

Lorsque Jenner reporta, pour la première fois, des bovidés à l'homme, le virus de la vaccine, nul n'était en droit d'affirmer que le produit se montrerait inoffensif. L'importance du bénéfice escompté a décidé de l'essai. Si simple que la tentative ait pu paraître, un expérimentateur de notre temps ne l'aurait pas réalisée sans crainte. Nous devons la première de nos grandes découvertes à la fois au génie de Jenner et à son ignorance des dangers possibles qu'une pratique plus étendue nous fait aujourd'hui redouter.

Plus tard, quand Pasteur employa, pour empêcher le développement de la rage chez l'homme mordu, sa méthode qui chacun le sait, utilise le virus rabique vivant, aucun homme, pas même l'inventeur, n'était assuré que les choses se passeraient, sur les sujets de notre espèce, comme elles s'étaient passées sur les chiens d'expérience. On a rapporté les angoisses de Pasteur au cours des premiers traitements et durant les semaines qui suivirent. Ces angoisses étaient légitimes. Si Pasteur avait été médecin, s'il avait senti, non seulement par sa sensibilité naturelle qui était extrême, mais par la connaissance professionnelle du praticien, le danger auquel il exposait ses clients, l'effroyable pensée d'une rage d'origine expérimentale l'aurait, sans nul doute, arrêté. Il a pris la détermination d'agir coûte que coûte, parce qu'il a vu la gravité du sort qui menace tout mordu et parce que la mortalité, consécutive au traitement, lui a paru moins probable que la mortalité naturelle. Il était possédé de cette témérité irrésistible, qu'un délire sacré inspire au génie. La

conscience du savant étouffait la conscience de l'homme. Heureuse imprudence, dont on ne saurait contester les bienfaits, et qu'on s'en voudrait de tenir, de donner pour règle!

Si la critique est en droit de s'exercer rétrospectivement sur l'audace d'un Pasteur, quelle ne serait pas sa force vis-à-vis des expérimentateurs de moindre envergure qui oseraient de semblables imprudences? Cependant, leur but est pareil, leurs espoirs sont de même force. Aux risques d'une santé particulière, ils poursuivent le bien de tous.

L'expérience de Pasteur représente le danger extrême. Entre elle et les essais thérapeutiques véniels, il y a toute l'échelle des essais. Je l'ai dit. La barrière de l'inviolabilité de la personne humaine renversée, et elle l'est (tout le monde tolère, consent, désire qu'elle le soit), où placer une nouvelle barrière?

Fictive? Où l'on voudra. Consciente? Nulle part. Le premier pas permis, il n'y a point, il ne peut plus y avoir de barrière sur la route. Quand l'enjeu de la partie est la prévention ou la guérison d'un mal, s'en remettre au savant est la seule ressource, la seule morale. On pourrait tenir un concile éternel d'incompétences sans trouver d'autre solution au problème. Une académie de savants n'y parviendrait pas mieux. Chaque question se pose à sa manière. La solution ne relève que d'un tribunal, celui de la conscience de l'expérimentateur, siégeant pour chaque cas.

Il est, pour la communauté, un garant, la responsabilité de l'ouvrier de l'entreprise. Qu'on laisse à l'ouvrier de science cette responsabilité. Il ne demande pas qu'on la lui enlève. S'il impose parfois un risque arbitraire à d'autres, il vit dans ce risque. Qu'on surveille, qu'on dépiste, qu'on ligotte le faux savant, le mercanti et le fou. C'est en eux que réside le pire danger, danger sans profit vraisemblable et danger inadmissible. Mais, là encore, où placer la barrière?

LA REPRODUCTION EXPÉRIMENTALE DE LA MALADIE

Il n'est pas, en médecine expérimentale, que les essais thérapeutiques. Les plus osés trouvent, dans leur but, une excuse. Avant que le savant aborde l'étude d'une méthode

de prophylaxie ou de traitement, il lui est nécessaire de reproduire la maladie elle-même. Si nul animal n'y convient, il faut bien, sous peine d'abandonner les recherches, recourir à l'intervention sur l'homme. Pour juger de l'efficacité d'une méthode de protection, des témoins non protégés s'imposent. Il n'y a donc pas, entre l'expérimentation thérapeutique et l'expérimentation pure et simple, la reproduction de la maladie, de barrière, en pratique. L'une fait suite à l'autre ou l'accompagne, et la plus dangereuse précède d'ordinaire la moindre.

Ce qui fait la gravité de la différence entre les deux méthodes, ce n'est pas le but éloigné. Il est le même. C'est la détermination que prend le savant. Chez l'un des sujets, il poursuit la prévention ou la guérison d'un mal. Ce mal ou bien un autre peuvent survenir du fait de l'intervention, quelles qu'aient été les précautions prises. Il s'agit d'un risque qu'il faut bien courir. Le savant ne souhaite pas ce risque; il ne cherche pas l'accident qui anéantirait ses espérances. Dans l'autre cas, aussi bien que dans celui où il fait choix d'un témoin, c'est la reproduction d'un mal, connu de lui, avec sa gravité plus ou moins grande, qu'il souhaite et qu'il poursuit. Le but est inattaquable en logique : c'est d'arriver, par la reproduction de la maladie, à son étude afin de lui opposer, plus tard, des méthodes qui la guérissent et qui en protègent la communauté des hommes ou bien, dans le cas du témoin, d'établir la valeur de ces méthodes par comparaison entre le sujet protégé et la victime choisie. Ce but louable, proche ou éloigné, est incertain; le but immédiat est de déchaîner délibérément un mal.

C'est ainsi qu'il convient de poser le problème pour se rendre compte de la responsabilité de celui qui décide d'intervenir. Pour qu'il se résigne à son acte, il faut qu'il en ressente la nécessité. Il faut, tout d'abord, qu'il se soit convaincu qu'il n'est pas d'autre méthode. Cette conviction, il la puise dans la connaissance qu'il a des échecs expérimentaux des auteurs et dans celle d'échecs personnels répétés. Nul savant, digne de ce nom, ne se résigne à l'expérimentation sur notre espèce s'il n'a pas épuisé, lui-même et par tous les moyens, les chances de découvrir un animal, sensible à la maladie

qu'il étudie. Or, les maladies spéciales à une espèce, à la nôtre dans l'exemple, sont nombreuses, particulièrement parmi celles qui sont dues aux inframicrobes. Pour leur connaissance, première étape et étape indispensable de la conquête des méthodes prophylactiques et de traitement, le dilemme qui se pose est bien net : renoncer à l'acquisition de ces méthodes bienfaisantes ou bien entreprendre, avec une prudence obligatoire, mais faillible, les investigations nécessaires sur l'homme. Dans l'immense majorité des cas, le médecin s'abstient; le sentiment de la solidarité humaine que renforce la crainte de la responsabilité l'emporte. Dans certains cas, le savant l'emporte sur l'humain.

A côté des maladies, particulières à notre espèce, et dont la connaissance n'est pas réalisable par d'autres méthodes que l'expérimentation sur l'homme, il en est de nombreuses auxquelles l'animal est plus ou moins sensible, mais pour l'étude desquelles des recherches complémentaires s'imposent sur notre espèce. Toutes les maladies ne se comportent pas de même sur des espèces différentes. Quelle analogie peut-on trouver entre la pneumonie, les broncho-pneumonies et les suppurations des séreuses qui caractérisent, dans l'immense majorité des cas, les réactions de l'homme vis-à-vis du pneumocoque et la septicémie par laquelle la souris répond à l'inoculation du produit? La septicémie pneumococcique est exceptionnelle chez l'homme; elle y est d'ordinaire l'aboutissant d'une atteinte locale.

Lorsque j'eus acquis la conviction que le typhus exanthématique était transmis par le pou, il ne me vint pas un instant l'idée d'en apporter la démonstration par une expérience humaine. Le typhus est une maladie toujours grave, souvent mortelle. Lorsqu'elle ne tue pas, elle peut laisser à sa suite des troubles sévères, définitifs, du côté de fonctions importantes. Si je n'avais pas reconnu la sensibilité des petits singes et observé que, pendant quelque temps au moins, le pou pouvait vivre sur eux, la démonstration du mode de transmission naturel du typhus n'aurait pu être apportée que par l'expérimentation sur l'homme. J'évitai cette expérimentation dangereuse.

Ce fut, pour moi, une grande chance. Toutes les preuves

indirectes, cependant claires, que j'aurais pu donner du rôle du pou n'auraient pas imposé la conviction qu'impose le fait expérimental. On aurait contesté, discuté. L'application, si facile, à la prophylaxie du typhus, aurait été retardée; à moins que, plus hardi, un collègue, peut-être pour me contredire, ait osé l'expérience devant laquelle j'aurais reculé. J'ai pu, à la fois, éviter un grand risque et permettre l'application rapide du fait découvert. Je le répète, ce fut une grande chance.

C'est parce que je me suis montré prudent, dans cette occasion décisive et dans d'autres, que je me crois le droit d'expliquer l'attitude de ceux dont la conscience éclairée fait passer l'intérêt général de la collectivité humaine avant le risque, imposé par eux arbitrairement à l'un des membres de cette collectivité. Un jour, je me crus autorisé à étendre à un certain nombre d'hommes, une méthode de prévention du typhus que j'avais employée avec succès sur quelques individus choisis, à commencer par moi. Les suites n'en furent pas entièrement inoffensives. Elles m'ont éloigné des essais du même genre. Elles condamnent, à mon avis, toute tentative d'emploi, dans un but préventif, des virus vivants, à moins que ces virus ne soient d'une activité fixe.

Je ne referais pas l'expérience de Pasteur sur la rage. Et, pourtant, l'imprudence du génie fut heureuse, quand des essais infiniment réservés l'ont été moins. Le péril, le vrai péril, c'est qu'une fois entré sur la voie de l'expérimentation humaine, on ne sait où s'arrêter.

Il est un fait assuré, c'est qu'on ne saurait reculer la barrière très loin. Certaines expériences échappent à l'excuse, celles qui comportent l'alternative d'une maladie grave, occasionnellement mortelle, ou susceptible de laisser à sa suite une infirmité durable. Il est une limite à l'audace.

HARDIESSES D'AUTREFOIS ET CONTRADICTIONS DE LA CONSCIENCE PUBLIQUE

Pas plus que l'expérimentation animale, l'expérimentation sur l'homme ne date de la période pastorienne. Elle remonte aux premiers âges d'une humanité prévoyante et active. Mal

employée, en raison de l'ignorance, elle a sans doute causé, sans qu'aucune morale s'en mêle, plus de dégâts que ne peuvent le faire les essais éclairés, timides et surveillés de la science de notre temps.

Se rendre compte de la nature d'un mal, savoir s'il se répand et de quelle manière; choisir, pour se renseigner, un esclave, un condamné, un déshérité, un infirme est apparu comme une méthode d'investigation, comme un moyen de défense. Il a suffi qu'à la conception mystique de l'origine des maladies fît suite le désir de leur connaissance rationnelle. En exposant un individu indemne à la contagion, en lui inoculant un produit en provenance d'un malade (pus, humeurs, sang), les anciens médecins ont apporté la preuve formelle, définitive de la nature infectieuse de certains maux et des conditions communes de leur contagion. Ces expériences, publiées ou bien communiquées secrètement par crainte, ont amené les premières mesures prophylactiques. A ces expériences, nous devons l'orientation de nos méthodes de prévention actuelles et nos espoirs de découverte de méthodes futures. Constater que la maladie peut passer d'un individu à un autre par le voisinage, par l'introduction de certains produits venant du malade, déduire, de ce fait, des règles pour éviter la propagation du mal (les premières furent sans doute grossières, beaucoup illusoires, certaines dangereuses), cela peut nous paraître aujourd'hui œuvre facile. Pour qui connaît les idées qui régnaient aux époques où ces expériences se firent, où la cause des maux d'immatérielle devint tangible, il n'y a pas eu, il n'y aura jamais de plus féconde révolution en médecine.

Voilà ce qui a été fait et qui se continue tous les jours. Cette entreprise, la conscience publique la condamne.

Nous ne voulons pas médire de la conscience publique. Nous la respectons; nous n'ignorons pas que notre conscience se confond avec elle. A cette conscience commune, comment cacher ses inconséquences?

Elle admet l'expérimentation ancienne, fait sur lequel on ne saurait revenir. Elle la condamne, et elle en tire bénéfice. Il lui paraîtrait absurde d'agir autrement et de refuser l'avantage d'une constatation parce que celle-ci n'a pas été obtenue suivant les règles morales. Elle agira de même, devant toutes

les acquisitions illicites contemporaines. Étrange conséquence! Ces résultats, je parle des plus anciens, ont été obtenus par une expérimentation audacieuse, dévergondée. A côté de quelques essais bien conduits, que de tentatives absurdes, répétées parfois jusqu'au sadisme qui n'exclut pas le ridicule! Que de santés, d'existences compromises sans le moindre bénéfice possible et sans nulle précaution contre les suites de l'expérience! Et cette même conscience, qui blâme et méprise ces grossiers essais, se priverait des résultats d'une expérimentation rationnelle qui, mieux instruite, mieux dirigée, plus humaine, pèserait, pèse les motifs, les facteurs et les conséquences de ses actes et s'efforce de conduire la tentative vers une fin heureuse à travers les écueils des risques.

ÉTRANGES TOLÉRANCES DE LA CONSCIENCE COMMUNE

Nous ne donnons pas tort à la conscience publique. Sollicitée de formuler son avis, incompétente sur les fins et les risques de toute expérience, elle ne peut que condamner des procédés qui répugnent à la morale. Doit-elle aller plus loin, menacer, intervenir? Ne s'abstient-elle pas journellement devant des actes plus graves qui n'ont point, pour excuse, la conquête du commun bien?

Prompte à s'inquiéter de faits exceptionnels, que ne tourne-t-elle ses préoccupations justicières vers des attentats répétés que rien n'excuse : les accaparements, les luttes, les guerres économiques qui, pour le bénéfice de quelques-uns, créent la misère et la famine; les guerres sanglantes, plus expéditives. Tenons-nous-en à ces dernières, quoique les autres menacent d'être pires dans l'avenir. Le dernier de ces crimes a fait plus de victimes en un jour que les expérimentateurs les plus osés, y compris les déments et les irréguliers de l'espèce, n'ont pu en menacer, en tout pays, depuis les origines barbares de la médecine. Et quel arsenal de tortures la conscience de grands peuples autorise : fatigues, faim, soif, blessures horribles, asphyxie, perte des sens les plus utiles, jeunes gens frappés dans les sources de la vie, deuils des familles, angoisse universelle de cinq années, immoralités, désespérances. Et pour

quel bénéfice? Fut-il guerre qui jamais en donna? L'histoire de chaque territoire ne montre-t-il pas qu'il a, sans cesse, changé de possesseurs. Sur certains, depuis des siècles, même flux, même reflux alternatifs de voisins. Est-il guerre qui n'ait laissé, chez le vainqueur, le goût des dominations stables, négation des faits de la vie; chez les vaincus, le feu inextinguible de la revanche?

En regard de ces calamités, y a-t-il eu d'autre atténuation à l'universelle infortune, que l'œuvre médicale : chirurgiens appliquant les méthodes classiques, en expérimentant sans cesse de nouvelles (ne le fallait-il pas devant l'épouvantable nouveauté de tant de maux?), savants s'opposant par des méthodes connues, par d'autres osées, risquées, à la propagation des épidémies. Dans cette lutte affreuse, il n'y eut qu'un vainqueur, la médecine; car ses acquisitions resteront.

Nous ne demandons pas qu'on nous loue. D'autres remplissaient alors un devoir atroce; le nôtre fut humain. Le satisfaisant, seuls parmi les hommes, nous avons pu satisfaire pleinement nos consciences. Qu'on nous traite, dans la paix, ainsi qu'on fait justement pour les chefs de la guerre. A-t-on discuté, discute-t-on le droit terrible qu'ils ont pris, qu'ils prendront demain de choisir entre les victimes, de pousser tant de printemps humains à la mort?

La vie, dans toutes ses manifestations, est combat. C'est au médecin que la collectivité remet la charge de la protéger contre le péril des maladies. Nulle action qui ne comporte des risques, des victimes, des erreurs. Quels chefs n'en ont jamais commises? Que l'on condamne, qu'on interdise les maladroits. On répond souvent à la malchance par l'injustice. Qu'importe! Pourvu qu'on se garde d'empêcher l'acte.

Puisqu'il n'est qu'un juge du procès, la conscience éclairée du médecin, interrogeons cette conscience. Cherchons comment elle envisage le problème et de quelle manière elle décide lorsque, de toute nécessité, il lui faut risquer l'expérience.

LES RIGUEURS DE LA CONSCIENCE DU SAVANT

Le savant se penche sur le problème. Expérimenter sur l'homme? Il n'y a pas un homme type, mais des hommes.

Lequel élire comme sujet? Je ne parle pas des conditions particulières à une expérience. Certaines peuvent imposer le choix. Je me place au point de vue social. Quelles raisons peuvent, par le choix, atténuer la gravité de l'acte?

Il serait commode, pour la conscience de l'expérimentateur, qu'on pût établir entre les diverses races une barrière zoologique, déclarer que celui-ci est vraiment un homme, qu'il est, par conséquent, intangible, tandis qu'on peut disposer de la santé de cet autre qui n'a, de nous, que l'apparence. La nature n'autorise pas ce subterfuge. Elle montre, par la fécondité des métis, que toutes les races humaines appartiennent à une seule espèce. La conscience du savant lui refuse les facilités dont usaient hier les esclavagistes et qu'autoriseraient, sans doute, les revirements de la conscience de certaines nations. Il serait si simple d'inscrire dans la loi que les nègres ne sont pas des hommes. Est-ce que les blancs des États-Unis ne le leur font pas sentir tous les jours?

La nature ne nous montre pas seulement que tous les hommes sont frères; elle nous enseigne qu'au point de vue de la sensibilité aux diverses maladies, ils ne se comportent pas toujours de la même manière.

Les nègres sont plus sensibles que les blancs aux infections pneumococciques; ils résistent mieux à la fièvre jaune. Chez des hommes, appartenant à un même groupe ethnique, des différences de même ordre sont courantes. Ainsi, les Anglo-saxons témoignent d'une sensibilité plus grande à la scarlatine que les Celtes ou les Méditerranéens.

Il n'y a pas que la question de race ou de groupe qui intervienne pour créer des inégalités de sensibilité entre les êtres d'une même espèce. Les individus d'un groupe particulier se comportent de façon différente vis-à-vis de certaines maladies virulentes, suivant que ces maladies sont ou non endémiques dans les régions qu'ils habitent. Les atteintes successives d'un mal, répétées pendant plusieurs générations sur une même population, créent, à la longue, chez celle-ci, une immunité ou, tout au moins, une résistance particulière. Dans une expérience autorisée, puisqu'un sérum spécifique permet d'arrêter dès son éclosion le mal inoculé, j'ai dû, pour des essais vaccinaux, faire choix, comme témoins, d'étudiants

russes de bonne volonté, parce que les indigènes du nord de l'Afrique qui s'étaient soumis à l'épreuve offraient une résistance habituelle vis-à-vis de la dysenterie bacillaire et ne pouvaient servir de témoins aux vaccinés.

L'emploi de races humaines, que bien des nôtres considèrent comme inférieures parce qu'eux-mêmes ils appartiennent à une autre race, ne donnerait donc pas, s'il était admis, une garantie formelle de bonne expérimentation au savant. Et voilà, disparu du coup, un accommodement que certains auraient pu trouver aux scrupules de leur conscience.

Nombre de nos semblables admettraient qu'on abandonnât aux savants les condamnés à mort. De ceux-ci, la plupart, sinon tous, trouveraient, à cette issue, un avantage. Des expériences pratiquées, beaucoup seraient négatives. Ce serait tout profit pour le sujet, puisqu'il devrait être entendu par avance que la peine de mort légale serait, quoi qu'il arrive, rapportée. Les expériences positives offriraient des chances de salut appréciables. Si la maladie contractée était curable, nul médecin ne refuserait de la conduire à la guérison. Parmi celles qui ne guériraient pas entièrement, il en est qui laissent à leur suite des infirmités supportables. Au pis, le condamné se trouverait exposé au sort de tous les malades. Les maladies naturelles sont les compagnes ordinaires de la vie. Elles frappent les innocents et les coupables. Je ne vois guère des criminels fâchés de troquer la scène atroce de la guillotine ou de la pendaison contre l'agonie inconsciente et la mort dans un lit d'hôpital, avec l'entourage compatissant de médecins, d'infirmiers et de bonnes sœurs. Je ne fais pas entrer en ligne de compte la considération romantique d'avoir servi à une œuvre utile : pour les meilleurs, d'avoir, en quelque sorte, racheté leur crime; pour la plupart, la gloriole de se savoir associés à une expérience que tous tiendraient pour illustre par le fait qu'ils y auraient contribué. Que de criminels ont agi par amour du panache! Et puis, quelle que soit la menace du sort, la plupart des hommes ne conservent-ils pas l'espoir?

Pourquoi faut-il qu'une commodité aussi originale soit interdite aux expérimentateurs? C'est que, si la conscience commune s'en accommoderait volontiers, s'il y aurait, parmi les intéressés, autant de volontaires, sans doute, que d'appelés,

d'autres consciences y répugnent : celles des âmes inexorables, celles des maniaques de la justice et, ce qui compte davantage, celles des magistrats.

Tant qu'une loi n'aura pas inscrit dans le code l'équivalence de la peine de mort et de l'épreuve expérimentale, nul fonctionnaire, préposé à la mise en œuvre de la justice, ne pourra, fût-il en son âme consentant, se prêter à une initiative illégale. Les seuls qui le pourraient, les chefs d'État et, dans certains pays, quelques hauts administrateurs, n'accepteront pas cette manière inédite de grâce qui ne serait pas secrète et qui, quelle que soit la noblesse désintéressée de leur décision, leur serait reprochée par quelques misérables de la politique. Au début de mes recherches sur le typhus exanthématique, un des meilleurs administrateurs que j'aie connus, comprenant l'intérêt immense de la démonstration du rôle du pou dans la contagion du typhus, m'avait offert de mettre à ma disposition un condamné à mort. Je doute que j'eusse accepté; car il eût bien fallu, si le résultat avait été positif, que l'expérience fût publiée. Il était, d'autre part, à craindre que le condamné, du fait de sa vie antérieure, eût déjà contracté le typhus et je n'avais pas souci d'une expérience négative. M. Urbain Blanc me convoqua de nouveau; il me fit comprendre qu'il n'était pas assez sûr de la discrétion des autres pour risquer, avec moi, le scandale. Il mit à ma disposition le prix d'achat d'un chimpanzé qui survécut. Le condamné fut pendu.

Il est possible que la facilité que j'aurais pu trouver, dans ce cas, soit inscrite, un jour, dans les lois d'un de ces pays en voie de transformation rationaliste où l'on permet aujourd'hui de châtrer certains criminels, opération qui n'offre aucune chance d'insuccès et qui n'amène aucun allégement de peine. Même liberté y est prise vis-à-vis des aliénés, des sourds-muets en attendant qu'on y joigne les hommes d'autres races. Évidemment, certaines collectivités en prennent à leur aise avec l'intangibilité humaine. Les médecins qui y attentent font au moins preuve de discrétion.

Bien des hommes n'auraient pas de prévention contre l'expérimentation sur les aliénés incurables. Les mêmes raisons que j'ai données au sujet des condamnés à mort s'y oppo-

sent : absence de textes dans la loi, scrupules des législateurs, des administrateurs responsables, scrupules des savants eux-mêmes qui redoutent les erreurs médicales. En outre, le sujet ne serait pas consulté.

Cependant, depuis quelques années l'expérimentation sur les aliénés semble, dans certains cas du moins, être devenue licite. On avait cru remarquer l'action favorable de certaines maladies infectieuses sur l'évolution de la paralysie générale. L'une de ces maladies, le paludisme, peut être reproduite expérimentalement. On inocula donc le sang de paludéens à des paralytiques généraux; les mêmes résultats furent observés : des rémissions dans la marche progressive du mal, parfois de durée assez longue pour qu'on pût les considérer comme des guérisons. Une observation plus prolongée permit même d'affirmer, dans certains cas, l'arrêt définitif de la maladie. Une méthode de thérapeutique nouvelle, la malariothérapie, est sortie de ces constatations. Elle a permis, à côté de son effet heureux sur la paralysie générale, une vaste étude expérimentale du paludisme.

Il est possible, dans certains grands établissements, de conserver le virus paludéen par passages successifs d'homme à homme et, par conséquent, de n'en pas manquer en cas opportun. Cette ressource n'est applicable ni à des établissements où le nombre des pensionnaires est faible, ni aux cas éloignés lorsque les malades ne peuvent être déplacés. D'autre part, l'emploi de sang humain comporte le danger, toujours possible, de l'inoculation d'une maladie infectieuse surajoutée (la syphilis est écartée, par définition, puisque la paralysie générale est un accident de la syphilis). Il est des cas aussi où l'infection paludéenne expérimentale se montre grave, mortelle même.

On a donc cherché à substituer à la malariothérapie l'emploi de virus, plus aisés à conserver et moins dangereux. Les fièvres récurrentes à tiques dont les virus peuvent être entretenus sur animaux sont d'un maniement facile. Leurs agents, les spirochètes, appartiennent à une famille microbienne, voisine de celle de l'agent de la syphilis; ils montrent, comme lui, une affinité pour le cerveau dans lequel ils persistent, après guérison, pendant quelques semaines. Il était

logique d'essayer leur emploi pour le traitement de la paralysie générale. Des résultats favorables furent observés. L'inconvénient de la méthode est l'inconstance d'action de la médication arsenicale sur l'évolution des récurrentes à tiques. La maladie déchaînée ne peut être arrêtée. Outre des insuccès thérapeutiques, il se trouva des infections mortelles. L'accident était dû au virus récurrent communément employé, le virus de Dutton, le plus facile à entretenir dans les laboratoires et le plus dangereux aussi de ceux qu'on pouvait choisir. En lui substituant celui de la fièvre récurrente hispano-africaine, la mortalité peut être réduite à zéro.

Hématozoaires du paludisme et spirochètes récurrents n'offrent, entre eux, aucune parenté biologique. L'action, observée sur les paralytiques généraux, ne pouvait donc être considérée comme la conséquence de propriétés spécifiques des virus. On pensa bientôt qu'elle était due, non à la nature du virus employé, mais à la réaction, déterminée sur l'organisme, au choc ou, plus simplement, à la fièvre. Tout virus, tout extrait microbien, toute substance, susceptible de produire une fièvre, pouvait donc trouver son emploi dans une méthode thérapeutique plus générale. Sicard utilisa notre vaccin de chancre mou qui, par inoculation intraveineuse, détermine un accès fébrile et qui est du maniement le plus aisé.

Les effets thérapeutiques des produits essayés sont loin de donner, dans la paralysie générale, des résultats constants. D'autre part, certaines maladies mentales, incurables par l'emploi des méthodes de traitement ordinaires, paraissent favorablement influencées par ces méthodes nouvelles. Il devint donc licite d'essayer, sur tous les aliénés incurables, l'action des virus maniables.

De ce fait, l'expérimentation sur l'homme est devenue, pour bien des maladies, méthode permise. La seule condition que doit observer le médecin est de ne pas déterminer une maladie grave. En cas de danger même, les malades sur lesquels on tente l'essai, étant actuellement de toute autre manière condamnés, le risque encouru n'excède pas celui de beaucoup d'autres méthodes admises. Il est certain que permission ne peut être demandée à l'intéressé lui-même en raison

de son inconscience. C'est ici, comme dans tous les cas analogues, à la famille de se prononcer. En son absence, la décision appartient au médecin traitant.

La pyrétothérapie a permis bien des acquisitions, utiles pour l'intérêt public, sans que les inconvénients aient sensiblement dépassé les risques, inséparables de toute thérapeutique nouvelle. Hors son emploi qui trouve ses limites dans le nombre restreint des sujets et dans la gravité d'essais trop osés, l'expérimentation humaine ne paraît admissible que sur les sujets qui se prêtent volontairement à elle. Cette tolérance ne cache-t-elle pas une confusion?

La question n'est pas, en effet, aussi simple qu'elle le semble. Il paraît, tout d'abord, indiscutable de conclure que le consentement, donné par un homme d'esprit sain renseigné sur les conséquences prévisibles de l'expérience, doive lever tous scrupules. Une première objection se pose, celle de la faillibilité du demandeur. Qui de nous peut être assuré des suites d'une intervention, si bénignes que se soient montrées des interventions pareilles, et, quand il s'agit d'une expérience inédite, qui pourrait se porter garant de ses suites? L'infection expérimentale ne peut-elle pas réveiller une infection naturelle latente, mettre le sujet en moindre état de résistance vis-à-vis d'une contagion qui va se produire et dont nul ne saurait prévoir l'imminence?

D'autre part, si clair qu'il estime son langage, le demandeur est-il assuré que le volontaire le comprenne. Cet homme n'est pas, sauf exception, d'éducation médicale; il ne peut estimer exactement les risques auxquels son acceptation l'expose. Le public s'exagère d'ordinaire les conséquences de certaines interventions que le médecin juge anodines; il peut commettre l'erreur inverse, ne pas croire à un danger réel, venir au-devant de lui, en quelque sorte, faute de connaissance, faute de bon sens, par espoir inconsidéré, dans certains cas aussi par désespérance.

Il est d'autres raisons encore qui rendent délicate l'entente. Une collaboration de ce genre se paie d'ordinaire. Sauf parmi les hommes de laboratoire, on trouve rarement des sujets désintéressés. Un marché de cette sorte répugne. Il offre matière au chantage. Payer est reconnaître le service. Dans

le cas présent, ce service est un dommage, tout au moins un risque. Qu'un accident inopiné survienne au cours de l'opération, à sa suite, même à longue distance, le volontaire, revenu de ses premières dispositions, peut arguer qu'il a été trompé. Il trouvera des gens compatissants pour l'en convaincre, des hommes de loi pour le pousser dans la voie des réclamations. Ce sera le scandale, et chacun sait les développements que la presse donne aux révélations de cette espèce. Que peut répondre le savant? Quels témoins invoquer? Ses collègues, ceux surtout qui ont accompli le même acte, soucieux de n'être pas troublés, se tairont. Et puis, le hasard peut créer des circonstances telles que toute défense s'avère impossible et que l'expérimentateur, lui-même, en éprouve des doutes.

J'ai vu, au lendemain d'un essai thérapeutique banal, la température du sujet monter à 40° et un état grave s'annoncer. Une pneumonie s'était déclarée; elle n'avait aucun rapport avec mon intervention. C'était une pneumonie; elle guérit. Il eût pu arriver qu'elle ne guérît point.

Le praticien connaît de ces coïncidences. Un accoucheur de mes amis, homme justement réputé, a constaté deux fois l'éclosion d'une fièvre élevée chez des femmes, au lendemain de leurs couches. En dépit de sa science et de toutes les mesures prises, en dépit de la trop courte incubation, le spectre de l'infection puerpérale se dressait. Le laboratoire a tranché la question; il s'agissait, dans les deux cas, d'une fièvre typhoïde. Quel chirurgien n'a pas vu, en pays paludéen, éclater un accès malarique sur un opéré de la veille?

Pour nos confrères praticiens, la preuve d'une pure coïncidence est, d'ordinaire, aisée à fournir.

Quelle défense produirait, en pareil cas, l'expérimentateur? Bien entendu, aucune. On ne le croira pas. Pourra-t-il mettre, au moins, en avant son désintéressement? On lui objectera que ses découvertes lui rapportent, sinon en monnaie, du moins en rubans, en fauteuils académiques, en gloire, en orgueil. Et cette ironie, douloureuse pour celui qui la subit, n'est pas totalement injuste. A défaut d'autres arguments, on parlera d'inconscience, de sadisme professionnel, et l'on demandera des lois contre l'expérimentation.

Le choix de sujets volontaires n'est donc point, pour eux ni pour le savant lui-même, une condition de tout repos.

NÉCESSITÉ NE VEUT PAS D'EXCUSES

De quelque côté que nous nous tournions, nous aboutissons à des impasses. La conscience publique, l'humanité, les lois, la conscience et l'intérêt des savants condamnent l'expérimentation sur l'homme. Cependant, cette expérimentation est nécessaire.

C'est que la conscience du savant n'est pas la conscience publique. Le bien et le mal de la tentative pesés, toutes conséquences envisagées, la conscience du savant lui ordonne parfois d'agir. Elle n'est ni dupe ni hypocrite. A la gravité de l'acte, elle n'accepte nulle atténuation. Nécessité ne veut pas d'excuses.

Que conclure de cette longue discussion? Rien. Il est des problèmes qu'il convient que l'on se pose, qu'on doit retourner sur toutes les faces et auxquels on ne saurait trouver, donner des conclusions satisfaisantes, encore moins de conclusions qui plaisent. Je n'ai voulu, en exposant celui-ci, qu'en examiner les facteurs. Je termine en rappelant les plus importants :

L'expérimentation sur l'homme n'est pas licite. La conscience publique, la conscience des médecins la condamnent. L'expérimentation humaine peut seule permettre d'étudier les maladies spéciales à notre espèce, les remèdes à y apporter, les méthodes aptes à les prévenir. Y renoncer, c'est consentir à ce que nous ne sachions jamais nous défendre, défendre les nôtres contre les pires de nos ennemis, contre les causes les plus certaines de la souffrance et de la mort.

L'expérimentation sur l'homme s'est toujours faite; elle se fait; elle se fera, quelques mesures qu'on prenne contre elle.

L'opinion publique, la morale la tolèrent quand il s'agit d'essais de médicaments, de méthodes opératoires nouvelles. Elle ne comprendrait pas que ceux auxquels elle donne mandat de la défendre contre les maladies cessent de s'instruire et s'abstiennent de toute investigation sur certains points.

La conscience éclairée du savant lui montre un risque dans tout essai. Elle se refuse à connaître des limites entre les interventions soi-disant tolérées et les interventions proscrites. Elle s'y refuse parce que ces limites n'existent pas. Elle ne connaît qu'une raison d'intervenir, le bien général, et deux raisons d'abstention, l'inutilité et la cruauté de l'expérience. Elle place, parmi les interventions nécessaires, celles qui ont pour but la reproduction de la maladie sur un sujet sain, parce que, sans cette reproduction, aucune recherche ultérieure n'est possible dans la voie de découverte des méthodes de prévention ou de traitement.

Le conscience du savant ne s'illusionne pas sur l'emploi, qu'admettrait l'opinion, des condamnés à mort, des aliénés, même des sujets volontaires. Elle voit, dans certains de ces procédés, des erreurs, dans d'autres des commodités, souvent lâches, dans aucune des atténuations. Elle décide, pour chaque cas, d'après les données de la connaissance. Elle sait la responsabilité qui lui en incombe; elle la pèse chaque fois et, quand elle agit, elle accepte les conséquences de sa décision.

Le société humaine délègue à certains de ses membres un mandat. Les médecins reçoivent mission de veiller à la santé des hommes. Ils exercent cette mission dans la plénitude de leur savoir et de leur conscience. La sagesse est de s'en remettre à eux.

CHARLES NICOLLE,
de l'Académie des Sciences.
Professeur au Collège de France.

CRÉBILLON A-T-IL MENTI?

Il est assez plaisant de venir donner aujourd'hui une suite à une étude qui parut ici même il y a trente-cinq ans. Oh! une suite bien mince, bien courte et qui ne semblera peut-être pas tout à fait digne de ce qui l'a précédée à distance. Certains problèmes font peu de progrès en un long temps. Il est curieux de le constater. Ils sont en dehors du courant des préoccupations générales et se voient à cause de cela négligés. En trente-cinq ans l'affaire que voici n'a pas fait un pas, et nous n'allons point apporter ici de solution aux problèmes qu'elle présente. Tout au plus préciserons-nous quelques questions qu'elle propose et qui n'ont pas encore été examinées.

Cette affaire qui nous occupe, concerne Crébillon. Le fils, naturellement. C'est le seul qui mérite qu'on se soucie de lui. C'est lui, et non son père qu'il faut nommer Crébillon tout court. C'est lui qui devrait être l'éponyme d'une gentille rue du quartier latin, et non pas le tragique oublié à qui s'adresse cet hommage municipal.

Lorsqu'en 1742 ce fils publia l'un de ses plus célèbres romans, *le Sopha*, la chose n'alla pas sans lui causer des ennuis assez cuisants[1]. Ce n'étaient pas les premiers que lui valaient ses ouvrages. Huit ans auparavant il avait été, pour la publication de *l'Écumoire*, enfermé pendant une dizaine de jours au château de Vincennes. On ne jouissait pas alors d'une

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 août 1898. Paul Bonnefon, *L'Exil de Crébillon fils.*

parfaite liberté d'exprimer sa pensée et lorsque l'on se permettait de critiquer les décisions gouvernementales, on risquait de se voir châtié avec quelque rigueur. Malgré son air de conte de fées à l'usage des grandes personnes, malgré l'incommodité burlesque qu'une écumoire pouvait causer à un jeune Prince Charmant, malgré les transformations de fées en taupes ou en autres animaux, nul ne se méprit sur le sens du badinage. L'auteur prenait nettement parti dans l'affaire de la bulle Unigenitus. Nous ne ferons pas ici le moindre historique de cette question. Nous rappellerons seulement qu'elle sépara pendant un demi-siècle la société française en deux partis passionnément animés l'un contre l'autre. Ce fut une division sociale comme nous nous souvenons d'en avoir eu d'autres sous les yeux qui, sans se prolonger aussi longuement, ne manquèrent cependant ni de poison, ni de violence. Dans l'affaire Unigenitus ce n'était pas, comme bien on pense, le gouvernement qui se montrait libéral, et nous avons la grande satisfaction de voir que Crébillon se rangeait dans l'opposition, qui professait, comme cela arrive parfois, les idées les meilleures et les plus sympathiques. Il était pour les jansénistes. Qui le croirait, quand on songe à la renommée de ses écrits? Il manifesta ses idées d'une façon dissimulée assurément, mais indiscutable. Il lui arriva même de les exprimer avec un accent qui surprend chez un homme de sa sorte, je veux dire qui a laissé la réputation d'un homme léger : « Qui ne rougit point de sa servitude ne mérite pas de savoir qu'il y a eu des hommes libres. » Eh! quoi est-ce là parler en homme léger? Se peut-il qu'une telle sentence soit renfermée dans *l'Écumoire*, un roman licencieux? Elle y est cependant. Elle y figure dans une page superbement éloquente que constitue le discours d'un personnage burlesque. Mais, pour burlesque que soit le personnage, son oraison est gonflée d'un souffle véhément et d'une rare puissance de persuasion. « Ah! rappelez votre courage », peut-on lire encore dans cet endroit : « Brisez les fers qu'on vous impose, ils disparaîtront quand vous ne les baiserez plus. On ne jette dans l'abaissement que ceux qu'on croit capables d'y rester. » Et le discours éloquent s'achève par une péroraison qui peut surprendre en 1734 : « De quoi ne sont pas capables des

hommes qui combattent pour leurs Dieux et pour leurs libertés[1]. »

Assurément ces pensées incendiaires étaient enveloppées de mille voiles. Elles étaient cependant écrites et Crébillon, pour les répandre, ne faisait en somme qu'user des moyens dont s'était, deux siècles plus tôt, servi Rabelais. Mais la défense des idées officielles n'était plus aussi sévèrement établie dans le XVIIIe siècle qu'elle l'avait été au XVIe. Rabelais risquait certes le bûcher. Crébillon ne s'exposait qu'à la prison. Encore le régime ne conservait-il plus une bien grande vigueur répressive. Il incarcérait assurément, mais l'intrigue ou l'influence venait à bout des mesures que l'on avait prises et au bout d'une semaine la clémence défaisait ce qu'avait fait la sévérité. Puisqu'il en était ainsi, pourquoi n'aurait-on pas récidivé?

***

Le fait que Crébillon ait encouru une seconde peine analogue à celle qu'avait provoquée *l'Écumoire* prouve bien qu'il avait récidivé. Mais quelle faute avait-il commise en publiant *le Sopha*? Voilà qui n'est pas parfaitement clair. Comme le délit que constituait *l'Écumoire* était politique, on peut supposer que *le Sopha* contenait lui aussi quelque chose de séditieux. Cependant l'allusion n'y apparaît pas à nos yeux avec une même évidence. On donna comme prétexte aux poursuites exercées contre ce livre qu'il avait été imprimé contrairement aux défenses faites. Cela ne satisfait point notre curiosité et nous nous demandons aussitôt ce qui pouvait justifier ces défenses.

A vrai dire il suffit de lire *le Sopha* pour deviner ce qu'on pouvait lui reprocher. On sent que c'est un livre plein d'allusions, qui pour les contemporains devaient être aisément transparentes, et l'on ne peut se défendre de remarquer que les figures de certains personnages sont si nettement individualisées qu'il n'est pas vraisemblable qu'elles aient été dessinées autrement que d'après nature. Bref en lisant ce roman on flaire le livre à clé. Il a donc suffi que quelqu'un des modèles

1. *L'Écumoire*. Édit. Le Divan, p. 124, 127 et suiv.

ait eu un crédit qui lui permît de faire agir le pouvoir pour que puissent s'expliquer les mesures prises contre l'impertinent auteur. Voilà la conclusion où l'on arrive *a priori*, mais en ces matières on n'a pas droit de prouver quoi que ce soit *a priori*.

Il ne serait que d'avoir quelque élément de preuve qui amenât la réalité à la rencontre de l'hypothèse. Or on ne voit guère que personne se soit jamais soucié avec assiduité de rechercher ni ce qui pouvait constituer les sources du *Sopha* non plus qu'à en déchiffrer la clé. Pour certains ouvrages, les solutions viennent d'elles-mêmes au-devant du chercheur, soit qu'une tradition orale révèle aux générations successives les dessous de telle ou telle affaire, ou bien qu'un exemplaire annoté par les soins de quelque personne informée les conserve pour l'édification des historiens et des curieux. Personne ne vient nous proposer celles des œuvres de Crébillon, *l'Écumoire* excepté. A peine semble-t-on se douter qu'elles posent des problèmes.

Les personnes informées ne durent cependant pas manquer. Nous en avons rencontré une. Cela semblerait peu si elle n'était précisément de qualité : ce n'est rien moins que Frédéric II, le roi de Prusse.

A partir de 1758 vécut auprès de ce prince un personnage nommé Henri Alexandre de Catt; il était né en 1725 à Morges, petite ville située sur le lac de Genève, près de Lausanne, à cause de quoi Voltaire, quand il en parlait dans ses lettres au roi le nommait : votre digne Suisse.

Comment Frédéric avait-il mis la main sur ce personnage? Par hasard, s'il faut en croire Catt, lui-même, *par un de ces hasards singuliers qui enchaînent les affaires du monde.* En 1755 celui-ci se rendait à Utrecht. Frédéric s'y rendait aussi, incognito. Ils voyagèrent sur le même bateau, lièrent connaissance, parlèrent de mille choses, de telle sorte que Catt crut avoir affaire avec un musicien du roi de Pologne. Cependant six semaines plus tard il reçut de Potsdam une invitation de Frédéric où il se rendit.

Le roi qui souhaitait avoir (ou qui du moins savaient se faire passer pour telles) auprès de lui, des âmes honnêtes, se l'attacha

et le conserva pendant l'espace de vingt-quatre ans. Quelles fonctions Catt remplissait-il auprès du roi de Prusse? On le devine assez par ces vers d'une épître que lui adressa Frédéric :

De mes productions laborieux copiste
Qui de tous mes écrits sous ta clé tiens la liste.

Qu'on ne croie pas que la clé désigne un chambellan. Catt, faute d'être noble, n'obtint jamais ce titre qu'avait porté Voltaire, mais dont l'insigne, la clé d'or, lui avait été injurieusement repris à Francfort, lors des affreux incidents de 1753 qui mirent fin aux bons rapports sinon à tous les rapports entretenus par le prince et le philosophe. Catt dut être surtout le secrétaire de Frédéric.

Ce fut aussi le greffier de ses entretiens. Admis à la faveur d'entendre le souverain causer librement, il consigna ses propos comme l'abbé Ledieu, Las Cases, Eckermann, Brousson, firent auprès de leurs maîtres respectifs. Et c'est ainsi qu'il nous a conservé quelques paroles relatives à Crébillon qui tombèrent de la bouche royale.

Le 26 juin 1759 on lit ceci dans ce journal : *Il mihi commentavit Le Sopha. Mazulhim est Richelieu et Nasses, qui persifle, est le duc de Nivernais*[1]. Le Sabir étrange dans lequel est rédigée cette note ne doit point surprendre. En 1759 on était en pleine guerre. Dans le désordre des camps, parmi l'émotion des événements, Catt qui suivait le roi pouvait toujours craindre d'égarer ses bagages comme ses papiers et il prenait soin de rendre son journal quotidien inintelligible aux yeux de qui d'aventure pourrait le trouver. Il usait ainsi du procédé même dont Stendhal devait se servir un siècle plus tard, quand il prétendait mettre ce qu'il écrivait à l'abri des curiosités de la police autrichienne. Mais là n'est point la question. Ce qui nous intéresse, c'est de tenir d'un homme informé des choses françaises comme l'était Frédéric une indication aussi précise que celle qu'il nous fournit; et lorsque, instruit de la sorte, on relit *le Sopha*, lorsqu'on imagine que le duc de Richelieu est représenté sous les traits d'un

1. *Unterhaltungen mit Friedrich dem Groszen. Memoiren und Tagebücher von Heinrich de Catt*, Leipzig, 1884, p. 386.

de ses héros, on lui trouve un air de pamphlet ou de satire de la plus grande violence.

Dans la suite d'anecdotes dont le livre se compose[1], celle dont Mazulhim-Richelieu se voit le héros est la plus développée, comme si l'auteur voulait indiquer par là déjà, quelle importance il attachait à sa victime. Le portrait de ce personnage est empreint d'une extrême malignité, tant au moral qu'au physique. L'auteur le montre habituellement exposé à ces cruelles défaillances que Stendhal, dans son livre sur l'amour, a étudiées au chapitre des fiascos, et c'est peindre là sous un jour inattendu ce galant séducteur que l'on continue cependant à considérer comme un conquérant irrésistible. C'est que, le malicieux conteur nous le dit lui-même, *sa réputation était étonnante. On le croyait... Que ne le croyait-on pas? Et pourtant qu'était-il? Que ne devait-il pas à la discrétion des femmes, lui qui, ayant pour elles de si mauvais procédés, les ménageait cependant si peu*[2]?

D'ailleurs quand la chose aurait été vraie, aurait-elle eu de quoi surprendre? Certes non. Étant donné la précocité, chez le duc, de la vie amoureuse, et ses abus, l'on ne peut s'étonner qu'il ait eu des heures d'épuisement dès avant la quarantaine. Mais pour naturelle que fût la chose, il n'aimait guère, ce qui se comprend, qu'on y fît allusion. Il ne le souffrit pas plus patiemment quand il fut plus âgé. C'est ainsi qu'en 1751, lorsqu'il eut atteint cinquante-cinq ans, il supporta sans patience qu'un autre romancier libertin, Guiard de Servigné lui attribuât, dans un petit ouvrage assez hardi, intitulé *les Sonnettes*, des faiblesses analogues à celles que *le Sopha* supposait à son personnage. Le duc demanda qu'on embastillât l'impertinent.

Si le caractère attribué au duc par l'auteur du *Sopha* est des moins flatteurs, l'aventure où on lui fait jouer son rôle n'est pas

1. Rappelons ici la donnée de *Sopha*. Amanzeï, pour être puni de ses dérèglements fut métamorphosé par Brama en sopha, et condamné à le demeurer jusqu'au jour où *deux personnes se donneraient mutuellement et sur lui leurs prémices*. Mais afin de parvenir plus promptement à cette fin difficile, l'âme d'Amanzeï est autorisée à se transporter de sopha en sopha. Le conte de Crébillon est constitué par le récit d'un certain nombre d'aventures dont Amanzeï a le spectacle avant de mériter sa libération.

2. *Le Sopha*, p. 156 (édition du Divan).

faite non plus pour contenter l'esprit. La voici résumée en quelques lignes. Mazulhim a donné rendez-vous dans une petite maison à Zulica, sa maîtresse de la veille (la façon dont elle est devenue sa maîtresse constitue le premier acte de l'épisode). A l'heure fixée, Zulica ne trouve personne dans les lieux où elle se croit attendue, ce qui la blesse déjà. Bientôt arrive au lieu de Mazulhim, un inconnu qui se présente sous le nom de Nassès et qui lui apporte les excuses de celui qu'elle attendait. A l'irritation qu'elle ressent contre Mazulhim s'en ajoute une au moins égale contre Nassès qui se trouve mêlé malgré elle à ses secrets. Mais les conditions dont au XVIIIe siècle on prenait son plaisir dans les petites maisons (endroit écarté et solitaire, carrosses et domestiques renvoyés) la mettent dans l'obligation de passer la journée avec Nassès. Il n'en faut pas tant au galant pour la séduire et lorsqu'il y a réussi, lorsqu'elle vient de lui accorder ses dernières faveurs, Mazulhim survient, et la facilité de la jeune femme, dont personne d'ailleurs ne doutait, se trouve outrageusement prouvée.

Cet épisode où Crébillon se montre une fois encore le précurseur de Laclos et des *Liaisons dangereuses* est fort divertissant ou du moins il semble tel lorsque l'on croit qu'il est le fruit d'une imagination spirituelle et un peu perverse qui combine à loisir des situations aventurées. Mais il paraît beaucoup moins plaisant, il paraît même affreux si l'on considère qu'il relate peut-être une aventure réelle. On ne se sent aucune indulgence envers deux personnages capables d'ourdir une pareille trame pour confondre une femme, même préalablement déshonorée. C'est, cependant, précisément de la sorte que le duc de Richelieu et le duc de Durfort se conduisirent à l'égard de madame de la Martellière en 1735, c'est-à-dire deux ans avant la composition du *Sopha*.

Si, dans le roman, le duc de Nivernais se voit substitué au duc de Durfort, c'est apparemment que Crébillon ne se proposa point de raconter l'histoire de madame de la Martellière telle qu'elle fut. Mais lorsque le livre fut imprimé en 1742, l'anecdote où ils purent se reconnaître déplut peut-être à ces puissants seigneurs. Le duc de Richelieu qui, dix ans plus tard, devait demander la Bastille pour Guiard de Servigné,

le frivole auteur des *Sonnettes*, était bien capable de se faire la main en demandant une punition pour Crébillon; et pour ce qui est du duc de Nivernois, c'était comme par hasard le beau-frère de Maurepas, le ministre d'État qui, le 22 mars 1742, contresigna l'ordre qui exilait à trente lieues de Paris l'auteur du *Sopha*.

A vrai dire un pareil traitement avait de quoi surprendre et l'on s'étonnait que ce conte eût été traité avec une telle rigueur. Il y en eut tant d'autres à cette époque qui, aussi libres que lui, parurent sans que leur auteur fût le moindrement inquiété. Mais dès que l'on voit la qualité des personnes qu'a blasonnées Crébillon, dès qu'on mesure leur influence et qu'on distingue les moyens dont elles disposaient pour leur rancune, tout devient clair et l'on aperçoit nettement comment la publication irrégulière d'un si plaisant ouvrage put valoir à son auteur des désagréments aussi vifs.

***

Mais il est temps d'entrer dans le détail de ces désagréments que la publication du *Sopha* causa à Crébillon.

Des précieux documents que M. Paul Bonnefon fut le premier à mettre ici même en lumière, le 15 août 1898, il appert non seulement que *le Sopha* n'avait point été autorisé à paraître mais au contraire que défense avait été faite à Crébillon de l'imprimer. L'édition originale qui est fantaisistement datée de l'an 1120 de l'Hégire, ne se voit en effet munie que du non moins fantaisiste privilège du Très Clément et Très Auguste Sultan des Indes, à Gaznah.

Le permis d'imprimer s'accordait cependant d'autant plus facilement à cette époque que, lorsqu'on le refusait publiquement, on le donnait tacitement. On savait bien en effet que la défense de publier n'empêchait pas toujours la publication et qu'elle avait pour principale conséquence de favoriser les fraudeurs ou les imprimeurs étrangers aux dépens des libraires honnêtes et consciencieux. C'est pourquoi l'on se montrait si large.

On l'était plus encore et lorsqu'un ouvrage n'avait obtenu

ni la permission publique, ni la permission tacite de paraître, il n'avait qu'à feindre d'être imprimé à l'étranger, à Londres ou à La Haye. On le présentait comme tel au garde des sceaux et l'on obtenait de lui l'autorisation de le débiter. On voit donc qu'en somme la liberté d'imprimer toutes choses existait à peu près au milieu du XVIIIe siècle et on se demande à quoi servait la censure qui survivait. Était-ce à donner à quelques littérateurs besogneux, comme l'avait été Crébillon père, comme devait l'être plus tard notre Crébillon, quelque sinécure qui les aidât à vivre? Était-ce plutôt pour se réserver la possibilité d'intervenir dans un cas semblable à celui qui nous occupe aujourd'hui? Ou bien, comme tant de choses, survivait-elle tout simplement par habitude et parce qu'on négligeait de l'abolir ou de la réformer? Toujours est-il que l'on constate quel jeu, quel flottement il y avait dans les rouages de cet organisme.

L'interdiction dont fut frappé *le Sopha* semble bien singulière. Une requête fut cependant adressée au cardinal de Fleury sur l'initiative du chevalier d'Aguesseau ou de ses services. On y soutient qu'une préalable défense d'imprimer avait été faite à l'auteur qui protesta dans la suite contre cette affirmation.

Voici le texte de la requête :

22 mars 1742.

On est instruit que Crébillon fils, nonobstant les défenses qui lui avaient été faites de faire imprimer un livre intitulé *le Sopha*, l'a fait imprimer et de plus l'a distribué dans une grande quantité de maisons à Paris et dans les provinces.

Outre que ce livre est par lui-même très contraire aux bonnes mœurs, l'auteur est dans une contradiction manifeste aux arrêts, ordonnances du Roi et règlements de la librairie, n'ayant eu ni privilège, ni permission pour l'impression de cet ouvrage.

En sorte que Son Éminence est suppliée d'approuver qu'il soit expédié un ordre du Roi qui exile Crébillon à trente lieues de Paris, M. le Chancelier désirant cet exemple pour contenir la licence des auteurs.

L'effet de cette requête fut immédiat et nous avons vu que le même jour, c'est-à-dire le 22 mars 1742, fut expédié un ordre d'exil, et que cet ordre était contresigné Maurepas.

Crébillon s'y conforma immédiatement. Il commença par garder les arrêts chez lui, comme un sous-lieutenant puni, puis il partit pour une destination si inconnue que l'on n'est pas encore parvenu à l'identifier. Ce n'est que lorsqu'il fut parvenu dans cette retraite indéterminée que, pareil à un soldat discipliné qui ne se permet de réclamer qu'après avoir obéi, il écrivit au lieutenant de police, qui se nommait alors Feydeau de Marville, pour se défendre et plaider sa cause.

Ses arguments ne manquaient point de singularité. Il ne se contentait point de se plaindre de la sévérité du traitement qui lui était imposé, il ajoutait que la publication du livre qui provoquait sa punition avait eu lieu sans qu'il l'eût autorisée lui-même.

C'est là que nous sommes amenés à nous demander s'il a dit vrai et la chose nous semble si étrange que nous inclinons facilement à penser qu'il a pu mentir sur ce point.

Cependant, si nous y réfléchissons davantage, nous remarquons qu'à une époque où la propriété littéraire n'existait point, quiconque pouvait imprimer un texte de n'importe qui, s'il s'en était auparavant procuré un manuscrit. Il n'est point de bibliothécaire ni de bibliophile qui ne se rende compte du nombre des contrefaçons de librairie dont furent l'objet toutes les œuvres de mérite, et l'on ferait un catalogue spécial des seules contrefaçons qui sont désignées comme ayant été imprimées la même année que l'originale.

Il semble plus étrange que la contrefaçon, et je désigne ainsi toute édition que l'auteur n'a pas approuvée, soit en fait la véritable originale. La chose n'est pas sans exemple. Elle en a même de célèbres, puisque l'on prétend que c'est dans ces conditions que parut pour la première fois *le Télémaque* de Fénelon. Pourquoi donc douter de la parole de Crébillon quand il assure que *le Sopha* eut un sort analogue?

« Vous n'ignorez pas, monsieur, écrit-il à M. de Marville, « que l'ouvrage qui me fait actuellement voyager a été com- « posé il y a près de cinq ans pour une des premières têtes

« de l'Europe[1], que n'étant point fait pour lui demander « compte de l'usage qu'il lui plaisait de faire de mes écrits, « je n'ai pu empêcher qu'il ne soit répandu beaucoup de « copies du *Sopha*; et qu'enfin il est de toute impossibilité, « lorsqu'un ouvrage est sorti de nos mains, qu'il ne paraisse « malgré nous-même. »

Ainsi donc, selon Crébillon, voici comment les choses purent se passer. Cinq ans environ avant les événements qui vont déterminer son exil, c'est-à-dire vers 1737, il a remis et peut-être vendu un manuscrit de son ouvrage à quelque très puissant personnage qui, à la façon dont il en parle, ne doit pas être français. La différence de situation qui existe entre l'auteur et son lecteur l'empêche d'imposer à celui-ci la discrétion et peut-être même de montrer qu'il la désire. Le détenteur du manuscrit le communique à ses familiers. Des copies en sont levées. L'une d'elles parvient aux mains d'un libraire peu scrupuleux, par les soins et pour le grand profit duquel l'ouvrage est répandu dans le public.

Pour prouver que Crébillon a bien exprimé la vérité des faits en écrivant les lignes qui peuvent s'interpréter comme nous venons de faire, il ne serait que d'identifier le personnage à qui *le Sopha* put bien être communiqué vers 1737. Une des premières tête de l'Europe... l'avouerai-je, cette périphrase employée par un écrivain du XVIIIe siècle me fait immédiatement songer à Frédéric, et c'est en cherchant de ce côté que je rencontre les entretiens de Catt qui m'ont déjà fourni l'une des clés du roman. J'y trouve autre chose encore, et sinon la justification que je poursuis, du moins une indication bien troublante. Sans doute, à plusieurs reprises cette semaine-là, le souvenir de Crébillon passa-t-il par la tête du roi de Prusse puisque quatre jours avant d'avoir tenu les propos que j'ai rapportés; il en parla une première fois. C'était le 22 juin 1759. Voici ce que Catt écrit pour consigner les propos du roi : *Legi etiam hier* le Sopha. *Comme judicatur*

1. Ce texte publié pour la première fois en 1867 par le comte de La Ferrière a suffi à Auguste Vitu en 1885, dans la notice qui précède son édition du théâtre complet de Crébillon, puis à M. Dutrait en 1895 dans son étude sur la vie et sur le théâtre de Crébillon, pour affirmer que Crébillon fils avait écrit *le Sopha* sur commande expresse du roi de Prusse.

de libris! Il y a vingt-quatre ans que legi; mihi apparuit joli. Sed nunc est très plat; c'est étonnant comme l'on varie. Racine me fait plus de plaisir; j'y trouve toujours de nouvelles beautés. Ce n'est pas le siècle des arts et des talens : le siècle diminue[1].

Qui de 1759 retire vingt-quatre, trouve 1735. Assurément pour corroborer justement le plaidoyer de Crébillon il faudrait que le souvenir si précis de Frédéric vînt rejoindre l'année 1737. Il s'en faut de deux ans. Mais quel que soit celui des deux personnages qui nous fournisse une date fausse, il résulte du texte de Catt, que le roi de Prusse avait eu connaissance du *Sopha*, antérieurement à 1742, date de sa publication.

Crébillon ayant dit vrai sur un point, pourquoi irait-on supposer que tout ce qu'il a avancé pour sa défense n'aurait point la même véridicité? Si le fait qu'il allègue en disant que son roman fut composé pour une des premières têtes de l'Europe est prouvé, peut-être en pourrait-on conclure qu'en effet aussi, il fut publié sans son consentement et que par conséquent cette peine qu'il encourut fut imméritée.

Ce n'est pas sans une vive satisfaction que nous parvenons à cette conclusion. La nature du sentiment que nous ont dès longtemps inspiré Crébillon et son œuvre nous crée un plaisir réel lorsque nous constatons d'une part que l'homme est honnête et ne ment point pour sa défense, d'autre part que ses livres, que le succès favorisa, eurent une certaine importance qui dépasse leur agrément. On ne la saurait contester, puisque le pouvoir s'en inquiéta.

Nous ne nous dissimulons pas que dans notre démonstration les hypothèses tiennent une place un peu considérable et que l'on souhaiterait vivement de voir apparaître du côté Frédéric quelque document qui permît de restreindre la place des suppositions.

Une affaire comme celle qui consiste à recevoir d'un prince étranger commande d'un roman tel que *le Sopha* ne doit point se conclure sans laisser de traces. Or ces traces manquent. La livraison ne doit point s'effectuer sans que quelqu'un s'en

1. *Loc. cit.*, p. 385.

souvienne. Or on ne voit personne qui le dise. Frédéric eut-il des rapports directs avec Crébillon? On ne le sait.

Malheureusement, pour toute la période qui embrasse la vie de Frédéric autour des années 1732, il y eut un document essentiel qui a disparu. C'est la correspondance qu'il entretint avec le comte de Kayserling, son ami, et plus qu'ami. Ce beau jeune homme tient une place considérable dans la vie de Frédéric encore Kronprinz, précisément à l'époque qui précéda son mariage, c'est-à-dire dans le temps même où se serait située la composition du *Sopha*. Les contemporains qui ont connu ces lettres de Frédéric assurent que même les plus négligées d'entre elles pouvaient servir de modèle dans le style tendre et que le prince y parlait à son Césarion dans les termes les plus touchants du monde. Peut-être, dans cette vaste collection de lettres détruites, était-il question de Crébillon fils qui ne se trouve nommé dans aucune autre partie de la correspondance du Roi et qu'on ne voit cité que dans les deux endroits des entretiens de Catt que nous avons signalés.

Cependant si l'on examine avec quelque attention l'existence de Frédéric à cette époque, on voit qu'elle ouvre elle aussi le champ à d'autres suppositions qui ne sont pas incompatibles avec notre thèse. Que ce soit en 1735 ou en 1737 que Frédéric ait reçu *le Sopha*, on se trouve également dans la période où le snobisme de ce prince à l'endroit des choses françaises se trouvait à la fois dans sa force et dans sa nouveauté. C'est le temps même où il cherchait à entrer en contact avec nos écrivains et l'on sait que c'est l'année 1736 qui voit commencer les rapports qu'il entretiendra avec Voltaire. On sait encore qu'avant d'attirer Voltaire, il tenta d'attirer Gresset. S'il essaya de charmer Crébillon fils, on ne s'étonne point qu'il n'en ait rien dit à Voltaire.

Ces tendances de l'esprit du jeune prince étaient encouragées par ce qui l'approchait et spécialement par le personnel diplomatique qui ne manquait pas de lui manifester ces égards particuliers dont les héritiers sont invariablement l'objet. L'ambassadeur de France, instruit de ses goûts, lui procurait des manuscrits. Rien ne dit qu'il les lui procurait toujours gracieusement. Les historiens les plus récents[1] du roi de

1. Werner Hegemann, *Fredericus*, Hellerau, 1926.

Prusse ont remarqué qu'à cette époque de son existence Frédéric disposa de sommes considérables qu'il avait l'art d'obtenir de gouvernements étrangers (de France ou d'Angleterre) désireux précisément de se concilier les dispositions favorables du futur roi de Prusse.

L'usage qui fut fait de tels capitaux n'est pas justifié, mais demeure au contraire complètement ignoré de ces chercheurs. Comme ils supposent bien qu'une part en fut consacrée à des actes de mécénat, il n'est pas défendu de croire que si un auteur besogneux, comme le fut toujours Crébillon, composa un ouvrage de l'étendue du *Sopha* (qui dans une récente édition[1] compte plus de 350 pages) sans projet de publication immédiate, malgré le profit que sa réputation pouvait lui en assurer, ce ne fut point comme on écrit galamment un sonnet sur l'album d'une jolie femme, mais bien contre une rémunération décente (qui est tout ce que l'on peut attendre du roi de Prusse). Il conviendrait donc fort, à tous ceux qui tentent de jeter la lumière sur les points qui demeurent obscurs dans la vie de ce prince, que Crébillon ait dit vrai et que *le Sopha* pût figurer au passif du budget frédéricien.

Ils ne peuvent malheureusement point soutenir cette thèse par des arguments décisifs. Nul n'a encore prouvé de manière irréfutable l'existence de rapports entre Frédéric et Crébillon. Mais un certain nombre de commentateurs estiment du moins que l'esprit de Crébillon exerça sur Frédéric une influence incontestable. On reconnaissait chez ce prince la façon de sentir que l'écrivain avait mise à la mode et l'on en trouve des preuves dans ses écrits familiers, sinon dans ses actions. On connaît cette page particulièrement célèbre où Crébillon a fait le tableau, résumé la théorie, de l'amour tel que son temps le concevait : *On se plaît, on se prend... etc...* Bien avant de lui donner sa forme définitive, il avait écrit des morceaux qui peuvent en paraître des croquis préparatoires. Dans *les Égarements du cœur et de l'esprit*, par exemple (ce qu'alors les deux sexes nommaient amour[2]...) et même longtemps auparavant dans les *Lettres de la marquise de M... au comte de R...* (Je me piquais autrefois d'une constance qui ne pouvait man-

1. *Le Divan*, 1929.
2. *Les Égarements du cœur et de l'esprit*, Edition le Divan, p. 14.

quer de nous ennuyer l'un et l'autre[1]...). Or ces lettres de la marquise au comte parurent en 1732, l'année du mariage de Frédéric, de ce mariage auquel il se prépara sans enthousiasme et dont la perspective lui faisait écrire des phrases assez crébillonesques — à la délicatesse près : « J'aime le sexe mais je « l'aime d'un amour bien volage. Je n'en veux qu'à la jouis- « sance et après je le méprise. Ainsi jugez si je suis du bois « dont on fait les bons maris! J'enrage de le devenir, mais je « fais de nécessité vertu. Je tiendrai ma parole, je me marierai, « mais après, voilà qui est fait, et bonjour Madame et bon « chemin. » C'est un échantillon de ses lettres familières; en voici un autre encore : « Je me marierai en galant homme, c'est- « à-dire en laissant agir Madame comme bon lui semble et « faisant de mon côté ce qui me plaît. Et vive la liberté! »

C'était l'air du temps. Il était respiré par ce monde que le baron de Besenval a dépeint dans ses *Mémoires*, en une page qui semble être du sur-Crébillon : « Les hommes n'étaient « occupés qu'à augmenter authentiquement la liste de leurs « maîtresses et les femmes à s'enlever leurs amants avec « publicité... Les maris réduits à souffrir ce qu'ils n'auraient « pu empêcher sans se couvrir du plus grand des ridicules, « avaient pris le parti sage de ne point vivre avec leurs femmes. »

Tout cela prêtait à sourire. Il fallut arriver au romantisme pour remarquer que cet état de choses pouvait tourner au drame. Ni Crébillon, ni ses confrères, ni Frédéric n'auraient envisagé de donner à une anecdote telle que celles qu'ils exposaient une suite semblable à celle par laquelle Vigny termina *Quitte pour la peur*. Une page avait été tournée. On avait pénétré dans un autre univers, et l'on était sorti de ce monde où, faute de prouver que Frédéric et Crébillon se rencontrèrent en effet, je pense avoir montré qu'ils étaient fort bien faits pour s'entendre par-dessus la frontière et se comprendre.

PIERRE LIÈVRE

1. *Lettre de la marquise de M... au comte de R...*, Edition, le Divan, p. 108.

DANS LE JEU DES BALKANS[1]

(1914-1918)

L'arrivée des forces anglo-françaises apporte à Venizelos un appoint sérieux et il est décidé à marcher à une guerre contre la Bulgarie, si celle-ci attaque la Serbie. Mais le 4 octobre, Theotokis lui demande à la Chambre ce qu'il ferait si, en courant au secours des Serbes, il rencontrait les troupes allemandes.

Le Ministre répondit sans hésiter qu'en ce cas il repousserait les troupes allemandes. Le Roi le fit appeler le lendemain et lui dit que, n'approuvant pas sa politique, il acceptait sa démission.

Certains lui ont reproché de l'avoir donnée, de n'avoir pas considéré le Roi comme hors de la Constitution, de n'avoir pas assumé sous sa responsabilité la défense des libertés de son pays. Agir ainsi, c'eût été amener la guerre civile, diviser l'armée et, par suite, faire beau jeu aux Bulgares qui, entrés en Macédoine, auraient écrasé les frères ennemis en train de s'entretuer, pour reprendre ensuite leur œuvre contre les Serbes après avoir détruit leur adversaire du Sud. Plus tard, nous verrons Venizelos, poussé par l'enthousiasme patriotique de son peuple, venir se joindre à nous pour l'œuvre commune, mais c'est qu'alors il saura ne pas devoir provoquer de troubles ni de luttes intérieures; tout le pays ressaisi marchera avec son sauveur, il n'y aura pas de révolution, mais un simple retour au devoir, j'allais dire au bon sens.

Zaïmis succède à Venizelos. Il n'empêche pas le débarquement de nos troupes et, après la protestation platonique

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er avril.

convenue, adopte la formule de « Neutralité bienveillante ».

Le roi Constantin avait obéi aux instructions du Kaiser. Il n'attaquait pas la Bulgarie. Celle-ci à qui l'on n'avait pas permis d'entraver la mobilisation serbe entrait en jeu le 10 octobre alors que les Austro-Allemands avaient déjà commencé leur effort. Le 13, le prince Georges, frère du roi de Grèce, lui télégraphiait de Paris qu'après l'attaque des Bulgares contre les Serbes, considérant que le conflit avec la Bulgarie était inévitable, il allait se rendre de suite en Grèce. Et le Roi lui répondait :

« Guerre absolument improbable. Voyage pour cette cause serait inutile. — CONSTANTIN. »

La Serbie, malgré l'héroïque résistance de son armée, connaîtra les horreurs de l'invasion. Nous ne pourrons que recueillir les débris de ses troupes, et 1915 se terminera par ce nouveau succès des Empires Centraux. Si la Grèce avait été fidèle à son traité d'alliance, la Serbie eût été sauvée. Constantin et son État-major sont les auteurs du désastre serbe. Un jour viendra où Venizelos leur jettera à la figure : « Vous n'avez fait que de la politique allemande, vous n'avez fait que de la politique bulgare, vous avez trahi la patrie. »

En attendant, sa violente apostrophe faisait tomber le cabinet Zaïmis : « Vous êtes cause du désastre de la Serbie, vous resterez dans l'histoire l'homme qui a trahi la signature de la Grèce. » Skouloudis fut appelé au pouvoir.

Faisant siennes les déclarations réitérées de ses prédécesseurs au sujet de l'attitude amicale que le Gouvernement royal voulait observer vis-à-vis des troupes alliées, il assurait formellement nos gouvernements qu'il se maintiendrait vis-à-vis des Puissances de l'Entente dans la neutralité la plus bienveillante. Son factum contenait de si belles protestations d'amitié que Venizelos ne put s'empêcher de le qualifier ironiquement de « lettre d'amour ».

Mais il ne faut pas s'y tromper. De ce moment commence la vraie bataille entre l'Entente et l'État-major hellénique dont la haine sera surtout exacerbée contre la France. Skouloudis n'est qu'un pauvre comparse, un vieillard respectable et doux, faible et malheureux, qui va servir de bouc émissaire. Au fond, c'est le Kaiser qui tient les

ficelles. Une seule politique domine dans le pays, et contre la volonté du pays, c'est la politique allemande, jusqu'au jour où la mesure étant comble, le peuple se réveillera et prendra sa place là où la victoire l'attend.

Du point de vue de l'histoire, la situation ne manque pas d'être originale. Nous avons été appelés par la Grèce pour lui permettre de secourir la Serbie, alors que le Roi qui acceptait notre aide, était bien décidé à abandonner son alliée à son triste sort. Seuls, nous avons donc soutenu celle-ci, et, maintenant, nous restons en position pour pouvoir, le jour venu, prendre la revanche attendue; nous restons dans un pays qui veut demeurer neutre, mais qui doit nous supporter puisqu'il nous a appelés, qui est mobilisé mais qui ne veut pas se battre, dont les chefs nous font des protestations d'amitié et ne songent qu'à recevoir des directives de l'Allemagne, nous assurent d'une neutralité bienveillante, mais ne nous l'accordent qu'à regret et nous présentent en persécuteurs alors que nous sommes des libérateurs.

Notre présence est une menace pour les Empires Centraux et une gêne pour ceux qui nous ont laissé appeler. Aussi le Roi, qui dut souvent regretter d'avoir été obligé d'obéir aux suggestions de Venizelos, et son État-major n'ont-ils plus qu'un but : notre départ. Tout va être employé dans ce sens, menaces, persuasion, abandon même du pays à l'ennemi. Tout sera mis en œuvre, tour à tour, et ce sera l'éternelle gloire de notre Gouvernement de n'avoir pas cédé, de nous avoir maintenus à Salonique, envers et contre tous : ennemis et même parfois amis. — Tant que nous sommes là, tant que Salonique est à nous, l'Allemand ne peut ni tenir la Méditerranée, ni achever son rêve oriental, il n'a donc qu'une idée : nous en faire partir.

Les combats s'engagent vers le 14 novembre.

A ce moment la retraite sur Salonique n'est pas encore décidée, mais tout la fait prévoir.

Skouloudis déclare tranquillement aux Ministres de l'Entente :

— Si les Serbes battent en retraite sur notre territoire, nous serons obligés de les interner.

— Hein! et les troupes alliées?

— Nous serons obligés de les désarmer.

Les Ministres lui font observer que si les troupes alliées ont débarqué à Salonique, c'est sur la demande de Venizelos — donc qu'il est impossible de les désarmer.

— Il y a malentendu, — répond Skouloudis, — Venizelos n'a pas appelé vos troupes, puisque même il a protesté.

— Protestation de forme, vous le savez bien, — réplique le Ministre de Russie.

— Aussi, se hâte de reprendre Skouloudis, comme jamais nous ne prendrons les armes contre les troupes alliées, nous nous contenterons de protester solennellement.

— Très bien, c'est entendu.

— Quant aux Serbes, — ajoute le Président du Conseil grec, — ce n'est pas la même chose. Il y aurait intérêt à les désarmer; ce serait leur rendre service en les protégeant contre toute fâcheuse éventualité.

— Ce n'est qu'un sophisme, — dit en souriant le Ministre de l'Entente, — ne nous y arrêtons pas.

A ces prétentions qui nous sont transmises, on répond vertement. Le Gouvernement grec est avisé que les Puissances alliées n'entendent pas discuter là-dessus, qu'elles veulent absolument obtenir des assurances et des garanties officielles ne prêtant à aucune échappatoire ou réponse dilatoire en ce qui concerne la sécurité de nos troupes de terre et de mer et la liberté dans leurs opérations. Faute de quoi, on prendrait des mesures de force, les flottes alliées devant être concentrées à Milo, prêtes à intervenir.

L'accord se fit immédiatement. Il fut convenu que nos troupes s'installeraient en toute sécurité et prendraient possession des territoires dont elles avaient besoin.

Le Gouvernement grec se réservait de protester; mais, comme l'a dit M. Briand, nous nous réservions de ne pas répondre.

La première tentative a échoué; on va essayer une autre méthode, c'est de nous persuader que nous n'avons plus rien à espérer là-bas.

— Vous êtes arrivés trop tard, les 150 000 hommes que vous nous aviez annoncés ne sont pas tous arrivés, la Serbie est écrasée. A quoi bon vous obstiner?

Un peu d'intimidation encore :

— Je ne peux pourtant pas vous permettre, — dira le Roi, — de prendre mon territoire comme base d'opérations, pour vous y réfugier en cas d'échec, vous y refaire et sortir de nouveau. Si vous ne voulez pas me donner des garanties suffisantes, je ferai retirer mes troupes et je laisserai entrer les ennemis. Alors vous devrez traiter la Macédoine grecque comme vous reprochez aux Allemands d'avoir traité la Belgique.

Ce à quoi notre ministre, M. Guillemin, qui ne manque ni d'humour, ni d'énergie, répondra :

— Oh! Votre Majesté est assez bien avec l'empereur Guillaume pour qu'il épargne à la Grèce de sérieux désastres. Il renoncera certainement à pénétrer sur votre territoire et il engagera les Bulgares à s'en abstenir.

Le Roi comprend qu'il n'y a rien à faire de ce côté.

Alors il tâchera de convaincre les hommes politiques ou militaires qui viendront en Grèce. C'est surtout sur les Anglais que portera son effort, et en particulier il s'efforcera de convaincre Lord Kitchener car il sait que ce dernier n'est plus très partisan de l'expédition de Salonique. Il n'hésite pas à nous offrir très gentiment de protéger notre départ, si les ennemis veulent l'entraver.

Heureusement le Gouvernement français, que présidait M. Briand, tient bon et résiste à toutes les pressions. Notre départ aurait eu des conséquences d'une portée vraiment incalculable. C'était reconnaître le succès du coup de théâtre de Guillaume annoncé à grand fracas; l'influence allemande aurait été à jamais implantée dans les Balkans, la nôtre irrémédiablement perdue. Nous serions partis sous les huées et ricanements de la clique d'Athènes, laissant la Grèce devenir une base dangereuse de sous-marins allemands.

Au mois de décembre 1915, après une retraite qui força l'admiration de nos ennemis eux-mêmes, l'armée anglo-française se trouve établie dans la région de Salonique et prend les mesures qu'elle juge nécessaires à sa sécurité, non sans avoir eu parfois maille à partir avec les représentants de l'État-major hellénique. Au mois de janvier 1916, l'armée serbe se préparait à se reconstituer à Corfou.

Un certain mouvement interventionniste commençait à ce moment à se dessiner dans certains milieux, s'il faut en croire certaines lettres reçues à cette époque.

L'une me disait :

« Venizelos que j'ai vu longuement m'a dit son écœurement, sa renonciation momentanée à la lutte et son désir de reprendre cette lutte contre le dictateur dès qu'il jugera le moment opportun. Il est d'avis, et nous avons été en cela d'accord, de ne pas démobiliser l'armée grecque. Tous les officiers grecs que j'ai vus, ne demandent qu'à marcher contre la Bulgarie, ennemie héréditaire, et la troupe est dans le même état d'âme, mais ils ont tous confiance dans leur Roi, voient en lui le seul stratège pouvant les conduire à la victoire et ils acceptent avec résignation la situation qui leur a été faite.

» Le Roi n'a nulle envie de se battre contre son beau-frère. Il a peur des Allemands et ne tient pas à compromettre sa réputation. D'autre part, il n'est pas physiquement apte à prendre le commandement actuellement et ne veut pas laisser cueillir, le cas échéant, des lauriers par un autre généralissime.

» Le général Dousmanis que j'ai vu à Athènes et qui m'a reçu très aimablement est très perplexe. Il considère les Serbes comme liquidés, voit les Austro-Allemands marcher avec les Bulgares contre les troupes franco-anglaises trop peu nombreuses pour résister et arriver à Salonique malgré les promesses faites au roi Constantin de ne pas franchir les frontières grecques. »

« Ceci est vraisemblable. Si oui, que feront les Grecs? — Se rangeront-ils à mes côtés? — C'est possible mais encore très problématique. »

On saisit dans cette lettre écrite le 27 novembre par l'intendant Bonnier l'insinuation du chef d'État-major hellénique qui voudrait bien nous impressionner et nous voir partir. C'est à peu près l'époque où Lord Kitchener, retour de là-bas, songeait à retirer les troupes anglaises. On se rappelle qu'il n'avait pas caché cette intention à la conférence qui eut lieu en décembre. Mais, deux jours après, il revenait à Paris trouver M. Briand, et lui déclarait que convaincu par les

arguments que celui-ci avait éloquemment développés, il revenait sur cette idée et l'assurait qu'il maintiendrait ses troupes à Salonique. C'était un beau succès pour notre Premier et la situation se trouvait éclaircie.

Quelques jours après, une lettre du 4 janvier montrait que l'opinion tournait un peu plus en notre faveur :

« La situation va s'améliorant, m'écrivait-on, l'esprit de l'armée et de la population devient interventionniste. Beaucoup d'officiers qui me disaient, il y a quinze jours, qu'ils n'étaient pas intervenus à côté des Serbes, hypnotisés qu'ils étaient par la puissance militaire allemande et pour ne pas subir le sort de la Belgique, sont disposés à se battre aujourd'hui. Dans certains milieux populaires, on ne se gêne pas pour taxer de traîtrise l'attitude du Roi.

« La façon remarquable dont notre retraite a été exécutée, les pertes infligées par nous aux Bulgares, l'organisation défensive de Salonique, notre calme confiance, la décision qu'on prête au Roi de laisser les Bulgares entrer en Grèce, ont amené cette évolution, qui, à mon avis, se traduirait par des actes, si nous étions forts à Salonique. »

L'acte énergique du général Sarrail, qui n'a pas hésité le 30 décembre, après un vol d'avions ennemis sur Salonique, à faire embarquer les consuls ennemis, ne fut sans doute pas étranger à ce revirement d'idée. Toute une belle organisation d'espionnage découverte ensuite prouva combien cette décision avait été opportune.

Vers la fin du mois l'impression s'accentue. « Les Grecs se sentent dans une impasse, me dit un officier revenu de là-bas, Les antivenizelistes sont en minorité. La majorité est venizeliste, tout en restant royaliste, ce qui paraît inconciliable. (Non, car Constantin est toujours le victorieux, et, si on déplore ses erreurs actuelles, on n'oublie pas qu'on lui doit l'auréole de la victoire.) Le mouvement interventionniste gagne du terrain. On a l'impression que cette intervention se produira, mais quand les inquiétudes seront dissipées. Notre prestige gagne à l'inaction des Bulgaro-Allemands qu'on interprète comme un signe de faiblesse. Qu'ils aient un échec, la confiance viendra et le Roi devra sortir de la neutralité pour venir à nos côtés ou se démettre. »

« Malheureusement, ajoute-t-il, les Allemands s'infiltrent partout, jusque dans la police, et l'État-major grec collabore avec les attachés militaires de nos ennemis; c'est ce qu'il appelle la neutralité bienveillante. »

C'est que l'État-major ne désarme pas, il est et demeure germanophile; le sentiment que l'opinion publique se rapproche de nous ne fait que le rendre plus acharné. Il se livre à des manifestations de plus en plus hostiles. La ruée allemande sur Verdun se déclanche. La victoire allemande ne fait pas de doutes et, le 28 février, le gendre de Dousmanis parcourait les cafés d'Athènes pour annoncer la chute de la ville. « Enfin, ces insolents Français devront quitter Salonique. »

Mais Verdun a tenu. Notre résistance a excité l'admiration du monde entier. L'armée serbe se reconstitue, ses effectifs vont venir grossir ceux de l'armée de Salonique. Cette armée va devenir un danger de plus en plus grand. Puisque les menaces et la persuasion n'ont rien pu obtenir, en avant les grands moyens, il ne reste plus qu'à ouvrir les portes à l'ennemi. Périsse la patrie pourvu que l'Allemagne triomphe!

Une circulaire confidentielle de l'État-major hellénique, datée de février 1916 (qui fut citée plus tard à l'Assemblée d'Athènes) enjoignait aux divisions et corps d'armée grecs de laisser entrer les Bulgares sans leur opposer la moindre résistance. On garde cependant l'armée mobilisée, on laisse donc peser sur le pays cette lourde charge pour en accuser Venizelos, et, aux soldats, on répète que, si le pays souffre, c'est de la faute de cet homme néfaste.

Puis, on va plus loin. Le fort de Rupel est livré par les Grecs aux Bulgares dans le courant de mai. On a eu la preuve que, depuis le 30 mars, cette décision était prise. On pensait empêcher ainsi toute avance de l'armée franco-anglaise.

Cette fois, le pays s'émeut. Le Gouvernement se voit obligé de protester; il s'adresse à Berlin et à Sofia. Ferdinand répond : « Mais ne craignez rien, nous ne vous ferons pas de mal. » — Berlin garde un silence dédaigneux.

Cependant les Puissances se fâchent. Le Gouvernement grec avait pris l'engagement formel de défendre son territoire contre tout envahisseur; il a manqué de parole. Des représentations très fermes lui sont faites. Le 21 juin, une note des

Puissances nette et comminatoire lui rappelle ses promesses et le menace de sérieuses mesures répressives tant pour le fait lui-même que pour la violation des libertés constitutionnelles dont les Puissances garantes doivent assurer le respect.

On avait envisagé, à cette époque, le débarquement de nos troupes. Les lettres de nos amis nous affirmaient que les uniformes alliés eussent été salués par les vivats, que Le Pirée eût été pavoisé, le peuple nous considérant comme des libérateurs tant il souffrait dans son patriotisme et dans son existence même. On ne sut s'y résoudre. Des considérations multiples empêchèrent nos alliés de nous suivre dans cette voie. La note fut remise. Naturellement la Couronne céda. Skouloudis fut remplacé par Zaïmis.

Peut-être est-il regrettable que nous n'ayons pas été amenés à débarquer des troupes ce jour-là. Certaines journées tragiques eussent été évitées. La décision que nous avons dû prendre un an plus tard, adoptée à cette minute, eût arrêté bien des intrigues, épargné des souffrances au peuple grec, affirmé notre volonté et notre prestige, amené plus vite un dénouement heureux pour notre cause et pour nos armes.

Enfin, Constantin cédait sur toute la ligne. Mais l'État-major et la coterie germanophile continuèrent leur œuvre.

La note remise au Gouvernement grec réclamait l'application immédiate des mesures suivantes :

« 1° Démobilisation réelle et totale de l'armée grecque qui devra être mise, dans le plus bref délai, sur le pied de paix. — 2° Remplacement immédiat du ministère actuel par un Cabinet d'affaires sans nuance politique, et offrant toutes les garanties nécessaires pour l'application loyale de la neutralité bienveillante que la Grèce s'est engagée à observer à l'égard des Puissances alliées, ainsi que pour la sincérité d'une nouvelle consultation nationale. — 3° Dissolution immédiate de la Chambre des députés, suivie de nouvelles élections dès l'expiration des délais prévus par la Constitution, et après que la démobilisation générale aura replacé le corps électoral dans des conditions normales. — 4° Remplacement, d'accord avec les Puissances, de certains fonctionnaires de la police, dont l'attitude, inspirée par des directions étrangères, a facilité des attentats commis contre de paisibles

citoyens, ainsi que les insultes faites aux légations alliées et à leurs ressortissants. »

Berlin même avait conseillé au Roi de céder. Il conservait son trône et Guillaume gardait son influence que l'installation d'un autre régime eût détruite. Cette mise en demeure énergique n'avait pas été faite sans difficultés. Toutes les Puissances de l'Entente n'étaient pas d'accord. Si M. Briand, tout à fait convaincu de l'importance de notre action dans les Balkans, avait fait preuve de la plus grande énergie, il n'avait pas été sans rencontrer des résistances du côté anglais et du côté russe. Et pourtant, il était temps d'ouvrir les yeux car l'accord gréco-allemand était évident. Il fallait se décider. — « Ni propagande, ni diplomatie ne peuvent venir à bout du parti pris d'une coterie irréductible, disait un de nos compatriotes habitant Athènes. Cette coterie nie l'évidence, et, même aujourd'hui, persiste à affirmer que Verdun sera pris. Le Roi a récemment encore exprimé à notre ministre sa foi inébranlable en la victoire allemande. On ne doit se faire là-dessus aucune illusion en France. Le parti au pouvoir *ne veut pas* se rallier à nous. C'est pourtant bien clair et nous nous épuisons à le dire.

» Nous ne serions pas fâchés, en fin de compte, de savoir ce qu'on attend de la Grèce. A-t-on, oui ou non, besoin de son concours? Si non, qu'on la traite en quantité négligeable. Si oui, qu'on fasse le nécessaire pour réduire l'élément qui *se refuse et se refusera toujours obstinément* à toute conciliation effective. Tout au plus — et encore — nous paiera-t-on en paroles trompeuses. Je dis « et encore » parce qu'en réalité, les injures, les avanies, les grossièretés, sont plutôt monnaie courante à notre égard. Notre longanimité — pour s'en tenir à des termes diplomatiques — encourage l'insolence et ne rehausse guère notre prestige. Notez bien que le peuple en masse nous reste fidèle; mais il est jugulé par la minorité audacieuse qui a réussi à l'affoler par la peur des Allemands; il est apathique. »

On s'en était donc tenu à la remise de la note.

Le 29 juin, la démobilisation générale avait été décrétée, mais l'armée ne fut remise sur le pied de paix qu'à la fin de juillet. Des fonctionnaires furent révoqués ou déplacés, mais des journaux ententophiles furent poursuivis en justice.

Une nouvelle ligue militaire se forma, des associations de réservistes, remplaçant, pour ainsi dire, les corps démobilisés, formèrent un noyau de plus en plus hostile à l'Entente et où les manifestations brutales contre les Venizelistes se multiplièrent.

La Chambre ne fut pas dissoute, mais seulement ajournée, sous le prétexte qu'on ne pouvait encore fixer la date des élections.

Il fallait préparer celles-ci; Venizelos devant être écarté pour que ses adversaires aient toute liberté, la lutte contre lui et ses partisans devient plus acharnée que jamais. Non seulement on le combattait dans le pays, mais encore il fallait détacher de lui les puissances de l'Entente. C'est l'œuvre qu'entreprirent les frères du Roi, les princes André et Nicolas, qui furent envoyés en France, en Angleterre et en Russie.

Leur rôle était bien simple. Ils devaient persuader l'Entente que le Roi ne lui était pas hostile, mais que la politique de Venizelos était défavorable au pays. Si ce dernier déclarait pourtant vouloir la suivre, le Roi ne s'y opposerait plus, mais, en attendant, il demandait aux puissances de rester tout à fait neutres, afin que la Grèce puisse se décider en toute liberté. En résumé, il demandait qu'on laissât sa propagande personnelle agir sans contrainte. En effet, la lutte électorale promettait d'être chaude, mais le retour de Venizelos paraissait chose certaine. Alors, le Roi devrait céder ou Venizelos dirait : « Je suis parti deux fois, cela suffit. A votre tour maintenant, si vous ne voulez pas accepter ma politique. » C'est ce qu'on voulait éviter; il ne fallait donc pas que Venizelos revînt.

Constantin n'ignorait pas que des divergences s'étaient produites et se produisaient encore entre les divers cabinets de l'Entente quant à la conduite à tenir à son égard. Il comptait là-dessus.

Mais de nouveaux faits se produisirent.

Devant l'émoi causé dans la population par la livraison du Rupel et la marche des Bulgares dans la Macédoine orientale, le roi de Grèce fit demander à l'empereur d'Allemagne d'empêcher tout au moins les troupes bulgares d'entrer à

Serrès, à Damas et à Cavalla. Le G. Q. G. allemand le promit par écrit, mais peu de temps après, le 20 août 1916, les Bulgares s'emparaient de Cavalla sans coup férir et un corps d'armée grec encerclé était envoyé prisonnier en Allemagne. Protestations de Zaïmis.

Von Mirbach réplique :

Monsieur le Président,

Me référant à la communication que M. Caradja a bien voulu me faire en votre nom, mardi dernier, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que la situation dans le district de Cavalla s'est modifiée depuis, par le fait que les troupes grecques ont livré aux Bulgares *de par leur propre volonté* les forts et les batteries dont il s'agit.

Cette réponse dit tout.

L'offensive bulgare était destinée à empêcher celle que devait exécuter le général Sarrail au moment même où la Roumanie, qui s'était jointe à nous le 17 août ferait marcher ses troupes.

Le 27 août 1916 à toutes les fenêtres de France flottèrent les couleurs roumaines et françaises; une immense vague d'espoir passa sur tout le pays, d'enthousiastes acclamations s'élevèrent des tranchées, des villes et des campagnes. La sœur latine d'Orient nous criait : « Me voilà ! » Le roi Ferdinand, brisant les liens qui pouvaient l'attacher à son pays d'origine, n'a écouté que la voix de son peuple pour se ranger aux côtés de l'Entente.

La Roumanie a été entraînée par le courant de l'opinion publique qu'excitait sans relâche l'éloquence de ses hommes politiques, amis enthousiastes de la France, par son espoir de réunir à la mère patrie des millions de Roumains, qui, de l'autre côté des Carpathes, attendaient impatiemment l'aube de la délivrance, par la nécessité d'agrandir son pays resserré entre deux adversaires aussi envieux l'un que l'autre de ses richesses, par sa conscience enfin du droit, de l'honneur, de la liberté.

Rien ne pouvait inquiéter et irriter davantage l'Allemagne que la déclaration de guerre de la Roumanie à l'Autriche-Hongrie. La Roumanie aux côtés de l'Entente, c'était pour

les Empires Centraux la fermeture immédiate d'un des plus abondants greniers à blés de l'Europe, c'était la menace de rupture à bref délai des communications de l'Allemagne et de l'Autriche avec l'Orient.

Il fallait donc éviter son intervention.

Le sentiment national de la Roumanie n'était pas inconnu des Puissances Centrales; du reste, elle ne le cachait pas. Berlin n'espérait plus entraîner Bucarest à ses côtés, d'autant que les avantages qu'elle aurait pu offrir à la Roumanie ne pouvaient être pris qu'au détriment de l'Autriche ou de la Bulgarie; aucune compensation n'était possible pour la première et la deuxième dont on voulait l'appui à tout prix n'eût pas lâché la moindre miette de son gâteau. C'est du côté de la Russie que Berlin tenta d'exciter les appétits de la Roumanie; il est certain que le souvenir de 1878 eût pu y aider, mais, derrière la Russie, il y avait la France, et la Roumanie ne voulait pas marcher contre la France. Elle comprenait fort bien d'ailleurs qu'au jour du partage elle serait sacrifiée, car si les Puissances Centrales admettaient la création d'une forte Bulgarie qui eût été leur vassale dans les Balkans, jamais elle n'admettrait l'extension d'une Roumanie dont le caractère, l'esprit d'indépendance, la fierté native n'eussent jamais accepté un rôle secondaire.

Ainsi voyons-nous les négociations allemandes prendre une tout autre tournure qu'avec les autres Balkaniques. Avec la Turquie pas de négociations, on la fait marcher. Avec la Bulgarie, on lui fait un pont d'or. Avec la Grèce, on s'efforce d'annihiler ce pays en fomentant des troubles chez elle. Avec la Roumanie, on veut simplement la maintenir dans la neutralité, lui répéter qu'on tient à lui éviter les troubles de la guerre; on passe un traité économique; on lui promet de lui tenir compte de son attitude; on évite de la brusquer.

Nous savons, au contraire, depuis la fin de 1914 que la Roumanie viendra à nos côtés. Nous ne la pressons pas, mais nous l'aidons dans sa préparation et nous nous contentons de rester en liaison active et étroite avec elle.

Malheureusement nous ne sommes pas seuls et si nous trouvons du côté de l'Angleterre et plus tard de l'Italie des collaborateurs sérieux pour nous aider dans cette

œuvre, la Russie voit à contre-cœur la Roumanie entrer dans l'Alliance. Il y a toujours en elle la folie de la grandeur, le besoin d'annexer de nouveaux territoires, l'obsession de Constantinople, etc... Dans ces conditions, elle n'admettait pas, ou du moins elle n'admettait qu'avec difficulté, de devoir céder à ce nouveau pays les contrées qu'elle se réservait de conquérir en Autriche. Cette obsession la poursuit. Aussi la voyons-nous apporter la plus mauvaise grâce possible à l'étude des concessions qu'il convient de faire à la Roumanie et toujours opposer à nos offres un marchandage de mauvaise humeur. Ce fut notre rôle le plus délicat, et il nous fallut mettre en œuvre toute notre habileté pour réussir à conclure un accord acceptable pour les deux puissances. Il y eut toujours des réticences du côté de notre alliée moscovite et malheureusement dans les moments qui nous semblaient le plus favorables, par exemple lors de l'offensive de Broussilof. Se sentant victorieuse, la Russie cherche à payer le moins cher possible et la Roumanie hésite. Au contraire, lorsque l'armée russe se trouve en péril, le Gouvernement de Pétrograd demande qu'on hâte les négociations, mais alors le moment n'est plus opportun car la Roumanie se trouverait engagée dans des conditions déplorables.

Ceci explique certaines lenteurs que le public ne comprenait pas.

On ne voit pas dans ces négociations la nervosité, les hauts et les bas, les crises que nous avons remarqués dans les précédentes. C'est une suite très habilement conduite d'entretiens, de tractations amicalement discutées et où nous trouvons, en ce qui nous concerne, la plus grande bonne volonté et le meilleur désir d'aboutir de la part du Gouvernement roumain.

Si la Roumanie qui, dès 1915, nous laissait prévoir son intervention, n'est entrée que si tard dans la guerre, c'est que Bratiano, se rendant compte de la faible préparation militaire de son armée, considérait ne pouvoir intervenir utilement que pour hâter la défaite des Austro-Allemands au moment où celle-ci paraîtrait prochaine. L'Entente paraissait partager du reste cette opinion et qualifiait la Roumanie

d'ouvrier de la dernière heure, celui dont le coup de pioche final et décisif viendrait terminer le travail. Mais en 1916, le moment parut favorable. On représenta à Bucarest que l'offensive des Empires Centraux s'arrêtait aussi bien sur le front français que sur le front russe, que le plan d'action d'ensemble, arrêté par les Alliés au Conseil de guerre de Chantilly en novembre 1915, allait être exécuté, et, qu'en se jetant dans la mêlée, la Roumanie ferait définitivement pencher la balance en notre faveur.

M. Briand, qui croyait plus que jamais à l'importance du front oriental, qui sentait toute l'importance d'un grand succès là-bas et que l'attitude de la Grèce avait pu décevoir, mais qu'il espérait encore pouvoir entraîner avec nous, se donna avec ardeur à ces dernières négociations. Avec le général Joffre, il enleva les résistances d'Alexeief, et Bratiano n'hésita plus.

Le 23 juillet, une première convention militaire fut conclue. Ce projet prévoyait une double action contre la Bulgarie sur le front macédonien avec l'armée du général Sarrail et au sud de la Dobroudja. Pour cette opération il fallait que les Russes fournissent 200 000 hommes. On commençait par se débarrasser de l'épine bulgare. C'est ce qui semblait le plus logique. Mais le gouvernement russe, malgré les insistances de Paris et de Londres, les lettres personnelles écrites au Tzar, ne marchait qu'à contre-cœur. Sazonow avait été remplacé aux Affaires étrangères par Stürmer, lequel était une créature du sinistre Raspoutine et avait partie liée avec les coteries pacifistes. Le général Soukhomlinof, ministre de la Guerre, n'était pas moins que lui inféodé aux milieux infestés par la propagande germanique. Alexeief déclara aussi ne pouvoir fournir 200 000 hommes, mais seulement 50 000, et encore à la condition que ces troupes ne seraient pas employées à une offensive contre les Bulgares, mais seulement à former un rideau protecteur. Les Russes ne se décidaient qu'à regret à aider les Roumains. On put dire plus tard qu'ils avaient préparé leur défaite.

Les Gouvernements français et anglais, voulant en finir, acceptent cette suggestion et les Roumains admettent qu'on n'envisage plus la double action projetée contre la Bulgarie.

Bratiano du reste espère toujours que la Bulgarie restera neutre.

Ferdinand de Bulgarie est un peu inquiet, oh! très peu, car il sent que la Grèce se décompose de plus en plus — mais enfin, il y a l'armée de Salonique qui l'ennuie, la Roumanie qui le tracasse. Il met ses agents en branle, d'une part du côté de la Roumanie, pour la persuader qu'il ne l'attaquera pas, d'autre part dans nos pays pour laisser supposer qu'il est prêt à faire une paix séparée avec nous. Il profite de l'exaspération où nous met l'attitude du roi de Grèce et de son entourage pour laisser croire que si on lui faisait quelques bonnes concessions sur le dos des Grecs, il lâcherait bien la partie. Certains tombèrent naïvement dans le piège; il y eut dans ce sens auprès de nos Gouvernements une pression faite par de hautes personnalités, qui, non encore éclairées sur les astuces de Ferdinand, plaidèrent sa cause.

Un agent de chez nous dut être rappelé en France : il passait son temps à Athènes à courir les lieux publics en faisant le panégyrique du Bulgare à la grande joie des agents de propagande allemands.

On dut aussi rappeler à l'ordre et renvoyer dans ses foyers un autre de nos agents qui eut l'idée triomphale lorsqu'il fut présenté au prince de Serbie, de lui dire qu'il fallait avant tout faire la paix avec la Bulgarie, et cela avec tant d'autorité que le Prince demanda des explications. Des personnages importants vinrent, avant l'entrée en campagne de la Roumanie, trouver M. Briand pour le supplier de négocier avec les Bulgares au lieu de les attaquer, afin de s'assurer qu'ils n'attaqueraient pas les Roumains.

Notre G. Q. G. lui-même ne fut pas sans se laisser tenter. Une dépêche de Russie lui avait fait savoir que les Bulgares seraient disposés à faire une paix séparée. On en parla à M. Briand comme d'une éventualité vraisemblable.

Par bonheur Briand et M. Philippe Berthelot renvoyèrent les donneurs de conseils à leurs affaires. Et comme la Bulgarie ne déclara la guerre à la Roumanie que quelques jours après son entrée en campagne, les malins disaient : « Vous voyez bien qu'ils attendent nos propositions. » Seule l'offensive des Bul-

gares, sur notre front d'abord, sur les Roumains ensuite, fit comprendre que Ferdinand n'avait cherché qu'à endormir notre méfiance.

Enfin convention militaire et traité politique sont signés le 17 août 1916. Ce dernier garantissait l'intégrité territoriale du royaume de Roumanie et lui reconnaissait le droit d'annexer les territoires de la monarchie austro-hongroise délimités par une ligne qui englobait la Transylvanie proprement dite, le Banat de Temesvar. Bratiano voulait acquérir de bonnes frontières. On céda à ses exigences car on voulait la participation rapide.

Dans la nuit du 27 au 28 août, les troupes roumaines franchirent les cols de la frontière des Carpathes et pénétrèrent rapidement en Transylvanie. Les débuts donnaient bonne espérance. Hélas! les déceptions ne se firent pas attendre. La Bulgarie se lance dans la mêlée et envahit la Roumanie. Nos nouveaux alliés se trouvent pris par derrière.

La Grèce se décomposait de plus en plus dans ses luttes intestines. Pourtant la haine du Bulgare, la crainte qu'il inspirait, le sentiment d'humiliation de le voir occuper des territoires si chèrement acquis, commençaient à produire dans la nation un bienfaisant réveil. A Salonique autour de quelques fidèles venaient se grouper des troupes qui ne voulaient pas accepter l'invasion de l'ennemi héréditaire. Un Comité de Défense nationale s'institua le 30 août et décréta la mobilisation en Macédoine. C'est le premier noyau qui se forme et qui appelle Venizelos à sa tête.

L'intervention de la Roumanie avait jeté le gouvernement grec dans une certaine perplexité, car il se rappelait avoir dit que si cette éventualité se produisait, il interviendrait aussi. Mais il était trop fermement engagé avec l'Allemagne pour tenir sa promesse.

Néanmoins, le Roi avait autorisé Zaïmis à renouer des négociations avec l'Entente en vue de sortir de la neutralité; ce n'était que pour gagner du temps, car le Kaiser lui avait fait savoir que toutes mesures étaient prises pour envahir la Roumanie, puis pour jeter l'armée Sarrail à la mer. Constantin tenait cependant à ménager l'Entente car, devant les provocations des fonctionnaires, devant les mani-

festations insultantes qui, sous l'action de la propagande allemande, devenaient de plus en plus fréquentes et menaçaient même nos légations, une escadre franco-britannique commandée par l'amiral Dartige du Fournet était venue le 1er septembre mouiller au Pirée. Les Puissances alliées avaient exigé des excuses et des sanctions, réclamé le contrôle des postes et télégraphes. La présence de nos vaisseaux était un appel à la sagesse. Les excuses furent faites, mais Zaïmis, convaincu de la complicité de l'État-major avec l'Allemagne, donna sa démission. Il fut remplacé par Calogéropoulo, ententophobe notoire.

Le mouvement de Salonique avait ému le Roi, mais comme une partie des troupes qui, dans cette ville, s'étaient jointes au Comité de Défense Nationale, abandonnèrent cette cause par fidélité au Roi et rentrèrent à Athènes, Constantin jugea que ce mouvement n'était que local et passager; il en revint à sa politique de neutralité sous l'influence allemande qu'il subissait d'autant plus facilement que la campagne en Roumanie prenait une tournure inquiétante.

Venizelos qui ne perd pas de vue la nécessité de marcher avec l'Entente devient alors nettement chef de l'opposition et, comme il le dit lui-même, se fait révolutionnaire pour réveiller l'esprit national et reconstituer une armée capable de combattre à nos côtés.

Il y a dans un discours de ce grand homme une page vraiment curieuse où il dit que, tremblant une minute devant la tâche qui lui restait à accomplir, sentant comme le Fils de l'Homme au jardin des Oliviers (ce sont ses paroles) toute l'amertume du calice qu'il lui faudrait boire, il hésitait à entrer en action quand les propos d'un coiffeur, qui lui furent rapportés, lui montrèrent son vrai devoir. « Si nous souffrons, disait cet honnête artisan, c'est de la faute de Venizelos qui, pouvant sauver la Patrie, n'ose pas faire le geste nécessaire et se mettre à la tête de notre pays. »

Le 25 septembre, accompagné de l'amiral Coundouriotis et de quelques amis, il s'embarquait à Phalère, sous la protection de la légation de France et se rendait en Crète d'où, le 27 septembre, il lançait son manifeste convoquant l'hellénisme tout entier à coopérer avec les Puissances protectrices

à l'expulsion des Bulgares et à la suppression de l'hégémonie allemande. De toutes parts les adhésions affluèrent.

Après une tournée triomphale dans l'Archipel, Venizelos et Coundouriotis auxquels s'était joint le général Danglis, débarquèrent à Salonique. Ils y constituèrent un triumvirat et composèrent un ministère présidé par M. Repoulis avec M. Politis comme ministre des Affaires étrangères.

Il y avait donc à l'époque deux Gouvernements, celui d'Athènes et celui de Salonique, mais la crise véritable n'éclata qu'après la triste journée du 1er décembre.

Sous l'influence des Cours de Pétrograd et de Londres, qui craignaient une crise dynastique, l'Entente n'osa pas profiter de l'occasion pour poser définitivement à Constantin le dilemme : « Se soumettre ou se démettre. » D'autre part elle ne pouvait refuser son appui à Venizelos, mais elle lui fit promettre de ne pas toucher à la dynastie.

Certains espèrent encore ramener Constantin à nous. Ce souverain avait remplacé Calogéropoulo par M. Lambros, professeur et archéologue. Il reçut à ce moment les visites de M. Bénazet, député, qui allait contrôler les services sanitaires de l'Armée d'Orient et du général Roques, chargé par le Gouvernement d'aller inspecter l'armée Sarrail. Constantin feignit d'entrer dans les vues de ses interlocuteurs et ceux-ci sortirent plutôt confiants de leurs audiences.

Le 20 octobre, à Boulogne, les chefs des Gouvernements anglais et français avaient décidé de ne pas reconnaître le gouvernement provisoire de Venizelos, tout en lui consentant une avance de 10 millions et en assurant les frais de l'entretien de son armée. Il y avait là tout un jeu de bascule qui ne pouvait pas durer.

Le Roi nous assurait que ses vœux restaient de notre côté et que c'était l'impossibilité matérielle qui l'empêchait de marcher avec nous. Devant ses protestations de bonne volonté, l'idée vint de lui demander, non des troupes puisqu'il ne pouvait en donner, mais du matériel. Il fut convenu qu'il nous donnerait un certain nombre de batteries. Deux jours avant la date fixée pour la livraison, le roi dit d'un air bonhomme à la fin d'un grand dîner, à notre Attaché militaire : « Je ne sais pas trop si mes réservistes ne se fâcheront pas quand

vous viendrez prendre leurs canons. » L'Attaché lui répond qu'on a confiance dans sa parole et qu'on est sûr que tout se passera régulièrement. « Naturellement », répond le Roi.

Le 1er décembre 1916, nos détachements entrent l'arme à la bretelle à Athènes, pour prendre livraison du matériel; des embuscades sont dressées, nos marins sont accueillis à coups de fusil et obligés de se réfugier dans le Zappeion; ils étaient tombés dans un infâme guet-apens. Il y eut 51 marins tués dont 6 officiers et 134 blessés dont plusieurs furent achevés par la population. Quelques obus de la flotte vinrent éclater dans le jardin royal et sur la Place de la Constitution, et la ville rentra dans la sagesse. Mais ce fut sous la protection des soldats de Constantin que les détachements purent rejoindre leur bord. Guillaume osa féliciter son beau-frère d'avoir fait reculer les troupes alliées.

Les quatre Puissances alliées notifièrent le blocus des côtes et des îles de la Grèce. Cette mesure irrita la population qui se vit près d'être affamée. Le Roi décréta la mobilisation générale le 3 décembre, se mit en communication avec l'État-major allemand et proposa une action combinée qui eût jeté le général Sarrail à la mer. Bucarest tombait entre les mains des Allemands le 6 décembre et le moment paraissait opportun, mais Hindenburg refusa de faire cette opération.

Les négociations avec l'Entente continuent donc. Les ironies impertinentes du ministre des Affaires étrangères Zalocostas demandaient d'être vertement relevées; mais il y eut à ce moment des désaccords entre le cabinet français et le cabinet italien. L'Italie ne soutenait pas Venizelos et tenait à rester plutôt courtoise avec Constantin. Son arrière-pensée était de diviser la Grèce, de l'affaiblir et de pouvoir ainsi s'installer en Albanie et développer de plus en plus son influence dans le bassin oriental de Méditerranée.

Néanmoins, le 11 janvier 1917, après un ultimatum, Constantin faisait des excuses écrites qui nous furent transmises le 26 janvier et le 29 janvier les détachements grecs défilèrent en saluant nos drapeaux et nos agents diplomatiques.

Ce n'était là qu'une manifestation platonique; le Gouvernement germanophile considéra la modération comme une preuve de faiblesse, son hostilité ne fit que croître. Procla

mations insolentes, anathèmes solennels contre Venizelos, autant d'insultes, autant de sinistres bravades.

Mais l'excès même de l'impudence de ces satellites de l'Allemagne amena, plus que toute autre chose, la réaction du pays et la popularité du gouvernement de Venizelos s'accrut de jour en jour. L'heure approchait de la délivrance de la Grèce.

Venizelos eut soin de déclarer qu'il n'obéirait à aucun sentiment antidynastique, il voulait seulement rendre à son pays la place qu'il devait occuper à côté des Puissances garantes et le laisser digne de leur affection et de leur appui.

Dans les premiers jours de juin 1917, M. Jonnart partait en Grèce en qualité de Haut-Commissaire des Puissances protectrices. Il arrivait à Athènes, et quelques jours après son départ, on apprenait que Constantin avait abdiqué et quitté la Grèce. Rien ne peut résumer mieux l'impression produite que ce passage que je tire d'une relation de M. Recouly.

« Cette heureuse nouvelle provoqua chez les Alliés une immense satisfaction. Deux semaines se passèrent. M. Venizelos, le grand homme d'État hellène, reparaissait dans la capitale grecque et reprenait le pouvoir; l'unité du royaume était restaurée; notre armée d'Orient était délivrée du péril qui l'avait menacée; la Grèce était rentrée dans les voies de l'Entente d'où on n'aurait jamais dû la laisser sortir. »

Cette double opération s'était faite avec une extrême rapidité sans qu'un coup de fusil eût été tiré, sans qu'une goutte de sang eût été versée. Enfin, l'Entente obtenait un succès signalé dans cet Orient où, depuis le début de la guerre, elle avait commis tant de fautes et éprouvé tant de revers! L'affaire cependant présentait de grandes difficultés; et c'étaient, nous disait-on, ces difficultés qui avaient jusqu'alors empêché qu'on la tentât. Mais cette fois enfin, au lieu de tergiverser, d'hésiter, de biaiser, on s'était placé résolument, courageuselent devant l'obstacle. Et ce qui paraissait si difficile, presque impossible, avait été aussitôt réalisé.

C'est le second fils de Constantin, le roi Alexandre, qui lui succéda sur le trône.

Le 26 juin au soir, le nouveau cabinet Venizelos est constitué.

Le 28 juin, la Grèce rompt les relations diplomatiques avec les Puissances Centrales; elles se déclare officiellement notre alliée et elle va bientôt, sur les champs de bataille, s'acquitter des devoirs qu'impose cette alliance.

C'en est fait; tous les peuples balkaniques sont engagés dans la guerre, justifiant la phrase citée au début de cette étude : de gré ou de force, chacun a dû entrer dans la danse. Ici donc s'arrête l'entreprise tentée, c'est-à-dire : voir comment les Puissances ont joué sur l'échiquier des Balkans. Certes, ce simple exposé ne peut donner qu'une faible idée de l'enchevêtrement des négociations, peut-être permettra-t-il cependant de se rendre compte de la partie ardue qu'il y eut à jouer et comment elle fut conduite. Les Puissances intéressées de l'Entente ne furent pas toujours d'accord sur la manière de pousser les pions, d'où des hésitations, des lenteurs, des compromissions qui, bien souvent, faillirent nous faire perdre notre cause. « Quand je vois ce qu'est une coalition, a-t-on fait dire au général Sarrail, j'admire moins Napoléon. » Dans cette partie politique de la guerre, il manqua, il faut le reconnaître, l'unité de direction. En face, elle existait, car il n'y avait qu'un maître. De notre côté, il arrive cependant qu'elle se constitue à peu près par la force des événements, comme l'unité de commandement fut résolue devant le danger commun lors des grandes offensives allemandes de 1918.

Sur le terrain politique et diplomatique, il y a les aspirations des peuples, les rivalités d'intérêts, les alliances aussi des maisons souveraines. Trop d'éléments peut-être à accorder. On peut avoir une unité de désirs, il est difficile d'obtenir que les mêmes moyens soient acceptés par tous.

Rien ne le montre mieux dans cette histoire des Balkans que les malheurs subis par la Roumanie alors que l'intervention de ce pays eût dû être un facteur principal et heureux. La Russie accepta par force l'intervention de cette Puissance à nos côtés, mais elle ne fit rien pour l'aider — et cela pour de multiples raisons dont la principale est que le trop grand succès obtenu par la Roumanie eût contrecarré ses visées ambitieuses. Elle laissa donc battre notre nouvelle alliée.

En Grèce, nous aurions pu au début peut-être gagner Constantin à notre cause, en ménageant son amour-propre, en ayant à Athènes une mission éclairée susceptible de lutter contre l'influence de la propagande germanique, en arrivant à le convaincre, comme le proposaient certains, que devenir notre allié, c'était devenir le généralissime des Balkans. Mais il est de fait que lorsque son hostilité, bien que cachée, fut démontrée, nous n'avons su prendre que des demi-mesures. Et cela, non seulement pour ne pas mécontenter les familles souveraines de nos Alliés, mais encore parce que, au sein de l'Entente, nous étions au fond les seuls à vouloir une Grèce puissante. L'Italie pensait à l'Albanie et à sa prépondérance dans la Méditerranée orientale, la Russie voyait en cette nation une barrière au slavisme.

L'importance qu'avait le théâtre des Balkans n'est pas à démontrer. La guerre y avait commencé, c'est là que devait sonner le glas des Puissances Centrales. Les faits le prouvent. Lorsque le 27 septembre 1918, le tzar de Bulgarie, fortement attaqué par le général Franchet d'Espérey, chef des armées alliées en Orient, dut demander l'armistice et l'ouverture des négociations de paix, le geste ne tarda pas à être imité par la Turquie, puis par l'Autriche et enfin par l'Allemagne.

L'ossature craquait partout; en France, sur le front italien, elle s'effondra parce que la vertèbre balkanique était brisée. Et on le comprit si bien qu'on poussa sans répit jusqu'à ce que Ferdinand, qui avait peut-être espéré qu'une suspension d'armes pourrait lui permettre de reprendre haleine, dût capituler. Il n'y a qu'à lire les journaux allemands de cette époque pour se rendre compte de l'impression de stupeur et de colère que causa cette démarche pour en comprendre l'importance.

Nous n'avons pas créé ce théâtre d'opérations en Orient; il s'imposait. Lorsque dans notre pays, les barrières de la Marne et de l'Yser eurent arrêté l'agresseur, lorsqu'en Russie, malgré des flux et des reflux, l'Allemand ne put imposer sa volonté, les regards se tournèrent vers les Balkans et nous avons vu comment chacun s'efforça d'y gagner les puissances. Pour l'Entente, la question de l'intervention armée se posa

dès janvier 1915. Une conversation de M. Poincaré[1] à cette époque montre combien on y songeait. L'opération des Dardanelles n'est au fond qu'une conséquence de cette conception.

Admise en principe par tous les milieux, on ne fut pas partout du même avis sur son application. Le projet d'envoyer des troupes à la Serbie alors victorieuse pour s'efforcer de marcher sur Vienne fut étudié. Discuter l'opportunité de cette intervention alors, narrer les débats qui s'élevèrent, les raisons données pour ou contre, les obstacles apportés, les difficultés de réalisation, cela nous ferait sortir du cadre de cette étude. Deux systèmes se trouvaient en présence : faire agir les balkaniques seuls, ou les entraîner à la suite de nos soldats qu'on enverrait là-bas. Le destin voulut que les deux méthodes fussent adoptées : négociations d'abord, puis envoi d'une armée alliée à Salonique comme on a pu le lire dans les pages précédentes.

Mais si, absorbés par les opérations qui se déroulaient sans cesse sur notre terrain, nos chefs militaires, tout en reconnaissant l'importance de l'action, ne purent donner tous les moyens nécessaires, il est indéniable que le gouvernement français ne se laissa jamais distraire de l'obligation de tenir et de vaincre là-bas. Si, obnubilé par la bulgarophilie longtemps à l'ordre du jour, il commit peut-être l'erreur de trop miser sur deux tableaux, il demeura toujours fidèle à son plan. Ni les critiques, ni les pressions, ni les fausses indications, ni même les appréhensions et les déceptions ne lui firent lâcher prise. Aux heures les plus graves, il sut persuader nos alliés, et, c'est parce qu'il s'est cramponné à Salonique, qu'au jour venu la victoire nous récompensa de nos efforts et de nos sacrifices.

Nous n'avons pas toujours eu les mains libres, nous n'avons peut-être pas vu toujours clair, mais la conviction était profonde dans nos gouvernants qu'il y avait là-bas un nœud gordien à trancher, à trancher à tout prix.

COLONEL E. HERBILLON

1. *Souvenirs d'un Officier de liaison*, Colonel Herbillon. *Revue de France* du 1er juin 1929.

L'HISTOIRE

Charlemagne. — Notre vieux Paris. — Necker.
Mémoires contemporains : Schlumberger, M. Hanotaux.

Charlemagne n'est pas un barbare, même de génie; il est bien un civilisé; il a des idées générales, ce n'est pas le hasard qui mène sa vie, il a le plus souvent l'intention des grandes choses qu'il fait. Son nom est plus glorieux que son œuvre n'est connue, des reflets de légende auréolent son histoire, sa figure est populaire à la façon d'une image d'Épinal, les épisodes de sa vie qui sont les plus célèbres ne sont pas toujours les plus essentiels ni les mieux vérifiés. *La Chanson de Roland* immortalise en le défigurant un échec douloureux. Le moine de Saint-Gall fait du vieil empereur, qui à peine a été vieux, une sorte de patriarche aussi sage que Salomon, incarnant la justice humaine préparatoire à la justice divine, maître en ce monde et puissant dans l'autre. C'est le peuple qui l'a canonisé, il n'est pas tout à fait en règle comme saint. Ses aventures remplissent dans le cycle de Charlemagne plusieurs Iliades et plusieurs Odyssées, mais toutes ont le caractère commun d'être des croisades avant la lettre. Il découvre des barques normandes en Méditerranée alors qu'elles avaient tout au plus dépassé la Bretagne. Il est en dehors du temps et de l'espace. Charlemagne devient un mythe, ou tout au moins un personnage stylisé. Il n'a jamais eu la longue barbe qui est un de ses attributs de Père Éternel.

Qu'est-ce au juste que Charlemagne? M. Kleinklausz,

doyen de la Faculté des lettres de Lyon, nous le dit dans un volume précis et relativement bref : *Charlemagne* (Hachette). Charlemagne est un grand sabre, mais un grand sabre intelligent, même plus que la baïonnette de M. Joseph Prudhomme. Son ambition territoriale n'a pas de bornes parce qu'il identifie son empire avec la chrétienté, laquelle doit comprendre le monde entier. Il est le chef du « peuple chrétien », il en garde les frontières et aussi la foi; il ne conçoit pas la soumission sans la conversion, les Saxons en feront l'expérience. Il introduit la Germanie dans l'histoire générale, avec un retard de plusieurs siècles, retard dont les conséquences se font encore sentir par certaines survivances du vieux Walhalla. C'est un théologien, qui règle ses actes sur l'intérêt de l'Église dont il est le défenseur, plus volontiers encore le protecteur. « Charlemagne réservait au pape la prière, à lui-même l'action », dit très justement M. Pierre Champion dans son *Moyen âge et Renaissance*, tome premier de l'Histoire de France en quatre petits et charmants volumes (Flammarion).

Ce n'est pas par vaine gloriole qu'il prend le titre d'empereur. Les rois barbares se targuaient d'être patrices ou consuls sans savoir au juste ce que représentaient ces titres prestigieux : lui sait bien à quoi l'oblige la couronne reçue à Rome, et aussi à quoi elle lui donne droit. Il n'est pas un illettré; ce n'est pas tout à fait à tort qu'on le célèbre dans les banquets qui portent son nom. Il parle le latin comme sa langue maternelle, dit Eginhard qui a vécu dans son intimité; il comprend même le grec en une certaine mesure; il a lu les Évangiles et Saint-Augustin, il cite les conciles et en préside, il donne presque des leçons de théologie au pape. Sans doute, il n'est pas un calligraphe, il a la main un peu gourde quand il échange l'épée pour la plume, mais il prend des notes, il écrit pour son usage, ce qui suffit à un souverain qui a une chancellerie et un secrétariat en bonne forme.

Il répond d'autant mieux à l'idéal des générations suivantes qu'elles lui prêtent, s'il ne les a pas toutes, les vertus qui leur sont chères. Il serait excessif de dire que la légende l'a transfiguré; il est certain qu'elle a ennobli ses traits et magnifié son épopée. Il a eu maille à partir avec les Musulmans d'Espa-

gne, on en déduit qu'il a fait la guerre sainte jusqu'en Orient. Son échange de courtoisies avec Haroun-al-Raschid devient un pèlerinage à Jérusalem, un pèlerinage armé et victorieux qui aboutit au rétablissement du patriarche dans les Lieux saints. Il a même la prévoyance d'aménager jusqu'à Constantinople la route que suivra Godefroy de Bouillon. Le grand Empereur pense à tout parce que, pendant des siècles, on pense toujours à lui. Cette gloire vivante a duré près de mille ans. Elle fléchit au XVIIIe siècle. Sa tombe à Aix-la-Chapelle est oubliée. Le grand reliquaire dans lequel son corps avait été recueilli à l'époque de Barberousse est relégué en 1780 dans la sacristie de la cathédrale parce qu'on ne sait plus ce qu'il contient. On suppose qu'il renferme les ossements de Saint Léotard. Mais en 1843, des fouilles ayant amené la découverte du cercueil de Saint Léotard, on eut l'idée d'ouvrir le vieux reliquaire où l'on retrouva le corps de Charlemagne sans conteste car il est authentiqué par un procès-verbal relatant l'enlèvement de son bras droit au temps de Louis XI. De nouvelles enquêtes en 1861 et 1874 confirmèrent cette identification. Guillaume II, en 1906, fit ouvrir sous ses yeux le grand reliquaire pour saluer cet illustre précurseur d'un empire universel et répéter à son tour le fameux monologue de Charles-Quint dans *Hernani* : « Charlemagne, pardon! »

***

« Notre Vieux Paris! » Une collection publiée avec ce titre sous la direction de M. Marcel Thiébaut se propose de nous le faire connaître. Comme elle a raison! Il n'y a rien de si mal connu, surtout par ceux qui l'habitent. Paris est décourageant, disproportionné; il déborde notre faculté d'attention. Et puis, Paris n'est la patrie de personne, il n'y a pas de Parisiens, ou il y en a si peu qu'ils sont noyés dans le flot incessamment accru et renouvelé des originaires d'Auvergne, de Savoie, de Normandie, ou encore de Belgique, d'Italie, de Pologne et des ghettos de l'Europe centrale. Soyons reconnaissants à ceux qui travaillent sur Paris. Soyons reconnaissants à M. Demangeon, grand géographe en Sorbonne et

autres lieux. De son *Paris, la ville et sa banlieue* (Bourrelier) ce serait trop peu dire que de déclarer qu'il nous manquait. Dans cette mince plaquette, on trouve tout ce qui est promis (géographie physique, humaine, économique), plus que ce qui ne l'est pas, à savoir les vues les plus pittoresques et les plus actuelles sur la ville tentaculaire par excellence. Les cartes, plans et illustrations sont une merveille de l'art — de l'art de dire beaucoup en peu de mots.

Paris, dans l'idée des internationalistes de la Révolution, comme ce pauvre Anacharsis Cloots qui a été guillotiné sans avoir su pourquoi, devait être la capitale du monde. C'est déjà bien d'être celle de la France. Il est facile de démontrer aujourd'hui que la petite ville des *Parisii* était vouée par un décret de la Providence à cette haute destinée. Certes, le site de Paris a une valeur, mais non incomparable : le passage de la Seine entre le bassin de la Loire et la région du Nord était indiqué dans ces parages, en aval du confluent de la Marne, à un endroit où une île favorise la traversée. Il n'en reste pas moins vrai que la Lutèce primitive était peu de chose et que la voie terrestre dont la rue Saint-Jacques marque le tracé n'a pris d'importance que tardivement, à l'époque où l'accroissement de Paris capitale a déterminé un courant commercial prépondérant, c'est-à-dire à l'époque où la royauté capétienne en a fait sa résidence stable. La route n'a pas fait Paris, c'est Paris qui a donné à la route qui y croise la Seine un rôle prééminent, et il ne l'a fait qu'au XIIe siècle, particulièrement depuis Philippe-Auguste. Robert le Pieux, le second des Capétiens, habite encore le plus ordinairement Orléans.

La ville romaine était sur la rive gauche. Les Thermes improprement attribués à Julien, le théâtre dont l'emplacement est occupé par le lycée Saint-Louis, les Arènes de huit mille places qu'on a dégagées rue Monge, jalonnent la base de la colline Sainte-Geneviève, siège de la ville primitive. Elle est détruite par les invasions barbares du IIIe siècle et se renferme dans l'île de la Cité : c'est là que demeura réellement l'empereur Julien. Elle commence à déborder sur les deux rives au Ve siècle. Clovis y séjourne et est enterré dans l'église Sainte-Geneviève, mais les Mérovingiens préfèrent leurs villas bien qu'ils fondent volontiers des abbayes aux environs :

celle de Saint-Germain-des-Prés sous Childebert, celle de Saint-Denis sous Dagobert. Les Carolingiens ignorent presque ce qui ne saurait encore s'appeler leur capitale. Charlemagne n'y signe aucun capitulaire, Aix-la-Chapelle a son tombeau, les derniers de ses descendants sont presque parqués à Laon. Le développement de Paris n'a donc rien d'un phénomène fatal et inévitable.

C'est ce que résume en un mot juste et définitif M. Pierre Champion, auteur de deux excellents volumes sur la vie de Paris au moyen âge (Calmann-Lévy) : *L'Avènement de Paris* qui nous mène jusqu'au XIVe siècle (exactement à la révolte d'Étienne Marcel), et *Splendeurs et Misères de Paris* jusqu'à la mort de François Ier. On connaît la manière vivante de M. Pierre Champion. C'est un érudit, mais qui jamais ne perd pied dans l'océan de son érudition. Il démêle sous la surface mouvante des accidents le fond durable des choses. Paris est depuis mille ans un creuset où bouillonne et fusionne le composé qui deviendra la France une et indivisible. Paris, dit M. Champion, est le « fait du prince, une création royale », non un produit de la nature.

La foule y est dès le moyen âge, mêlée et frondeuse. La pègre y est toujours la même, la bourgeoisie aussi avec « son cœur charitable, sa piété superficielle, son culte du beau et des morts ». Le cabochien, le ligueur, le jacobin sont de même souche, ont même désir de commander, même confiance en leur infaillibilité. Ils sont capables des plus beaux mouvements, des pires aussi, toujours prêts à prendre les Bastilles et à en libérer les prisonniers, aussi bien à les massacrer.

Cette belle époque de foi n'a rien d'austère. La foi justifie les œuvres et elles en ont besoin. La tolérance est intermittente et il faut avouer qu'elle n'est pas toujours désintéressée. Les Juifs, par exemple, sont nombreux et en principe bien considérés. Charlemagne en a un comme médecin, Charles le Chauve plusieurs. Sous Louis le Gros, ils figurent parmi les corporations qui vont à la rencontre du pape Innocent III; ils portent des noms francisés, Boucherot, Bonamy, ou traduisent leurs prénoms : Isaac devient Haquin; Haïm, Vivant; Joseph, Jossé. Ceux qui se convertissent atteignent les plus hautes fonctions ecclésiastiques. Tous sont sous la protec-

tion directe du roi, qui en tire profit : ils rapportaient neuf mille livres à Louis le Jeune, ce qui comptait alors. Évidemment la tentation de presser l'éponge était grande; sous ce même Louis le Jeune, on les pille et on en brûle quelques-uns en 1144. Sous Philippe-Auguste, on les chasse en 1182, ce qui permet de les laisser revenir contre argent comptant en 1198. On peut dire, pour excuser cette façon de battre monnaie, qu'elle ne leur est pas spécialement réservée. Que de fois le roi se fait payer la reconnaissance des libertés communales, pour les supprimer ensuite et se les faire payer de nouveau!

C'est une des caractéristiques les plus évidentes de l'ancien régime. Il vit d'expédients. Il n'a pas les instruments d'un gouvernement régulier. Il peut être tyrannique, et l'est souvent, parce qu'il n'a pas le moyen d'être simplement ordonné et obéi. La bourgeoisie est frondeuse de son côté parce que le bourgeois n'est pas assez sûr de faire et surtout de conserver sa fortune s'il ne fait pas, de temps à autre, une révolution. Il y a des nécessités supérieures aux formes de gouvernement. On flétrit l'immoralité de la Babylone moderne, mais il y a trois mille « belles filles » à Paris au temps de François Villon, c'est-à-dire sous Louis XI. En tenant compte du chiffre de la population et des étudiants, le prix de vertu ne revient pas au xve siècle. Sommes-nous plus frivoles? Il n'est pas démontré que nous allions plus au théâtre ou au cinéma que nos ancêtres n'allaient aux spectacles d'alors. La rue des Ménétriers avait autant d'habitués que nos cabarets de Montmartre ou de Montparnasse. On l'appelait plus communément la rue des Jongleurs. Le jongleur n'est pas spécialisé dans l'art auquel s'applique actuellement son nom. Le jongleur (*joculator*) c'est l'homme des ris et des jeux (*jocus*, jeu). Il pratique tous les arts d'agrément. « Il sait chanter, réciter, s'accompagner sur la vielle et la harpe, danser, sauter dans un cerceau, faire travailler des animaux, souffler dans la trompette, tirer l'épée, battre le tambour, montrer les singes et les ours, débiter des boniments, des bourdes pour faire rire les gens, chanter la geste ou trouver de beaux mots. Le jongleur connaît même des tours de passe-passe qui le font tenir pour un enchanteur... »

Il y a d'ailleurs des jongleurs pour tous les goûts et pour toutes les bourses, comme nous avons des théâtres nationaux et des théâtres de quartier. Leurs statuts, qui datent de 1321, excluent de la corporation les amateurs, ne permettent pas à ceux qui ont conclu un engagement de se faire remplacer, suppriment les intermédiaires qui essayent de s'imposer entre les artistes et ceux qui ont besoin d'eux pour une noce, une fête ou un banquet. Ils ont leur maison de retraite, leur cimetière, leur église, Saint-Julien des Ménétriers, détruite en 1790 (au n° 96 de la rue Saint-Martin actuelle). Que ne l'avons-nous encore! C'est là qu'on célébrerait la messe des cendres de Willette. Tout ce chapitre sur la vie artistique est charmant et en grande partie nouveau. Et que d'autres méritent le même compliment! M. Champion « espère qu'on peut faire la promenade de Paris au moyen âge sans rentrer chargé de poussière ». Il l'espère et il le prouve.

***

Un volume qui apporte beaucoup de nouveau, ou plutôt beaucoup de précisions, c'est le *Necker, fourrier de la Révolution*, de M. E. Lavaquery (Plon). L'auteur réagit contre la légende d'un Necker grand homme méconnu, qui aurait pu sauver la France de l'abîme si on l'avait suivi. Il trouve que cette légende, soigneusement accréditée par Necker lui-même, propagée par la voix retentissante de la plus éloquente des filles, entretenue par la piété assidue d'une belle descendance, les Broglie et les Haussonville, a trop duré. Il veut secouer la poussière vénérable qui traîne sur l'autel de Coppet, il jette une note discordante dans « ce culte de latrie domestique dont Necker fut l'objet, après en avoir été le premier pontife ».

Rien de plus légitime. Mais est-il vrai que Necker fasse tellement illusion aux historiens d'aujourd'hui? Est-il vrai qu'on ait pour lui une complaisance aveugle et démesurée? M. Lavaquery nous cite le jugement d'un excellent économiste, G. de Molinari, qui écrivait dès 1848 : « Il n'y avait pas en lui l'étoffe d'un grand ministre; c'est un habile financier de second ordre et un philanthrope honnête, rien de plus. » Est-ce le langage d'une admiration excessive et irréfléchie? Nous ne

voyons pas non plus dans la grande histoire de France de Lavisse la moindre trace de dithyrambe. M. Carré qui a écrit la période Necker rend justice à « son intelligence des affaires », constate qu'il a fait une grosse fortune par des spéculations au moment de la Paix de Paris dont il fut informé le premier, aussi par des opérations sur les actions de la Compagnie des Indes, mais n'en conclut nullement qu'il ait été un homme d'État incomparable : « Il plaisait, dit-il, par la clarté, la modération de ses opinions, par une philanthropie dans le goût du jour et le ton sentimental introduit dans les matières administratives. » Necker avait, dit-il encore, « trop bonne opinion de lui-même, il souffrait des moindres critiques ». M. Lavaquery le démontre surabondamment, mais ni M. Carré, ni M. Marcel Marion, l'historien si autorisé des finances françaises, n'en ont jamais douté. Il savait, comme on dit maintenant, « soigner sa publicité ». Oui, mais était-il le seul? « Il n'avait, ajoute M. Carré, ni originalité, ni ampleur de vues. » Ce n'est pas ce qu'on peut appeler un coup d'encensoir.

M. Lavaquery n'a donc pas à remonter le courant. Sa critique porte sur un point plus délicat. Il trouve qu'on rend trop routinièrement hommage à l'intégrité, à la parfaite délicatesse, à l'impeccable désintéressement du banquier genevois. Il estime que Necker s'est enrichi, comme la plupart de ses confrères, par des procédés qui n'ont rien de particulièrement glorieux; il déclare que son refus d'appointements, son affectation de servir pour l'honneur, ou pour l'amour de l'art, un pays qui n'est pas le sien est, sinon de l'hypocrisie, tout au moins de l'ostentation pharisaïque. Et, qui plus est, il n'hésite pas à croire et à dire que Necker a été le fourrier de la Révolution en sacrifiant l'ancien régime aux intérêts maçonniques et bancaires de ses coreligionnaires de Genève, Londres ou Amsterdam. Ici, nous éprouvons, il faut bien l'avouer, une certaine crainte que l'abbé Lavaquery ait un peu influencé l'historien Lavaquery, — ceci dit sans rien enlever au mérite d'un travail puisé aux sources, nourri de recherches, dont il sera impossible de faire, désormais, abstraction. Que Necker ait dirigé les affaires de la France sans être Français, c'est assurément étrange à nos yeux; c'était beaucoup moins extraordinaire à cette époque. Mazarin n'a pas

été naturalisé tout de suite, ni Law, ni le maréchal de Saxe, ni beaucoup d'autres. Les frontières d'alors étaient moins barbelées que les nôtres. Le fait que Necker, étranger et protestant, était « incapable de prêter serment » ne nous scandalise pas outre mesure. Talleyrand en a prêté plus d'une douzaine et nous ne voyons pas que la morale, ou simplement l'intérêt public, y ait beaucoup gagné. Certes, Necker aurait pu se faire naturaliser sans abjurer le protestantisme. C'est le cas de Maurice de Saxe. On trouve aux Archives nationales, en 1775, c'est-à-dire au moment même ou la question aurait pu se poser pour Necker, des « lettres de naturalité » accordées à des protestants. Il a donc tort de dire, dans une lettre au Directoire, que l'abjuration était une condition de sa naturalisation. Mais qu'il ait été directeur général des Finances sans avoir la qualité de Français, est-ce à lui qu'on doit le reprocher? C'est au gouvernement qui, à tort ou à raison, a cru avoir besoin de lui.

Il est permis aussi de rester un peu sceptique sur l'influence maçonnique dont il a pu être l'instrument. Rien de plus obscur que le rôle joué par la franc-maçonnerie dans la préparation et la marche de la Révolution. Toute l'aristocratie était franc-maçonne, Louis XVI et ses frères sont de la loge fondée le 1er août 1775, « à l'orient de la cour », sous ce titre transparent : « la Militaire des Trois Frères unis ». Le duc d'Orléans, le futur Philippe-Égalité, est grand maître d'ailleurs peu zélé. La princesse de Lamballe est grande maîtresse de toutes les loges écossaises régulières de femmes depuis 1781. Qu'il y ait derrière ce paravent mondain des dirigeants plus positifs et plus convaincus, c'est possible, ce n'est pas prouvé. Cagliostro et autres aventuriers restent enveloppés de mystère, mais le chapitre très nourri que M. Daniel Mornet consacre à cette question, dans son volume très remarqué, *Les Origines intellectuelles de la Révolution française* (Colin), aboutit à une conclusion nettement négative. Certes, la maçonnerie, vaste association laïque (où ne manquent pas du reste les membres du clergé), pouvait paraître un instrument commode pour répandre un état d'esprit favorable aux idées nouvelles. Mirabeau y songeait dès 1776 dans un « mémoire concernant une association intime à établir dans l'ordre des F... M... pour

le ramener à ses vrais principes et le faire tendre au bien de l'humanité ». Et il donne à cette activité un programme où se retrouvent beaucoup des idées maîtresses de la Révolution. « Mais, constate M. Mornet, c'est un programme qui reste inédit; aucun texte ne prouve qu'il ait intéressé d'autres maçons que Mirabeau. » Lui-même a été en relations avec les Illuminés d'Allemagne, lesquels avaient des ambitions politiques, mais le Grand Orient est resté dédaigneusement à l'écart de ces obscures combinaisons et parlotes et Necker n'a rien personnellement d'un Illuminé.

M. Lavaquery nous le montre plutôt en homme trop pratique. S'il a été le fourrier de la Révolution, c'est pour l'avoir rendue inévitable par la mainmise de la banque internationale sur les finances françaises. C'est à l'étranger qu'il a trouvé en grande partie des souscripteurs pour ses emprunts. Oui, mais est-ce du machiavélisme? N'est-ce pas simplement parce que les conditions de ses emprunts paraissent avantageuses et qu'on a confiance en lui pour les respecter fidèlement, ce qui ne s'était guère vu jusque-là? Placer des emprunts à l'étranger était une nouveauté, et tout ensemble une preuve de crédit. Cette nouveauté a fait école, et, s'il y a eu duperie dans des affaires de ce genre, c'est pour les souscripteurs bien plus souvent que pour les emprunteurs. Nous le voyons tous les jours. Dire que les emprunts imprudemment onéreux de Necker ont avancé la Révolution, c'est vrai; il est plus profondément vrai encore de dire que ce qui a causé la Révolution, c'est la nécessité où s'est trouvé l'ancien régime, faute d'avoir su accomplir les réformes indispensables, de recourir à des emprunts à tout prix. Quant à Necker, il a dû se dire bien des fois, lui aussi, au cours de la Révolution : « Je n'ai pas voulu cela. » Mais il tenait trop à sa réputation pour le dire tout haut.

L'ouvrage de M. Lavaquery, même si l'on est porté à faire quelques réserves sur ses conclusions, reste fort intéressant. Il va peut-être un peu loin en insinuant que Necker est un faux bonhomme, mais il donne des raisons de le penser. Il met au jour des documents non encore utilisés, qu'il a fallu découvrir dans des fonds insuffisamment explorés. Il met dans une lumière un peu crue, même cruelle, les points faibles

de Necker et des siens. Il jette sur les préliminaires de la Révolution des traits de lumière; il fait avancer la science historique, ce qui n'arrive pas à tous les historiens.

***

Les Mémoires contemporains ne sont pas les moins précieux. Qui connaît son époque? Elle n'a ni recul ni relief proportionné. C'est pourquoi il est si intéressant d'écouter le témoignage de ceux qui ont vu presque les mêmes événements que nous, avec un peu plus de maturité, mais dans la même atmosphère.

Voici, par exemple, *Mes Souvenirs*, de M. Gustave Schlumberger. Gustave Schlumberger était un érudit, un spécialiste des choses byzantines, mais un spécialiste indépendant, formé en dehors des écoles officielles, interne des hôpitaux et docteur en médecine que les bancs de la Sorbonne n'ont peut-être jamais vu et qui est arrivé à l'Académie des Inscriptions et Belles-lettres par le pont de Péra plutôt que par le pont des Arts. Ces deux volumes (Plon) n'ont rien de rébarbatif ni même d'austère. Gustave Schlumberger n'est pas un rat de bibliothèque; il est homme du monde, il fréquente tout ce qui compte dans les milieux les plus variés pendant plus d'un demi-siècle, car il a eu l'art, avec une santé souvent chancelante, de mourir plus qu'octogénaire (17 octobre 1844-9 mai 1929) et de rester très curieux de toute chose, même quand l'affaiblissement et la perte de la vue eurent cruellement assombri ses dernières années.

Ce qui rend spécialement passionnante la lecture de ses *Souvenirs*, c'est la sincérité, la spontanéité, la liberté des jugements qu'il porte sur tous ceux qu'il a connus. A ce titre, il est de l'école de Saint-Simon, mais moins copieux. Son grand ami et intime confident, M. Adrien Blanchet, chargé de mettre au point cette publication, et qui l'a fait avec une conscience émouvante, a quelque peu émondé et parfois adouci le texte, d'ailleurs nullement définitif, laissé par Schlumberger. Mais il ne l'a pas trahi. Schlumberger avait des idées fort arrêtées. Ce vieil Alsacien, élevé à Pau, docteur de l'École de Médecine de Paris, est à la fois le plus chauvin et le plus cosmopolite des Français. C'est le plus courtois et le plus

compréhensif des hommes, mais il ne transige pas sur ce qu'il estime essentiel. Il est de ceux que l'affaire Dreyfus a bouleversés, il a rompu avec beaucoup de ses meilleurs amis parce qu'ils étaient « dreyfusards ». Tout ce que l'impératrice Eugénie, qui l'était aussi, a obtenu de lui, c'est un silence désapprobateur. Et à l'époque où il rédige ses souvenirs, vingt ans après l'événement, il n'a pas désarmé ni reculé d'une semelle. Ce protestant, qui a eu tant d'amitiés juives, est un antisémite inconscient que la crise a révélé à lui-même. La jeunesse a une faculté d'oubli dont on se plaint bien souvent. Schlumberger, resté jeune à beaucoup d'égards, ne l'était pas sur ce point.

Quel joli croquis de la ville de Pau sous le second Empire! Elle n'était pas encore la station à la mode, banalisée par le chemin de fer, envahie de touristes de seconde zone. Schlumberger enfant y arrive en chaise de poste. C'était un enchantement de traverser la France sur le grand siège placé à l'arrière, en brûlant le pavé à quatre chevaux, aux claquements de fouet des postillons. Les auberges avaient des tables d'hôte inoubliables, quitte à manquer par ailleurs de commodités les plus élémentaires. Le progrès a toujours des lacunes. Nos palaces d'aujourd'hui sont plus confortables, mais combien moins familiaux et hospitaliers! Pau avait déjà ses habitués anglais, mais fixes, en quelque sorte enracinés. Et on y trouvait des demi-solde du premier Empire, cristallisés dans leur héroïsme, sanglés dans un sentiment du devoir qui ne pactisait avec aucune faiblesse. Lisez l'histoire de ce vieux colonel qui se condamne à un mois d'arrêts avec obligation de filer la laine, parce qu'il s'est conduit comme une femme en se laissant entraîner à jouer après avoir juré de ne pas le faire. Le capitaine Bitterlin d'Edmond About n'est pas tellement une caricature.

Schlumberger est un grand bourgeois, de cette grande bourgeoisie de Mulhouse et de Guebwiller, qui a conscience d'être une aristocratie industrielle. Il a horreur de ceux qui posent, qui sont mal élevés, qui parlent de ce qu'ils ne savent pas, qui sont affectés de snobisme. Il est plein d'indulgence pour les jolies femmes et leur pardonne à peu près tout, sauf ce que nous appelons aujourd'hui la « rosserie », c'est-à-dire la médi-

sance hypocrite avec l'aspect bon enfant. Rien n'est moins dans sa manière; il appelle un chat un chat; il qualifie de médiocre ou d'antipathique telle personnalité réputée, sans d'ailleurs insister car il ne discute pas ce qu'il conteste. La solidarité académique ne l'empêche pas de juger librement ses collègues des Inscriptions. On dirait qu'ils se sent en marge de leur compagnie. Ce n'est pas avec eux qu'il court le monde, ce n'est pas dans leurs livres qu'il cherche à retrouver la vie des siècles disparus. Et dites-vous bien, tout compte fait, que ce choix d'anecdotes prises sur le vif, dont le parfum presque contemporain nous enchante, sera pour la postérité une mine de renseignements de haute tenue, de haute teneur aussi. Tout cela pour nous est encore de la chronique mondaine, mais « il faut songer, dit avec sa prévoyance de bénédictin M. Adrien Blanchet, à ceux qui écriront plus tard l'histoire de notre temps ».

***

Avec M. Hanotaux, *Mon Temps* (Plon), nous nous rapprochons d'une dizaine d'années. M. Hanotaux vient de célébrer ses quatre-vingts ans. La première partie de ses souvenirs, seule parue, s'arrête à 1878. Ce qui frappe le plus par sa fraîcheur et sa spirituelle bonhomie, c'est le tableau d'un coin de campagne française sous le second Empire. Nous ne sommes pas ici dans une ville intellectuelle et cosmopolite comme pouvait l'être Pau vers la même date; nous ne sommes pas dans un milieu spécialement cultivé, de haute bourgeoisie et de grandes fortunes, nous sommes dans une de ces bonnes familles rurales qui parlent le patois picard ou tout au moins en gardent l'accent, dont la vie simple et frugale, à part quelques solennités familiales, n'a pas énormément changé depuis le moyen âge. On y voit encore les ruines de la forteresse féodale qui domine le village : celles de Beauvoir sont spécialement impressionnantes parce qu'elles rappellent Jeanne d'Arc prisonnière qui se jeta du haut d'une des tours pour essayer de s'échapper.

Il y a là une série de portraits d'ancêtres qui n'ont rien de commun avec ceux d'*Hernani*, mais qui sont d'une rare

saveur paysanne. Le grand-père, homme de tradition, s'est refusé longtemps à prendre le chemin de fer. Il s'y décide, mais on lui demande quarante-deux sous pour aller à Laon. « Ça passera pour quarante sous », dit-il en jetant noblement sur le guichet une pièce de deux francs. « Quarante-deux sous, c'est pas un compte. » L'employé ne veut rien rabattre. « C'est pas pour les deux sous, insiste le digne vieillard. Viens prendre un verre, ça passera pour quarante sous. » Il renonça au train et ne comprit jamais l'entêtement de l'employé.

Les femmes mêmes sont de leur temps. La mère de M. Hanotaux, élevée au couvent, est « bonne catholique » mais pas dévote. « Elle assistait aux offices de temps en temps et c'était tout. » Elle recevait son curé, mais ne lui demandait pas conseil. L'oncle Edmond était le fermier type d'un temps où la vie était facile. « Souvent entre deux vins, toujours accueillant et de belle humeur, courant les foires de villages et les agences, maquignonnant, levé tôt et couché tôt quand il n'était pas de fête; grand joueur, grand hurleur, la tête près du bonnet, il avait les chevaux les plus rosses, les chiens les plus bâtards, les domestiques les plus indociles, les récoltes les plus mauvaises, la cour la plus encombrée et avec cela, souvent au penchant de la ruine, trouvait moyen de retomber sur ses pieds. Il mourut plutôt riche après avoir tiré le diable par la queue pendant toute son existence. » Nul ne célébrait mieux le progrès en n'en faisant aucun, nul ne brillait davantage dans les toasts de comices agricoles et son plus grand succès d'éloquence *inter pocula* mérite de passer à la postérité. « Messieurs, je bois à la santé de ceux qui sont morts. »

Un chapitre non moins vivant, surtout pour ceux qui ont passé par les mêmes épreuves, c'est celui des études secondaires. C'est au lycée de Saint-Quentin que M. Hanotaux débute comme interne. Il étrennait le lycée, la veille encore « Collège des Bons Enfants », aujourd'hui lycée Henri-Martin. Il en garde bon souvenir. La vie des potaches d'alors était dure, mais saine, un vrai apprentissage de la vie, apprentissage sans phrases ni pédagogie savante. Le premier triomphe de l'élève Hanotaux, c'est d'intéresser l'inspecteur général — le père d'Augustin Filon — en lui racontant les campagnes de César en Gaule. L'inspecteur prend des notes et pose à son

tour des questions. C'est le monde renversé. Pourquoi? Hanotaux parlait picard et l'inspecteur était philologue. Il n'est pas toujours à pareille fête. Son professeur de cinquième, pour une version manquée, lui prédit qu'il finira mal. Ce psychologue était le père de l'illustre Branly. Il rencontre plus tard, beaucoup plus tard, son ancien élève chez son fils. « Eh bien! élève Hanotaux, qu'êtes-vous devenu? » M. Hanotaux était alors ministre des Affaires étrangères. « Je vous l'avais bien dit que vous finiriez mal. »

En somme, cette vieille éducation n'était pas si mauvaise. Elle habituait à l'effort individuel, aussi aux privations. La soupe du matin, la « panade », était immangeable ou du moins passait pour telle. Nul oncques ne la goûta, sauf le proviseur dont l'appréciation optimiste ne convainquit personne. Si M. Hanotaux était venu à Évreux quelque dix ans plus tard, il aurait eu le même spectacle. La présentation de la soupe du matin n'était plus qu'un rite, totalement dénué de sens. Les traditions ont toujours été une des forces de l'Université. Mais, à côté de cela, à cause de cela peut-être, on emportait du lycée une éducation, fort incomplète du point de vue mondain, mais singulièrement virile du point de vue social : l'horreur de la délation était l'article fondamental de la morale, le mépris du confort, le résumé de la culture physique. L'idée qu'un dortoir pût être chauffé, ou qu'une classe pût l'être modérément, n'était jamais venue à aucun architecte scolaire. Le képi était un vain ornement dont on n'usait que les jours de sortie; les jeunes gens d'aujourd'hui ont découvert l'Amérique en allant nu-tête.

Quant au bagage intellectuel, celui de M. Hanotaux en valait bien un autre. Sur une excellente préparation primaire se greffait une connaissance du latin suffisante pour comprendre Virgile et Tite-Live, une teinture de grec suffisante pour entrevoir les beautés d'une littérature animatrice entre toutes, des rudiments d'allemand ou d'anglais susceptibles de se développer en cas de besoin. Les sciences étaient réservées pour le couronnement de l'édifice; il n'était pas défendu d'aimer les arts et de cultiver la musique, car M. Hanotaux jouait du triangle dans la fanfare du lycée. Tout cela ne laissait pas de faire un ensemble harmonieux, à part même le triangle.

On nous excusera de ne pas guider le lecteur plus avant. Partout il retrouvera la même verve, le même jaillissement d'idées, de lectures, d'expériences qui sont le fruit d'une existence bien employée, mais non pilotée dans un sens unique. M. Louis Gillet a bien montré dans une étude enlevée comme un croquis de premier jet, *Gabriel Hanotaux* (Plon), le caractère de M. Hanotaux et de son œuvre. M. Hanotaux est éminemment français et n'est aucunement parisien. C'est pourquoi il comprend si bien le rôle de Paris dans notre histoire. « Paris est la capitale, mais ce n'est pas Paris qui gouverne. » Il n'y a eu qu'un Étienne Marcel et il n'a pas réussi. Paris a un navire dans ses armes, l'équipage du navire est fourni par la province. La religion du sol natal, force profonde de la France, n'a rien de parisien et pour cause. Il n'y a pas, il n'y a plus de sol parisien; le sous-sol même est vidé. L'instinct de la propriété familiale ne trouve plus sur quoi s'exercer. On parle toujours du capital, mais le capital, c'est le « cheptel », le vieux mot qui a précédé l'autre et dont le sens est le même que celui de pécune (*pecus*, troupeau). Là est la richesse solide et durable, à l'abri de l'inflation et de la dévalorisation, sur laquelle a vécu la France dans le passé. Pourquoi pas dans l'avenir?

A. ALBERT-PETIT

INGRES ET SES ÉLÈVES

Ingres et ses élèves... Dans les trois salles aux proportions restreintes de la galerie Jacques Seligmann, il ne pouvait être question que d'esquisser ce sujet, qui, pour être traité dans sa variété et son étendue, exigeait non seulement un plus vaste local, mais de longues et patientes recherches. Les œuvres d'Ingres et de ses élèves qui ne sont pas au Louvre sont dispersées, en France et à l'étranger, dans des galeries d'où il est souvent difficile de les faire sortir. Ni le musée de Bayonne, ni Chantilly, riches en Ingres, n'ont la permission de laisser bouger ce qu'ils possèdent; et certains musées de province se refusent avec intransigeance à tout prêt. A l'heure actuelle, une exposition Ingres, à Paris, devrait se passer du portrait de *Granet* (conservé au musée d'Aix) et de la *Madame de Senonnes* (conservée au musée de Nantes); de sorte que le plus beau portrait d'homme et le plus beau portrait de femme d'Ingres ne pourraient être montrés. Quant aux tableaux des élèves, les difficultés de recensement sont grandes; la plupart, en effet, ne sont point dans des collections, dans des musées, mais dans des familles. Héritages, partages, alliances ont brouillé les pistes. Tous ces peintres, hélas! n'eurent pas, après leur mort, la chance de Théodore Chassériau, dont, sans la pieuse patience et l'indéfectible dévouement de son neveu, le baron Arthur Chassériau, l'œuvre serait aujourd'hui, non seulement dispersée, mais partiellement anéantie.

Les organisateurs de l'exposition faite à la galerie Seligmann sur l'initiative de madame Jean Chiappe (au bénéfice de la

Maison de Santé des gardiens de la paix) durent donc borner leurs ambitions. Ils ne se sont souciés que des portraits, peints ou dessinés. On ne trouve rien, ici, qui rappelle ou indique les évocations sensuellement nostalgiques de Chassériau; les austères inspirations chrétiennes d'Hippolyte Flandrin; les paysages noblement arrangés de son frère Paul. Aucun de ces nus voluptueusement chastes, si l'on peut dire, que l'on doit aux aimables pinceaux d'Amaury-Duval; aucune scène hellénisante de Mottez; aucune méditation mystique de Janmot, d'Orsel ou de Stürler; aucune composition de Guichard, de Ziegler ou de Papety. Quant aux nombreuses et importantes peintures murales, exécutées dans maintes églises par cette équipe d'ingrisants, et que, dans une exposition à programme moins limité, on eût pu faire connaître par des maquettes et par des esquisses, on ne les soupçonnera pas davantage rue de la Paix. Mais, grâce à M. Seligmann, l'éveil est maintenant donné; l'intérêt est rallumé. Tôt ou tard, ici ou là, le sujet devra être traité à fond; il est digne de séduire aussi bien M. Louis Metman au Pavillon de Marsan, que M. Raymond Escholier au Petit-Palais, que MM. Verne et Jamot à l'Orangerie.

***

Ingres est représenté par sept toiles et par une quarantaine de mines de plomb.

Les portraits peints ont été assez heureusement choisis pour jalonner la production du maître, de ses débuts à son terme. Le plus ancien est d'un adolescent; le dernier d'un septuagénaire. Dans la petite toile prêtée par madame René Lisle, Ingres s'est représenté lui-même. L'œuvre est datée : 1804; mais M. Sterling, l'auteur du remarquable catalogue de l'exposition, propose très justement de placer cette peinture quelques années avant le portrait conservé à Chantilly, et que l'on sait être de 1804. La très précieuse figure de la collection Lisle est encore toute soumise à l'influence de David; et, dans son inachèvement, fait penser à des portraits comme celui de *Madame Chalgrin* ou celui de *Madame Récamier* (qui est de 1800, et auquel on sait que le jeune Ingres travailla). Cette figure est certainement antérieure au portrait d'inconnu

(collection Jacques Seligmann), qui n'avait jamais été montré jusqu'ici, et qui, précédant de deux ans la *Belle Zélie* du musée de Rouen, l'annonce sournoisement. Il faut interroger cet inconnu pour qu'il vous livre son secret. Au premier abord, rien de moins ingresque que cette présentation banale, sur un fond de paysage conventionnel qui sent son XVIIIe siècle; mais examinez le dessin à la fois serré et doux des paupières, des lèvres et du nez; cette ronde fermeté dans la précision, qui rappelle la volute du coquillage : la personnalité d'Ingres est là, comme la lumière est déjà dans le ciel, avant le point du jour. Pour s'en convaincre, il suffit de poser, sur une reproduction de cette peinture, un « cache » qui n'en laisse voir que le masque. Aussitôt, les parentés de style et de facture apparaissent entre ce portrait et celui de M. Rivière (au Louvre), qu'Ingres peindra un an plus tard, ou celui de Bartolini (coll. Pomaret), son voisin de muraille à l'exposition, et qu'Ingres peindra deux ans plus tard, au moment, croit-on, de partir pour l'Italie.

Tout ce qu'il va trouver là-bas, il semble qu'Ingres le pressent dans cette toile, devant laquelle il est impossible de ne point penser aux Florentins du XVIe siècle, et plus particulièrement à Bronzino. A tout bout de champ, dans ses lettres, dans ses propos, Ingres parle de Raphaël et de maints autres Italiens; pas une fois, sauf erreur, il ne nomme Bronzino, qu'il a certainement connu, et beaucoup consulté. Il s'est souvenu de lui non seulement dans certains portraits, mais dans certains nus. Les grandes déesses paresseusement indifférentes du Toscan sont les sœurs aînées des odalisques du Languedocien... Mais nous ne pouvons qu'indiquer ici ces affinités...

Le marquis de Pastoret (coll. David-Weil), et *Madame Marcotte de Sainte-Marie* (du Louvre), qui sont de la même année (1826), montrent comment Ingres variait, d'une œuvre à l'autre, le caractère de ses portraits et la composition de sa palette. Noir, gris et vert, le *Pastoret* (il appartint à Degas) est tout en harmonies sévères et froides : un mur vêtu de lierre, à l'ombre. Le portrait de *Madame Marcotte de Sainte-Marie* est au contraire chaud et doré comme une touffe de giroflées. Cette chaleur est absente du portrait de la *Duchesse de Broglie* (à M. le duc de Broglie), tout en bleus et en blancs,

comme congelés, et qui est sans doute le chef-d'œuvre de la dernière manière de l'artiste.

De pareils travaux peuvent être regardés comme les résultats d'une intoxication. Ingres est envoûté à cette époque (1853) par la recherche du style. Cet étonnant portrait possède un pouvoir maléfique; il fascine les uns pour les charmer; il exerce sur les autres un effet voisin de la répulsion. A demi-vivante, à demi morte, cette grande figure exsangue n'est presque plus une femme; et, pourtant, sa grâce spectrale nous semble irrésistible. On croit en elle par l'imagination plus encore que par les yeux. Parvenu à cet excès de raffinement, Ingres, ici, rejoint les rêves plastiques des quattrocentistes; cette gracieuse et bizarre idole, tout en ne leur ressemblant en rien, fait songer aux fées botticelliennes, aux saintes de jade et de lait des primitifs siennois.

Dans son égalité imperturbable, ce portrait en quelque sorte déshumanisé est remarquablement peint. Ne suffirait-il pas que, dans un coin du tableau, ce fauteuil bouton d'or, cette écharpe crème aux broderies blondes, ces gants blancs, cet éventail d'or à rehauts rouges et ce fichu noir soient restés à l'état d'esquisse, pour que les yeux d'aujourd'hui en soient enchantés comme ils le sont par un Bonnard, par un Vuillard?...

Cette sensibilité que le vieil Ingres, dans de pareils portraits, était prêt d'immoler à la doctrine, on la retrouve dans ses dessins à la mine de plomb, lesquels, selon les cas, sont des gagne-pain ou des passe-temps. Voici, d'une part, des *forestieri* de la Ville Éternelle, qui paient, vingt francs l'une, ces incomparables merveilles; d'autre part, voici les amis, les camarades, leurs femmes, leurs enfants, qui reçoivent ces dessins en cadeaux...

Des primitifs italiens aux Etrusques, des Grecs aux Persans, des gothiques allemands aux maniéristes de Fontainebleau, Ingres, dans sa peinture, sans en pâtir, a subi, a sollicité cent influences, lesquelles, chez un autre, eussent été incompatibles. Son solide génie est comme l'estomac de l'autruche : il digère tout. Seuls, ses portraits à la mine de plomb restent dans la plus fine et stricte tradition française. Ingres trouva tout naturellement, en exécutant ces dessins, ce point d'équilibre entre l'instinct et l'intelligence, où, de siècle en siècle, comme

dans un bastion imprenable, nos artistes les plus grands, et, comme on dit, les plus représentatifs (de Fouquet aux Clouet, des Lenain à Chardin, de Houdon à Latour, de Corot à Degas) se sont maintenus...

***

Ingres, ayant dépassé la quarantaine, et après dix-huit ans d'Italie, en 1825, accompagnant *le Vœu de Louis XIII*, revint en France. On l'y accueillit en sauveur de l'art, un peu comme on avait accueilli Poussin, jadis. Il décida d'ouvrir un atelier d'élèves. Un petit atelier, mitoyen du sien, dans une maison qui avait deux entrées, l'une rue des Marais (l'actuelle rue Visconti), l'autre rue des Beaux-Arts. Le massier de l'atelier fut Amaury-Duval, très distingué jeune homme, joliment doué, et dont la famille, apparentée aux Regnault, aux Chassériau, descendait, par alliance, de Houdon.

Dans un livre qu'il fit paraître en 1878 (et que réédita dernièrement M. Élie Faure), Amaury-Duval a consigné les souvenirs qu'il conservait de cet atelier, lequel cessa d'exister lorsque, dix ans plus tard, Ingres, après l'incompréhensible échec du *Saint-Symphorien*, qu'il ne pardonna pas aux Parisiens, regagna Rome pour y diriger la Villa.

Les souvenirs d'Amaury-Duval ont du pittoresque, de la vie. On pense bien que l'atelier d'Ingres ne ressemblait pas aux autres. Plus dandy que rapin, le massier Amaury y imposa des manières dont, à l'École, on se moqua vite : « Tu ne sais pas, disaient entre eux les élèves du baron Gros, les Ingres, quand ils arrivent à l'atelier, le matin, ils se demandent de leurs nouvelles! ... » Et par surcroît, ils se demandaient ces nouvelles en se voussoyant. Bon ton qui agréait fort au maître : « C'est à Amaury, disait-il, que je dois d'avoir des élèves différents des autres; et je lui en ai toujours été reconnaissant. »

Tout ce qui touche la personne d'Ingres offre un plaisant mélange de grandeur et de burlesque. La foi profonde, robuste et exigeante d'Ingres pour son art s'exprime le plus souvent d'une manière prudhommesque qui inspire à la fois le respect et l'envie de rire. Ses pieux enthousiasmes ont pour contreparties des colères épiques, pendant lesquelles il conserve une furibonde solennité; c'est Jupiter tonnant.

Les *Souvenirs* d'Amaury-Duval foisonnent d'anecdotes qui toutes montrent que l'homme avait autant de style que son œuvre.

Prudhomme-Goliath, voici Ingres, en face de Thiers, Prudhomme-David. Ils dînent ensemble, à la table du père d'Amaury. Tout va relativement bien, jusqu'au moment où l'imprudent M. Thiers entreprend Raphaël, et « développe cette thèse qu'il n'a fait que des Vierges ». Ingres bondit : « Que des Vierges! s'écrie-t-il... Certes, on sait le respect que j'ai voué à cet homme divin; on sait si j'admire tout ce qu'il a touché de son pinceau. Mais je donnerais toutes ses Vierges, oui, monsieur, toutes, pour un morceau de *la Dispute*, de l'*École d'Athènes* et du *Parnasse*. » Suit un long débat, qui risque de tourner à l'aigre. Les deux hommes se séparent. Le lendemain, Ingres retrouve son élève à l'atelier. L'indignation du maître n'est pas calmée : « Eh bien! mon cher ami, vous l'avez entendu : voilà les gens qui nous jugent!... S'il plaît un jour à l'un de ces messieurs de ramasser de la boue et de nous la jeter à la figure, que nous reste-t-il à faire, nous qui avons travaillé trente ans, mais qui ne savons pas écrire, qui ne pouvons pas leur répondre? Que nous reste-t-il à faire? » Alors, tirant un mouchoir de sa poche, et s'en frottant les joues : « Voilà, mon cher ami, tout ce que nous pouvons faire : nous essuyer!... »

Ingres détestait l'anatomie. Il l'appelait : « Cette science affreuse à laquelle je ne veux pas penser sans dégoût. » Il disait à ses élèves : « Si j'avais dû apprendre l'anatomie, moi, messieurs, je ne me serais pas fait peintre! » Or, dans l'atelier, quelqu'un demanda que l'on achetât un squelette. On l'installa dans un coin. Le maître vint donner sa leçon comme d'habitude. D'abord, il ne vit rien. Mais lorsqu'il s'approcha de l'élève qui était près du squelette, un véritable sentiment d'effroi se peignit sur sa figure. « Il avait, dit Amaury, tout à fait l'apparence d'un homme tournant le dos à une cheminée dont le feu trop ardent lui brûle les jambes. » Pendant la séance suivante, l'élève placé près du squelette n'eut pas de conseils du tout. A la fin de la semaine, M. Ingres fit dire au massier qu'il ne mettrait plus les pieds à l'atelier, tant que « cette horreur y serait accrochée ».

Par contre, la vue d'une jeune et jolie femme le ravissait.

Une charmante fille qui posait pour Ingres contait ceci à Amaury : « Si vous saviez tous les cris d'admiration qu'il pousse quand il travaille!... J'en deviens toute honteuse. Et quand je m'en vais, il me reconduit jusqu'à la porte, et me dit : « Adieu, ma belle enfant », et me baise la main... » Un ami de ses élèves raconte qu'Ingres l'entraîna un jour dans la pâtisserie Guerbois, rue des Saints-Pères. Là, tout en s'empifrant de gâteaux, le peintre du *Bain Turc* ne détachait pas les yeux de la jolie pâtissière, et disait entre chaque bouchée : « Voyez-vous, mais regardez donc! c'est comme du Raphaël, tout un Raphaël!... Mangez donc de ceci et de cela!... Vous rappelez-vous la Madone de Foligno?.. Ah! quel baba!... » Mais un omnibus passe; Ingres se précipite hors de la boutique, grimpe lestement sur l'impériale, et, de là-haut, crie à son compagnon : « Vous paierez pour moi!... »

Cet Ingres sensualiste eut moins d'adeptes, dans l'atelier de la rue des Marais, que l'Ingres doctrinaire. Pourtant, outre Chassériau (fort bien représenté ici), qui sut créer un monde poétique absolument personnel, Amaury-Duval a peint de charmantes figures nues, aux pâleurs de papier de riz ou de camélia. Quand on rencontre l'une d'elles, dans quelque musée de province, généralement pendue dans les hauteurs, on la reconnaît tout de suite. Toutes ont quelque chose de délicat, de tamisé, de diaphane qui appartient en propre à leur auteur. Elles valent certainement mieux que le portrait de Rachel, prêté par la Comédie-Française, d'une très mince facture, et en si mauvais état que, si on ne le soigne pas, il n'en restera bientôt plus rien.

Huit toiles font une place importante à Victor Mottez, artiste inégal, mais au talent vivace et ardent. M. Maurice Denis estime fort la fresque dont Mottez a décoré, à Saint-Sulpice, la chapelle Saint-Martin. Elle est, dit-il « la seule qui soutienne l'examen, après qu'on a vu la chapelle des Saints-Anges de Delacroix ». Une autre fresque de Mottez figure au Louvre, dans la Salle des États. C'est le portrait de madame Mottez. On y lit cette inscription, de la main de l'artiste : « Fresque faite à Rome sur le mur de mon atelier, détachée après mon départ sur l'ordre de M. Ingres, qui me la rapporta à Paris. » Le morceau est de la plus grande beauté. Deux autres

portraits de la première madame Mottez figurent rue de la Paix. Celui que le Petit Palais a prêté, malheureusement très craquelé, n'est pas inférieur à la fresque du Louvre; et ce modèle au long visage, aux expressives mains, a une grâce pensive propre à faire rêver. Mottez, perdit cette belle compagne; et il se remaria. Mais lorsqu'il mourut, longtemps après, c'est près de sa première femme qu'il voulut reposer.

Mottez était un esprit curieux, cultivé jusqu'à l'érudition. On lui doit une traduction du *Livre des Peintres* de Cennino Cennini. Au surplus, la plupart des élèves d'Ingres étaient des hommes d'éducation générale, soucieux des problèmes de la vie spirituelle. Leurs inspirations, leurs aspirations sont de l'ordre le plus élevé. Stürler, fixé à Florence, fanatisé par les Primitifs, y fit une illustration de la *Divine Comédie*; Janmot, chrétien fervent, est l'auteur d'un *Poème de l'Ame*, écrit en vers assez plats, pour lequel il composa une suite de scènes où Baudelaire (si sévère pour Ingres et ses élèves) trouvait « un charme infini et difficile à décrire, quelque chose des douceurs de la solitude, de la sacristie, de l'église et du cloître, une mysticité inconsciente et enfantine... » L'homme possédait un rayonnement communicatif, qui s'exerça sur le jeune Odilon Redon, lequel reconnaissait lui devoir beaucoup. Indiquons à ce propos que maints élèves d'Ingres eurent à leur tour des élèves auxquels ils transmirent le flambeau. C'est un élève d'Ingres, Lamothe (dont un très bon petit portrait figure à l'exposition), qui fut le maître de Degas. Guichard fut le maître de Berthe Morisot. Brémond fut le maître d'Albert Besnard...

Ni Brémond, ni Guichard ne sont représentés à l'exposition. Ce Joseph Guichard est une figure pittoresque. Naguère, dans la *Gazette des Beaux-Arts*, M. Henry Dérieux a tenté de le tirer de l'oubli. Venu de Lyon, il entra chez Ingres; mais son ingrisme était à éclipses : « J'allais d'Ingres à Delacroix, a-t-il écrit, comme on va du foyer conjugal au boudoir d'une maîtresse. » L'intimité de Guichard et de Delacroix fut, un moment, assez grande pour que les deux artistes eussent un atelier commun. Lorsque, pour une raison ou une autre, ils s'entendaient moins bien, ils coupaient l'atelier en deux par une ligne tracée à la craie sur le sol; et chacun se retirait

chez soi. Ils se brouillèrent enfin pour de bon, Guichard ayant fait passer un tableau de lui pour un tableau de Delacroix, et de nombreux amateurs s'y étant laissés prendre. Guichard est l'auteur d'une grande toile, fort bonne, exposée au musée de Lyon, dans la salle consacrée à la riche école locale. Elle est intitulée le *Rêve d'Amour*; et l'on comprend que, lorsqu'il vit le tableau, en 1833, au Salon, Ingres ait jeté les hauts cris et traité Guichard d'apostat : ce *Rêve d'Amour* est un rêve éperdument romantique, devant lequel on songe à la fois à *Mademoiselle de Maupin* et à *Rolla*, à *Han d'Islande* et à *Indiana*; à tout ce que l'auteur de l'*Apothèose d'Homère* vomissait.

Pourtant ce fut cet hérétique qui entraîna les frères Flandrin, lyonnais comme lui, dans l'atelier d'Ingres, donnant ainsi à ce dernier les disciples les plus fidèles, ceux qu'il nommait « les enfants de mon cœur. »

Deux portraits d'Hippolyte Flandrin figurent rue de la Paix. L'un, venu du Louvre, est cette romanesque *Liseuse* qui, toute baignée de *smorfia*, songe à ce qu'elle vient de lire dans le volume vert de la collection Lévy qui va glisser de ses doigts. Nous nous souvenons de notre penchant sentimental pour ce joli tableau, lorsque nous avions seize ans, et que nous dévorions Stendhal dans ces mêmes volumes. Ce visage de jeune fille se faisait pour nous le visage des héroïnes de ces romans; et, aujourd'hui encore, c'est à elle que ressemblent vaguement dans notre mémoire émue, madame de Rénal et Clélia Conti... L'autre portrait est celui qu'Hippolyte Flandrin fit de lui-même, en 1837, au moment de quitter la villa Médicis et sa Rome bien-aimée, où il devait revenir, vingt ans plus tard, pour y mourir.

La Rome de Flandrin n'était la Rome antique d'Ingres, mais la Rome chrétienne, la Rome des catacombes, des couvents et des cloîtres. La peinture religieuse d'Hippolyte Flandrin est aujourd'hui un peu dédaignée. Il faut bien le reconnaître : les décorations cendreuses, comme lunaires, de Saint-Germain des Prés et de Saint-Vincent de Paul, si elles témoignent d'une foi édifiante, manquent de cet accent involontaire qui décèle le tempérament. Le monde extérieur, auquel Ingres croyait de tous ses sens, existait peu

pour Flandrin : « En dessinant, écrivait-il, je donne bien moins la mesure de ma vue que je n'accuse la portée de mon intelligence ou les facultés de mon cœur. » Cette préoccupation de donner à l'art une « signification morale », qui a desservi Hippolyte Flandrin dans ses compositions, fait le prix de ses portraits. Conçues selon les préceptes et sous la discipline ingresque, ils vont plus loin que l'apparence. Ce sont, comme Flandrin le disait lui-même, des « portraits d'âme ». Beulé, prononçant l'éloge funèbre de Flandrin, à l'Institut, s'exprimait ainsi : « Il a peint les jeunes filles pour leurs mères, et les mères pour leurs fils... ». Si jamais, comme il faut le souhaiter, on rassemble un jour quelques-uns de ces portraits dans une exposition publique, on reconnaîtra que cet élève d'Ingres était lui-même un maître, digne, en tant que portraitiste, d'être mis près des grands.

La place nous manque pour parler comme il conviendrait de Paul Flandrin, dont les paysages d'une douceur et d'une béatitude un peu uniformes, invitent à croire à une Tempé moins grecque qu'évangélique; de Lehmann, peintre perspicace des grandes dames intellectuelles de son temps (la princesse Belgiojoso, la comtesse d'Agoult); de Ziegler, auteur des fort creuses décorations de la Madeleine, mais dont la curieuse vie, partagée entre la peinture et l'alchimie, mériterait d'être contée; de Papety, le seul méridional, sauf erreur, de la troupe, qui rapporta du Mont Athos, où il s'enferma quelque temps de beaux dessins documentaires, et dont on peut voir, à l'Hôtel de Ville de Compiègne, une grande toile intitulée *le Rêve du Bonheur*, d'un idéalisme savoureux et puissant; nature originale jusqu'à l'étrangeté, comme d'ailleurs pas mal d'autres élèves d'Ingres. Certes, tous ne furent pas de grands peintres, mais tous se faisaient de leur art une idée élevée et grande, préservée, par l'exemple et l'enseignement de leur maître, de tout soupçon de bassesse, de toute trace de vulgarité.

JEAN-LOUIS VAUDOYER

L'HYDROGÈNE LOURD ET L'EAU LOURDE

A mesure que nous creusons plus avant, la Nature nous révèle son effrayante complexité; le ciron de Pascal recèle tout un monde, et il y a autant d'infini dans un atome que dans tout l'Univers. Il n'est pas besoin d'aller chercher bien loin pour trouver des sujets d'étonnement; c'est dans les milieux les plus familiers, et que nous croyions le mieux connaître, que la science nous apporte du nouveau et de l'inattendu. Nous avions eu, en 1893, une première surprise, lorsque Lord Rayhigh et Sir William Ramsay annoncèrent la présence, dans l'air que nous respirons, de cinq gaz inconnus. Aujourd'hui, c'est l'eau elle-même, l'eau distillée la plus pure, qui révèle l'existence d'un produit insoupçonné; c'est l'hydrogène, le plus simple et, pensait-on, le mieux connu de tous les gaz, qui se dédouble, et se détriple même, en éléments distincts.

Un événement de cet ordre déborde hors le cadre ordinaire des découvertes scientifiques; il intéresse tout homme curieux de s'instruire; à ce titre, il m'a paru digne d'être exposé dans cette Revue.

***

Depuis Cavendish et Lavoisier, on estimait que la nature chimique de l'hydrogène, et celle de l'eau, étaient définitivement fixées. Le premier, qui apparaît dans d'innombrables

réactions, se présente avec des propriétés physiques et chimiques qui en font le plus léger et le plus simple des éléments : tellement simple que c'est à lui qu'on a pensé d'abord pour lui rapporter les poids atomiques de tous les autres (j'aurai, tout à l'heure, à nuancer cette affirmation). Toutes les acquisitions de l'atomistique ont précisé la structure de son atome, formé d'un noyau matériel électrisé positivement, le *proton*, autour duquel tourne en orbe planétaire un électron négatif, pratiquement dénué de masse.

Ainsi, la masse 1 du proton est aussi celle de l'atome d'hydrogène, et les faits connus semblent marquer que tous les corps de la nature, simples aussi bien que composés, sont constitués, en ultime analyse, par des groupements de protons et d'électrons; par exemple, l'atome d'oxygène qui pèse 16, doit contenir 16 protons dans son noyau, tandis qu'un nombre égal d'électrons se partage entre le noyau et l'atmosphère planétaire. Mais des mesures plus précises de poids atomiques avaient montré que les poids atomiques n'étaient pas des nombres rigoureusement entiers; et, pour des raisons de commodité sur lesquelles je n'insiste pas, on a jugé préférable de rapporter les poids atomiques au nombre 16, attribué à l'oxygène; dans ce système de numération, le poids de l'atome d'hydrogène est, non plus 1 exactement, mais 1,00777 : on verra dans un instant l'importance de ces décimales.

On savait, d'autre part, que l'hydrogène n'existe pas en général, à l'état libre, sous forme d'atomes isolés et indépendants, bien qu'il ait pu être préparé sous cette forme par le chimiste américain Irving Langmuir; le gaz qu'on obtient, par exemple, en attaquant le zinc par l'acide sulfurique, est formé de molécules, dont chacune est constituée par deux atomes, unies comme les deux boules d'une haltère. Notons même qu'Eucken, physicien de Breslau, avait montré que cette association peut se faire sous deux formes différentes, de telle sorte qu'à la température ordinaire, l'hydrogène est formé, pour un quart, par des molécules de *parahydrogène* et pour les trois autres quarts, par de l'*orthohydrogène*. C'était une première complication, mais l'auteur de cette curieuse découverte était, sans doute, bien loin de se douter qu'il avait passé à deux doigts de réalités bien plus importantes.

Quant à l'eau, son cas était plus clair encore; depuis que sa composition avait été établie par des expériences précises, on ne doutait plus qu'elle ne fût composée par l'association de deux atomes d'hydrogène avec un atome d'oxygène. Des procédés avaient été mis au point pour sa purification rigoureuse, et ses propriétés avaient été déterminées avec tous les soins indiqués pour un corps qui intervient dans tous les phénomènes de la nature et de la vie; à aucun moment, les physiciens ni les chimistes n'avaient pu douter de la parfaite homogénéité de l'eau pure.

***

Au total, nos connaissances s'ordonnaient assez bien, lorsque la révélation de l'existence des isotopes vint mettre la maison à l'envers. J'ai montré, ici même[1], comment cette notion s'était introduite dans la science; elle nous apprenait que la plupart des quatre-vingt-douze éléments, réputés simples, sont en réalité des mélanges, mais des mélanges d'une qualité particulière : leurs composants ont des poids atomiques représentés par des nombres entiers, et tous les isotopes d'un même élément ont des propriétés tellement voisines, qu'ils ne peuvent être séparés par aucun des procédés courants de la chimie et de la physique; cette identité presque absolue s'interprète, dans les théories modernes, en admettant que tous ces isotopes sont entourés par des électrons planétaires en nombre égal et semblablement placés; or, c'est par l'intermédiaire de ces électrons planétaires que nous communiquons avec l'atome; ce sont eux qui produisent son spectre lumineux et qui conditionnent ses propriétés chimiques; le noyau, caché au centre de l'atome comme le Dieu au fond du temple, n'intervient que par les propriétés physiques qui dépendent de sa masse, comme la densité, la température de liquéfaction, la vitesse de diffusion à travers les cloisons poreuses.

L'appareil employé dans ces recherches, le « spectrographe de masse », a été porté, dans les dernières années, à un tel point de sensibilité et de précision, qu'il permet non seulement de différencier les isotopes d'un même élément et d'es-

1. Voir la *Revue de Paris*, livraison du 1er mars 1934.

timer leurs proportions relatives dans le mélange, mais encore de mesurer, à un trente-millième près, la masse des divers corpuscules électrisés dont les trajectoires sont isolées par le champ électrique. Naturellement, l'hydrogène fut soumis, un des premiers, à l'examen du spectrographe; il apparut tout de suite que, dans le gaz traversé par la décharge électrique, existaient des corpuscules électrisés, ou ions, dont la masse était une, deux, trois et quatre fois celles de l'atome d'hydrogène; mais rien ne pouvait apprendre si ces corpuscules étaient formés par des atomes lourds ou par des associations moléculaires, d'ailleurs plus ou moins stables; on s'en tint tout d'abord à cette dernière explication, qui était évidemment la plus naturelle.

Cependant, la mesure directe du poids atomique, faite avec le spectrographe de masse, avait donné le nombre 1,00756, légèrement inférieure à la valeur 1,00777 résultant des analyses chimiques; cette différence, qui peut paraître insignifiante, était pourtant supérieure à celle qui peut résulter des erreurs expérimentales. C'est en réfléchissant à ce fait que deux physiciens américains, Birge et Mengel, conclurent que l'hydrogène, si bien purifié qu'il fût, devait contenir une petite quantité (un cinq-millième environ) d'une impureté, qui était probablement un isotope de poids atomique 2, c'est-à-dire deux fois plus lourd que le constituant principal.

Mais ceci n'était encore qu'une hypothèse; l'expérience définitive devait être faite en 1932, toujours aux États-Unis, par Urey, Brickwedde et Murphy : six litres d'hydrogène liquide, bouillant à 253° au-dessous de zéro, furent évaporés lentement, jusqu'à ce qu'il ne restât plus qu'un litre de gaz; une partie de ce résidu fut introduite dans un tube de Geissler et illuminée par la décharge électrique, tandis qu'on examinait la lumière émise avec un spectroscope très dispersif. Cette lumière se compose, comme on sait, d'un certain nombre de raies brillantes dont les positions, mesurées en longueurs d'ondes, sont exactement connues; elles ne manquèrent pas, bien entendu, à l'appel, mais le spectroscope révéla en outre l'existence d'autres raies très déliées; ces raies nouvelles démontraient l'existence, dans la queue de distillation, d'un résidu caractérisé par leur spectre. Or, il se trouve qu'on sait calculer,

grâce à une théorie du physicien danois Bohr, les longueurs d'ondes correspondant à un isotope de l'hydrogène, de poids 2; on sait les calculer, sans même savoir si cet isotope existe, et c'est là un des grands triomphes de la physique théorique. Or, les nouvelles raies observées coïncident presque exactement avec celles que donne le calcul de Bohr. Donc, la preuve est faite, et l'existence de l'isotope H_2 parfaitement assurée.

Je dirai tout à l'heure par quels procédés ce nouveau corps a pu être isolé à l'état pur, ce qui a permis de déterminer expérimentalement ses principales propriétés; comme on pouvait s'y attendre, ce sont, du point de vue chimique, celles de l'hydrogène ordinaire, mais avec moins d'énergie, c'est-à-dire qu'on retrouve les mêmes composés, acide chlorhydrique, ammoniaque, etc., avec des affinités atténuées; du point de vue physique, la différence essentielle dérive de la densité, double de celle du gaz normal, c'est-à-dire encore huit fois plus faible que celle de l'air.

Il n'est pas d'usage de désigner les isotopes autrement que par un indice marquant leur poids atomique; ainsi, les deux isotopes actuellement connus de l'hydrogène seraient désignés par H_1 et H_2; mais l'importance spéciale de ces deux corps leur a valu les deux noms de *Protium* et de *Deutérium*; ainsi, l'hydrogène ordinaire est formé presque exclusivement de protium, souillé par quelques dix-millièmes de deutérium, la teneur de ce dernier élément pouvant varier avec le procédé de préparation du gaz.

Du point de vue de l'atomistique, le deutérium est formé, comme son frère, par un noyau nommé *deuton*, autour duquel tourne un seul électron; ce noyau est deux fois plus lourd que le proton, la charge électrique étant la même, et on a actuellement quelques raisons de penser que ce deuton lui-même serait formé par l'association d'un proton avec un neutron.

***

Bien que très dilué dans l'hydrogène normal, le deutérium est abondant dans la nature; on trouvera sûrement des procédés permettant de l'extraire en quantités notables. Alors, toute une chimie naîtra, dont il serait vain de préjuger

les résultats. Partout où figure l'hydrogène, on pourra lui substituer, soit en totalité, soit partiellement, son isotope lourd; la chimie organique, en particulier, s'enrichira de milliers de produits nouveaux, dont certains pourront recevoir des applications; il est à prévoir que de nouveaux médicaments pourront être ainsi réalisés. Toute cette chimie commence à peine, et comme on n'a pu disposer encore que de quantités minimes de deutérium, les combinaisons de ce corps n'ont pu être établies que par l'analyse spectrale; on connaît, par exemple, une ammoniaque lourde, et deux formes modifiées de l'acétylène.

Mais le composé le plus important, de beaucoup, et le mieux étudié, est l'*eau lourde*, formée, à l'image de l'eau ordinaire, par deux atomes de deutérium unis à un atome d'oxygène; son poids moléculaire est donc $4 + 16 = 20$, tandis que celui de l'eau ordinaire est $2 + 16 = 18$. D'ailleurs, il peut exister, et on a préparé effectivement une *eau demi-lourde*, de poids moléculaire 19, formée par un atome d'oxygène uni à un atome de protium et un atome de deutérium.

Dans dix litres d'eau ordinaire, il y a environ 2 centimètres cubes d'eau lourde; par conséquent, il paraît possible d'extraire le produit par distillation, le résidu devant être formé surtout du produit le moins volatil. Pourtant, les premiers essais tentés dans cette voie donnèrent des résultats négatifs; l'eau lourde était entraînée avec le reste, et la queue de la distillation avait exactement la même densité que la tête et les parties intermédiaires.

Pour arriver au but, il fallait l'intervention du hasard, c'est-à-dire une heureuse observation de Washburn et Urey. Ces deux physiciens eurent l'idée d'opérer, non pas sur l'eau ordinaire, mais sur une lessive alcaline provenant de vieilles cellules électrolytiques; ils observèrent que l'eau extraite de cette mixture avait une densité légèrement supérieure à celle de l'eau distillée, à la même température. Cette remarque fut le point de départ de longs travaux, poursuivis par Washburn et ses collaborateurs, et qui devaient aboutir à un plein succès, c'est-à-dire à la séparation de l'eau lourde à l'état pur; leurs expériences, dont je néglige la technique, procèdent toujours par électrolyse d'une eau rendue conductrice

par la soude; l'opération est longue, puisqu'une centaine de litres de liquide doit être finalement réduite à quelques centimètres cubes; à chaque stade opératoire, on mesure avec précision la densité de l'eau contenue dans l'électrolyse, et on la voit croître régulièrement depuis l'unité jusqu'à 1,1053; à partir de ce moment, elle reste invariable; le liquide ne contient plus que de l'eau lourde.

Pourquoi cette technique réussit-elle, tandis que les autres avaient échoué? L'explication la plus vraisemblable admet que le courant électrique agit d'abord sur la soude et la décompose en produisant du sodium, qui, à son tour, décompose l'eau en libérant l'hydrogène; mais cette attaque par le sodium agirait de préférence sur l'eau légère, dont le protium serait progressivement éliminé, tandis que le deutérium, plus stable, s'accumulerait avec l'eau lourde qu'il constitue.

Quoi qu'il en soit de ces explications, le but est atteint; divers physiciens, en Amérique et en Allemagne, ont réussi à préparer quelques centimètres cubes d'eau lourde qui, décomposée à son tour par le fer porté au rouge, donne du deutérium parfaitement pur; et, tout de suite, on s'est mis en devoir d'étudier les propriétés du nouveau liquide.

Les résultats sont, dans l'ensemble, ceux auxquels on pouvait s'attendre, c'est-à-dire que l'eau lourde imite et suit, avec un certain retard, sa sœur plus légère : elle se congèle à 3°,8 au lieu de zéro, bout à 101°,4 au lieu de 100 degrés; sa pression de vapeur est, par suite, plus faible que celle de l'eau ordinaire; son pouvoir dissolvant pour les divers sels est inférieur; en revanche, sa viscosité est plus grande. Comme l'eau ordinaire, l'eau lourde présente un maximum de densité, mais le maximum, au lieu de se trouver à 4 degrés, ne se produit qu'à 11°,6.

Ces prémisses promettent une riche moisson de faits; mais ce qui donne à l'eau lourde un intérêt spécial, c'est le rôle qu'elle joue dans la vie. On avait déjà fait, dans le passé, de curieuses remarques, et observé, sans réussir à l'expliquer, que l'eau distillée pouvait devenir toxique pour certains organismes; cet effet s'interprète sans doute par une accumulation d'eau lourde. En effet, lorsqu'on introduit dans ce liquide, même dilué, des êtres vivant dans l'eau douce,

têtards, planaires, paramécies, la mort survient en un temps qui varie entre une heure et deux jours; des graines commencent à germer lentement, puis leur développement s'arrête. La conclusion de ces premières expériences est que l'eau lourde est impropre au développement de la vie.

Il se pourrait même que ces considérations présentassent quelque intérêt pour les géologues : l'hydrogène des volcans, celui qu'on extrait des roches primitives, contient une proportion anormalement élevée de deutérium; l'eau vomie par certaines sources profondes est riche en eau lourde. Tout ceci s'expliquerait assez bien en supposant que, lors de la condensation de la nébuleuse primitive, le deutérium et l'eau lourde, plus denses et plus stables, se sont déposés d'abord, et que la vie n'est devenue possible qu'à partir du moment où les eaux ont perdu leur toxicité initiale.

Tous ces problèmes viendront à leur heure; mais il est curieux de penser qu'ils ne se seraient jamais posés, si on n'avait pas constaté une différence de deux unités sur une quatrième décimale.

LOUIS HOULLEVIGUE

PARMI LES LIVRES

Qui n'a été frappé, en lisant les romans de M. Julien Green, par le caractère hallucinant de ses personnages? Tous sont vivants, mais aucun ne semble avoir été directement observé. Ce n'est pas en face d'eux qu'on est tenté de se livrer au jeu des clés. Ils semblent avoir jailli de la nuit, comme les Six Personnages de Pirandello et n'avoir laissé aucune liberté au romancier dans l'évocation de leur tragique destin. Ils possèdent un don qui les marque : celui de souffrir et de faire souffrir. Ils ne le galvaudent pas, n'ont aucun goût pour la vie sociale. Ni amis, ni relations. Ils s'enferment entre des murailles silencieuses. Au-delà il n'y a qu'une petite ville sournoise qui guette dans l'ombre, ou bien un quartier de Paris à demi désert où se glissent des rôdeurs silencieux. Parfois nous avions pressenti que le minimum de règles auquel leur présence parmi des hommes de chair les asservissait deviendrait insupportable à ces fantomatiques solitaires. Déjà le héros d'*Épaves* s'était donné le luxe de céder aux fantaisies de son inconscient à la faveur d'un terrifiant cauchemar. Dans son dernier roman[1], M. Green vient d'accorder à son héros des vacances plus longues : celui-ci, chaque jour, vit sur deux plans : parmi les hommes; au milieu de visions.

Une petite ville d'Auvergne, froide et triste, aux murs de sombres pierres volcaniques. Une veuve, madame Plasse, y vit avec sa fille Marie-Thérèse qui a quatorze ans et un

1. *Le Visionnaire* (Plon).

neveu, Manuel, âgé de vingt ans. Nous prenons contact avec ce monde par le journal de Marie-Thérèse et, dès les premières lignes, un souffle passionné nous enveloppe. La jeune fille hait sa mère, qui, retrouvant en elle le souvenir d'un mari détesté, la traite durement. Mais le couvent où elle passe ses journées exerce sur Marie-Thérèse un violent attrait. Elle admire éperdument les sœurs, leur cornette, leur sourire absent, et se croit une vocation. Après maintes hésitations, elle se décide à en parler à sa mère. Celle-ci aussitôt l'accable de sarcasmes et, prenant plaisir à l'humilier, lui prouve qu'elle n'a aucun des dons exigés par la vie religieuse. C'est d'ailleurs vrai; Marie-Thérèse elle-même le sent : et c'est pourquoi cette mise au point la plonge dans le désespoir.

Manuel trouve dans ce désarroi une occasion de passer au premier plan. Cet étrange garçon n'avait, jusqu'alors, joué qu'un rôle de figurant. Il est laid, fiévreux; ses mains sont toujours moites, son front couvert de sueur. Mais une flamme le dévore, il aime, d'un amour que la chasteté exalte, sa petite cousine. Au demeurant, un humilié : tout le monde le méprise et le libraire chez qui il travaille (dans un magasin peint en noir, où la lumière du jour ne pénètre jamais), le couvre d'injures, reprises éternellement, avec une insistance de mauvais rêve. Au lendemain du jour où Marie-Thérèse s'est vue rudoyée par sa mère, Manuel lui demande un rendez-vous; « à onze heures du soir ». La jeune fille pense qu'il veut la conseiller, la réconforter. Mais Manuel l'ayant conduite hors de la ville, lui fait dans l'ombre une déclaration sybilline et enfiévrée. Marie-Thérèse terrifiée par l'attitude de son compagnon prend le parti convenable : elle s'évanouit. Le récit de cette scène étonnante nous est fait précisément par la jeune fille : et M. Green s'étant imposé cet « angle de prises de vues » en a tiré un parti excellent; il nous a montré l'attrait romanesque exercé par cette rencontre nocturne sur Marie-Thérèse; puis sa terreur en face de la conduite incohérente de Manuel qui se traîne devant elle, quand il n'étreint pas ses jambes d'un geste passionné; et comment tout à coup, ayant redouté que cet étrange garçon, dont elle ne comprend pas la conduite, ne voulût la tuer, elle a senti monter du fond de sa terreur la prescience qu'il souhaitait d'elle quelque chose,

autre chose. Ainsi dans une atmosphère de frénésie et d'épouvante, une innocente fait sa première rencontre avec le désir.

Bouleversée par cette scène, Marie-Thérèse, au cours d'une confession, la décrit à un prêtre qui lui pose aussitôt vingt questions précises, à la faveur desquelles disparaît ce qui restait de pureté dans le cœur de la jeune fille. Le confesseur, édifié, exige d'elle qu'elle refasse le récit à sa mère. Celle-ci ne doit-elle pas être fixée sur la dépravation du garçon qu'elle héberge?

Ici M. Green cède habilement le récit à Manuel et l'atmosphère, comme les caractères mêmes, semble changée. Les craintes précises, les désirs farouches et conscients succèdent aux inquiétudes vagues, à une sensualité éparse. Madame Plasse cesse tout à coup de nous paraître une femme redoutable; peut-être témoigne-t-elle de quelque sévérité pour sa fille, mais elle adore Manuel et ne songe qu'à le protéger. Aussi quand Marie-Thérèse, accomplissant bien à contre-cœur la promesse faite dans l'église, lui conte les événements de la fameuse nuit, refuse-t-elle d'y croire. C'est là l'invention d'un cerveau détraqué, calomnie bien digne de celle qui avait la présomption de se croire appelée par Dieu. Manuel, interrogé, a la lâcheté de confirmer cette hypothèse. Et Marie-Thérèse, qui en ressent peut-être un contentement secret, doit s'agenouiller devant le jeune homme, lui demander pardon de l'avoir accusé.

Cette petite erreur judiciaire est opportune : Manuel n'eût pas été, sans danger, jeté dehors. Depuis plusieurs semaines il est sérieusement malade; il a dû renoncer à aller travailler chez son tortionnaire de patron, qui en profite pour lui envoyer des lettres abominables. Mais la sœur de ce frénétique est une bonne âme. Inquiète de l'état de Manuel, elle lui paie une visite chez le médecin qui éclaire enfin le jeune homme sur la nature de son mal. Il est tuberculeux, et, selon toute vraisemblance, ses jours sont comptés. Se considérant comme trahi par Marie-Thérèse, le pauvre garçon, que tourmentent de lancinants désirs, presse trop ardemment une autre jeune fille au cours d'une partie de campagne. L'affaire s'ébruite. La petite ville s'irrite contre ce malade en qui elle voit un demi-satyre, et certains méditent de lui faire un mauvais parti. Sur le conseil de madame Plasse qui le veille comme un

enfant chéri, Manuel ne se risque plus à sortir de chez lui. Marie-Thérèse est envoyée comme pensionnaire dans son couvent. Séparé du monde, n'ayant plus un espoir d'amour, de réussite, cerné par le mépris de tous, subissant la menace d'une mort prochaine, Manuel réussit soudain une évasion par en haut; il se lance sans retenue dans les visions qui depuis longtemps déjà le hantent, et perdant pied tout à fait avec ce que nous appelons le réel, croit vivre une histoire étrange dont il note sur un carnet les fantastiques épisodes.

Voici enfin toutes les amarres coupées et M. Green à l'aise dans un domaine de songe.

C'est, très exactement, le château de Négreterre, un château où Manuel n'a jamais mis les pieds, qui n'existe d'ailleurs qu'à l'état de ruine, mais dont, par un jeu — qui rappelle un peu celui des *Enfants terribles* de M. Cocteau —, il décrivait depuis longtemps à Marie-Thérèse les habitants imaginaires. Un vieillard moribond, sa fille « la vicomtesse » et le mari de celle-ci habitent ce singulier édifice. Ils y vivent surtout la nuit, mais passent opportunément devant les fenêtres pour apercevoir des aubes tragiques, des crépuscules de désolation. L'heure n'existe pas pour eux — et l'horloge leur semble faire des bonds étonnants, car ils s'abîment souvent dans d'étranges léthargies. M. Green a rendu là l'atmosphère des cauchemars avec une force inoubliable et cette partie de son livre pourrait bien être un authentique chef-d'œuvre. On admire avec quel sens de visionnaire — car c'est bien à lui en l'espèce qu'il faut appliquer ce nom — il laisse s'épanouir dans ce sombre Négreterre des menaces innommées. Ainsi, au milieu de nos pires nuits, quand de tourmentantes images passent devant nos yeux, nous sentons qu'il *va arriver quelque chose.* Un poids nous oppresse dont l'accident ou le drame pourront seuls nous libérer. Autour du vieillard moribond auquel Manuel fait la lecture, s'empresse une gouvernante étrange, dont l'attitude semble si constamment annoncer une catastrophe prochaine que la vicomtesse pourra dire d'elle un jour sans trop nous étonner : « Je crains qu'elle ne soit la mort elle-même. »

La secrète correspondance qui existe entre les actes qu'accomplit Manuel au cours de ce rêve éveillé et sa

conduite ordinaire a une force logique imposante. L'humilié et l'amoureux qu'est Manuel devait devenir le domestique tremblant d'une belle femme, quelque peu diabolique, qui tantôt le flatterait, tantôt le rudoierait comme un esclave. Pour finir, au matin de la mort de son père, mort depuis longtemps attendue, la vicomtesse se glisse dans la chambre de Manuel qui est encore couché, lui donne, sur le mode hautain qui est le sien, quelques explications, puis subitement :

— *J'ai froid, dit-elle. Levez-vous, je veux votre place.*

« *La honte et la surprise me retinrent d'obéir,* — écrit Manuel. — *Par dégoût des sueurs nocturnes qui collaient ma chemise à mon corps* (car bien entendu le malheureux Manuel a introduit sa maladie dans ce monde de rêves), *je couchais nu en effet, mais l'ordre que je pensais avoir mal compris me fut répété d'une voix plus dure et je me glissai hors de mon lit.* » Il doit bientôt y retourner cependant et étreindre celle qui devient, comme dans le roman d'Henri de Régnier, sa double maîtresse. Mais cette femme venue d'un royaume d'ombre s'enveloppe si bien à lui de tout son corps, l'étouffant de sa chevelure, le serrant de ses jambes, de ses bras « pâles et froids », qu'il redoute un instant de ne jamais pouvoir se libérer de cette étreinte de plaisir et de douleur. Quand il y réussit enfin, la femme roule à terre, morte.

Entre le mélo et l'absurde, M. Green s'avance d'un pas sûr. Et ces périls sont pour lui — et pour nous qui le lisons — comme s'ils n'existaient pas. Son récit ne nous paraît ni insensé, ni puérilement dramatique. Il atteint au contraire en cet instant un comble d'horreur et nous nous demandons, comme Marie-Thérèse qui à la fin du livre reprend la plume, « *si dans un monde qui baigne dans l'invisible les prestiges du désir et de la mort n'ont pas autant de sens que nos réalités illusoires* ». Notre inconscient ne mène-t-il pas en secret une vie qui double nos heures « réelles », comme pour les équilibrer? Une vie sur laquelle un « demi-fou » peut avoir une vue directe?

Après cela, le retour parmi les vivants, aussitôt marqué par la mort de Manuel, passera presque inaperçu. Nous avons du mal à nous dégager de ce monde où M. Green nous a conduits.

Quel romancier étrange que celui-ci! Tout jeune il nous a livré de tragiques visions d'un monde qu'il connaissait à peine, et dont il savait pourtant retrouver, par une sombre prescience, le sens tragique. Il nous a fait songer à ces sœurs Brontë vers qui son esprit se porte si souvent. Mais maintenant son nom vient se glisser, avec celui de William Faulkner son compatriote, à côté d'Edgar Poe. Nul aujourd'hui, en France, ne sait comme lui tirer la réalité, à petits coups insensibles, vers le cauchemar — et si bien mêler les deux mondes que nous ne pouvons plus les séparer.

***

Paul Morand vient d'écrire un roman[1] sur ce milieu de fripouilles internationales où se préparent trop souvent, en France, le « financement » et le lancement des films de cinéma. L'Europe Centrale, et ses ghettos, l'Allemagne et la Syrie, sans oublier les Balkans, fournissent à l'ordinaire les plus éminents de ces aigrefins qui s'établissent dans notre pays sans permis de séjour, déménagent de palaces en palaces, et, entre deux « retraites » en prison, font un « saut » en avion à Londres ou à Berlin, à la recherche d'une vedette, d'un commanditaire ou de quelque complice nécessaire, sans arrêter un instant de « monter » des sociétés privées de tout capital réel et de tirer les uns sur les autres des traites inescomptables. M. Paul Morand semble s'être sérieusement documenté sur cette « pègre internationale » qu'il décrit avec une spirituelle cruauté. Nous parlions dans un article récent du sens de l'actualité qui est le sien et de l'art si sûr avec lequel il sait fixer l'éphémère — but qu'il a ouvertement choisi, au mépris de l'opinion traditionnelle qui n'apprécie, elle, que le durable. Cette faculté d'adaptation met M. Morand en accord avec tous les mouvements de l'esprit public. Il y a quelques mois, dans un hebdomadaire, il a pris avec vigueur la défense de la morale. Aujourd'hui il prononce une attaque contre un milieu de métèques. Et il se défend cependant (précisément dans la préface de *France la Doulce*) de rompre par là avec le Paul Morand qui naguère dépeignit si souvent

1. *France la Doulce*, par Paul Morand (*Gallimard*).

et si heureusement des étrangers cyniques qu'il ne flétrissait pas et témoigna (littérairement) d'une indulgence très libérale à l'égard des fantaisies les plus audacieuses. On ne change pas en effet quand on épouse toujours les inclinations de son époque. C'est bien le droit de M. Morand de considérer les problèmes sous des aspects différents : il y a celui du pittoresque; il y a celui de la morale. Et c'est un fait que M. Morand s'est occupé du pittoresque capiteux au moment où régnait le jazz, et de la morale lorsque tout le monde redécouvrait la vertu (ou plutôt s'avisait qu'elle manquait chez autrui). M. Morand ne saurait se formaliser de cette constatation. Ou un écrivain suit les mouvements de ses contemporains, qui seraient mal venus de lui reprocher de changer en même temps qu'eux, ou il ne démord pas d'une position une fois choisie et, en ce cas, le plus souvent, le critique (ce raseur) laisse perfidement entendre qu'il « date ».

Kalitrich, Sacha Sacher, Herméticos, Jacobi, etc., adroites canailles du milieu de cinéma, et héros du nouveau roman de M. Morand, ont mis la main sur une « poire » de qualité exceptionnelle, le comte de Kergaël, qui leur donne un million et un sujet de film. Le sujet n'est pas nouveau, mais les thèmes qui ont fait leur preuve ne sont pas à dédaigner : il s'agit de *la Chanson de Roland* qui deviendra sur l'écran, le mot chanson pouvant égarer le public, *France la Doulce*. Immédiatement on entre dans le burlesque. La mise en scène est confiée à Max Kron, une petite fripouille allemande qui n'a jamais fait de cinéma, mais beaucoup de prison — et que Herméticos et C° feint de confondre avec un célèbre cinéaste qui porte le même nom. Le film est tourné dans les conditions les plus folles à Beaulieu et dans les Pyrénées. Les acteurs se déchirent, les figurants se livrent des batailles rangées; l'argent manque incessamment, malgré de nouvelles mises de fond du pauvre Kergaël qui se tue opportunément en automobile. Son notaire, Me Tardif, chargé de liquider la succession, entre aussitôt en scène et ce petit officier ministériel breton, qui a bien des traits de personnage de vaudeville, finit, grâce à l'assistance du Destin, par arranger les choses pour le mieux au moment où tout semblait perdu. Kron, qu'il a fait expulser, s'est en effet réfugié à New-York où il a tiré d'un mauvais pas —

très involontairement — une sorte d'Al Capone, qui, par reconnaissance, lui fournit de l'argent « frais ». Grâce à quoi, quelques mois plus tard, Kron, qui a repassé la frontière, présente, à Paris au Président du Conseil ravi, *France la Doulce*, qui fera une triomphale carrière de grand film national.

M. Morand a poussé son récit du côté de la gaîté. Il a transcrit le sabir judéo-hispano-allemand de ses cinéastes, et n'a reculé devant aucune fantaisie. Le chapitre où la comtesse de Kergaël, veuve éplorée, se réconcilie avec les fripouilles qui ont dépouillé son mari est intitulé : « Le Pardon de Ploërmel », la comtesse habitant cette ville. Ainsi du reste. Mais l'outrance convient assez bien à ce milieu que M. Morand a fort bien décrit. C'est là l'essentiel et il ne faut pas attacher au « sujet » une importance que l'auteur ne lui accorde pas. C'est plutôt un prétexte à descriptions de scènes « vues ». Et à cet exercice-là, on sait que M. Morand est maître. Qu'il dépeigne un bar de Shanghaï, un prince siamois, Londres, New-York ou des danseurs nègres, c'est un admirable journaliste. Et quand on sait quelles merveilleuses qualités exige cette profession, où bien des sots ont le droit de bégayer, mais où les meilleurs écrivains peuvent déployer leurs dons, on n'aura garde de mal interpréter ce jugement.

***

Le voyageur sans bagages[1], c'est notre collaborateur Albert Flament. Il vient de réunir en volume quelques-unes des charmantes chroniques qu'il a consacrées dans la *Revue de Paris* — et ailleurs — à ses promenades en Angleterre, en Allemagne, en Italie, en Espagne, en Algérie, en Turquie. C'est de « gros bagages » sans doute qu'il entend ne pas s'alourdir, n'étant pas de ceux qui rêvent d'une évasion définitive. S'installer dans un pays, s'efforcer de devenir Corfiote ou Alicantin, selon la pure thérapeutique Larbaud, tel n'est pas son système. Et pas davantage on ne le voit pratiquer la méthode Paul Morand, récemment condamnée par François Mauriac : partir pour partir, pour être dans une petite case qui roule, glisse ou vole. Où qu'il soit, M. Flament reste irrésisti-

1. Flammarion.

blement de Paris; il demeure toujours un peu le messager de ce Paris brillant, mondain, lettré, sur lequel, en dépit de leurs préventions nationales, les étrangers dans les ateliers d'artistes, les universités ... ou les palaces gardent encore les yeux fixés.

Comme Marcel Proust, Albert Flament aime la « société » et la condamne. Il a, pour peindre une soirée mondaine, une élégance et une vivacité de traits qui détournent souvent l'attention de quelques pointes caricaturales subtilement poussées. Il approche volontiers ceux qui dans la vie aiment le plaisir et ont le moyen de s'épuiser incessamment à le poursuivre : il est trop artiste pour mépriser le charme d'un château, d'une belle villa plantée sur de somptueuses terrasses au bord de la mer, ou d'une croisière, mais il se sent parfois gagné jusqu'au désespoir par le douloureux ennui de ceux dont le seul souci est de ne pas s'ennuyer. Tantôt il éprouve un vif ressentiment contre ces vagues de parvenus qui achèvent de démolir la société française. Tantôt, songeant à ce qui la constituait, M. Flament, envahi par un vif sentiment égalitaire, se sent attiré par les familles des humbles qui portent durement le poids de la vie et du travail, ou vers tels artistes, tels écrivains qui, ayant vécu à l'écart de la société, lui ont fourni néanmoins les idées dont elle se repaît ou les éléments de ce goût dont elle s'enorgueillit.

M. Flament en voyage ne saurait donc manquer de traverser quelques maisons d'une sûre élégance : il y guette dans les propos échangés le reflet de cette vie de Paris, dont il apporte lui-même les derniers échos. Et, au passage dans un jardin, où on les croise au détour d'une allée, dans une réception où on leur est très cérémonieusement présenté, M. Flament jette un regard curieux sur les souverains, les princes ou les altesses royales. Ce n'est pas à leurs préoccupations politiques qu'il songe, mais à leur destin de simples mortels, à leurs ennuis, à leurs souffrances. Il éprouve un besoin presque passionné de savoir quels tourments se dissimulent sous la sérénité officielle. En cela il se révèle ce qu'il est en vérité dans tous les domaines : un romantique. Non pas romantique comme on l'était en 1830, au temps des transports furieux, des pâmoisons, des torrents de larmes, mais romantique comme a pu l'être Henry Bataille, à l'époque où il ne restait plus, de tous

ces farouches élans, qu'un certain esthétisme et une profonde mélancolie. M. Albert Flament, au reste, a été le collaborateur de Bataille et son ami, et dans ses livres, d'une inspiration pourtant si personnelle, il est rare qu'il ne se glisse pas un tableau, une phrase qui pourrait être signée Henry Bataille. Dans le *Voyageur sans bagages*, cherchez à « Majorque ».

Et voilà ce qu'est surtout le voyage d'Albert Flament : la promenade d'un poète plutôt que d'un curieux. Très loin des enquêtes, assez indifférent aux détails, un homme regarde naître et mourir en lui des « états d'âme ». Une tristesse secrète ne l'abandonne jamais et la première de ses mélancolies est de devoir se séparer de ce qu'il regarde. Cette arcade de pierre, sur les bords du lac de Côme, la reverra-t-il jamais?

M. Albert Flament met de la politesse à dissimuler qu'il est hanté par l'idée de la vieillesse et de la mort. Mais il n'y réussit pas tout à fait. Il regarde d'un œil avide les anciennes beautés célèbres et les amoureux séniles. L'histoire du Moro qui a peint sa maîtresse non telle qu'elle était, mais telle qu'elle devait être trente ans plus tard, l'a vivement frappé. Il ne peut se détacher ni de la beauté, ni du sentiment de sa fragilité. Mais ces regrets, ce rappel incessant de « tout passe » ne revêtent pas chez lui une forme âpre ou désespérée. Ils s'enveloppent d'une douceur navrée, se bercent de rythmes, trouvent en eux-mêmes une consolante poésie crépusculaire. Et c'est peut-être ce qui fait l'unité profonde des tableaux si divers qu'il peint et qui nous promènent du château de Sans-Souci, au quartier chinois de Londres, et à ce palais Musurus, sur les rives du Bosphore, où Anna de Noailles enfant vécut un été émerveillé.

Quand il rencontre un homme — et l'on sait qu'il rencontre à peu près tous les gens importants de ce temps — M. Flament sait retenir au passage la phrase qui révèle la préoccupation profonde de son interlocuteur ou le trait de caractère qui « donne la clé » de toute sa psychologie. S'il est en face d'un paysage, M. Flament aime à préciser ses impressions par le rappel de quelque peintre. A Palma les mâts des voiliers, dans la brume, le font penser aux Honfleurs d'Eugène Boudin. A Alger, dans le vestibule d'un bain maure, le « dos musclé » d'un homme d'étuves,

« ses bras aux biceps allongés » évoquent aussitôt pour lui une aquarelle de Delacroix. A Berlin, apercevant devant une barrière blanche « deux filles à bicyclette, tricot bleu, tricot rose, gibecière aux épaules », il écrit : « Un Sisley prussien ». Ajoutez que M. Albert Flament parle de tout ce qui touche la peinture avec une précision de technicien et pose, à touches sûres, le vert véronèse, l'outremer ou le cinabre. C'est que cet écrivain délicat n'est pas seulement un amateur de peinture, mais un peintre. Et un des plus charmants de ce temps, comme on le verra un jour, s'il se décide, pour quelque exposition, à grouper les toiles lumineuses qu'il a prestement « enlevées » et comme avec insouciance entre un *tableau de Madrid* et un *tableau de Paris.*

En Russie. — Nous n'avons lu que trop d'ouvrages sur l'U. R. S. S. inspirés par un bref voyage. On passe huit jours à Leningrad ou à Moscou, on regarde ce que les camarades de l'Intourist veulent bien vous montrer : au retour on écrit une vingtaine d'articles dans les journaux et naturellement un livre. L'ouvrage que M. Frédérix vient de publier (*Machines en Asie*[1]) contraste heureusement avec ce genre de productions. M. Pierre Frédérix[2] a étudié attentivement deux grands centres asiatiques de la production industrielle soviétique : Novokouznetzk et Magnitogorsk.

Les dirigeants de l'U. R. S. S. ont-ils obéi seulement à des nécessités géologiques inéluctables? Leur esprit abstrait, indifférent aux contingences et à la peine des hommes, les a-t-il entraînés? Le fait est qu'ils ont entrepris la création de ces deux grands centres industriels qui sont étroitement solidaires... mais distants l'un de l'autre de deux mille kilomètres. Magnitogorsk, sur le fleuve Oural, traite les minerais de fer de la gigantesque « Montagne Aimantée » toute voisine, mais utilise la houille du Kouzbass, bassin situé aux frontières de la Mongolie. Et au milieu du Kouzbass, à Novokouznetzk, on

1. Plon.

2. Nous n'avons pas à présenter ici M. Pierre Frédérix. Les lecteurs de la *Revue de Paris* ont pu déjà lire dans ses livraisons une nouvelle (*Ta main gauche*), un roman (*Conquête*), divers récits de voyages et des études économiques de cet écrivain.

travaille le minerai de fer de Magnitogorsk. Pour compliquer le problème, les gigantesques édifices de Novokouznetzk sont construits avec le ciment de la région de la Volga, laquelle est plus éloignée du Kouzbass que Moscou de Paris. Fort heureusement, en matière de produits fabriqués, aucun commissaire du peuple ne songe à établir un prix de revient. C'est du reste la méthode ordinaire des gouvernements.

Novokouznetzk groupe déjà sur une terre ingrate, sous un climat rigoureux, cent quatre-vingt mille travailleurs des deux sexes, dont quarante mille Russes d'Europe, ouvriers relativement plus qualifiés. D'immenses casernes les abritent; les manœuvres, kirghises pour la plupart, vivent encore sous la tente : ces indigènes ne semblent pas, d'ailleurs, particulièrement satisfaits de leur sort. Ils ne connaissent pas cette admiration mystique pour le plan quinquennal qui stimule la plupart des ouvriers blancs avec lesquels M. Frédérix s'est entretenu. Pour ceux-ci la Sibérie tout entière sera « bientôt » une vaste usine modèle; les Kirghises eux-mêmes deviendront des communistes conscients de leur bonheur; la prospérité régnera sur toute l'étendue de l'U. R. S. S. Et ces braves gens parlent avec émotion des terres qu'on « ensemence déjà par avion » aux frontières du Pamir. Cette foi, ce culte du pignon et de la roue dentée, est bien utile. Elle soutient les combattants du « front industriel », comme la perspective d'une paix victorieuse réconfortait les soldats pendant la guerre. Elle permet de supporter les privations auxquelles tous les ouvriers sont soumis et dont des travailleurs d'États capitalistes ne s'accommoderaient pas. Il est indéniable que la presque totalité des Russes est actuellement mal nourrie; et que les objets de première nécessité font défaut dans les magasins du gouvernement. Mais l'opulence est pour demain. Le Russe n'a pas la notion du temps. Il n'imagine pas qu'il faille des dizaines d'années pour transformer un pays. Les délais même qu'impose la nature lui paraissent insupportables. M. Frédérix a soulevé la réprobation d'un groupe d'ouvriers de Kouznetzk en osant soutenir que les hévéas ne produisaient leur premier latex qu'au bout de sept ans. Des arbres « capitalistes » peut-être! En terre soviétique, ils n'oseraient pas faire si longtemps attendre des « camarades ». La contre-partie de cette impa-

tience verbale est une prodigieuse patience réelle. Aux portes des magasins de vivres les femmes font la queue pendant des heures, sans manifester la moindre irritation. Et l'on attend les trains dans les gares, les bateaux sur les embarcadères durant des jours entiers sans manifester la moindre humeur.

Des quatre hauts fourneaux prévus à Novokouznetzk, deux sont actuellement en service. A plein rendement Kouznetzk, placé au milieu du bassin charbonnier du Kouzbass — dont les réserves dépasseraient, paraît-il, les réserves totales de l'Allemagne et de l'Angleterre réunies — devrait produire un million deux cent mille tonnes de fonte par an. On n'en n'est pas encore là. Mais M. Frédérix n'est pas pessimiste en ce qui concerne la réalisation de ce plan colossal. D'après lui, la réussite est probable, à une échéance plus ou moins éloignée. Les ingénieurs étrangers, américains et allemands, avec lesquels il s'est entretenu jugent favorablement l'effort accompli. Il est vrai que c'est en grande partie le leur. Mais, s'il faut les croire, le travail de l'ouvrier russe est satisfaisant.

Entouré, tout comme Novokouznetzk, d'immenses fondrières et de fétides feuillées, Magnitogorsk, sur l'Oural, aspire à devenir la plus grande usine métallurgique du monde. Ce vaste camp grouperait actuellement deux cent trente mille âmes — si l'on ose employer ce terme dans le pays du matérialisme dialectique. Mais le chiffre est sans doute exagéré, car les ouvriers, dégoûtés des conditions de travail, émigrent en grand nombre « ailleurs », en dépit des désagréments auxquels les expose cette initiative. Les huit hauts fourneaux géants devraient traiter « bientôt » quatre millions de tonnes de minerai de fer par an; l'excellence du plan russo-américain adopté est telle que chaque ouvrier devrait produire cent trente tonnes par an, ce qui dépasserait de cent tonnes la moyenne de production des usines européennes. M. Frédérix n'indique pas la production actuelle. Deux hauts fourneaux seulement sont achevés aujourd'hui. On recueille plus aisément en U. R. S. S. des précisions sur la production d'avenir que sur la production actuelle.

Tout comme les Américains d'hier, Staline pose du reste en principe que la production peut être indéfiniment accrue — et aussi le bien-être qui en résulte pour chaque camarade.

Sous peu, grâce aux gigantesques usines qu'ils édifient, tous les Russes connaîtront le confort et travailleront un petit nombre d'heures par jour. Peut-être même pas tous les jours.

Malheureusement le pays continue d'offrir une certaine résistance à ces projets. Du côté agricole l'échec, qui peut n'être que provisoire, est évident. Autour de Tcheliabinsk les paysans meurent de faim. Dans un restaurant misérable de cette ville, M. Frédérix a vu des paysans circuler autour des tables et lécher les os et les arêtes de poisson que des camarades plus favorisés avaient déjà soigneusement récurés avant eux. Pour un œuf déjà gobé par son premier propriétaire les gamins se bousculaient dans la rue. L'étranger, s'il sort des zones battues et des itinéraires touristiques organisés, a bien du mal à se nourrir. Très heureux s'il se procure une escalope pour soixante francs. Le plus souvent il est impossible d'avoir de la viande, quel que soit le prix qu'on y mette. Au fait l'argent n'a pas de valeur. Le rouble vaut théoriquement treize francs, mais il est préférable de posséder un bon de nourriture et d'avoir des relations opportunes permettant de l'utiliser.

Au milieu de ces difficultés matérielles l'effort industriel russe s'intensifie. En Asie les villes champignonnent à l'américaine. Ainsi Novo-Sibirsk, ancienne Novo-Nicolaïevsk, que l'auteur a visité, et où l'on construit actuellement une usine « colossale » qui doit produire vingt-cinq mille moissonneuses-lieuses par an.

Quand on ferme le livre de M. Frédérix, ouvrage riche de tableaux très vivants et d'observations excellentes, on a le sentiment qu'on n'a traversé avec lui que des casernes, des camps, des chantiers. Le pays semble en état de mobilisation. Pour le tenir en haleine, on a eu l'idée géniale de ce « front industriel » sur lequel chaque ouvrier peut — et, semble-t-il, souhaite très sincèrement — s'illustrer. Si la famine ne fait pas trop de ravages, matériels ou moraux, il est possible que l'Asie russe s'éveille réellement à la vie industrielle. Sous l'influence de Staline, c'est en Asie en effet que s'est porté le principal effort des Soviets. La Russie « s'éloigne » de plus en plus de l'Europe, avec qui elle ne peut rien avoir de commun. Si le communisme s'établissait dans l'Europe occiden-

tale, il différerait profondément du communisme russe. Au contraire, l'Asie peut se laisser pénétrer, conquérir. Si elle réussit son plan sibérien, la Russie sera bien placée pour susciter en Chine un nationalisme tout proche du sien propre, et, en face de la vieille Europe et des États-Unis elle formera un bloc menaçant.

Antilles. — D'un continent où règnent la lutte et la souffrance, nous passons, grâce à madame Odette Arnaud[1] à une terre de mollesse et de facilité : aux Antilles. Ce grand voyage ne nous fait pas abandonner, du reste, les questions de foi; mais la mystique matérialiste du plan quinquennal fait place sur les bords de la mer Caraïbe à d'aimables superstitions magiques. Au cours de son expédition, madame Arnaud, cédant aux plus secrets conseils du pays, a témoigné d'un goût très vif pour les visites aux sorciers et aux « quimboiseuses ». Elle a recueilli des renseignements précis sur les obias (charmes) dont les Antillais font une consommation prodigieuse. Il y a les obias de chance et les obias d'amour qui font flamber les cœurs, quelle que soit leur froideur première. Ce sont ces derniers que les indigènes — il faut le dire à leur gloire — réclament le plus souvent. Madame Arnaud a recueilli et veut bien nous communiquer quelques recettes, par exemple celle de l'anni-charme. Mais si nous songions d'aventure à l'utiliser, nous éprouverions sans doute de l'embarras, car si l'on peut à la rigueur se procurer de l'eau *moune-môt* (c'est-à-dire de l'eau qui a servi à laver les morts) qui pourra révéler les magasins mystérieux où se débitent l' « huile vilate » et l' « essence mousseline »?

Jusqu'à quel point les indigènes n'exploitent-ils pas l'appétit du voyageur pour le merveilleux, c'est ce qu'une dispendieuse contre-enquête menée sur place pourrait seule éclaircir. Mais il est des épisodes du voyage de madame Arnaud qui nous ont fait rêver. Elle se trouvait, un matin, sur la côte de la Dominique, dans une pirogue que dirigeait un pagayeur indigène. Soudain celui-ci donna les marques d'une vive terreur. En dépit de ses efforts la pirogue n'avançait plus. Un Dieu méchant l'immobilisait, sans doute excité par les

1. *Mer Caraïbe*, Denoël et Steele.

gestes maléfiques qu'un indigène exécutait, à quelque cent mètres, sur la berge. Se laissant gagner par l'effroi de son compagnon, madame Arnaud se sentit prise de panique. Mais l'astucieux pagayeur eut soudain une illumination géniale. Il se fit donner la bouteille de rhum réservée par la voyageuse à l'indigène de marque qu'elle allait visiter, et d'un trait il la vida. Puis la saisissant par le goulot, il la braqua comme un télescope sur le gesticulateur de la côte. Aussitôt la situation changea de face. La pirogue obéit de nouveau aux coups de pagaie. Elle était libérée.

« C'était un piaïe — dit tranquillement le Caraïbe » (c'est-à-dire un envoûtement).

Nous regrettons vivement que madame Arnaud ne nous fasse pas savoir où l'indigène a vidé sa bouteille. Si c'est dans son gosier, le sens de la scène devient clair. Sinon, on ne s'interdit pas de supposer que l'indigène, ayant clandestinement vidé le récipient lors des préparatifs du départ, ressentait quelque désir de ne pas voir cette substitution découverte par le grand personnage auquel le rhum était destiné. Ce n'est pas, bien entendu, que nous doutions de la puissance des sorciers, mais quand une bouteille d'alcool entre en scène, le trouble qu'elle apporte dans l'ordre naturel des choses est incalculable.

Peut-être, il est vrai, tous les Caraïbes ne sont-ils pas aussi chapardeurs que Jolly John Thomas, roi peu fastueux d'un petit district de la Dominique, chez qui madame Arnaud a séjourné quelque temps. Ne pouvant se faire à la cuisine royale, qui lui soulevait le cœur, la voyageuse commanda des conserves à la ville voisine. Le souverain fit venir aussitôt, aux frais de son hôtesse, des monceaux de victuailles — de quoi la nourrir pendant plusieurs mois. Mais, quelques jours plus tard, tout avait mystérieusement disparu et la pauvre exploratrice dut adopter de nouveau l'indigeste ordinaire de Sa Majesté.

Les Caraïbes ont sur la photographie des idées qui, pour peu qu'elles se répandissent, ruineraient maints directeurs de magazines parisiens. Ils refusent de se laisser photographier tout nus. Cela porte malheur. Il y a, du reste, de nombreuses et excellentes règles de conduite à recueillir dans ce pays. Les familles désunies pourront méditer celle-ci, qui est domi-

nicaine (je veux dire de la Dominique). Les parents ne doivent pas se disputer devant leurs enfants : sinon ceux-ci tombent malades ou meurent. Mais voici une coutume dont la diffusion charmerait les amoureux. Un homme qui rêve « avec tendresse » d'une jeune fille a aussitôt des droits sur elle. Le songe est considéré, en ce cas, comme un avertissement divin, contre lequel une jeune personne bien élevée n'oserait pas s'insurger.

Au cours de ses nombreuses visites aux sorciers et quimboiseuses, madame Arnaud, entraînée par l'héroïsme naturel aux journalistes en voyage, s'est prêtée à maintes cérémonies étranges, d'où elle est sortie bien souvent avec une forte sensation de vertige. A la Dominique, un vieux sorcier lui a montré une énorme vessie qui, posée sur le sol, au milieu d'une case, se gonflait et se dégonflait mystérieusement comme si un dieu invisible l'eût embouchée. Dans le même temps, des serpents énormes sortaient de tous les recoins de la cabane. Devant elle, un autre jour, une devineresse a plongé une assemblée entière dans la consternation en révélant aux indigènes, justement inquiets, leurs plus secrètes préoccupations. A la Guadeloupe, les sorciers domptent les âmes qui errent la nuit et, en cas de besoin, dégonflent les amygdales avec leur gros orteil. Borald, le plus célèbre magicien de Pointe-à-Pitre, fait des tournées « médicales » aux environs de la ville dans une limousine qu'il loue cinq cents francs par jour. On ne s'étonne pas de ce faste quand on apprend que le tarif, pour se débarrasser des mauvais esprits, est de quinze cents francs. Mais il est probable que les Guadeloupéens ont droit à un rabais. A Saint-Pierre de la Martinique, les fantômes pullulent; les sorciers prennent la forme d'animaux malfaisants; et l'on envoûte communément ses ennemis en lançant à la mer une noix de coco, à l'intérieur de laquelle on a glissé un bout de papier qui porte leur nom. Enfin, au fond des montagnes martiniquaises, on pratique des rites secrets auxquels madame Arnaud s'est fait initier. Dans une chapelle catholique audacieusement consacrée à une défunte sorcière, Sidonie, elle a assisté à un simulacre de messe, à l'issue de laquelle, après quelques simagrées, une prêtresse inspirée l'a baptisée « chuvalière » (chevalière) de l'ordre de

Sainte-Sidonie en lui offrant un croc de serpent, dextrement arraché au milieu de l'église à un trigonocéphale vivant.

La curiosité de madame Arnaud ne s'est pas limitée à l'étude des manifestations exotiques de la crédulité. On trouvera dans son livre maintes scènes de mœurs, des plus curieuses. A la Dominique — possession anglaise — elle a assisté à une émouvante cérémonie funèbre qui s'est terminée par une joyeuse baignade de tous les pleureurs et pleureuses. A Saint-Martin, une petite île que la France et la Hollande se partagent, elle a observé un des marchés de spiritueux les plus fréquentés par les gangsters américains. L'île a gagné à ce commerce une prospérité inouïe, dont la suppression de la loi Volstead va fâcheusement tarir la source. A Saint-Barthélemy, madame Arnaud a retrouvé une petite colonie de Normands établie là depuis plusieurs siècles et qui, depuis plusieurs siècles, regrettent la Normandie. A la Guadeloupe et à la Martinique, l'auteur enfin n'a pu que constater les néfastes effets de la politique, si souvent dénoncés d'ailleurs par les voyageurs et les colons. Dans ces îles enchantées, dont Lafcadio Hearn évoquait jadis le charme dans des livres inoubliables, ce qui pousse le mieux aujourd'hui ce sont les haines politiques et le fonctionnarisme. Le bulletin de vote a gâté l'heureux naturel de la plupart des indigènes. L'urne électorale, sur le bord de la mer des Antilles, est la boîte de Pandore d'où sortent tous les maux, sans laisser après eux, comme dans la légende, la petite déesse Espérance.

MARCEL THIÉBAUT

CORRESPONDANCE

Nous recevons de M. le Ministre de Hongrie la lettre suivante :

Monsieur le Directeur,

Votre excellente revue a publié, dans son numéro du 1er février 1934, un article de M. A. Mousset, intitulé *Vérité historique et Manuels scolaires*, où il est dit, entre autres, qu'à « l'enquête de la Société des Nations sur l'esprit des manuels ni l'U. R. S. S., ni la Hongrie n'ont répondu ».

Il est vraisemblable qu'au moment où M. Mousset a écrit cette phrase, elle était exacte en ce qui concerne la Hongrie. La bonne foi de l'auteur n'est donc pas en question. Mais il est également exact qu'en 1932 par son décret n° 17 941-1932, le gouvernement hongrois a répondu à l'enquête susmentionnée. De plus, pour donner une suite pratique à son adhésion à cette enquête, le gouvernement hongrois a exclu des institutions scolaires hongroises, le livre d'André Jurassa, contre le texte duquel un journal tchécoslovaque avait élevé des protestations. Tous les documents relatifs ont d'ailleurs paru depuis dans le *School Text-Book Revision and International Understanding* publié par l'Institut de Coopération intellectuelle (page 52).

Si vous croyez, Monsieur le Directeur, avec moi, que cette précision intéresserait vos lecteurs, je vous serais très obligé de la publier dans votre estimée revue.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma haute considération.

COMTE KHUEN HEDERVARY,
Ministre de Hongrie.

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. Marcel THIÉBAUT, Secrétaire général de la Revue de Paris, 114, *avenue des Champs-Élysées. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.

LE MARCHÉ FINANCIER

En rouvrant ses séances après les quatre jours de congé des fêtes de Pâques, la Bourse a retrouvé son humeur maussade. Il n'y a pas lieu d'en être surpris. Ce n'est pas instantanément que la tendance du marché des valeurs pourra se modifier. Et rien, pour l'instant, n'est susceptible de déterminer, nettement, un changement d'orientation.

La situation économique reste confuse. Si certaines industries travaillent dans des conditions plus satisfaisantes qu'il y a quelques mois, d'autres qui avaient jusqu'ici convenablement résisté à la crise générale commencent à être éprouvées à leur tour. En fait, on ne perçoit nulle part une amélioration d'ensemble, mais on note seulement de divers côtés des améliorations fractionnaires.

Peut-être les décrets-lois, une fois passée la réaction des mécontentements qu'ils vont soulever, parviendront-ils à nous ramener une atmosphère plus favorable. Quelques meilleures séances de Bourse, ces jours derniers, permettent de l'espérer. Cependant il faudra aussi dissiper, au préalable, le découragement dû aux événements qui se déroulent depuis trois mois, découragement qui a abouti, pour janvier et février, à porter jusqu'à 579 millions la moins-value des impôts par rapport aux prévisions budgétaires.

La nullité et la lourdeur du marché financier depuis le début de l'année ne s'expliquent donc que trop.

Il est remarquable, toutefois, qu'un groupe de valeurs, un seul, celui des Mines d'or conserve, dans cette déficience générale de la Bourse, une imperturbable sérénité. Ce n'est point seulement parce que les Mines d'or sont des valeurs étrangères exonérées de nos déconvenues locales, puisque de nombreux autres titres étrangers (tels que la Royal Dutch, *l'emprunt* Young, *la* Canadian, *le* Rio, *etc.) subissent le sort des valeurs françaises. La faveur exceptionnelle dont bénéficient les Mines d'or doit être attribuée, de toute évidence, à une raison particulière.*

Pour la discerner je crois qu'il faut bien se rendre compte, d'abord des progrès considérables qui ont été réalisés depuis

trente ans dans la technique industrielle des exploitations aurifères, ensuite du rôle de plus en plus prépondérant que joue le métal précieux dans les relations internationales, surtout depuis que tant de monnaies sont errantes. Quoi qu'on en dise, ou qu'on en veuille, l'or demeurera longtemps encore, sinon toujours, la monnaie d'échange dont le prestige ne pourra être éclipsé. C'est pourquoi la recherche ardente du métal-roi n'est pas près de se ralentir.

Nous avons vu pendant ces deux dernières années, les exploitations aurifères du Transvaal, qui sont de beaucoup les plus connues et les plus importantes, intensifier considérablement leur activité à la suite de la dépréciation de la livre sterling. Cette dépréciation a déterminé une « prime sur l'or » qui a permis, à son tour, de mettre en œuvre des gisements de très faible teneur précédemment considérés comme trop pauvres pour être exploités avec profit. La chute du dollar est venue également consolider ce rebondissement industriel en faveur des Mines d'or canadiennes et américaines.

En même temps dans d'autres régions déjà réputées de longue date, comme le Pérou, par la richesse de leurs gisements mais où l'on s'était longtemps heurté à des difficultés locales de traitements appropriés et de transports, des exportations nouvelles se sont ouvertes ou développées, les entraves de naguère étant désormais vaincues grâce aux progrès de la technique et au développement moderne des transports sur routes.

Cet essor remarquable de l'industrie aurifère qui a fait ses preuves de stabilité et de rentabilité explique et justifie la faveur que lui portent les capitaux de placement. Ceux-ci ont compris que l'ère des spéculations hasardeuses était passée et que la valeur des Mines d'or offrait désormais les qualités requises d'un investissement durable.

A Londres, qui est le principal marché des Mines d'or, ces titres sont toujours largement achalandés en ne cessant d'affirmer des perspectives boursières favorables.

ANDRÉ PLY,
de la Banque de l'Union industrielle française.

Toute demande de renseignements détaillés concernant cette chronique doit être adressée directement à son rédacteur, M. André Ply, 5, rue de Vienne, Paris (8e).

TABLE DU DEUXIÈME VOLUME

Mars-Avril

LIVRAISON DU 1er MARS 1934

		Pages.
GÉNÉRAL BRÉCARD	Le Roi Albert. — En Belgique (1914)	5
JEAN GIONO	Le Chant du Monde. — I	44
CHARLES CHESNELONG	L'Avènement de la République	87
JOHN RUSSELL	Le Dieu perdu	115
LOUIS BATIFFOL	Le Cardinal de Richelieu. — I	137
R. DE ROUSSY DE SALES	L'An I de l'Ère nouvelle	159
LOUIS HOULLEVIGUE	Les Isotopes	181
MARCEL LUCAIN	Le Ministère d'Union nationale	190
A. ALBERT-PETIT	L'Histoire	201
HENRY BIDOU	Le Mouvement littéraire	214
ALBERT FLAMENT	Jours d'Émeute	233
JEAN POIRIER	Parmi les Livres	235

LIVRAISON DU 15 MARS 1934

HENRI DE RÉGNIER	Promenades dans Rome	241
PAUL REYNAUD	Budget et Redressement	262
MICHEL CHEVALIER	France et Allemagne (Lettres inédites)	271
JEAN GIONO	Le Chant du Monde. — II	285
JEAN MASSIP	La Situation en Angleterre	335
ELLA MAILLART	Tachkent et Samarcande	353
LOUIS BATIFFOL	Le Cardinal de Richelieu (*fin*)	377
PAUL ALLARD	L'Anarchie de la Police	401
LIEUT-COLONEL KOELTZ	Monographies militaires	421
FRANÇOIS PORCHÉ	Le Théâtre	436
CONSTANTIN PHOTIADÈS	L'Opéra et les Concerts	446
ALBERT FLAMENT	Tableaux de Paris	458
MARCEL THIÉBAUT	Parmi les Livres	469

LIVRAISON DU 1er AVRIL 1934

		Pages.
PAUL MORAND	Réflexions sur le Roman détective	481
JULES DUHEM	Un Texte inédit du Baron Méneval	493
BARON MÉNEVAL	Mes Relations avec M. de Lavalette	508
PRINCE CH. MURAT	L'Acte d'Algésiras et la Crise marocaine	532
JEAN GIONO	Le Chant du Monde. — III	550
LOUIS ROUGIER	La Mystique soviétique	600
MARCEL GRIAULE	La Mort par la Mousseline	630
COLONEL HERBILLON	Dans le Jeu des Balkans. — I	654
CHARLES MASSONNE	Poèmes	675
FRANÇOIS PORCHÉ	Le Théâtre	680
PAUL ALFASSA	A travers quelques Expositions	689
HENRY BIDOU	Le Mouvement littéraire	701
JEAN POIRIER	Parmi les Livres	710

LIVRAISON DU 15 AVRIL 1934

★ ★ ★	La Trêve politique	721
PIERRE DE NOLHAC	Madame Vigée-Le Brun en Italie	732
COMTE DE FELS	Correspondance maçonnique	748
JEAN GIONO	Le Chant du Monde (*fin*)	762
G. LACOUR-GAYET	Les dernières années de Pauline Borghèse	818
CHARLES NICOLLE	L'Expérimentation sur l'Homme	846
PIERRE LIÈVRE	Crébillon a-t-il menti?	867
COLONEL HERBILLON	Dans le Jeu des Balkans (*fin*)	882
A. ALBERT-PETIT	L'Histoire	906
J.-L. VAUDOYER	Ingres et ses Élèves	922
LOUIS HOULLEVIGUE	L'Hydrogène lourd et l'Eau lourde	932
MARCEL THIÉBAUT	Parmi les Livres	940

CALMANN-LÉVY, Éditeurs, 3, Rue Auber, PARIS-IXe

Vient de Paraître :

COMTE DE FELS

LE MAL FINANCIER

ET SON REMÈDE

Préface de Ed. GISCARD D'ESTAING

Un volume : 8 fr.

CHEZ TOUS LES LIBRAIRES

LA REVUE DE PARIS

Paraît le 1er et le 15 de chaque mois

PRIX DE L'ABONNEMENT

		UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
PARIS, SEINE ET SEINE-ET-OISE		100 »	51 »	26.50
DÉPARTEMENTS ET COLONIES FRANÇAISES		106 »	54 »	28 »
ÉTRANGER	Demi-tarif postal	130 »	66 »	34 »
	Plein tarif	160 »	81 »	41.50

LA LIVRAISON — 240 pages — 7 francs.

On s'abonne à la Revue de Paris, *3, rue Auber, dans toutes les librairies, dans tous les bureaux de poste de France et de l'Etranger et aussi en utilisant le compte de* Chèques postaux *de la* Revue de Paris, n° 360-50, *Paris.*

Correspondants à l'étranger :

Alep : Djanji, 24, Bd de France; *Alexandrie* : Librairie Hachette, S. A. 16, Bd de Ramleh; *Amsterdam* : Meulenhoff et Cº; Feikema, Caarelsen et Cie; *Anvers* : La Grande Librairie; *Athènes* : Elefthéroudakis; *Barcelone* : Librairie Française, 8, Rambla del Centro; *Belgrade* : Henri Soubre; *Berlin* : Asher et Cº, Behrenstrasse 17; *Beyrouth* : Bugnard, 5, Av. des Français; *Bruxelles* : Agence Dechenne; Office de Publicité; Lebègue; *Bucarest* : Cartea Romaneasca S. A.; *Budapest* : Cserepfalvi, Vaci-Utca 10; *Buenos-Ayres* : Libreria Hachette S. A., 49, Maipù; *Cologne* : Ausland Zeitungshandel, Disch Haus; *Copenhague* : Vilhelm Tryde; *Damas* : Makki, rue Salhie; *Elisabethville* : Desclée, Av. Royale; *Florence* : B. Seeber; *Genève* : Naville et Cº, Agence des Journaux; Charles Dürr; *Irun* : Sociedad Gal Española de Libreria, 20, Calle de Los Martires de Jaca; *La Havane* : La Casa Belga, René de Smedt, O'Reilly; *Lausanne* : Payot et Cie; *Le Caire* : Librairie Hachette S. A., rue du Télégraphe; *Liége* : V. Bourguignon; *Lisbonne* : Torrès et Cta; *Londres* : Librairie Hachette, 34, Maiden Lane Bedford Street, W. C. 2; *Madrid* : Libreria internacional de Romo, Alcala 5; *Milan* : Bocca; *Montevideo* : Libreria « El Correo », Maximino Garcia; *Montréal* : Déom Frères; *Neuchâtel* : Delachaux et Niestlé S. A.; *New-York* : G. E. Stechert et Cº, 31 East 10 th. Street; *Port-Saïd* : Librairie Hachette; *Rio de Janeiro* : Soria et Boffoni, 157, Avenida Rio Branco; *Rome* : Modernissima; *Salonique* : Molho, 19, rue Tsimiski; *Shang Haï* : Librairie Extrême-Orient, 2, route de Vallon; *Sofia* : J. Carasso et Cº; *Stamboul* : Librairie Hachette, succursale de Turquie; B. P. 2219; *Tirana* : Guga et Cº; *Turin* : Fratelli Bocca; S. Lattès et Cº; *Varsovie* : Jean Nowicki, 17, Krakowskie-Przedmiescie; *Zagreb* : Soubre, Juriciseva ulica 6; *Zurich* : Paul Morisse.

Sans aucuns frais supplémentaires, la Revue de Paris *est fournie rognée aux abonnés qui en font la demande.*

Prière de joindre la somme de 1 franc et une bande d'abonnement à toute demande de changement d'adresse.

Les abonnements partent du 1er ou du 15 de chaque mois.

Les mandats ou valeurs à vue doivent être adressés à la Revue de Paris, *3, rue Auber.*

La reproduction et la traduction des œuvres publiées par la Revue de Paris *sont, à moins d'indication spéciale, complètement interdites dans tous les pays y compris la Hollande.*

La Revue de Paris *décline la responsabilité des manuscrits qui lui sont confiés.*

Tables décennales : (1894-1903); (1904-1913). — *Chaque livraison* . . . . 6 fr.

BRODARD et TAUPIN, Coulommiers-Paris.